Statistique Canada Statistics Canada

La Conjoncture économique

Février 1983

STATISTICS CANADA STATISTIQUE CANADA
APR 20 1983
LIBRARY BIBLIOTHÈQUE

Canada

Des données sous plusieurs formes...

Statistique Canada diffuse les données sous formes diverses. Outre les publications, des totalisations habituelles et spéciales sont offertes sur imprimés d'ordinateur, sur microfiches et microfilms et sur bandes magnétiques. Des cartes et d'autres documents de référence géographiques sont disponibles pour certaines sortes de données. L'accès direct à des données agrégées est possible par le truchement de CANSIM, la base de données ordinolingue et le système d'extraction de Statistique Canada.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toutes demandes de renseignements au sujet de cette publication ou de statistiques et services connexes doivent être adressées à:

Division des analyses de conjoncture,
Statistique économique,

Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6 (téléphone: 992-4441) ou au centre de consultation de Statistique Canada à:

St. John's	(772-4073)	Winnipeg	(949-4020)
Halifax	(426-5331)	Regina	(359-5405)
Montréal	(283-5725)	Edmonton	(420-3027)
Ottawa	(992-4734)	Vancouver	(666-3691)
Toronto	(966-6586)		

Un service d'appel interurbain sans frais est offert, dans toutes les provinces et dans les territoires, aux **utilisateurs qui habitent à l'extérieur des zones de communication locale** des centres régionaux de consultation.

Terre-Neuve et Labrador	Zénith 0-7037
Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard	1-800-565-7192
Québec	1-800-361-2831
Ontario	1-800-268-1151
Manitoba	1-800-282-8006
Saskatchewan	1(112)800-667-3524
Alberta	1-800-222-6400
Colombie-Britannique (sud et centrale)	112-800-663-1551
Yukon et nord de la C.-B. (territoire desservi par la NorthwesTel Inc.)	Zénith 0-8913
Territoires du Nord-Ouest (territoire desservi par la NorthwesTel Inc.)	Zénith 2-2015

Comment commander les publications

On peut se procurer cette publication et les autres publications de Statistique Canada auprès des agents autorisés et des autres librairies locales, par l'entremise des bureaux locaux de Statistique Canada, ou en écrivant à la Section des ventes et de la distribution des publications, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0V7.

Statistique Canada
Division des analyses de conjoncture

La Conjoncture économique

Février 1983

Publication autorisée par
le ministre des Approvisionnements et
Services Canada

Reproduction ou citation autorisée sous réserve
d'indication de la source: Statistique Canada

© Ministre des Approvisionnements
et Services Canada 1983

Avril 1983
5-2001-502

Prix: Canada, $2.65, $26.50 par annnée
Autres pays, $3.20, $31.80 par année

Catalogue 13-004F, vol. 3, nº 2

ISSN 0228-5827

Ottawa

This publication is available in English
upon request (Catalogue 13-004E)

Préface

La *conjoncture économique* vise à fournir une évaluation mensuelle de la conjoncture macroéconomique et ainsi, diffuser davantage les résultats macroéconomiques que fournit le Système de comptabilité nationale.

La publication contient également des renseignements qui peuvent servir à développer ou à modifier l'évaluation de la conjoncture économique par Statistique Canada. En particulier, la partie consacrée aux nouvelles générales (résumé des événements importants) contient un résumé pertinent qui aidera à l'interprétation des données chiffrées. Elle contient aussi pour les analystes qui souhaitent tirer leurs propres conclusions, des tableaux étendus et des graphiques qui fournissent d'utiles transformations analytiques (variations en pourcentage, ratios, lissages, etc.) des données fondamentales. Parce qu'elle s'attache à ces transformations analytiques des données, la publication n'est pas destinée à servir de recueil de données originales macroéconomiques. Les utilisateurs qui s'intéressent à de telles données doivent consulter la Revue Statistique du Canada.

Les termes et concepts techniques utilisés dans cette publication et qui pourraient être mal connus de certains lecteurs sont expliqués brièvement dans le glossaire. De temps en temps, des articles de fond plus complets seront publiés, qui expliqueront ces termes et concepts techniques plus en détail.

Table des matières

Développements de la conjoncture

Analyses des données publiées au mois de janvier vii
Nouvelles générales xxiii
Note analytique: Le crédit à la consommation au Canada xxiv
Glossaire xxxv

Graphique

1 Dépense nationale brute en millions de dollars de 1971, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 3
2 Dépense nationale brute en millions de dollars de 1971, chiffres désaisonnalisés aux taux annuels 4
3 Produit intérieur réel par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 5
4 Indicateurs de la demande, chiffres désaisonnalisés 6
5 Marché du travail, chiffres désaisonnalisés 7
6 Prix et coûts 8
7 Dépense nationale brute, indices implicites de prix, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 9
8 Dépense nationale brute, indices implicites de prix, et revenu national, certaines composantes, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 10
9 Commerce extérieur, base douanière, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 11
10 Balance canadienne des paiements internationaux, millions de dollars 12
11 Indicateurs financiers 13
12 Indicateurs avancés et coïncidents du Canada 14
13-14 Indicateurs avancés du Canada 15-16

Sommaire des tableaux

Section I Principaux indicateurs économiques 17
Section II Demande et production 27
Section III Travail 39
Section IV Prix 49
Section V Commerce extérieur 59
Section VI Marchés financiers 67

Tableau

Principaux indicateurs economiques 17

1 Dépense nationale brute, en dollars de 1971, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 19

2 Produit intérieur réel par industrie, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 19

3 Indicateurs de la demande, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 20

4 Indicateurs du marché du travail, données désaisonnalisées 20

5 Prix et coûts, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés 21

6 Prix et coûts, indices implicites de prix des comptes nationaux, taux de variation des chiffres désaisonnalisés 21

7 Commerce extérieur, base douanière, taux de variation des chiffres désaisonnalisés 22

8 Compte courant de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées 22

9 Compte de capital de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées 23

10 Indicateurs financiers 23

11-12 Indicateurs avancés du Canada, données filtrées 24

13 Indicateurs mensuels des États-Unis, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 25

14-15 Indicateurs avancés et coincidants des États-Unis, données filtrées 25-26

Demande et production 27

16 Revenu national net et produit national brut, en millions de dollars, chiffres désaisonnalisés, taux annuel 29

17 Revenu national net et produit national brut, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 29

18 Dépense nationale brute, en millions de dollars, chiffres désaisonnalisés, taux annuel 30

19 Dépense nationale brute, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 30

20 Dépense nationale brute, en millions de dollars de 1971, chiffres désaisonnalisés, taux annuel 31

21 Dépense nationale brute, en dollars de 1971, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 31

22-24 Produit intérieur réel par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 32-33

25	Valeur réelle des livraisons, des commandes et des commandes en carnet des industries manufacturières, données exprimées en millions de dollars de 1971, et désaisonnalisées	33
26	Valeur réelle des livraisons, des commandes et des commandes en carnet des industries manufacturières, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés et en dollars de 1971	34
27	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières et le ratio: valeur réelle des stocks/ livraisons, données désaisonnalisées	34
28	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières, selon le stade de fabrication, données exprimées en millions de dollars de 1971 et désaisonnalisées	35
29	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières, selon le stade de fabrication, variation des chiffres désaisonnalisés en millions de dollars de 1971	35
30	Taux d'utilisation de la capacité par les industries manufacturières, données désaisonnalisées	36
31	Valeur des permis de bâtir, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	36
32	Logements mis en chantier, logements parachevés et prêts hypothécaires approuvés, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	37
33	Ventes au détail, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	37
Travail		39
34	Sommaire de l'enquête sur la population active, données désaisonnalisées	41
35	Caractéristiques des chômeurs, données non désaisonnalisées	41
36	Sommaire de la population active, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	42
37	Sommaire de la population active, femmes, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	42
38	Sommaire de la population active, hommes, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	43
39	Emploi par branche d'activité, enquête sur la population active, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	43
40	Estimations du nombre d'employés par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	44
41-42	Emploi des grandes entreprises par branche d'activité variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	44-45

43-44	Salaires et traitements par branche d'activité, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	45-46
45	Heures hebdomadaires moyennes par branche d'activité, données désaisonnalisées	46
46	Salaires et traitements hebdomadaires moyens par branche d'activité, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	47
47	Règlements salariaux	47
Prix		49
48	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	51
49	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de l'ensemble, non désaisonnalisés	51
50	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	52
51	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de l'ensemble, non désaisonnalisés	52
52	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	53
53	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de la dépense nationale brute, désaisonnalisés	53
54	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	54
55	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de la dépense nationale brute, désaisonnalisés	54
56	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	55
57	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice des industries manufacturières, non désaisonnalisés	55
58	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	56
59	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice des industries manufacturières, non désaisonnalisés	56
60	Coût unitaire de main-d'oeuvre par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	57
61	Indices de prix des exportations et importations, variation en pourcentage des indices de prix Paasche, chiffres non désaisonnalisés	57

Commerce extérieur 59

62 Commerce extérieur, exportations par groupes de marchandises, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées 61

63 Commerce extérieur, exportations par groupes de marchandises, variation en pourcentage d'une année à l'autre 61

64 Commerce extérieur, importations par groupes de marchandises, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées 62

65 Commerce extérieur, importations par groupes de marchandises, variation en pourcentage d'une année à l'autre 62

66 Compte courant de la balance des paiements internationaux, recettes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées 63

67 Compte courant de la balance des paiements internationaux, recettes, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 63

68 Compte courant de la balance des paiements internationaux, paiements, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées 64

69 Compte courant de la balance des paiements internationaux, paiements, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 64

70 Compte courant de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées 65

Marchés financiers 67

71 Agrégats monétaires 69

72 Devises et indicateurs du marché monétaire, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées 69

73 Nouvelles émissions nettes de titres payables en devises canadiennes et étrangères, données exprimées en millions de dollars canadiens et non désaisonnalisées 70

74 Taux d'intérêt, moyenne des mercredis, chiffres non désaisonnalisés 70

75 Taux de change, dollars canadiens par unité monétaire d'autres pays, chiffres non désaisonnalisés 71

76-77 Compte de capital de la balance des paiements internationaux, mouvements de capitaux à long terme, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées 71-72

78-79 Compte de capital de la balance des paiements internationaux, mouvements de capitaux à court terme, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées 72-73

Notes

Remarque sur le rôle des indicateurs avancés au sein du système statistique

Les responsables des politiques et des décisions des secteurs publics et privés utilisent de plus en plus, et ce d'une façon plus sophistiquée, les comptes nationaux trimestriels et d'autres cadres macroéconomiques afin d'évaluer la performance actuelle de l'économie et d'en détecter les tendances fondamentales. Par contre, lorsque les utilisateurs accèdent à la structure perfectionnée qui leur permet d'analyser l'économie d'une façon relativement scientifique, des événements qui influent sur l'avenir à court et à moyen terme ont déjà pu se produire. La première manifestation d'un phénomène conjoncturel s'observe fréquemment dans un groupe d'indicateurs qui précèdent les mouvements cycliques de l'économie et qui peuvent être rapidement rassemblés au fur et à mesure du déroulement des événements. Il n'est donc pas surprenant que les "indicateurs avancés" aient pendant longtemps joué un rôle dans l'évaluation de la conjoncture économique. Au cours de la dernière décennie, la sévérité croissante des récessions mondiales a convaincu la plupart des analystes que la notion du cycle économique n'était pas morte, ce qui devait susciter un regain d'intérêt à l'égard de l'utilisation des indicateurs avancés dans l'analyse économique. Depuis le début des années soixante-dix, le nombre d'organisations au Canada et à l'étranger qui ont mis au point des systèmes d'indicateurs pour surveiller l'évolution de l'économie est assez impressionnant. Tous ces travaux ont stimulé les recherches sur la nature du travail effectué et sur l'avenir possible de ces systèmes.

C'est ainsi que Statistique Canada fût amené à mettre au point un ensemble de propositions théoriques directrices utiles lors de la construction, de l'évaluation ou du guidage du progrès des systèmes d'indicateurs avancés. Des progrès techniques ont ainsi été acquis dans le lissage des données afin de minimiser le nombre de faux signaux émis par l'indice avancé, tout en maximisant l'actualité. Un article sur ces questions a paru dans le numéro de mai 1982 de cette publication. (Numéro 13-004F au catalogue.) Dans cette remarque nécessairement brève, nous pouvons tout au plus signaler qu'un système d'indicateurs avancés doit être structuré autant que possible comme le cadre comptable (c'est-à-dire les comptes nationaux trimestriels) qu'il doit compléter, et il doit contenir un ensemble d'indicateurs suffisamment vaste pour permettre au système de signaler à l'avance tout changement cyclique susceptible d'être causé par n'importe lequel d'un grand nombre de mécanismes de causalité. Même si la version du système des indicateurs avancés actuellement utilisée à Statistique Canada n'incorpore pas l'intégralité de nos propositions théoriques directrices, nous estimons qu'il forme, avec les propositions directrices, un complément utile aux systèmes d'indicateurs au Canada. Il le deviendra de plus en plus à mesure que le système évoluera parallèlement aux principes théoriques inhérents à son perfectionnement.

Message de CANSIM

Le CANSIM® (système canadien d'information socio-économique) est le système de Statistique Canada qui se compose d'une banque de données informatisée et de son logiciel de soutien. La plupart des données présentées dans cette publication et beaucoup d'autres peuvent être obtenues de CANSIM par l'intermédiaire d'un terminal, sous forme d'imprimés d'ordinateur ou sous forme lisible par machine. Des données historiques et des données plus actuelles qui n'apparaissent pas dans cette publication sont disponibles de CANSIM.

Pour plus de renseignements, écrivez à Division CANSIM, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0Z8, ou téléphonez à (613)995-7406.

® Marque déposée de Statistique Canada.

Analyse des données publiées au mois de janvier

(fondée sur les données disponibles le 11 février 1983)[1]

Résumé

On observe des indices de plus en plus évidents qu'un creux cyclique de l'activité était atteint en novembre et en décembre. Les indicateurs mensuels de la production et de l'emploi ont augmenté en novembre et en décembre respectivement, mais il n'est pas certain si ces progressions signalent le début manifeste d'une reprise soutenue. L'hésitation de la récente amélioration des dépenses à la consommation reflète sa forte concentration dans le secteur des biens durables où des facteurs temporaires ont joué un rôle important, alors que les salaires demeuraient faibles. Le secteur du logement semble de façon plus certaine en pleine reprise, comme l'indique la forte hausse des ventes de maisons et des mises en chantier de logements au quatrième trimestre. Les perspectives pour une croissance des exportations au premier trimestre sont favorisées par le redressement dans les secteurs américains de l'automobile et du logement; un relèvement général des exportations, cependant, pourrait être retardé jusqu'au début d'une reprise plus diffusée aux États-Unis.

Les indices d'une reprise de la demande finale, et l'incertitude à propos de son calendrier, se retrouvent dans les indicateurs récents des dépenses à la consommation. Les ventes au détail, notamment la demande de voitures, ont augmenté en novembre et en décembre, de concert avec la production et l'emploi dans le secteur du commerce. Une partie de la hausse des ventes au détail en novembre semble être imputable au stimulant provisoire de taux de financement peu élevés pour les automobiles. Une partie de ces gains a disparu en janvier, cependant, lorsque les ventes de voitures canadiennes et l'emploi dans le commerce reculaient. Ces mouvements mensuels inconciliables semblent traduire les forces opposées qui agissent dans la détermination des dépenses personnelles. La diminution des taux d'intérêt et l'amélioration de la confiance des consommateurs ont encouragé une reprise dans le cas des biens durables au quatrième trimestre, bien que les ventes ont également été relevées par des stimulants temporaires à l'achat. Par contre, des taux d'augmentation plus faibles pour les gains horaires ont contribué aux diminutions continues de la demande d'autres biens au detail. Si l'inflation et les taux d'intérêt continuent à se replier au premier trimestre, le raffermissement de l'emploi global que l'on observe dans les données des mois de décembre et de janvier devrait encourager une reprise soutenue de la demande des consommateurs.

En plus des incertitudes qui entourent les perspectives d'une reprise soutenue de la demande finale au premier trimestre, on relève également des indices selon lesquels, même en cas d'amélioration de la demande, les entreprises pourraient hésiter à accroître la production et l'emploi en raison de la gravité de la récession jusqu'à présent. Cette hésitation est reflétée par la tendance inhabituelle de nombreuses industries manufacturières à absorber un relèvement des nouvelles commandes en relevant le niveau des commandes en carnet plutôt qu'en augmentant la production. Une forte reprise de la production et de l'emploi est peu probable à court terme en raison du désir des entreprises de freiner les dépenses et d'élever la productivité afin d'améliorer leur bilan. En même temps, la sévérité des coupures et des mises à pied au cours du repli actuel pourrait avoir accru les difficultés techniques à court terme pour rassembler la main-d'oeuvre et le matériel nécessaires pour accroître la production. Les indices d'une amélioration cyclique du taux de chômage seront probablement évasifs, car il est probable que la participation sur le marché du travail va reprendre sa progression séculaire lorsque la demande de main-d'oeuvre va commencer à s'améliorer.

- **L'emploi** est resté stable en janvier, après une augmentation de 0.2% en décembre, selon l'enquête sur la population active. L'amélioration sur le marché du travail et de la confiance des consommateurs à la fin de 1982 ne se retrouvait pas dans les taux d'activité, et la population active a diminué de 0.4% en janvier. Cette diminution explique la chute du **taux de chômage,** de 12.8% à 12.4%.

- Les indicateurs des dépenses personnelles en **biens de consommation** ont augmenté de 1.3% en volume en novembre, regagnant la plus grande partie des diminutions de septembre et d'octobre. La totalité de cette progression est imputable aux biens durables (+4.7%), notamment à cause des ventes de voitures et de meubles et articles ménagers, ce qui marque la continuation de la reprise des biens durables qui a suivi la chute des taux d'intérêt en août. La demande de biens semi-durables et non durables a continué de diminuer.

- Les **mises en chantier de logements** ont progressé pour le troisième mois consécutif en décembre pour atteindre un niveau de 157,000 unités au taux annuel, comparativement à un creux de 86,000 unités en septembre. Une

[1] Toutes les données sont désaisonnalisées, sauf indication contraire. De plus, les données ont été traitées spécifiquement pour les besoins de cette analyse conjoncturelle. Ainsi, dans certains cas la désaisonnalisation interpolative fut utilisée au lieu de la désaisonnalisation extrapolative employée par la source des données. Pour cette raison, les chiffres cités dans ce rapport peuvent différer de ceux publiés par la source.

forte reprise des ventes de maisons au quatrième trimestre (+60%) a entraîné une augmentation dans le secteur de la construction résidentielle (+10%).

- Le **produit intérieur réel** a haussé de 0.3% en novembre, et la production globale devrait afficher un taux de diminution moins rapide au quatrième trimestre par rapport au troisième. La plus grande partie de l'amélioration de novembre émanait des branches d'activité productrices de biens (+0.7%), alors que les secteurs de la construction et primaire continuaient de se redresser, et que le secteur de la fabrication donnait des signes de stabilisation.

- Après une forte diminution provenant du secteur de l'automobile en septembre et en octobre, l'amélioration dans un certain nombre **d'industries manufacturières** reliées au logement, à la consommation et à la demande d'exportations est devenue évidente dans les statistiques globales de l'activité manufacturière en novembre. Les nouvelles commandes réelles ont augmenté de 9.0% et les commandes en carnet de 4.3%, bien que ces progressions ont été accentuées par d'importantes hausses dans le cas du matériel de transport. Les livraisons ont progressé de 1.4% en volume, tandis que les stocks diminuaient au taux rapide de $200 millions malgré un ralentissement appréciable du taux de diminution de la production (−0.2%).

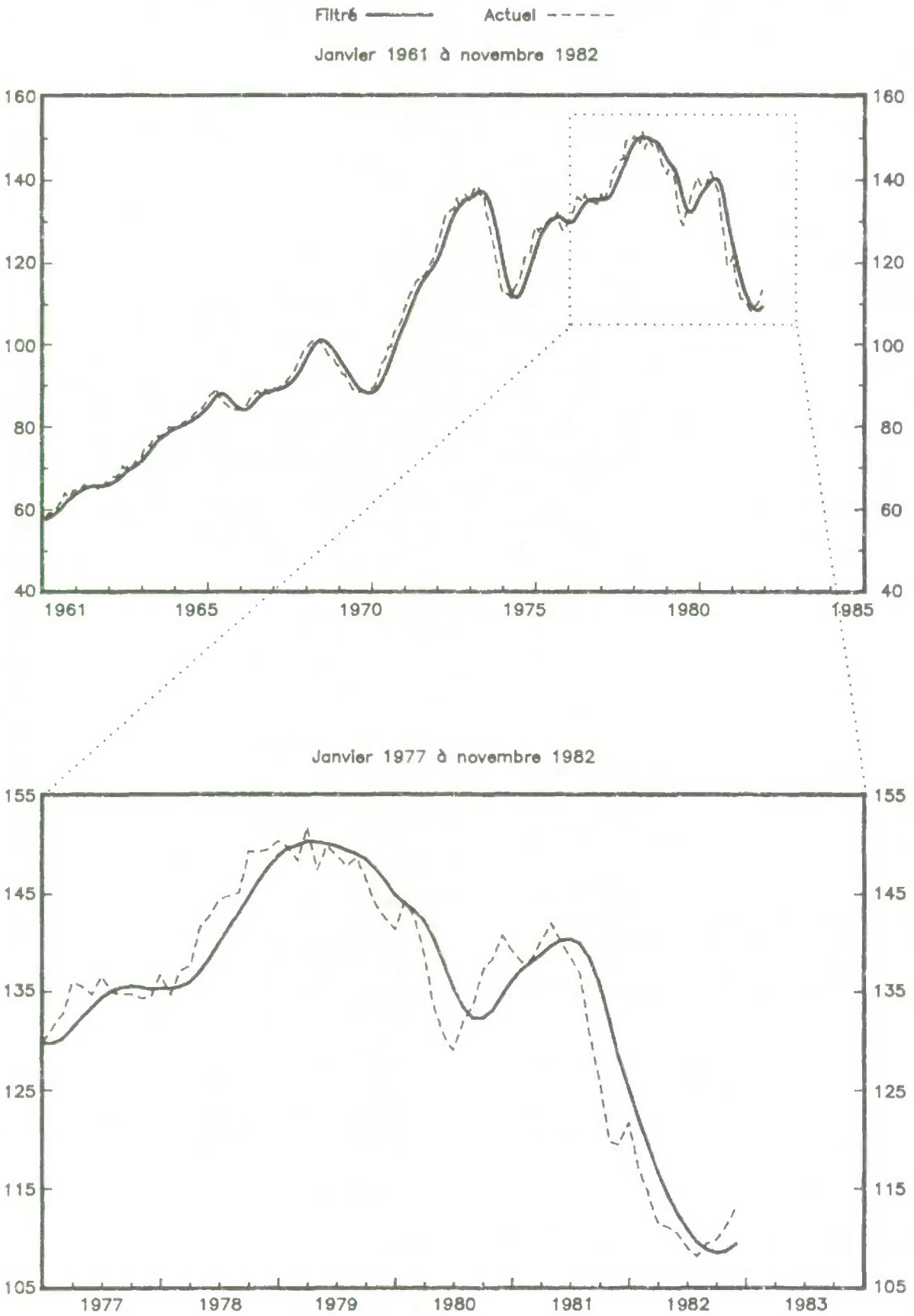
- Les **exportations** et les **importations de marchandises** nominales se sont relevées en décembre (+9.9% et +8.2% respectivement). Cependant, les indices récents d'une reprise des exportations et de la demande intérieure n'ont pas été suffisants pour influencer les taux rapides de diminution des données de la tendance-cycle (−1.8% pour les exportations et −2.8% pour les importations).

- **L'inflation** a continué de se ralentir en décembre, particulièrement au niveau du commerce de détail, alors que l'indice des prix à la consommation est resté stable au cours du mois et n'a augmenté que de 1.6% au quatrième trimestre. Le relâchement des augmentations de coût, notamment des coûts unitaires de main-d'oeuvre, a permis aux entreprises manufacturières de commencer à reconstituer leurs marges bénéficiaires, tout en limitant les hausses de prix (+0.4% en décembre, après de légères diminutions en octobre et en novembre).

L'indicateur composite avancé a augmenté de 0.69% à 109.40 en novembre, ce qui représente la deuxième hausse d'affilée après quinze mois consécutifs de baisse. La version non filtrée s'est redressée de 2.0% à 113.4 en novembre, avec sept composantes à la hausse. Le retournement de l'indicateur avancé composite semble jusqu'à maintenant moins rapide et moins diffusé qu'au cours des mêmes stades en 1975 et 1980, principalement dû à la faiblesse continue des indicateurs du revenu du travail et de la fabrication ainsi qu'au redressement relativement faible de l'indicateur avancé des États-Unis. Les indicateurs de la demande intérieure finale ont affiché des augmentations aussi marquées qu'au cours des deux reprises précédentes, entraînées par l'expansion rapide de la demande des ménages en logement au Canada central. La forte baisse des taux d'intérêt en Amérique du Nord et le raffermissement des conditions du marché du travail au Canada en décembre et en janvier devraient contribuer à prolonger cette tendance. Dans l'ensemble, les résultats de l'indicateur avancé supportent l'impression que la sévère récession actuelle pourrait prendre fin prochainement.

Figure 1

L'indicateur avancé composite du Canada (1971=100)



L'indicateur avancé composite

Les indicateurs des dépenses personnelles se sont améliorés en novembre. Les ventes de meubles et d'articles ménagers se sont redressées de 2.05%, alors que le taux de diminution des ventes de véhicules neufs s'est ralenti considérablement, passant de −2.42% à −1.10%. Les chiffres de la version non filtrée[1] indiquaient en novembre des augmentations de 6.3% dans le cas des meubles et articles ménagers et de 21.3% dans le cas des voitures. Le retournement des dépenses personnelles demeure hésitant alors qu'il semble être en grande partie imputable aux rabais et aux financements à taux réduit. La faiblesse de la demande à la consommation des autres biens et services, qui n'étaient pas sujets aux rabais et qui sont insensibles aux taux d'intérêt, reflète la diminution régulière des revenus réels. Cependant, la baisse des taux d'intérêt en décembre et le raffermissement des conditions du marché du travail en décembre et en janvier devraient contribuer à maintenir cette tendance à la hausse générale de la demande à la consommation.

L'indice de la construction résidentielle[2] a augmenté fortement en novembre (+2.86%), un retournement de la tendance des seize derniers mois. Telle que le montre, dans la version non filtrée, la hausse ininterrompue de la valeur des permis de bâtir émis à partir de juillet dernier (+80%), la reprise dans ce secteur est bien engagée. Le nombre de mises en chantier de logements a commencé à refléter ce redressement à partir d'octobre, ce qui a entraîné des hausses de l'indice non filtré de la construction résidentielle en octobre et novembre. Jusqu'à novembre, l'amélioration était concentrée dans le logement unifamilial au Canada central, plus particulièrement au Québec, ce qui résulte probablement de l'attrait des programmes d'aide au logement des gouvernements provinciaux, surtout pour le logement neuf.

Indicateurs avancés

	Variation en pourcentage en novembre
Indice avancé composite (1971=100)	+0.69
1. Durée hebdomadaire du travail – Fabrication (Heure)	−0.09†
2. Indice de la construction résidentielle (1971=100)	+2.86
3. Indice avancé composite des États-Unis (1967=100)	+0.55
4. Offre de monnaie(M1) ($ millions de 1971)	−1.09
5. Nouvelles commandes – Industries de biens durables ($ millions de 1971)	+0.06
6. Commerce de détail – Meubles et articles ménagers ($ millions de 1971)	+2.05
7. Ventes de véhicules automobiles neufs ($ millions de 1971)	−1.10
8. Ratio des livraisons aux stocks (produits finis) – Industries manufacturières	−0.00*
9. Indice du cours des actions (TSE300, sans le pétrole et le gaz naturel 1975=1000)	+5.38
10. Variation en pourcentage du prix par coûts unitaires de main-d'oeuvre – Industries manufacturières	+0.15*†

*variation nette

†Des estimations préliminaires de la division du travail sur l'emploi, la durée hebdomadaire du travail et les gains horaires dans la fabrication ont été utilisées pour calculer ces indicateurs.

[1] Le filtrage vise à réduire les mouvements irréguliers au sein des données de sorte que l'on puisse mieux déterminer si le mouvement actuel représente une variation du cycle économique. Malheureusement, tout filtrage de cette nature se traduit par une réduction de l'actualité lorsqu'il s'agit d'identifier les changements cycliques.

Nous avons tenté de minimiser cette perte d'actualité en filtrant l'indice avancé et ses composantes avec des filtres occasionnant un déphasage minimum de façon à minimiser les faux signaux et à maximiser l'actualité. Voir D. Rhoades, "La conversion de l'actualité en fiabilité des séries chronologiques économiques ou filtrage des séries chronologiques économiques occasionnant un déphasage minimum", Revue Statistique du Canada, février 1980.

Entre janvier 1952 et janvier 1982, l'indice non filtré a émis 64 faux signaux avec une avance moyenne de 6 mois aux sommets du cycle économique et 2 mois aux creux. L'indice filtré n'a émis que 10 faux signaux au cours de la même période, avec une avance moyenne de 5 mois aux sommets et un retard d'un mois aux creux. Au cours des 361 mois de la période janvier 1952-janvier 1982, les 10 faux signaux de la version filtrée représentent un taux d'erreur de 2.8%, tandis que les 64 faux signaux de la série non filtrée constituent un taux d'erreur de 17.8%.

Les données utilisées pour les indicateurs avancés sont des données filtrées, sauf indication contraire.

[2] Cet indice est un indice composite des mises en chantier de logement urbain, des permis de bâtir résidentiels et des prêts hypothécaires approuvés.

dans cette région du pays. La forte baisse des taux hypothécaires au cours de l'automne et la réapparition d'hypothèques à plus long terme améliorent les perspectives d'une reprise plus soutenue et mieux diffusée à travers le Canada, car ces facteurs vont jouer un rôle de plus en plus important dans le redressement du secteur du logement.

Après les retraits marqués de septembre et d'octobre, le taux de diminution des indicateurs de l'activité dans le secteur manufacturier s'est ralenti en novembre. Ce changement est attribuable aux nouvelles commandes de biens durables (+0.06%), particulièrement de matériel de transport, quoique les commandes reliées à la demande des ménages en logements et en biens de consommation semblaient également se raffermir de concert avec les indicateurs de la demande finale. Les indicateurs de la production comme la durée hebdomadaire moyenne de travail (−0.09%) et l'emploi dans la fabrication (−1.13%) sont demeurés faibles, alors que dans la version non filtrée, la plus grande partie de l'augmentation des nouvelles commandes se traduisait, curieusement, par une hausse des commandes en carnet, la première à survenir depuis 1979. Les livraisons totales ont également continué de diminuer à un taux rapide, quoique la version non filtrée se hissait de 1.4% avec une diffusion assez large de la croissance, particulièrement parmi les biens non durables. Le ratio des livraisons aux stocks de produits finis n'a pas varié à 1.36 pour le quatrième mois d'affilée.

L'amélioration des indicateurs des marges bénéficiaires dans la fabrication s'est poursuivie en novembre, alors que la variation en pourcentage du prix par coût unitaire de main-d'oeuvre s'est redressée de 0.15 pour passer de −0.43% à −0.28%. Le taux d'augmentation s'est ralenti quelque peu, reflétant ainsi l'évolution de la version non filtrée qui est restée inchangée en novembre. Le relâchement s'explique en partie par les fortes coupures de production en septembre et octobre dans l'automobile et les industries reliées à l'investissement. Ces coupures ont entrainé de fortes diminutions de la production par personne occupée dans ces industries, et par conséquent, ces baisses ont réduit les marges bénéficiaires. Par contre, comme ces industries paient des salaires relativement élevés, la moyenne mesurée des gains horaires a été modérée, ce qui a contribué à l'amélioration des marges bénéficiaires. La tendance continue à la modération des règlements salariaux devrait contribuer à soutenir une reprise continue des marges bénéficiaires.

Telle que reflétée dans la hausse de 5.38% de l'indice des actions à la bourse de Toronto, la reprise des marchés financiers a continué de prendre son essor en novembre. L'offre réelle de monnaie a baissé de 1.09%, diminution semblable à celle des trois derniers mois.

L'indicateur avancé des États-Unis enregistrait sa sixième augmentation consécutive en novembre (+0.55%), quoique le taux de croissance continuait d'être peu différent des mois précédents. En novembre, la version non filtrée n'a pas enregistré de variation significative (+0.2%), les indicateurs du marché financier et les permis de bâtir demeurant les principales forces positives. En décembre, cependant, la version publiée indiquait une hausse plus ample et mieux diffusée, alors que la tendance négative des indicateurs coincidents se ralentissait considérablement vers la fin du quatrième trimestre. Cette évolution peut indiquer une reprise prochaine de nos exportations vers les États-Unis.

Production

Le produit intérieur réel affichait une hausse de 0.3% en novembre. Bien qu'une diminution appréciable de la production pour l'ensemble du quatrième trimestre semble inévitable après des baisses de 1.0% et de 1.2% en septembre et en octobre, les signes croissants de stabilisation de la production en novembre et de l'emploi en décembre devraient se traduire par un ralentissement du taux de diminution par rapport au troisième trimestre. Les indices d'une reprise embryonnaire de la production étaient plus évidents dans les branches d'activité productrices de biens les plus gravement touchées par la récession, notamment les industries primaires (sans l'agriculture), la fabrication et la construction. La production et la demande des industries de services ont donné moins d'indications d'un renversement de la production (+0.1% en novembre), bien que la poussée récente de l'activité sur les marchés financiers et l'augmentation dans le cas du commerce de détail et extérieur en décembre devraient encourager une amélioration graduelle de l'activité dans les secteurs des finances, du commerce et de la distribution.

La production des **industries de biens** augmentait de 0.7% en novembre, après la forte diminution en septembre et en octobre, attribuable dans une large mesure à l'industrie automobile. La production dans le secteur de la construction haussait pour le deuxième mois consécutif (+1.5%, après une augmentation de 0.9% en octobre), alors que le redressement récent des mises en chantier de logements a commencé à relever le niveau des travaux mis en place. La progression régulière des mises en chantier de logements au cours du mois de janvier augure d'autres importantes hausses dans ce secteur. La production du secteur des

mines a augmenté de 3.2%, ce qui représente une continuation de la reprise qui s'est soutenue au cours des trois derniers mois.

Alors que l'on observe des indices croissants d'une reprise dans les secteurs primaire et de la construction depuis la fin de l'été, le ralentissement prononcé du taux de diminution de la **production manufacturière,** à seulement −0.2% en novembre, est un renversement plus perceptible (la production a baissé d'un total de 9.0% en septembre et en octobre). En rétrospective, il semblerait que le fort repli de la production automobile en septembre (−21.1%) et en octobre (−21.9%) dissimulerait une tendance à l'amélioration dans un certain nombre d'industries qui dépendent de la demande de consommation, de l'exportation et de l'habitation. Cette évolution reflète le rôle dominant de l'industrie automobile dans la fabrication de biens durables (environ 20% de la production, excluant les effets secondaires considérables sur des branches connexes telles que le caoutchouc, le verre et la sidérurgie). Comme l'industrie automobile a réajusté ses stocks aux niveaux désirés en réaction aux coupures au début du quatrième trimestre, et comme une reprise soutenue de la production jusqu'au deuxième trimestre de 1983 au moins semble garantie par les cédules de production, l'amélioration de la tendance sous-jacente d'un certain nombre d'industries manufacturières a une influence perceptible sur la production globale.

Ce redressement émane d'un certain nombre de branches d'activité qui dépendent de la demande des ménages et extérieure (ses manifestations sous la forme de nouvelles commandes et de commandes en carnet et de livraisons et de stocks fait l'objet d'un examen plus détaillé lors de l'analyse du secteur de la fabrication). Du point de vue de la production, il suffit simplement de remarquer que l'amélioration récente de la demande a contribué à relever la production en novembre dans le cas des branches d'activité reliées à la consommation et à la construction, telles que les meubles et articles d'ameublement (+3.9%), les aliments et boissons (+1.5%), les textiles (+2.1%), les vêtements (+1.7%), le caoutchouc (+4.0%) et les minéraux non métalliques (+2.4%), tandis que celle de certaines industries d'exportation telles que la fonte et l'affinage a également augmenté (+3.2%, bien que la production des métaux de première transformation dans son ensemble ait baissé en raison des coupures au niveau de la sidérurgie). Sans vouloir accorder trop d'importance au bref redressement de la production dans un grand nombre de ces branches d'activité, l'amélioration générale d'un grand nombre d'indicateurs de la demande et de l'activité future (notamment les nouvelles commandes et les commandes en carnet) suggère que les perspectives à court terme sont favorables pour une reprise graduelle de la production manufacturière.

La nature hésitante et prudente du début de reprise dans le secteur de la fabrication se retrouve dans le comportement récent de la production dans les **industries du bois et des articles ménagers.** La production d'articles ménagers, par exemple, a chuté de 17.1% en novembre, et les entreprises ont introduit des rabais à peu près au même moment afin de réduire les stocks indésirés. Ces mesures, cependant, font suite à quatre mois consécutifs de hausse de la production totalisant 39.8%. Bien que la demande des consommateurs en articles ménagers ait progressé de façon continue depuis le mois de juillet, le taux d'augmentation de la production a été excessif par rapport au redressement de la demande, et les fabricants ont réagi en rectifiant à la baisse la production en novembre. On observe une évolution semblable dans l'industrie du bois, où la production a baissé de 7.4% après une hausse de 6.8% entre juillet et octobre. Ce type de reprise, hésitant et inégal, avec des entreprises désireuses de garder les cadences de production alignées sur la demande finale, devrait se retrouver dans la plupart des branches d'activité aux premières étapes d'une reprise en 1983, compte tenu de la force inconnue d'une reprise possible de la demande finale et de la situation délicate du bilan des sociétés. Il convient de noter également que la plupart des industries ont été plus prudentes que les fabricants d'articles ménagers en accumulant à l'avance des stocks dans la perspective d'une reprise de la demande. Malgré ces corrections occasionnelles, la tendance sous-jacente d'un grand nombre d'industries manufacturières semble être à la hausse, même si ce n'est que de façon graduelle. Les principales exceptions de cette évolution générale sont les branches d'activité reliées aux investissements des entreprises, dont la tendance de la production et de la demande demeure nettement négative et les stocks restent beaucoup trop élevés.

Ménages

Selon l'enquête sur la population active, janvier est le deuxième mois d'affilée de stabilité de l'emploi, après la baisse enregistrée pendant quinze mois consécutifs, soit d'août 1981 à novembre 1982. La stabilité récente de l'emploi s'explique par le redressement au cours de l'automne de la demande intérieure, qui s'est traduit par une hausse de l'activité dans les mines, les forêts, le logement, le commerce ainsi que les transports, communications et autres services d'utilité publique. Les indicateurs avancés de l'activité en décembre font ressortir la poursuite de ces tendances malgré des incertitudes

qui subsistaient dans certains secteurs. Aussi, est-il trop tôt pour interpréter comme un redressement du cycle des affaires la baisse sensible du taux de chômage en janvier. De plus, les fortes augmentations du chômage en 1982 auraient eu un effet marqué sur les tendances saisonnières de sorte qu'il serait plus difficile de corriger les données courantes de fluctuations saisonnières du chômage. L'activité dans le secteur du logement était soutenue en janvier, entraînée par de fortes progressions du logement simple au Canada central. Les ventes au détail se sont redressées en novembre, alors que la demande de biens durables a commencé à réagir à la baisse des taux d'intérêt et aux stimulants spéciaux à l'achat.

Après s'être redressé de 0.2% en décembre, **l'emploi** n'a pas varié en janvier, alors que la hausse de l'emploi des travailleurs adultes a contrebalancé la baisse continue de l'emploi des jeunes de 15 à 24 ans. Alors que l'emploi des hommes de 25 ans et plus n'a pas varié, l'emploi des femmes de ce groupe d'âge a augmenté de 16,000 et se traduisait à la fois par une hausse du travail à temps partiel (+9,000) et à temps plein (+2,000). À cause surtout du redressement dans le secteur des finances, assurances et affaires immobilières, l'emploi des femmes a augmenté presque partout au pays sauf au Québec, où la baisse sensible (−5,000) était dominée par les services. En janvier, l'emploi des hommes a baissé particulièrement à cause de l'Alberta où on a enregistré une baisse saisonnière plus accentuée dans l'industrie de la construction. L'emploi des hommes a augmenté fortement au Québec (+15,000) et a peu ou point varié dans les autres provinces, de sorte que l'emploi total a diminué dans deux provinces seulement, l'Alberta et Terre-Neuve.

En janvier, des hausses de **l'emploi** dans les industries manufacturières (+16,000), le secteur des finances, assurances et affaires immobilières (+13,000) ainsi que l'industrie primaire (+6,000) ont été compensées par des baisses dans l'industrie de la construction (−16,000), des transports, communications et autres services d'utilité publique (−14,000) et le commerce (−7,000). L'emploi n'a pas varié dans les services et l'administration publique. La distribution par industrie des variations de l'emploi depuis deux mois reflète l'incertitude qui entourait le redressement de certains indicateurs de la demande finale à la fin du quatrième trimestre. Ainsi, la baisse dans les transports et le commerce suggère le répit de la demande en biens de consommation et à l'exportation, alors que la tendance toujours négative des investissements des entreprises a continué de dominer le retrait de l'industrie de la construction. Les premières hausses de l'emploi après une série de baisses consécutives dans les industries manufacturières, primaires et dans le secteur des finances, assurances et affaires immobilières traduisaient le redressement de la demande intérieure au cours de l'automne, particulièrement dans le logement et les dépenses connexes. La diffusion de ces hausses à travers le pays était beaucoup plus large que dans le cas des baisses de l'emploi.

La **population active** a baissé de 0.4% en janvier, entraînée par la participation des hommes qui a continué de se retrancher. La population active féminine s'est redressée de 7,000 après la forte augmentation de 36,000 en décembre, hausses qui ont suivi en gros la tendance de l'emploi des femmes durant ces deux mois. Ce mouvement parallèle de l'emploi et de la population active ont empêché une amélioration de la situation du chômage pour les femmes (à 12.1%), alors que le chômage des hommes a diminué à cause d'une baisse de la participation. Le taux de chômage total est conséquemment passé de 12.8% à 12.4%. Le détail provincial indique que l'ampleur de la baisse de la participation est surtout attribuable à l'Ontario (−46,000 hommes représentant l'équivalent de la baisse du taux de chômage entre décembre et janvier), puis à l'Alberta et dans une moindre mesure, Terre-Neuve. La population active a peu ou point varié dans les autres provinces. La baisse de la population active en Alberta est attribuable à la détérioration plus accentuée des conditions du marché du travail à partir du mois d'août. Toutefois la baisse en janvier de la population active en Ontario semble davantage liée à des problèmes de désaisonnalisation, alors que l'amplitude des variations saisonnières n'est pas dramatiquement différente de celle des autres provinces. L'inclusion des diminutions accentuées de la population active en 1982 dans le calcul des facteurs saisonniers pour 1983 est probablement à la source de cette anomalie.

Le **marché du logement** a continué de se redresser fortement à la fin de 1982, et plusieurs indications portent à croire que le relèvement de l'activité devrait se poursuivre au cours des premiers mois de 1983. Les mises en chantier ont augmenté de 12.1% en décembre après des hausses de 21.7% en novembre et de 33.7% en octobre, pour atteindre son niveau le plus élevé depuis le mois de février 1982, soit 157,000 unités au taux annuel. Les hausses des permis de bâtir et des prêts hypothécaires en novembre (+16.5% et +29.2% respectivement) présagent une poursuite de la relance du secteur résidentiel. L'effet de cette reprise sur l'emploi et la demande de matériaux devrait

se faire sentir surtout au premier trimestre de 1983, puisque les unités mises en chantier avant janvier 1983 devraient entrainer des investissements (mise en place) d'environ $1.1 milliard (sans ajustement pour les grèves et la saisonnalité) au premier trimestre de 1983. Il ne faudra que peu de mises en chantier pour que la mise en place surpasse de beaucoup celle du quatrième trimestre de 1982 ($1.6 milliard). La construction sera d'autant plus favorisée à court terme que la relance est surtout concentrée dans le logement unifamilial, où la mise en place est rapide et demande beaucoup de main-d'oeuvre.

L'analyse des données au niveau provincial révèle que l'activité est surtout concentrée au **Québec et en Ontario.** Ces deux provinces expliquent 97.9% de l'augmentation des mises en chantier au Canada du troisième trimestre au quatrième trimestre de 1982. Vu le fort ralentissement de la migration de la population vers l'Ouest et les taux d'inoccupation élevés dans cette région, il semble bien que les perspectives du logement seront surtout déterminées par la situation de l'emploi au Québec et en Ontario. La stabilisation de l'emploi dans ces deux provinces en décembre et en janvier est de bonne augure. L'activité en Ontario est reliée en partie au programme ontarien d'aide aux acheteurs d'une première maison qui se terminait le 31 décembre 1982. La construction résidentielle au Québec semble aussi influencée par les programmes provinciaux, qui sont les plus généreux du Canada (la Corvée Habitation et le programme d'accession à la propriété).

On observe une reprise soutenue du **logement de propriété** et un relèvement plus faible et moins soutenu du logement locatif. Les mises en chantier de **logement simple** en zones urbaines se sont accrues de 52.8% en novembre pour atteindre le niveau de 81,000 unités au taux annuel, soit le plus haut niveau depuis le mois de juin 1977. Suite à une croissance soutenue depuis le mois d'octobre, les mises en chantier ont presque doublé au quatrième trimestre (60,000 unités) par rapport au trimestre précédent (30,700 unités). Les perspectives continuent d'être bonnes pour le logement unifamilial. La croissance soutenue et forte des permis de bâtir en zones urbaines du mois de mai (26,500 unités) à novembre (93,800 unités) est de bonne augure. Les stocks de maisons neuves inoccupées ont baissé plus rapidement à la fin de 1982 pour atteindre en décembre le plus bas niveau depuis le commencement de la forte activité domiciliaire de 1976 et 1977, soit 5,328 maisons. D'une part, le dégonflement rapide des stocks indique que la demande est plus forte que ne le laissent entrevoir les mises en chantier et les permis de bâtir et, d'autre part, le volume déprimé des stocks présage que cette demande entraînera davantage de mises en chantier.

Les bonnes perspectives du logement simple sont aussi confirmées par le nombre important et croissant de demandes d'application au **programme d'aide à l'accession à la propriété du gouvernement fédéral.** En effet, la S.C.H.L. avait reçu 136,626 demandes jusqu'au 28 janvier de 1983 dont 47,963 pour la construction de maisons neuves, ce qui se compare à environ 100,000 demandes reçues à la mi-novembre dont le tiers pour la construction. La stabilisation de l'emploi en décembre et en janvier est de bonne augure pour les perspectives dans ce secteur, puisque la croissance de la demande jusqu'à décembre était ralentie par les pauvres perspectives de l'emploi.

La croissance de la demande anticipée et la baisse des stocks devraient exercer de nouvelles pressions à la hausse sur les prix des maisons neuves, alors que les entrepreneurs et les fournisseurs de la construction tenteront de rétablir leurs marges bénéficiaires. D'ailleurs, la baisse du prix des maisons neuves depuis le mois de février (baisse mensuelle moyenne de 0.4%) s'est ralentie en décembre (−0.1%).

La baisse des mises en chantier (−17.7%) de **logement multiple** en décembre, après deux mois de fortes hausses, et celle des permis de bâtir en novembre (−30.4%), démontrent la nature moins soutenue de la reprise au niveau du **logement locatif.** Les bonnes perspectives du logement de propriété nuisent à celles du logement locatif. De fait, les stocks de logements locatifs neufs se sont stabilisés à des niveaux élevés (11,850 unités en novembre et décembre). Dans une telle situation , il est peu probable que les programmes gouvernementaux affectant ce type de logement aient une portée importante surtout dans les régions où les taux d'inoccupation sont élevés comme dans les villes de l'Ouest du pays.

Les indicateurs des dépenses personnelles en **biens de consommation** ont augmenté de 1.3% en volume en novembre, regagnant la plus grande partie des diminutions de septembre (−0.5%) et d'octobre (−0.9%). Cette progression est entièrement attribuable à l'augmentation de la demande de biens durables (+4.7%), notamment les voitures (+11.5%), dont les ventes ont suivi une lente tendance à la hausse depuis le début de la diminution des taux d'intérêt en août. La demande de biens semi-durables et non durables, qui se rattache davantage aux variations du revenu personnel réel qu'aux taux d'intérêt, continuait de se

replier (0.4% et de 0.8% respectivement). L'affaiblissement continu des salaires et traitements aux troisième et quatrième trimestres semble avoir plus que compensé la hausse des revenus imputable au renouvellement des hypothèques à des taux moins élevés.

Le relèvement de la demande de **biens durables** en novembre marque la reprise du redressement dans le cas des biens durables qui avait commencé en août. Les ventes de biens durables ont progressé de 7.6% en volume depuis le mois de juillet, alors que les taux d'intérêt baissaient de façon continue pendant cette période et que la confiance des consommateurs augmentait. La plus grande partie de cette reprise est imputable aux ventes de voitures (+17.7% depuis juillet) et à un relèvement soutenu des biens durables destinés aux ménages, tels que les meubles et articles ménagers ainsi que les biens pour les loisirs à la maison. Les ventes de meubles et d'articles ménagers ont augmenté pour le quatrième mois consécutif en novembre (+2.2% au cours de ce mois, et +9.4% depuis le mois de juillet), tandis que les biens destinés aux loisirs à la maison progressaient également pour le quatrième mois d'affilée (+2.0% au cours du mois, et +7.1% depuis le mois de juillet).

La demande de biens semi-durables et de **biens non durables** est tombée à de nouveaux creux au cours du repli cyclique actuel, alors que le taux de diminution s'accentuait au cours des trois mois les plus récents (−1.6% au cours des trois mois se terminant en novembre, comparativement à −1.0% au cours des trois mois précédents). La plus grande partie du repli en novembre émanait de la diminution de la demande de vêtements (−0.9%), d'articles d'ameublement ménagers (−1.3%), de livres (−4.8%), d'alcool (−5.3%), et d'autres biens non durables (−1.3%).

Une **étude par province** des ventes au détail nominales (les données dégonflées par province ne sont pas disponibles) révèle que la plus grande partie du raffermissement de la demande émanait de l'Ontario (+3.4%), de la Colombie-Britannique (+2.8%) et du Québec (+2.5%), alors que les ventes au détail étaient faibles dans les provinces des Prairies (+0.8%) et de l'Atlantique (+0.5%), faisant suite à des baisses dans ces provinces le mois précédent. La distribution des ventes au détail, notamment les progressions en Ontario et en Colombie-Britannique, contredit les tendances récentes de la situation du marché du travail par province. En termes des résultats de l'enquête sur la population active, l'emploi était particulièrement faible au quatrième trimestre en Colombie-Britannique et en Ontario. Le niveau relativement ferme des ventes dans ces provinces, cependant, peut refléter la concentration plus élevée des **revenus de placements** (intérêts, dividendes et revenus divers de placements) versés aux particuliers en Colombie-Britannique et en Ontario et se rattachant à l'échance des obligations d'épargne du Canada en novembre, pour lesquelles des intérêts de 19.5% ont été payés si détenues depuis novembre dernier lors de l'émission d'un montant de $10.0 milliards d'obligations. Bien que les données sur la distribution provinciale des obligations d'épargne du Canada ne sont pas disponibles, la distribution provinciale du total des revenus de placements semble indiquer que ces provinces auraient reçu un montant disproportionnellement élevé de revenus sous forme d'intérêts en novembre (si la répartition provinciale des O.É.C. est parallèle à celle du total des revenus de placements). En 1981, les particuliers en Colombie-Britannique ont reçu 13.8% du total des revenus de placements distribués au Canada, alors que l'emploi dans cette province ne comptait que pour 11.2% seulement du total pour le Canada. Les statistiques comparables pour l'Ontario étaient 40.2% pour les revenus de placements, contre 38.6% seulement de l'emploi. Cette notion ne semble pas être valable en ce qui concerne la stabilisation relative des ventes au détail au Québec, qui perçoit une proportion moins élevée des revenus de placements (22.3% en 1981) par rapport à son importance relative dans l'emploi (24.0%).

Prix

La modération de l'inflation s'est poursuivie en décembre, comme le montre la stabilité de l'indice des prix à la consommation au cours de ce mois. Les principales causes de ce ralentissement étaient les baisses de prix des aliments et de l'essence. On observe des augmentations modérées au niveau des matières brutes et de la fabrication. À l'exception d'un raffermissement des prix du bois de construction qui était imputable à un redressement de l'activité sur le marché nord-américain du logement, il n'y avait que peu d'indices d'une reprise dominée par la demande des prix des matières industrielles. Un ralentissement considérable des coûts unitaires de main-d'oeuvre dans les secteurs primaire et manufacturier ainsi qu'une diminution des coûts de financement des stocks ont amélioré les perspectives des marges bénéficiaires au cours des derniers mois. Le niveau élevé des stocks de produits manufacturés finis par rapport aux livraisons dans la plupart des industries suggère qu'il existe peut-être encore certains stimulants afin de réduire les stocks, et par conséquent, peu de pression à la hausse sur les prix au cours des prochains mois.

Les **prix à la consommation** sont restés inchangés dans l'ensemble en décembre, après des augmentations mensuelles modérées de 0.5% en moyenne depuis le mois de juillet. Une des principales causes du ralentissement du taux d'inflation a été la chute de 0.6% du prix des aliments achetés en magasins en décembre. Il s'agit de la quatrième diminution consécutive en cinq mois, imputable dans une large mesure à la baisse du prix du porc. Le prix du porc a fortement augmenté au printemps et à l'été de 1982 en raison principalement de coupures cycliques des approvisionnements. Le prix du porc s'est relâché récemment, bien qu'en décembre il était supérieur de 17.7% à celui de décembre 1981.

La diminution de 0.8% du prix de l'essence a contribué également à la modération de l'inflation en décembre. Cette baisse était imputable à "la guerre des prix" qui est survenue dans un grand nombre de centres urbains depuis le mois de juillet. Le prix de l'essence a fluctué depuis cette date (juillet: −0.7%, août: +1.8%, septembre: +5.4%, octobre: −2.5%, novembre: +1.7%), y compris l'effet d'une augmentation du prix du pétrole brut à la tête de puits en septembre. La tendance à la baisse devrait se maintenir en janvier, alors que la guerre des prix s'est poursuivie, et la taxe d'indemnisation pétrolière a été réduite.

On observe une modération dans les autres composantes de l'I.P.C. en décembre également. Le prix des biens durables est resté inchangé et celui des biens semi-durables a augmenté de 0.1% seulement. On enregistre une diminution de prix pour un grand nombre d'articles cadeaux (tels que les jeux, le matériel photographique, l'équipement de ski, le matériel audio et certains vêtements et articles ménagers), bien que les rabais à l'achat étaient moins diffusés que l'an dernier.

Le prix des services a continué de s'apaiser en décembre, cette composante n'accusant qu'une augmentation de 0.2%, ce qui constitue la plus faible hausse mensuelle depuis décembre 1979. Les coûts hypothécaires n'accusaient qu'une augmentation de 0.6%, alors que la diminution des taux d'intérêt et du prix des maisons neuves est comprise dans la répartition sur cinq ans des hypothèques en cours. Les coûts de remplacement du logement diminuaient pour le deuxième mois consécutif. L'autre cause importante du ralentissement du prix des services était une baisse saisonnière de 4.2% des frais d'hébergement dans les hôtels et les motels.

Les prix de vente dans l'industrie ont augmenté de 0.4% en décembre, faisant suite à deux mois de diminution. La principale cause de la progression des **prix des biens non durables** a été le relèvement des prix des industries des aliments et boissons (+0.4%). Cette augmentation était imputable dans une large mesure à une hausse du prix du porc, en raison de coupures des approvisionnements au Canada et aux États-Unis. Une légère augmentation du prix du papier et produits connexes a également contribué au relèvement des prix de vente dans les branches d'activité productrices de biens non durables. Le prix du papier journal demeure cependant déprimé sur les marchés mondiaux, et la hausse de décembre reflète la dépréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine (les prix du papier journal sont habituellement exprimés en dollars américains). Le prix des vêtements et produits connexes accusait des progressions modérées en décembre, tandis que celui des produits chimiques diminuait.

Les prix de vente des branches productrices de biens **durables** ont également augmenté légèrement en décembre. La quatrième hausse consécutive des prix désaisonnalisés du bois était la cause principale de l'augmentation de l'I.P.V.I. Le prix du bois de construction se redresse en réaction au relèvement de la construction de logements sur les marchés nord-américains. Après deux mois de diminution, le prix des produits de métaux de première transformation augmentait de 0.9% en décembre, en réaction à une progression du prix de métaux spéculatifs tels que l'or et l'argent, ainsi qu'à la dépréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine. Le prix du nickel, du cuivre, du fer et de l'acier est demeuré faible sur les marchés internationaux. Les prix de vente des branches productrices de biens reliés à l'investissement n'ont accusé qu'une légère hausse en décembre (machines: +0.2%, minéraux non métalliques: +0.2%, produits électriques: +0.1% et fabrication de produits en métal: −0.3%), alors que le repli des dépenses d'investissements des entreprises ne donnait que peu de signes de redressement.

L'indice de prix des matières brutes s'est accru de 0.4% en décembre, après n'avoir que peu varié en novembre. Cette augmentation traduit un raffermissement du prix de certaines matières industrielles dont la tendance était à la baisse au cours de l'année écoulée, telles que les textiles et les métaux ferreux. Les prix du bois ont continué de baisser légèrement au niveau des matières brutes, malgré les augmentations au niveau des prix de vente dans l'industrie. La reprise des prix du bois au niveau de l'industrie primaire est généralement en retard par rapport à celle des prix du bois de construction scié, en raison de leur durée de démarrage plus rapide qui empêche toutes perturbations dans l'approvisionnement. Dans ce cas, il semble qu'il y ait

des stocks relativement élevés de billes au niveau primaire au début de la reprise de la demande de bois dans le secteur de la construction résidentielle. La hausse de 3.7% du prix des métaux non ferreux est imputable, dans une large mesure, à l'accroissement du prix des métaux spéculatifs tels que l'argent et l'or plutôt qu'à une reprise des prix industriels des métaux communs.

Investissements des entreprises

Les indicateurs coïncidents des investissements des entreprises au quatrième trimestre signalent un ralentissement du taux de diminution des dépenses en machines et matériel et une stabilisation des immobilisations non résidentielles. La performance relativement bonne du secteur non résidentiel résulte de facteurs temporaires (la fin des grèves et les stimulations fiscales à l'exploration et à l'aménagement pétrolier), alors que les indicateurs avancés ne présagent pas un retournement cyclique imminent des dépenses en usines et matériel.

La demande domestique finale de **machines et de matériel** s'est stabilisée en novembre, après une chute de 5.9% en octobre par rapport au mois précédent. La baisse des dépenses en machines et matériel au quatrième trimestre devrait être beaucoup moins prononcée qu'au trimestre précédent (−11.5%). La faiblesse de la demande finale au quatrième trimestre était concentrée dans les machines et le matériel agricoles et les machines industrielles spécialisées, alors que la demande automobile se redressait.

Les indicateurs coïncidents suggèrent une stabilisation de la **construction non résidentielle** au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent, après trois trimestres de baisses importantes (−3.3%, −8.7%, −5.7% chronologiquement). En effet, les dépenses nominales en construction (approximées par la valeur des livraisons des matériaux plus les salaires dans la construction) se sont accrues en octobre et en novembre. Les dépenses moyennes de ces deux mois sont de 1.4% supérieures à celles du troisième trimestre. Cette légère augmentation des dépenses de construction, alors que la mise en place dans le secteur résidentiel enregistre une faible hausse au quatrième trimestre, indique une augmentation des investissements non résidentiels au quatrième trimestre. De plus, l'exploration et l'aménagement du pétrole et du gaz ont fortement augmenté. Le nombre de **mètres de forage,** tel que compilé par *Oilweek*, s'est accru de 29.9% au quatrième trimestre. Cette forte activité découle en grande partie du programme albertain de subventions au forage, qui devait injecter $250 millions dans cette industrie jusqu'au 31 décembre 1982. Selon l'Association canadienne des contracteurs en forage pétrolier, la fin de ce programme entrainerait une forte baisse de l'activité de forage au premier trimestre de 1983. L'Association anticipe qu'il y aura en moyenne 200 à 250 plates-formes de forage en activité au cours des trois premiers mois de 1983, comparativement à 374 plates-formes en décembre (OW 10/1).

Les raisons de la stabilisation des investissements au quatrième trimestre ne semblent pas de nature cyclique, alors que les entreprises prévoient continuer de réduire leurs immobilisations en 1983. L'enquête du ministère de l'Industrie et du Commerce sur les intentions d'investissements fait ressortir une baisse de 6% à 8% en terme réel. La fin des grèves au troisième trimestre a contribué significativement à l'amélioration de la performance du quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent, ce qui est parallèle à la forte activité temporaire d'exploration et d'aménagement pétrolier. Les indicateurs avancés des investissements non résidentiels des entreprises privées continuaient de baisser en octobre et en novembre, quoique ceux reliés au secteur public (construction instutionnelle, de barrages, de tunnels et de voies ferrées) commençaient à se redresser. L'indice en dollars constants des permis de bâtir émis pour la construction non résidentielle a atteint en novembre un nouveau palier historique depuis 1960, soit 62.6. La tendance-cycle des contrats approuvés continuait de se redresser en octobre (+1.6%) et en novembre (+1.0%), après avoir atteint un creux en avril. Cette croissance est surtout causée par les travaux de génie (construction ferroviaire, de barrages et de tunnels surtout), puisque la tendance-cycle des contrats approuvés excluant cette composante diminuait de nouveau en novembre (−0.3%), suite à des baisses mensuelles moyennes de 2.9% depuis juillet 1981. Ce ralentissement du taux de diminution est relié directement au redressement continuel de la composante institutionnelle depuis l'automne de 1981 (surtout des édifices publics en Alberta), tandis que les composantes commerciales et industrielles ont diminué sans cesse depuis l'été de 1981.

Fabrication

Un nombre croissant d'entreprises manufacturières semblent vouloir stabiliser leur production au premier trimestre. C'est la conclusion qui semble se dégager du relâchement appréciable du taux des mises à pied dans le secteur de la fabrication (l'emploi dans le secteur de la fabrication mesuré lors de l'enquête sur la population active est demeuré pratiquement inchangé en décembre et en janvier, après une baisse de 4.1% au cours des trois mois précédents), de la modeste diminution de

0.2% de la production manufacturière en novembre, de la récente amélioration de la tendance des nouvelles commandes et des commandes en carnet et des résultats plus optimistes de l'enquête trimestrielle sur les perspectives du monde des affaires. La plus grande partie de cette amélioration émane des branches d'activité reliées à la demande de consommation, de logements et d'exportations. La principale force déprimante s'exerçant actuellement sur le secteur de la fabrication est la faiblesse de la demande pour les branches d'activité qui dépendent des investissements des entreprises et, dans une moindre mesure, de la consommation d'énergie.

Les **nouvelles commandes** affichaient une hausse de 9.0% en volume en novembre. Cette augmentation fait suite à d'importantes baisses, principalement dans le secteur automobile, atteignant 3.4% et 4.8% en septembre et en octobre respectivement. Bien que la plus grande partie de l'augmentation traduise une hausse de $420 millions (+56.9%) des commandes placées pour le matériel de transport, on observe également des progressions dans 11 des 19 autres groupes industriels. Bien que la valeur absolue de ces augmentations ne soit pas aussi spectaculaire que dans le cas de Bombardier (qui, selon les journaux, avait remporté le contrat pour la construction de voitures de métro pour la ville de New York), la nature généralisée de ces hausses pourrait être tout aussi importante, en particulier si l'on considère que le contrat Bombardier est une augmentation unique qui affectera graduellement la production et l'emploi au cours des prochaines années. Les progressions ont été enregistrées principalement dans les branches d'activité qui vendent à partir de leurs stocks, telles que le caoutchouc et les matières plastiques (+2.5%), les vêtements (+8.8%), le papier et produits connexes (+0.6%), les meubles et articles d'ameublement (+6.2%) et les aliments et boissons (+0.3%). On observait également des hausses appréciables dans le cas des métaux de première transformation (+3.8%), des produits électriques (+5.8%) et des machines (+5.8%). Les nouvelles commandes ont continué de fléchir dans les industries du pétrole, des produits chimiques et de la fabrication de produits en métal. Dans le cas des industries du bois, la diminution de 6.2% perd de son importance lorsque l'on considère qu'elle fait suite à une reprise de 11.9% au cours des trois mois précédents.

Le volume des **livraisons** augmentait de 1.4%, après la chute de 11.0% enregistrée entre août et septembre. La hausse des nouvelles commandes des branches qui vendent sur commandes a eu peu d'effets sur les livraisons à court terme. Ceci est évident dans le cas des métaux de première transformation (−2.5%) et des produits électriques (−1.6%) pour lesquels les livraisons diminuaient même si les commandes se redressaient, tandis que le relèvement des livraisons de matériel de transport (+2.6%) n'est qu'une fraction de l'augmentation de 56.9% des nouvelles commandes. Presque tous les 13 (sur 20) groupes industriels qui ont accusé une hausse des livraisons en novembre, vendent à partir de leurs stocks. Le raffermissement de la tendance des nouvelles commandes au cours des derniers mois a entraîné une augmentation des livraisons en novembre partant de 0.7% dans le cas des aliments et boissons, 1.3% pour le caoutchouc et les matières plastiques, 2.0% pour le papier et produits connexes, 3.0% pour les meubles et articles d'ameublement, 4.3% pour le bois et 5.6% pour les vêtements.

Les **stocks** manufacturiers réels diminuaient de $203 millions en novembre, soit légèrement plus qu'en octobre. Cette baisse était entièrement attribuable aux stocks de produits en cours (−$64 millions) et de produits finis (−$68 millions), alors que la réduction des stocks de matières brutes a donné des indices de relâchement au cours des trois derniers mois (−$42 millions en novembre). On observe des diminutions appréciables du total des stocks dans les industries lourdes telles que celles des véhicules automobiles (−$28 millions), des produits électriques (−$32 millions), des machines (−$25 millions) et des métaux de première transformation (−$30 millions). Les baisses dans le cas des branches d'activité qui vendent à partir de leurs stocks (essentiellement de biens non durables tels que les vêtements, les textiles, le caoutchouc et les matières plastiques, les produits chimiques et le bois) ont été beaucoup moins élevées (mais ont une importance considérable dans l'analyse de la situation du secteur de la fabrication compte tenu d'une augmentation des commandes en carnet).

Les ratios des **stocks aux ventes** en dollars constants étaient proches de leurs sommets cycliques en novembre (2.71 pour les biens durables et 1.97 pour les biens non durables). Ces chiffres sont comparables aux normes d'environ 2.10 et 1.80 respectivement qui étaient observées avant le début de la récession actuelle, et on peut s'attendre à ce que le niveau d'équilibre désiré de ces ratios des stocks aux livraisons soit réduit de nouveau en raison du coût très élevé de financement des stocks au cours des derniers trimestres. Les faits dans l'ensemble suggèrent, cependant, que les entreprises manufacturières ont commencé à ralentir le taux de réduction de la production de façon appréciable, et l'enquête sur les perspectives du monde des affaires effectuée à la fin de 1982 fait ressortir une augmentation pour le premier trimestre.

La reprise de la **production** manufacturière, même si le ratio des stocks aux livraisons est proche de son sommet cyclique, n'est pas un phénomène inhabituel au cours des creux du cycle d'affaires. Ce ratio ne commence pas, normalement, à diminuer de façon appréciable avant le début d'une reprise (le retard a été d'environ 1.6 mois depuis la disponibilité des données en 1952), et les niveaux antérieurs à la récession ne sont pas atteints de nouveau avant une année de reprise. Le raffermissement de la production même si les stocks demeurent élevés peut s'expliquer par les coûts encourus par les entreprises lors de la réduction de la production. Ces coûts pourraient être gênants pour une entreprise lorsqu'on les compare à la probabilité croissante qu'un redressement de la demande finale va stimuler le processus de liquidation des stocks. Au cours des récessions survenues depuis 1950, le processus de liquidation des stocks était généralement en retard sur le redressement de la production et de la demande finale de un à deux trimestres. Une évolution similaire semble probable pour l'économie canadienne en 1983.

La hausse de 4.3% des **commandes en carnet** réelles en novembre était la première augmentation depuis 1979. La plus grande partie de cette progression émanait d'une hausse de 18.3% dans le cas du matériel de transport, qui est dans une large mesure une commande spécifique à exécuter dans le temps. On observe d'importantes diminutions dans les branches d'activité reliées aux investissements des entreprises, comme pendant toute l'année 1982. Cependant, il est extrêmement surprenant que les industries qui vendent à partir de leurs stocks, c'est-à-dire les entreprises qui absorbent normalement une augmentation des nouvelles commandes en puisant à même leurs stocks plutôt qu'en relevant leur carnet de commandes non remplies, aient laissé croître dans un grand nombre de cas le niveau de leurs commandes en carnet. Ce phénomène est évident dans le cas des industries du textile, du vêtement, du papier, du caoutchouc, du bois, des meubles et des produits chimiques, dont les commandes en carnet se sont redressées graduellement depuis l'été (entre juillet et septembre dans la plupart des cas).

Les indices de stabilisation de la production et d'une augmentation des commandes en carnet semblent signaler que la plupart des entreprises de ces branches d'activité ont déjà réduit leurs stocks à des niveaux tolérables, et qu'elles commencent à relever les cadences de production pour répondre aux nouvelles commandes qui affluent dans la plupart de ces industries depuis la fin de l'été. Ce phénomène peut signifier soit que les entreprises ont trop réduit leurs stocks (ce qui est peu probable si l'on en juge par une étude rapide des ratios des stocks aux ventes par branche d'activité), soit qu'il y a une grande hésitation de la part des entreprises, déjà affectées par la faiblesse de la situation financière, à encourir les coûts fixes et variables de redémarrage des usines, du rappel des travailleurs, de l'achat des matériaux et du financement reliés au relèvement des cadences de production. Il est beaucoup plus facile par contre de laisser les commandes en carnet s'accumuler jusqu'au moment où une reprise d'une production profitable est garantie pour une certaine période. Dans certains cas, aussi, cette hésitation peut s'expliquer par une contrainte imposée par des problèmes techniques lors du regroupement des ressources technologiques et de main-d'oeuvre qui ont été souvent éparpillées géographiquement, (quoiqu'elles demeurent abondantes dans l'ensemble) pendant la série de fortes réductions dans la plupart des branches d'activité. L'exemple le plus évident de ce phénomène serait l'industrie pétrolière, où toute décision de relancer les travaux sur des mégaprojets annulés (tels que *Alsands* et *Cold Lake*, bien que ceci soit peu probable compte tenu de la chute continue des prix mondiaux du pétrole brut) nécessiterait plusieurs mois ou même des années de reconstitution des ressources des experts qui y étaient employés.

La majorité des branches d'activité qui semblent enregistrer un relèvement de la production dépendent dans une large mesure de la demande des ménages et d'exportations (notamment le bois, les automobiles, les vêtements et produits connexes, les aliments et les meubles). Une stabilisation des commandes a commencé à se développer dans ces branches d'activité à la fin de l'été et est devenue plus évidente récemment dans le cas de la production, des livraisons et de l'emploi. Le redressement dans le secteur de la fabrication semble se fonder à l'origine sur les perspectives d'une reprise qui suivrait effectivement le relâchement notable de la politique monétaire vers le mois d'août. En fait, les premiers indices d'un redressement de la demande des consommateurs et à l'exportation ne semblent pas être devenus perceptibles avant le mois de novembre, tandis que la construction résidentielle semble s'être relevée un mois plus tôt. Il est donc possible que la fermeté de la reprise réelle de la demande ne répondra pas aux attentes des entreprises qui ont placé des commandes à la fin de l'été et à l'automne, et la production sera réduite brièvement afin de réajuster la production et la demande.

Secteur extérieur

Les exportations et les importations se sont redressées en décembre, bien qu'il n'y avait que peu d'indices d'une reprise soutenue dans les deux cas d'après les

données des tendances jusqu'à présent. La tendance à court terme des deux séries accusait sa troisième diminution consécutive accélérée. La principale cause du mouvement général à la baisse des marchandises continue d'être le ralentissement du commerce automobile. Comme l'indique l'enquête sur les perspectives du monde des affaires du quatrième trimestre, les industries manufacturières canadiennes d'exportation sont plus optimistes à propos des nouvelles commandes et de la production au premier trimestre.

Les données désaisonnalisées sur la base de la balance des paiements indiquaient en décembre une hausse de 9.9% des exportations (ou $647 millions) et de 8.2% (ou $407 millions) des importations, de sorte que **l'excédent du commerce de marchandises** a progressé de $240 millions pour passer à $1.8 milliard. L'excédent commercial nominal se trouve ainsi porté au niveau record de $17.8 milliards en 1982, comparativement à $7.3 milliards en 1981. L'excédent reflète cependant dans une large mesure la gravité de la récession au Canada, comme l'indique la diminution de 13.6% des importations sur une base annuelle, principalement imputable à la chute de 37% des importations de pétrole brut et à la baisse de 13% dans le cas des machines et du matériel. La stabilité des exportations en 1982 s'explique dans une large mesure par une augmentation des exportations de produits automobiles. En fait, l'excédent au titre du commerce de véhicules automobiles avec les États-Unis était le premier depuis 1972.

Le relèvement des exportations et des importations en décembre n'a guère modifié le mouvement à la baisse des tendances à court terme. La tendance des **exportations** affichait sa troisième diminution consécutive accélérée, baissant de 1.8% avec l'inclusion des données pour le mois de décembre. On observe une accentuation à la baisse de la tendance des exportations de produits automobiles, de produits chimiques, d'aluminium, de fer et d'acier. On note un redressement de la tendance des exportations de blé, de produits du nickel et du cuivre et un ralentissement du taux de diminution dans le cas des minerais métalliques.

Faisant contraste avec les tendances à la baisse des données sur les exportations courantes, les résultats de la dernière **enquête sur les perspectives du monde des affaires** indiquent qu'une proportion plus élevée d'industries manufacturières canadiennes d'exportation s'attendent à une amélioration de la demande et de la production au premier trimestre après l'augmentation de décembre. Quarante pour cent des répondants signalent une augmentation des nouvelles commandes pour les trois premiers mois de 1983, comparativement à 3% pour le quatrième trimestre de 1982. Quarante-huit pour cent des répondants planifiaient une augmentation de la production, comparativement à 6% en octobre 1982. Malgré l'amélioration de la production et la demande anticipée, 72% estiment que les stocks de produits finis étaient trop élevés, comparativement à 69% de ceux-ci au quatrième trimestre.

La tendance à court terme des **importations** a baissé de 2.8% avec l'inclusion des données du mois de décembre, après une diminution de 2.3%. Les principales causes de cette diminution plus forte étaient les tendances à la baisse dans le cas des importations de véhicules automobiles et de machines industrielles. La diminution des importations de plusieurs matières industrielles (telles que les produits chimiques, les minerais métalliques et le fer et l'acier) a également contribué à la faiblesse de la tendance. On observe une augmentation des tendances dans le cas du pétrole, des métaux précieux, des aéronefs, des articles ménagers ainsi que du matériel de télécommunication.

Économie des États-Unis

Les indicateurs de la production et de l'emploi aux États-Unis se sont améliorés vers la fin de l'année. La **production industrielle** s'est stabilisée (−0.1%) après des diminutions sensibles en octobre (−1.1%) et en novembre (−0.7%), tandis que l'emploi demeurait stable pour le troisième mois consécutif en janvier. La correction la plus appréciable s'est produite dans l'industrie automobile, qui a réduit les assemblages au taux annuel de 4.6 millions d'unités au quatrième trimestre afin de corriger le déséquilibre des stocks. Cette correction des stocks semble avoir pris fin en décembre, lorsque la production automobile (5.1 millions d'unités) a été sensiblement inférieure aux ventes (6.1 millions d'unités), de sorte que l'industrie a relevé les cadences de production pour le premier trimestre de 21%. En même temps, la production semble suivre une tendance à l'amélioration dans un grand nombre d'industries. La production de biens d'équipement ne diminuait que de 0.3% seulement en décembre (comparativement à des baisses de 1.2% en novembre et de 2.7% en octobre), tandis que la production matérielle baissait moins rapidement, accusant une diminution de 0.4% seulement en décembre comparativement à des baisses de 1.2% en octobre et en novembre.

Ces indices d'une stabilisation de la production et de l'emploi traduisent probablement les attentes des entrepreneurs d'une reprise de la demande finale au début de 1983, puisque la performance réelle de la demande en décembre et en janvier a été décevante, les ventes au

détail nominales augmentant de 0.1% seulement en janvier après une diminution révisée fortement à la baisse de 1.1% en décembre. La faiblesse des ventes de voitures explique la plus grande partie de ces diminutions, bien que les ventes non automobiles au détail sont demeurées inertes. Cette évolution n'est pas très surprenante, compte tenu de la progression très faible des salaires et traitements nominaux récemment (+0.1% en octobre, +0.0% en novembre et +0.2% en décembre). La confiance des consommateurs s'est raffermie en réaction à la forte baisse des taux d'intérêt depuis le mois d'août, mais ne s'est pas encore répercutée sur les projets d'achats. La reprise des mises en chantier de logements a été interrompue par une diminution de 13.0%, à 1.222 million d'unités au taux annuel en décembre, quoique le niveau des permis émis (1.291 million) présage un regain de croissance. La chute des taux d'intérêt hypothécaires et l'affaissement des prix alimentaires expliquent dans une large mesure le nouveau relâchement de l'indice des prix à la consommation (−0.3% en décembre, après des hausses de 0.1% en novembre et de 0.5% en octobre). Le taux de chômage s'est également amélioré en janvier, passant de 10.8% à 10.4% en raison d'une baisse de l'activité sur le marché du travail.

Les discussions à propos de la politique économique aux États-Unis se concentrent principalement sur les projections d'une augmentation du **déficit du budget fédéral** jusqu'en 1985, même si la reprise économique prévue prend de l'ampleur. L'administration projette que le déficit fédéral va passer de $200 milliards au cours de l'exercice 1983 à $253 milliards au cours de l'exercice 1985. Un déficit de cette taille absorberait environ 6% du P.N.B. et 94% de l'épargne intérieure privée nette, selon les renseignements communiqués par la Maison blanche. Ces chiffres ont ravivé de nouveau les inquiétudes d'une remontée des taux d'intérêt en raison de la forte demande par le gouvernement de capitaux, pendant que la Réserve fédérale essaie de maîtriser l'offre de monnaie.

Aux inquiétudes soulevées à propos du déficit fédéral, le président Reagan répond dans son discours sur l'état de l'Union qu'il était disposé à considérer d'autres politiques pour réduire le déficit. Reagan a proposé un gel des dépenses publiques globales combiné à des mesures spécifiques pour réduire certaines dépenses militaires prévues et certains programmes de transferts (le budget de la défense a été réduit de $55 milliards sur cinq ans, bien qu'une augmentation de 14% est toujours prévue pour l'exercice 1984, tandis que les programmes sociaux ont été réduits de $30 milliards pour l'exercice 1984). Si ces mesures ne sont pas suffisantes pour réduire le déficit à 2.5% du P.N.B. au cours de l'exercice 1986, le président propose une surcharge provisoire d'impôt égale à 1% du P.N.B. à ce moment-là.

Marchés financiers

Malgré la faiblesse continue de la demande de financement, la diminution prolongée des taux d'intérêt a donné des indices de renversement en janvier. Il semble qu'il existe des inquiétudes selon lesquelles la progression rapide de M1 aux États-Unis pourrait engendrer des tendances inflationnistes, alors que certains taux d'intérêts ont commencé à se relever aux États-Unis et au Canada, même si le taux privilégié des banques à charte a diminué de 50 points de base. Les autres rendements du marché ont commencé leur mouvement à la hausse (s'élevant d'environ 50 points de base) peu après l'évolution des taux à court terme et à long terme.

Le volume des nouvelles émissions d'actions s'est accru à un taux accéléré en novembre et en décembre, tandis que celui des obligations émises par les **sociétés** a suivi une évolution parallèle. La diminution des besoins de financement des stocks et l'amélioration sur les marchés obligataires et boursiers devraient permettre aux entreprises de réduire leur ratio de la dette à l'avoir et de repousser le terme de leurs dettes. Les chiffres du troisième trimestre (le dernier pour lequel on dispose de toutes les données) ne font ressortir aucun de ces phénomènes. D'après les données de la Banque du Canada, les entreprises se sont procurées $470 millions sous forme d'actions ordinaires et privilégiées en décembre, ce qui représente une progression impressionnante survenant après celle de $1.184 millions en novembre (et comparativement à un placement moyen mensuel de $211 millions entre janvier et octobre 1982). Les nouvelles émissions obligataires ont augmenté de $275 millions en décembre, après une hausse de $497 millions en novembre. Le total des effets à court terme des sociétés a haussé de $1,000 millions en janvier pour passer à environ $23,767 millions (chiffres non désaisonnalisés). Les prêts commerciaux des banques à charte ont fléchi de presque $2,000 millions en janvier et sont inférieurs de $3,131 millions à leur sommet de novembre (les chiffres non désaisonnalisés sur les prêts commerciaux affichaient une hausse d'environ $544 millions).

La demande de prêts par les **consommateurs** donnait quelques signes de raffermissement en décembre et en janvier. Les prêts personnels consentis par les banques à charte ne se sont repliés que de $20 millions, après avoir augmenté de $120 millions en décembre (la première hausse de

1982). Comme les chiffres sur les prêts consentis par les sociétés de financement de ventes d'automobiles ne sont pas disponibles et qu'une comptabilité complète de la dette de consommation ne peut pas être faite avant la publication des comptes des flux financiers pour le quatrième trimestre, on peut s'attendre à ce que cette forme d'endettement se soit accrue de façon rapide en novembre et en décembre. Les ventes de voitures fabriquées en Amérique du Nord ont fortement augmenté au cours de ces mois, en réaction à l'intérêt apporté par des taux de financement subventionnés offerts par les principaux fabricants par l'entremise de leurs filiales de financement.

Le **taux d'escompte bancaire** est passé de 10.05% à 9.83% au cours du mois de janvier tandis que le taux privilégié tombait de 12.5% à 12.0%, ce qui constitue son niveau le plus bas depuis juin 1979. Le rendement à long terme (10 ans et plus) des obligations du gouvernement du Canada est passé de 11.69 à 12.28 en janvier, bien que les taux hypothécaires conventionnels pour cinq ans diminuaient de 150 points de base. L'offre de monnaie au sens étroit M1B (désaisonnalisée) s'est accélérée en décembre (+4.9%) et en janvier (+1.2%), après une faible reprise de 1.0% entre août et novembre. La forte progression de décembre, totalisant $1,414 millions, semble refléter en partie le mouvement temporaire vers les dépôts à vue du rachat net de $115 millions d'obligations d'épargne du Canada et le paiement des intérêts cumulés à 19.5% depuis la campagne de novembre dernier.

La hausse des taux d'intérêt pourrait avoir été plus grande sur le marché à court terme si la **Banque du Canada** n'était pas intervenue en achetant un nombre considérable d'obligations du Canada. La part de ces instruments détenue par la Banque du Canada s'est élevée à $681 millions au cours des trois dernières semaines de janvier, contribuant ainsi à modérer l'augmentation des taux. La marge de manoeuvre de la Banque du Canada s'est améliorée au cours des derniers mois alors que le dollar canadien est demeuré stable par rapport à la devise Américaine, l'excédent du commerce de marchandises contribuant à cette stabilité. Par conséquent, comme les réserves internationales du Canada augmentent, il existe moins de pressions sur la Banque du Canada afin de maintenir un différentiel de rendement aussi grand par rapport aux mêmes instruments aux États-Unis.

Nouvelles générales

La situation intérieure

Le gouvernement de **l'Ontario** a pris le contrôle de trois sociétés de fiducie dont les actifs dépassent $2.0 milliards. Les trois sociétés, *Seaway Trust Co.*, *Greymac Trust Co.* et *Crown Trust Co.*, ont été placées sous la tutelle de l'inspecteur des compagnies de prêts et de fiducie de l'Ontario. Cette décision a été autorisée par le Cabinet de cette province à la suite d'une enquête sur la série controversée de transactions faisant intervenir la vente de 10,931 logements appartenant à *Cadillac Fairview Ltd.* de Toronto, qui devait "soulever des questions à propos des pratiques de prêt des trois sociétés en question" selon le Cabinet (LeD, GM 8-11/1).

La grève générale des principaux syndicats représentant 300,000 employés du secteur public au **Québec** a commencé à la fin de janvier. Les débrayages étaient destinés à protester contre les réductions salariales imposées par le gouvernement. Les grèves ont atteint leur niveau maximum peu après leur début à la fin de janvier, alors que le syndicat des infirmières et celui de la plupart des travailleurs de la santé et sociaux réglaient le différend peu après le début de la grève. À la mi-février, cependant, plus de 100,000 professeurs et professionnels étaient en grève (LeD, GM 29/1, 4/2).

General Motors du Canada a rappelé 1,500 employés à son usine de Ste-Thérèse, après une mise à pied qui a duré presque un an. Ce rappel est le mouvement le plus significatif d'un certain nombre de réouvertures d'usines dans l'industrie automobile. La compagnie annonçait qu'elle envisage de dépenser plus de $1 million pour former de nouveau les employés rémunérés à l'heure à l'usine de Ste-Thérèse, dont 1,750 ont été mis à pied le 1er février dernier. Le coût appréciable de la reprise de la production est un exemple frappant de ce genre de coûts auxquels doivent faire face un grand nombre d'entreprises manufacturières au début d'une reprise. De plus, ce coût est probablement plus élevé pour un grand nombre de firmes qui ont fermé complètement, puisque une équipe a continué de fonctionner à l'usine de Ste-Thérèse pendant toute l'année 1982. Les dépenses de $1 million de *General Motors* pour la formation d'une deuxième équipe représentent uniquement le coût d'une nouvelle formation de la main-d'oeuvre, tandis que les entreprises qui désirent réouvrir des usines mises en veilleuse devront payer des frais supplémentaires de réparation et d'entretien à l'usine (LeD, GM 26/1). *General Motors* de Détroit annonce qu'elle va éliminer sa série de modèles X d'ici 1986. Ce type de modèles a fait l'objet de 11 campagnes de rappels depuis son lancement, et sera remplacé par les modèles J (plus petits) et A (intermédiaires) (GM 28/1).

Malgré les indices d'un raffermissement de la demande des consommateurs au cours des derniers mois, *Hudson's Bay Co.* a décidé de geler les salaires et les traitements de ses 44,000 employés pour une période indéterminée. Dans une lettre à ses employés, l'administration motive sa décision par la faiblesse projetée des ventes au détail pendant au moins les six prochains mois (GM 22/1).

Calendrier des événements

11 janv. Trois compagnies de fiducie en Ontario avec des actifs dépassant $2.0 milliards sont mises en tutelle en raison de pratiques de prêt douteuses (voir La situation intérieure).
28 janv. Le Conseil national de l'énergie recommande le doublement des exportations de gaz naturel autorisées, à 11.5 trillions de pieds cubes par année.

Légende

BW – Business Week
CP – Canadian Press
Ecst – The Economist
FT – U.K. Financial Times
GM – Globe and Mail
LaP – La Presse
LeD – Le Devoir
LeM – Le Monde
LPS – London Press Service
MG – Montreal Gazette
OW – Oilweek

Note analytique: Le crédit à la consommation au Canada

J. Italiano*

Introduction

L'utilisation du crédit à la consommation est un sujet d'intérêt général pour plusieurs personnes en raison de ses implications possibles pour la croissance économique réelle et de sa contribution au fardeau des consommateurs lors du remboursement de leur dette totale. Par conséquent, cet intérêt s'est accru lorsque les données désaisonnalisées de la Banque du Canada révélaient une diminution de $48 millions du crédit à la consommation en cours au quatrième trimestre de 1981, ce qui constitue la première baisse de ce genre depuis le premier trimestre de 1971.[1] Cette diminution a été suivie de baisses de $103 millions et de $651 millions au cours des premier et deuxième trimestres de 1982. C'est la première fois que cette série fait ressortir trois diminutions trimestrielles consécutives. D'après les données provisoires, il est probable qu'il y aura une autre diminution au troisième trimestre de 1982. Il semble donc que la tendance à la hausse du crédit à la consommation en cours se soit renversée, du moins temporairement.

Le crédit à la consommation prend la forme d'une avance de fonds (prêt personnel) ou de l'achat à crédit (avec ou sans l'utilisation d'une carte de crédit) de biens et de services, en échange d'une promesse de payer le prêteur à une date ultérieure, généralement par versements. Les variations du niveau du crédit à la consommation en cours font l'objet d'une attention particulière dans les analyses conjoncturelles, car le crédit à la consommation est un des moyens qui permettent aux consommateurs d'acheter les biens et les services de façon quelque peu indépendante du revenu courant. Le désir d'acheter des biens et des services selon une certaine notion du cycle de vie du revenu peut engendrer une demande de crédit à la consommation, tandis que l'aptitude et le désir de se charger de ce type de dette permettent certaines dépenses personnelles. Ce type de comportement est particulièrement important pour l'achat de certains biens durables.

* J. Italiano est économiste et fait partie de la Division des analyses de conjoncture économique.

[1] La baisse en 1971 semble être imputable à une solution de continuité dans les données. Avant janvier 1971, les données des prêts à tempérament des compagnies de financement des ventes incluaient certains frais pour les intérêts et le financement. L'élimination de ces frais s'est traduite par une diminution de plus de $300 millions des chiffres non désaisonnalisés de cette série. La série a également baissé au premier trimestre de 1970. Les données antérieures à janvier 1970, toutefois, comprennent certains prêts consentis par les compagnies de prêts à la consommation pour le financement de l'achat de voitures à des fins commerciales. Avant cela, la dernière diminution du crédit à la consommation a été observée au deuxième trimestre de 1957.

La croissance de ce type d'endettement a soulevé plusieurs questions. L'une est celle de son impact sur la croissance économique. Comme la disponibilité du crédit à la consommation permet de modifier le calendrier des dépenses personnelles, l'utilisation du crédit à la consommation peut influencer le taux de la croissance économique réelle à court terme. On peut relever, cependant, que l'effet direct sur la croissance serait temporaire, puisque le crédit à la consommation ne modifie que le calendrier des dépenses et que le remboursement suit l'utilisation du crédit. À long terme, le crédit à la consommation devrait être pratiquement neutre pour ce qui est de son impact sur la croissance économique réelle. À long terme, la croissance est déterminée par des facteurs structurels tels que la taille et la composition de la population.

Une autre préoccupation est que le crédit à la consommation contribue au fardeau du remboursement du total de la dette des consommateurs. Fréquemment, les discussions à propos du fardeau de cette dette se concentrent sur le rôle des cartes de crédit. De plus, il existe des inquiétudes que parfois les consommateurs peuvent décider de diminuer le fardeau de ce type de dette en réduisant (ou reportant) les dépenses personnelles, ce qui pourrait retarder le taux de croissance économique réel à court terme. À partir de ces prémisses, nous examinerons à l'aide de cette note (i) la mesure du crédit à la consommation, (ii) la croissance du crédit à la consommation depuis 1956, (iii) la composition institutionnelle de ce crédit, (iv) les mesures du fardeau du crédit à la consommation, (v) la répartition régionale des prêts personnels consentis par les banques à charte, et (vi) l'influence du crédit à la consommation sur la croissance économique réelle à long terme.

Malheureusement, les faits se rattachant au fardeau de ce type de dette ne sont pas concluants et ne s'appliquent pas de façon parfaite. Il existe des indices, cependant, que le fardeau a pu s'accroître entre 1969 et 1981. Les cartes de crédit ne semblent pas avoir joué un rôle important dans l'endettement des consommateurs dans leur ensemble, bien que leur utilisation pourrait créer des difficultés pour certains individus. Il semble que le crédit à la consommation a eu un impact presque neutre sur la croissance économique réelle de 1957 à 1981.

La mesure du crédit à la consommation

Les données sur le crédit à la consommation proviennent de trois sources principales. La première source examinée ici est la Banque du Canada.[2] Les données de cette dernière

[2] Voir la *Revue de la Banque du Canada* et les notes des tableaux comprises dans cette revue.

sont disponibles à partir du premier trimestre de 1956. Le crédit à la consommation en cours, tel qu'il est mesuré par la Banque du Canada, comprend (i) le total des prêts personnels consentis par les banques à charte (moyenne pour le mois), (ii) les prêts personnels consentis par les sociétés de financement des ventes et de prêts à la consommation, (iii) les prêts sur police des compagnies d'assurance-vie, (iv) les prêts personnels autres que sur titres consentis par des banques d'épargne du Québec (v) le crédit à la consommation en cours distribué par les grands magasins, (vi) les prêts personnels consentis par les sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires, et (vii) les prêts personnels consentis par les caisses d'épargne et de crédit et les caisses populaires. Cette série ne comprend pas: (i) les prêts hypothécaires, (ii) les prêts bancaires consentis pour le financement des achats d'obligations d'épargne du Canada, (iii) les soldes dus aux magasins de meubles, d'appareils de télévision et d'articles ménagers aux autres détaillants (y compris les concessionnaires automobiles) et aux compagnies de services publics, (iv) les cartes de crédit des compagnies pétrolières et les soldes des cartes de crédit des institutions non mentionnées ci-dessus, (v) les soldes dus aux hôpitaux, clubs, professionnels et autres établissements de services personnels, et (vi) les prêts entre particuliers.

Les deux autres sources de données sur le crédit à la consommation sont les publications de Statistique Canada. Jusqu'à la fin de 1978, Statistique Canada éditait une publication mensuelle sur le crédit à la consommation.[3] Les données que cette publication contenait différaient des données actuelles de la Banque du Canada à plusieurs aspects. Ces données incluaient le niveau en fin de mois des prêts personnels ordinaires auprès des banques à charte, mais excluaient les prêts pour l'amélioration des maisons et les prêts personnels garantis par des valeurs mobilières négociables. Elles comprenaient cependant le crédit à la consommation consenti par les magasins de meubles, téléviseurs et articles ménagers, les divers émetteurs de cartes de crédit (en particulier les compagnies pétrolières), les services d'utilité publique et les autres détaillants (y compris les concessionnaires automobiles).

Statistique Canada publie également des données trimestrielles (non désaisonnalisées) sur les flux financiers, qui comprennent des statistiques sur le crédit à la consommation.[4] On peut à partir de cette source obtenir des renseignements sur les variations trimestrielles du crédit à la consommation en cours et sur le stock annuel de crédit à la consommation en cours.[5] Ces statistiques portent sur le crédit consenti aux particuliers pour l'achat de biens ou services pour consommation personnelle par tous les secteurs de l'économie. Ces chiffres ne comprennent pas le crédit sur les services consenti par les médecins, les agences de voyage, et ainsi de suite, de même que les prêts consentis entre particuliers. On ne dispose pas de statistiques sur le crédit de ce genre. Bien qu'il existe des variations numériques entre les données sur les flux financiers et les données de la Banque du Canada, ces différences ont été sensiblement réduites au cours des dernières années. Cette évolution en ce qui concerne la différence est analysée plus loin.

Dans la présente étude, on utilise généralement les données de la Banque du Canada. Bien que les différences numériques entre les chiffres des comptes des flux financiers annuels et les données de la Banque du Canada se soient sensiblement réduites avec le temps, celles de la Banque du Canada conviennent davantage pour cet article. Un des problèmes des chiffres des comptes des flux financiers est que l'on ne dispose pas des niveaux trimestriels du crédit à la consommation en cours. Bien que les données des niveaux annuels du crédit à la consommation en cours et des flux trimestriels nets de crédit sont disponibles, l'addition des flux nets aux stocks annuels ne donne pas de niveaux trimestriels cohérents du crédit à la consommation en cours.[6] Comme les données de la Banque du Canada sont facilement disponibles, et comme il existe des difficultés pour l'obtention de certaines séries utiles dans les comptes des flux financiers, on utilise en général les données de la Banque du Canada.

La croissance du crédit à la consommation

Les données de la Banque du Canada révèlent que le niveau du crédit à la consommation en cours est passé de $2,640 millions à la fin de 1956 à $47,621 millions à la fin de 1981. Ceci représente un taux annuel composé de croissance d'environ 12.27%. Les trois causes de cette progression sont la croissance de la population, l'augmentation du niveau des prix et un changement de la composition

[3] Voir *Crédit à la consommation*, no 61-004 au catalogue de Statistique Canada.

[4] Voir *Comptes des flux financiers*, no 13-002 au catalogue de Statistique Canada.

[5] On peut trouver les données historiques annuelles sur le stock du crédit à la consommation de la période 1961-1979 dans *Comptes des flux financiers*, no 13-563 au catalogue de Statistique Canada.

[6] Le numéro du troisième trimestre de 1982 de *Comptes des flux financiers*, no 13-002 au catalogue de Statistique Canada, examine quelques-unes des difficultés en cause dans l'obtention de chiffres précis sur le crédit à la consommation.

démographique de la population. Pour ce qui est des changements de la composition démographique du pays, les enfants de l'explosion démographique de l'après-guerre seraient âgés de plus de 20 ans au début des années 70. Le deuxième trimestre de 1971 marquait le début d'une période de croissance ininterrompue du stock total de crédit à la consommation nominal en cours, qui a duré jusqu'à la baisse de cette série au quatrième trimestre de 1981. Si le revenu du cycle de vie est un facteur déterminant de la consommation et des dépenses personnelles, on aurait pu alors anticiper une croissance des dépenses au cours des années 70, lorsque les enfants de l'explosion démographique se joignaient à la population active et désiraient disposer d'un vaste assortiment de biens et services de consommation. Ils ont pu opter pour le crédit à la consommation en fonction de grandes espérances, car ils n'avaient pas encore atteint leurs années de salaire maximum, et aussi parce que les années 60 ont vu une période de croissance économique continue.

Le changement de la composition démographique de la population canadienne depuis 1960 a été important. On peut constater ce changement en examinant le groupe d'âge 20-39 ans. Les données démographiques révèlent que le pourcentage de la population de ce groupe en 1960 était de 27.6%. En 1965, ce pourcentage était tombé à 25.9%. En 1972, cependant, celui-ci était remonté à 28.5%, et en 1979, à 32.6%. Les données provisoires indiquent que ces groupes d'âge ont continué à croître par rapport aux autres en 1980. Ce mouvement de la composition démographique de la population explique en partie la tendance à la hausse du niveau du crédit à la consommation. Le niveau du crédit à la consommation par personne en dollars de 1971 (on s'est servi de l'indice implicite de prix des dépenses personnelles en biens durables pour la déflation) est passé de $192 à la fin de 1956 à un sommet de $1,054 au deuxième trimestre de 1981, pour s'inscrire à $1,022 à la fin de 1981. Ceci représente un taux de croissance annuel composé de 6.93% au cours de ces 25 ans. Le niveau du crédit à la consommation par personne en dollars de 1971 a baissé une nouvelle fois pour s'inscrire à $983 à la fin du deuxième trimestre de 1982.

Cette évolution permet de croire qu'il y aurait à un moment donné un renversement de ce facteur démographique et qu'un pourcentage plus important de la population se concentre dans des groupes d'âge plus vieux qui possèdent déjà la plus grande partie de leurs biens durables et qui commencent à penser à leur retraite. Une telle situation pourrait avoir des conséquences sur la tendance des dépenses personnelles, le crédit à la consommation et la croissance économique réelle. Plus précisément, alors que la composition démographique se déplace, la croissance des dépenses personnelles pourrait se ralentir, ce qui pourrait à son tour modérer le taux de croissance économique et réduire le niveau du crédit à la consommation en cours par personne.

La part institutionnelle du crédit à la consommation

À l'heure actuelle, les banques à charte sont les principaux émetteurs du crédit à la consommation. La figure 1 démontre que cela n'a pas toujours été ainsi. À la fin des années 50, les sociétés de financement des ventes et de prêts à la consommation détenaient la plus grande partie du crédit à la consommation en cours. Les données de la Banque du Canada révèlent qu'à la fin de 1956 ces institutions détenaient environ 42% du total du crédit à la consommation en cours. Les banques à charte détenaient environ 31% du total du crédit à la consommation au cours de cette période, tandis que les compagnies d'assurance-vie détenaient 10% et les caisses d'épargne et de crédit et les caisses populaires de 8 à 9% de cette dette. La part des banques dans ce marché s'est accrue depuis 1956 pour dépasser 68% du total du crédit à la consommation en cours à la fin du premier trimestre de 1982. Une cause possible de la croissance des prêts personnels consentis par les banques à charte au début de cette période a pu être la modification à la Loi sur les banques de 1954 qui permettait à ces dernières de prendre des biens meubles comme nantissement pour les prêts consentis. Avant 1954, les banques n'étaient pas autorisées à consentir des prêts garantis par les objets ménagers. Au cours de cette même période, la part des compagnies de financement des ventes et de prêts à la consommation a baissé pour passer à un niveau légèrement inférieur à 6%, tandis que la part des compagnies d'assurance-vie diminuait pour s'inscrire à environ 5%. La part des caisses d'épargne et de crédit et des caisses populaires s'est accrue pour dépasser 16% à la fin de 1970, pour ensuite tomber à moins de 13%, et elle était d'environ 12.7% à la fin du deuxième trimestre de 1982. Les parts en pourcentage du crédit à la consommation en cours détenues par ces quatres types d'institutions du premier trimestre de 1956 au deuxième trimestre de 1982 sont représentées à la figure 1.

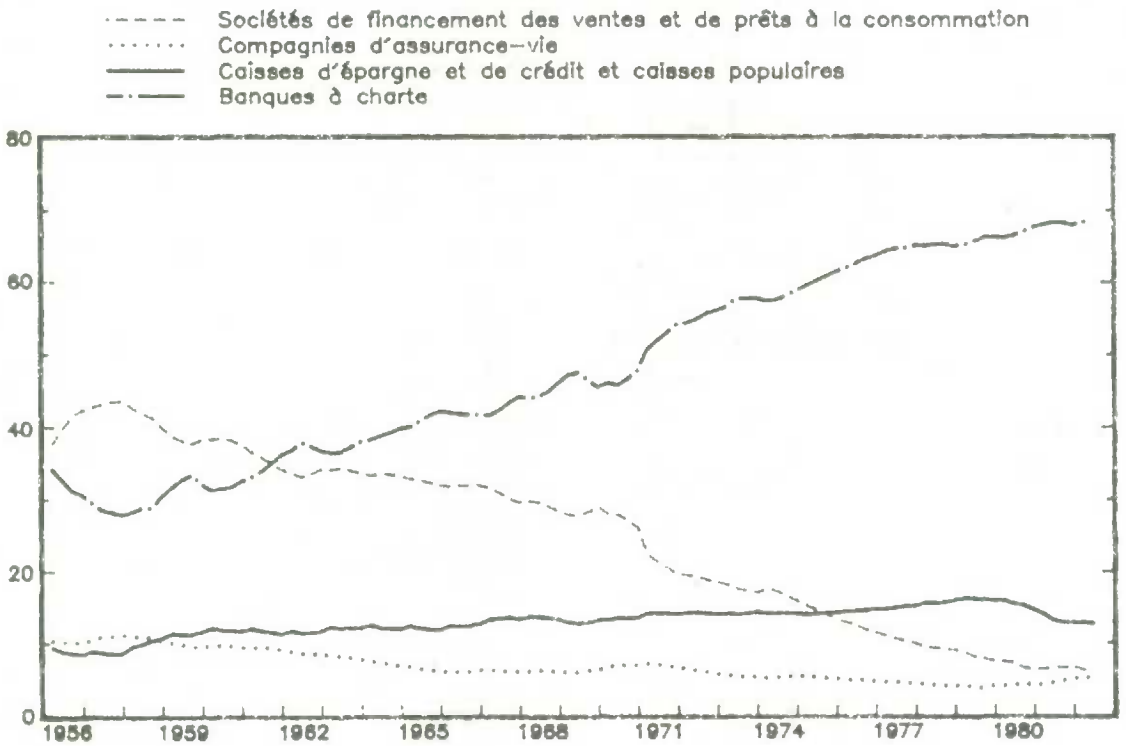
La part des caisses d'épargne et de crédit et des caisses populaires est passée d'environ 8% à environ 16% entre 1956 et 1979. Depuis 1979, cependant, leur part est tombée à environ 12.7% au deuxième trimestre de 1982.

Les caisses d'épargne et de crédit ont été fondées à l'origine pour fournir à leurs membres des prêts personnels à intérêt peu élevé. Les épargnes des membres ont été groupées pour la prestation de ces prêts. Au départ, comme l'adhésion à une caisse d'épargne et de crédit signifiait un privilège de prêts presque automatique et comme leurs taux d'épargne étaient concurrentiels avec les autres taux, ces institutions ont été en mesure d'attirer un nombre appréciable de dépôts. Les caisses d'épargne et de crédit ont pu ainsi accroître leur part du crédit à la consommation en cours par des prêts personnels à intérêt peu élevé. Mais, à mesure que les taux d'intérêt augmentaient, la concurrence des autres institutions de dépôt et des obligations d'épargne du Canada s'est accrue, et par conséquent, les caisses d'épargne et de crédit ont été obligées de fournir des instruments d'épargne plus sensibles aux taux d'intérêt ou risquer de perdre leurs dépôts. Dans la mesure où les caisses d'épargne et de crédit n'ont pas entièrement réajusté leurs taux d'épargne, leurs dépôts ont été touchés et leur aptitude à consentir des prêts s'est donc trouvée réduite. Dans la mesure où les taux d'épargne et les taux de prêts des caisses d'épargne et de crédit ont commencé à refléter l'augmentation des taux d'intérêt des dernières années, ces institutions ont pu devenir moins intéressantes pour les emprunteurs. Tout ceci a donc pu contribuer à la diminution de leur part du crédit à la consommation en cours pendant ces dernières années.

La part des compagnies d'assurance-vie a baissé de façon presque ininterrompue depuis 1957. Leur part est tombée de 11% en 1957 à environ 5% à la fin de 1981. Il y a deux exceptions importantes à cette diminution. Leur part est passée d'un peu moins de 6% au premier trimestre de 1969 à plus de 7% au premier trimestre de 1971. De

FIGURE 1

RÉPARTITION EN POURCENTAGE DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION EN COUR ENTRE CERTAINES INSTITUTIONS SÉLECTIONNÉES



plus, elle est passée d'un creux de 3.8% au troisième trimestre de 1979 à un niveau légèrement inférieur à 5.2% à la fin du deuxième trimestre de 1982. Au cours de ces deux périodes, les taux d'intérêt ont accusé une forte tendance à la hausse. Ces progressions de la part des compagnies d'assurance-vie signifient qu'il y a eu une certaine substitution de la part des emprunteurs en provenance d'autres institutions vers les compagnies d'assurance-vie afin de bénéficier des taux favorables sur les prêts contenus dans certaines polices d'assurance.

Les données de la Banque du Canada ne comprennent pas le crédit à la consommation consenti par les magasins de meubles, téléviseurs et articles ménagers, les émetteurs divers de cartes de crédit, les entreprises de services d'utilité publique et les autres détaillants (y compris les concessionnaires automobiles). Les données de Statistique Canada révèlent que ces groupes détenaient 20.2% du crédit à la consommation en cours en 1956. La part de crédit en cours de ce groupe est passée à 10% en 1970 et à 6.1% en 1978. En 1970, la part du crédit à la consommation en cours détenue par les concessionnaires automobiles était inférieure à 0.5%. Les chiffres des flux financiers révèlent que le crédit à la consommation en cours s'élevait à $49,225 millions à la fin de 1981. Les données non désaisonnalisées de la Banque du Canada indiquent un total du crédit de $47,629 millions. Ceci signifie que les institutions mentionnées ci-dessus non couvertes par les données de la Banque du Canada détenaient environ 3.1% du crédit à la consommation en cours (tel qu'il est mesuré par les statistiques des flux financiers). Il est évident que les différences numériques entre les données de la Banque du Canada et des flux financiers se sont relativement réduites dans le temps. Une explication possible serait que l'utilisation des cartes de crédit bancaires a réduit l'importance des institutions mentionnées ci-dessus comme émetteurs de crédit.

Le rôle des cartes de crédit

L'utilisation des cartes de crédit s'est beaucoup répandue au Canada. Plusieurs institutions financières, d'importants détaillants et des compagnies pétrolières offrent un service de cartes de crédit. La part du crédit à la consommation détenue par les cartes de crédit a augmenté dans le temps. Ce mouvement a été influencé par l'introduction de la part des banques à charte des cartes Chargex (maintenant Visa) en 1968 et Mastercharge (maintenant Mastercard) en 1973. À la fin de 1974, la dette associée à ces cartes de crédit bancaires s'élevait à $619 millions. Ceci représentait 5.4% du crédit à la consommation en cours auprès des banques à charte à ce moment-là. À la fin du deuxième trimestre de 1982, la dette associée à ces cartes de crédit bancaires était de $3,509 millions, ou 10.9% du total du crédit à la consommation en cours auprès des banques à charte. Comme on l'a mentionné plus tôt, d'autres institutions que les banques à charte émettent des cartes de crédit. Les données publiées ne font pas la distinction entre les prêts consentis par ces institutions de façon suffisamment détaillée pour permettre une mesure exacte de la dette totale attribuable à l'utilisation des cartes de crédit. Une approximation du ratio de la dette totale des cartes de crédit (dette des cartes de crédit bancaires plus crédit à la consommation auprès des grands magasins) au total du crédit à la consommation en cours, cependant, donne des résultats semblables pour les années 80. Il est clair que seule une petite partie du crédit à la consommation en cours et une partie encore plus petite de la dette totale des consommateurs sont imputables à l'utilisation de cartes de crédit, et que la plus grande partie du total du crédit à la consommation (et du total de la dette des consommateurs) en cours peut être attribuée aux négociations directes entre les emprunteurs et les prêteurs.[7] De plus, une importante partie de la dette des cartes de crédit peut être attribuée aux consommateurs qui utilisent simplement la caractéristique de report du paiement qu'elles offrent, mais qui remboursent la dette avant que les frais sous forme d'intérêts ne deviennent exigibles. Par conséquent, les cartes de crédit, tout en étant une source potentielle de difficultés financières pour certaines personnes, n'ont pas joué un rôle majeur dans tout fardeau placé sur les consommateurs comme groupe.

Le fardeau du crédit à la consommation

Le but de cette partie est d'examiner les mesures possibles de la contribution du crédit à la consommation au fardeau sur les consommateurs du remboursement de leurs dettes. Il est possible que les consommateurs désirent réduire le niveau de ce fardeau à un moment donné. Une telle évolution pourrait amener une réduction du niveau des dépenses personnelles, qui à son tour pourrait freiner le taux de la croissance économique réelle à court terme. Il convient de noter que les prêts hypothécaires ne sont pas compris dans ce type de crédit, et que pour cette raison les résultats ne sont pas étendus à une analyse du total de la dette de consommation.

[7] Le crédit à la consommation représentait moins de 30% du total de la dette personnelle à la fin de 1981. Les prochains numéros de *Comptes des flux financiers*, no 13-002 au catalogue de Statistique Canada, va examiner le ratio du crédit à la consommation à la dette personnelle totale au crédit à la consommation en général.

Deux approches générales semblent raisonnables lorsque l'on essaie de mesurer le fardeau du crédit à la consommation. La première consiste à utiliser le stock du crédit à la consommation en cours par comparaison à un stock d'actifs financiers. La deuxième consiste à comparer un flux de paiements (capital plus intérêts) à une mesure du revenu. Une mesure du revenu du cycle de vie serait une possibilité ici, puisqu'elle pourrait prendre en compte la valeur actuelle du revenu futur des consommateurs. Cependant, ce revenu n'est pas observable, et on utilisera une autre mesure de revenu.

Une mesure du fardeau qui a été proposée est le ratio du stock du crédit à la consommation à une mesure quelconque du total des actifs financiers personnels. L'avantage de cette mesure est qu'elle permet de comparer le passif des consommateurs à leur actif, et ainsi on peut comparer deux postes de stocks. Les statistiques des flux financiers fournissent des données sur le stock de crédit à la consommation en cours et le niveau du total des actifs financiers des particuliers et des entreprises individuelles. La figure 2(a) montre que ce ratio était d'environ 7.1% à la fin de 1961, de 9.5% à la fin de 1969 et atteignait un sommet de 10.7% à la fin de 1976, pour retomber de nouveau à 9.5% à la fin de 1981. Ceci suggère que le fardeau du crédit à la consommation a diminué depuis 1976, et qu'il n'est pas supérieur à ce qu'il était en 1969. Cependant, cette mesure n'est pas une mesure idéale. D'abord, une comparaison du total du crédit à la consommation au patrimoine financier personnel ne donne aucune indication sur la distribution de la dette ou du patrimoine entre les consommateurs. Il est probable que les consommateurs endettés ne détiennent pas un grand pourcentage du patrimoine financier personnel. Enfin, le total des actifs financiers comprend des actifs tels que les régimes de pension, qui sont très peu liquides et qui ne peuvent ainsi servir au remboursement des dettes.

Une autre mesure du fardeau du crédit à la consommation est le ratio du stock du crédit à la consommation à une mesure quelconque des actifs personnels liquides. En utilisant les données de la Banque du Canada, on a sommé la valeur des obligations d'épargne du Canada, de l'épargne personnelle et des dépôts de chèques personnels auprès des banques à charte, des dépôts auprès des caisses d'épargne et de crédit et des caisses populaires et des dépôts d'épargne auprès des sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires pour obtenir une série du patrimoine financier personnel liquide. On admet que cette série reflète la croissance des actifs financiers personnels liquides au cours de la période observée. Le ratio du total du crédit à la consommation en cours (données brutes de la Banque du Canada) à ce patrimoine était d'environ 37.7% en 1967. Ce ratio a augmenté pour atteindre un sommet de plus de 40% en 1969. La tendance, cependant, a été à la baisse depuis, et ce ratio s'inscrivait à un peu plus de 28% à la fin du deuxième trimestre de 1982. Les mouvements de ce ratio à partir de 1967 jusqu'à 1981 sont montrés à la figure 2(b). Cette mesure suggère que le fardeau du crédit à la consommation a diminué au cours des 12 dernières années parce que la croissance du patrimoine financier personnel liquide a dépassé celle du crédit à la consommation. Toutefois, cette mesure est également loin d'être idéale. Une fois de plus, une comparaison du total du crédit à la consommation au patrimoine financier personnel liquide ne donne aucune indication sur la répartition de cette dette ou de ce patrimoine entre les consommateurs. Il est probable que les consommateurs ayant des dettes ne détiennent pas un grand pourcentage de ce patrimoine liquide.

Les résultats obtenus par ces deux mesures du fardeau de cette dette sont révélateurs. La première mesure indique que le fardeau a augmenté depuis 1961, mais qu'il n'était pas plus lourd à la fin de 1981 qu'en 1969. La deuxième mesure révèle que le fardeau est à la baisse depuis 1969. Par conséquent, les deux mesures indiquent qu'il n'y a eu que peu ou pas d'augmentation (et peut-être même une diminution) du fardeau depuis 1969. À première vue, ces chiffres affichent que le fardeau du crédit à la consommation ne devrait pas se traduire par une baisse des dépenses personnelles susceptible d'avoir un effet négatif temporaire sur la croissance économique réelle.

Pour ce qui est de la méthode des flux pour la mesure du fardeau de cette dette, on vise un ratio des paiements (capital plus intérêts) à une variable revenu. Cependant, la poursuite de cet objectif amène des complications. Le problème apparaît si l'on examine la relation suivante:

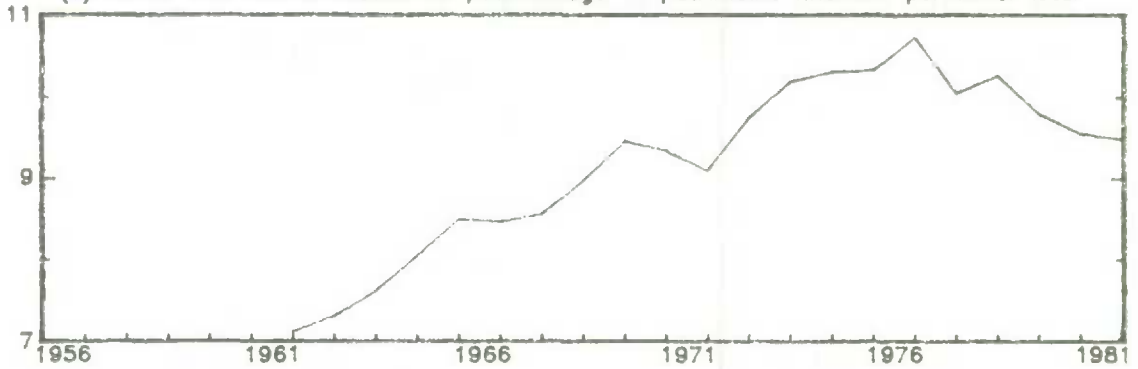
$$\frac{\text{Paiement}}{\text{Revenu}} = \frac{\text{Remboursement du capital}}{\text{Revenu}} + \frac{\text{Intérêts}}{\text{Revenu}}$$

Un choix évident pour la variable revenu est le revenu personnel disponible. Par ailleurs, Statistique Canada calcule des estimations des intérêts des paiements au titre du crédit à la consommation. La difficulté réside cependant dans l'inexistence de données sur le remboursement du capital, et par conséquent, du total des paiements. On a donc proposé des solutions de rechange. Une de ces solutions est le ratio du crédit à la consommation en cours au revenu personnel disponible. Si on utilise les données de la Banque

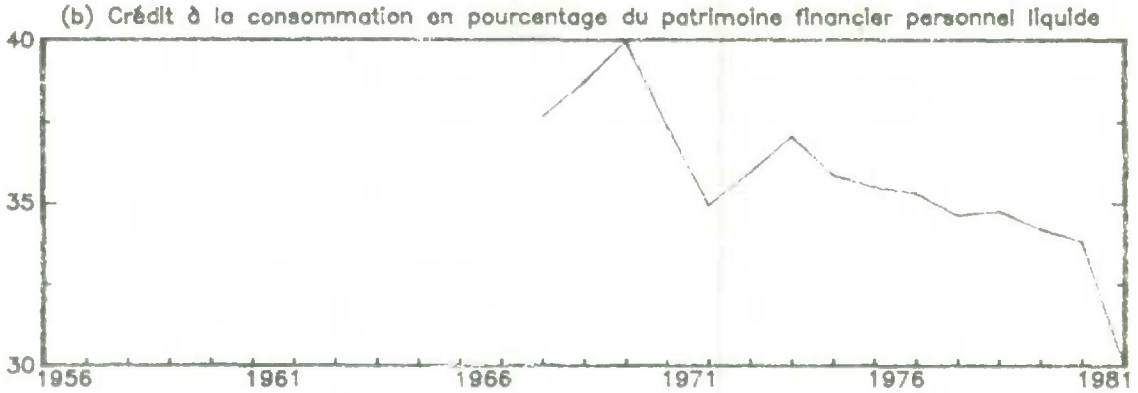
FIGURE 2

DIVERSES MESURES DU FARDEAU DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION

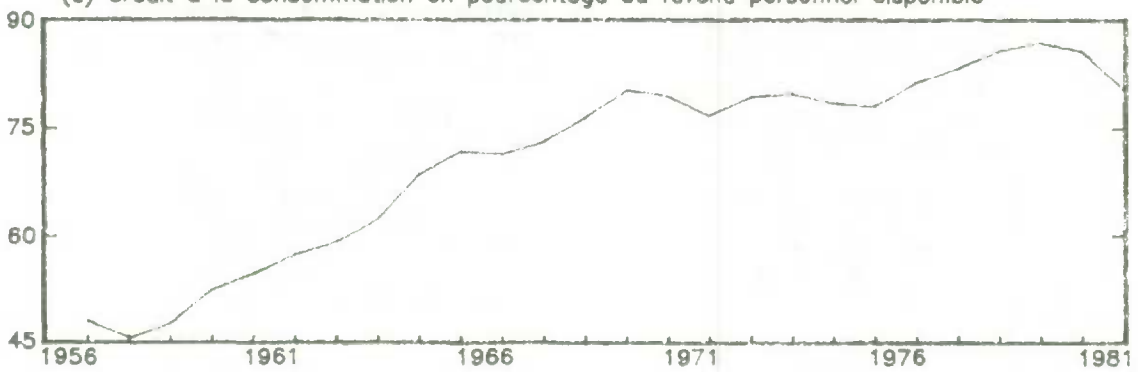
(a) Crédit à la consommation en pourcentage du patrimoine financier personnel total



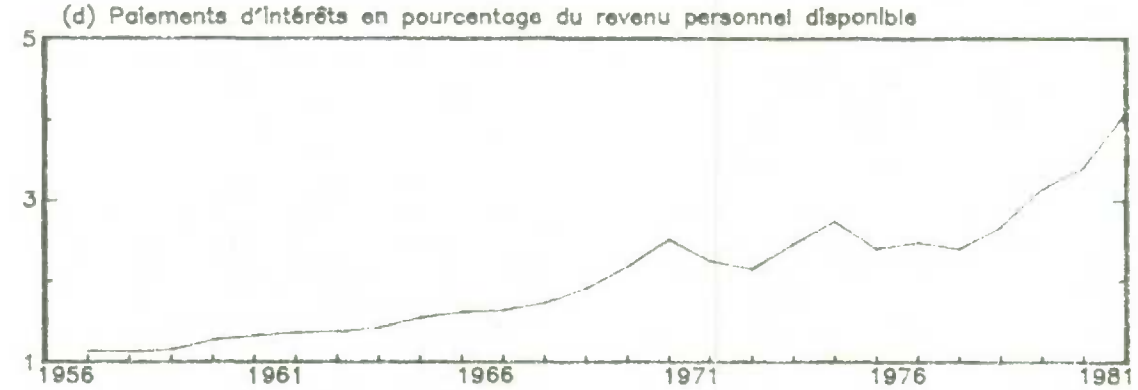
(b) Crédit à la consommation en pourcentage du patrimoine financier personnel liquide



(c) Crédit à la consommation en pourcentage du revenu personnel disponible



(d) Paiements d'intérêts en pourcentage du revenu personnel disponible



du Canada sur le crédit à la consommation, la figure 2(c) montre que le ratio pour 1956 était d'environ 48%.[8] Ce ratio a augmenté pour atteindre 80% en 1969, et après avoir atteint jusqu'à 88% au troisième trimestre de 1979, il s'établissait à environ 80% à la fin de 1981 et à environ 77% à la fin du deuxième trimestre de 1982. Selon cette statistique, le fardeau du crédit à la consommation a progressé de façon appréciable depuis 1956, mais non depuis 1969. Cette statistique, cependant, est loin d'être une mesure idéale du fardeau. Il semble peu approprié d'utiliser le stock de cette dette avec un flux tel que le revenu personnel disponible. Le problème est que l'équation ci-dessus peut être récrite sous la forme:

$$\frac{\text{Paiement}}{\text{Revenu}} = \frac{\text{Remboursement}}{\text{Dette en cours}} \times \frac{\text{Dette en cours}}{\text{Revenu}} + \frac{\text{Intérêts}}{\text{Revenu}}$$

Le ratio du crédit à la consommation en cours au revenu n'est que l'un des trois éléments du côté droit de l'équation. Ce ratio serait une mesure fiable de la tendance du fardeau (mais non du niveau) seulement si les deux autres éléments demeuraient constants. Le ratio du remboursement à la dette en cours resterait constant si le terme à l'échéance de la dette demeurait constant. Cette question est examinée brièvement plus loin. Le ratio de l'intérêt au revenu demeurerait constant si les paiements d'intérêts et le revenu progressaient au même rythme. Deux facteurs pouvant affecter ce dernier ratio sont le niveau de la dette et le niveau des taux d'intérêt.

Une autre possibilité est d'examiner le ratio des paiements d'intérêts au revenu personnel disponible. Ce ratio s'établissait à juste au-dessus de 1.1% en 1956. En 1969, il avait atteint presque 2.2%. En 1979, il se fixait à 3.1%. À la fin de 1981, il avait atteint un niveau très légèrement inférieur à 4.1%. Le mouvement de cette mesure au cours de la période de 1956 à 1981 est représenté à la figure 2(d). Cette mesure indique que le fardeau est devenu plus lourd à mesure que le temps passait (quoique pas de façon régulière). Les augmentations récentes traduisent la hausse du niveau des taux d'intérêt. Ce ratio serait une mesure utile de la tendance du fardeau (mais non du niveau) si le ratio des remboursements du capital au stock de la dette et le ratio du crédit à la consommation en cours au revenu personnel disponible étaient constants.

Naturellement, pour obtenir une bonne indication de la tendance du fardeau sur les consommateurs, il faudrait prendre en considération les variations des trois éléments du côté droit de l'équation ci-dessus. Plus tôt, on avait signalé que le ratio du crédit à la consommation en cours au revenu personnel disponible était très au-dessus de son niveau de 1956; mais ce ratio n'a pas été très irrégulier après 1969 et se situait à environ au même niveau à la fin de 1981 qu'à la fin de 1969. Ce ratio est passé par son sommet au troisième trimestre de 1979. On a déjà noté que le ratio des paiements d'intérêts au revenu personnel disponible a augmenté dans le temps et était plus élevé à la fin de 1981 qu'à n'importe quel autre moment. Par conséquent, afin de tirer des conclusions solides, il faudrait obtenir des données sur les remboursements du capital du crédit à la consommation en cours. Malheureusement, comme on l'a déjà mentionné, les données sur les remboursements ne sont pas disponibles. Il est raisonnable, cependant, de supposer qu'il existe une relation inverse entre le ratio des remboursements à la dette en cours et l'échéance moyenne de la dette. Par conséquent, toutes choses étant égales par ailleurs, si l'échéance diminue, le fardeau de la dette augmente, et inversement. Si l'échéance était plus courte en 1981 qu'en 1969, on pourrait dire que le fardeau a progressé au cours de cette période. Cette constatation serait possible car aucun élément de l'équation ci-dessus n'indiquerait une réduction du fardeau. Malheureusement, les données sur l'échéance du crédit à la consommation en cours ne sont pas présentement disponibles. Il semble cependant raisonnable d'interpréter les résultats ci-dessus comme une indication que le fardeau de la dette était plus élevé en 1981 qu'en 1969. De plus, les variations du niveau des paiements hypothécaires auraient accru le fardeau total de la dette des consommateurs.

Il est plus difficile d'évaluer les faits dans le cas de la période allant de 1979 à 1981. Le ratio de la dette au revenu est passé de 87% à la fin de 1979 à 80.5% à la fin de 1981. Le ratio de l'intérêt au revenu est passé d'environ 3.1% à environ 4.1% au cours de cette même période. Une conclusion définitive va dépendre des changements du terme à l'échéance de la dette de consommation. Le fardeau a pu diminuer entre 1979 et 1981, mais il est probable que ce fardeau pour ce type de dette a baissé en 1982. Le ratio des intérêts au revenu a diminué pour tomber à environ 3.7% à la fin du troisième trimestre de 1982. Cette diminution s'explique par la baisse des taux

[8] La variable revenu a été employée sur une base trimestrielle et non pas annualisée. Si la variable revenu devait être ajustée à un taux annuel, les chiffres des ratios de la dette au revenu devraient être divisés par 4. Ce type de choix de mesure est courant lorsque l'on utilise les stocks et les flux dans un calcul. Par conséquent, les chiffres reflètent la tendance du fardeau plutôt que son niveau.

d'intérêt et du niveau de la dette en général en 1982, ce qui a entraîné une diminution plus rapide (ou une augmentation plus lente) des paiements d'intérêts que des revenus. De plus, le ratio de la dette au revenu est tombé à environ 77.2% à la fin du deuxième trimestre de 1982. Par conséquent, le fardeau pour ce type de dette aurait diminué depuis 1981 si le terme à l'échéance de ce type de dette n'avait pas été réduit sensiblement en 1982.

Les mesures de stocks indiquent que le fardeau du crédit à la consommation n'a pas augmenté et qu'il a peut-être diminué depuis 1969. Les mesures de flux sont plus difficiles à quantifier, mais semblent indiquer qu'il y a eu une augmentation du fardeau au titre de cette dette entre 1969 et 1981. Cette contradiction apparente pourrait signifier que même si le fardeau de la dette a augmenté, cette progression ne s'est pas répartie uniformément. Le fardeau des personnes ayant un patrimoine financier peut avoir diminué, tandis que celui des autres personnes peut avoir augmenté. Il serait imprudent, cependant, de conclure de façon définitive à propos de l'impact du fardeau sur les dépenses personnelles en raison des doutes concernant la fiabilité de ces mesures. De plus, la question portant sur l'impact du fardeau de cette dette sur la croissance économique ne peut être traitée de façon appropriée que si l'on obtient une mesure fiable du fardeau et que si le niveau d'un "fardeau tolérable de la dette" devient quantifiable.

Répartition géographique des prêts bancaires personnels

Les données de la Banque du Canada révèlent qu'en 1974, 38.6%, 19.3%, 15.1% et 9.2% des prêts personnels consentis par les banques à charte étaient détenus en Ontario, au Québec, en Colombie-Britannique et en Alberta respectivement. Les pourcentages correspondants pour Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba et la Saskatchewan s'établissaient respectivement à 2.3%, 0.5%, 4.5%, 3.3%, 4.0% et 2.9%. Au deuxième trimestre de 1982, la part de ces prêts détenue en Ontario et au Québec était tombée à 35.8% et 15.6% respectivement. La part de ces prêts en Colombie-Britannique et en Alberta avait augmenté au cours de cette même période pour atteindre 18.9% et 14.1% respectivement. Toujours au cours de cette même période, la proportion de ces prêts fait ressortir une légère progression en Saskatchewan et une diminution dans chacune des cinq autres provinces.

Une explication évidente des variations des proportions des prêts personnels pour les diverses régions du Canada serait le changement de la distribution géographique de la population active. Par exemple, 38.2% de la population active résidait en Ontario en 1974, comparativement à 37.9% seulement en 1981. De 1974 à 1981, la proportion de la population active canadienne résidant en Colombie-Britannique a augmenté, pour passer de 10.8% à 11.3%. Au cours de la même période, le pourcentage de la population active totale a progressé dans le cas des provinces des Prairies et a diminué au Québec et dans les provinces atlantiques. Par conséquent, les changements des parts provinciales de prêts personnels sont conformes aux mouvements de la population active. Les mouvements de la population active, cependant, ne semblent pas suffisants pour expliquer l'ampleur des variations de la part des prêts personnels. La variation en Ontario en est un exemple type. Le pourcentage des prêts personnels en Ontario a baissé de 38.6% à 35.8% à partir de la fin de 1974 au deuxième trimestre de 1982. Entre 1974 et la fin de 1981, la part de l'Ontario de la population active a légèrement diminué, de 38.2% à 37.9%. Une telle évolution signifie que des facteurs autres que les mouvements de la population active influencent ces variations des parts de prêts personnels. Une explication possible pourrait être les variations des niveaux de revenu, et en particulier, des revenus futurs attendus dans les diverses régions. L'expansion des provinces de l'Ouest au cours des années 70 a pu entraîner une plus forte augmentation du revenu du cycle de vie des résidents de ces provinces par rapport au reste du Canada.

Les variations des parts provinciales du revenu personnel évoluent en général dans la même direction que les mouvements des prêts personnels bancaires et de la population active. Entre 1974 et 1980, la part des provinces des Prairies du total du revenu personnel au Canada est passée d'environ 15.9% à environ 17.3%. En fait, cette augmentation était concentrée en Alberta, dont la part est passée d'environ 7.7% à environ 9.7%. La plus forte diminution de la part du revenu personnel a été observée en Ontario. En 1974, la part de l'Ontario du revenu personnel était d'environ 40.3%. En 1980, elle se situait à environ 38.4%. Au cours de cette même période, la part du revenu personnel du Québec a augmenté de façon minime pour s'inscrire à un peu moins de 25% en 1980. Au cours de cette même période, la part du revenu personnel allant aux provinces atlantiques a fléchi légèrement pour s'inscrire à un peu moins de 7%.

Il est également possible que des changements dans la structure par âge des résidents des différentes régions aient pu contribuer aux variations des parts de prêts personnels. En 1974, les pourcentages des résidents de

l'Alberta, de l'Ontario et du Canada dans son ensemble âgés de 20 à 39 ans étaient de 29.6%, 30.0% et 29.7% respectivement. En 1980, pour l'ensemble du Canada, ce chiffre s'était élevé à 33.2%. En Alberta, ce chiffre est passé à 35.4%, tandis qu'en Ontario il n'était que de 32.6% seulement. Pour ce qui est de ce groupe d'âge, on constate un déplacement relatif en faveur de l'Alberta.

L'impact du crédit à la consommation sur la croissance économique

Comme le crédit à la consommation peut influencer le calendrier des dépenses personnelles, son utilisation peut affecter le taux de la croissance économique réelle à court terme. On peut relever, cependant, que l'effet direct sur la croissance devrait être temporaire, puisque le crédit à la consommation ne peut que modifier le calendrier des dépenses, et puisqu'il est suivi de remboursements après son utilisation.[9] Dans ce cas, à long terme le crédit à la consommation devrait être pratiquement neutre pour ce qui est de son impact sur la croissance économique réelle. Idéalement, toute mesure de l'impact économique devrait rendre compte de l'interdépendance des variables économiques. De telles mesures sont difficiles à obtenir, cependant, et nous utilisons dans cette note une mesure qui peut être calculée indépendamment du cycle d'affaires au Canada. Pour obtenir cette mesure, on prend en considération les effets différentiels des variations du volume du nouveau crédit et les variations du niveau des remboursements. Ceci est dû au fait que la variation du crédit à la consommation en cours est égale à la différence entre le crédit nouveau et les remboursements. Comme les dépenses personnelles peuvent être financées soit à partir du revenu ou à partir des épargnes passées, ou en faisant varier le niveau du crédit à la consommation en cours, il est nécessaire d'avoir des augmentations de montant constant du crédit à la consommation en cours pour maintenir les dépenses personnelles à un niveau donné, toutes choses étant égales par ailleurs. Par conséquent, si le niveau des dépenses personnelles doit augmenter entre deux périodes, le crédit à la consommation doit progresser davantage qu'au cours de la période précédente, toutes choses étant égales par ailleurs. Par conséquent, afin d'évaluer l'impact du crédit à la consommation sur la croissance des dépenses personnelles et sur la croissance économique réelle, on examine ici la variation de la variation du crédit à la consommation en cours.

Cet objectif une fois posé, la première étape est l'obtention d'une mesure de la variation du crédit à la consommation qui rende compte des variations de prix. Le montant du crédit nouveau, après déflation par l'indice implicite de prix des dépenses personnelles en biens durables, donnerait une mesure du nouveau crédit à la consommation dégonflé si l'on disposait des données sur le crédit nouveau. Le niveau des remboursements (sur le capital), dégonflé par ce même indice de prix, donnerait une mesure des remboursements dégonflés si des données sur les remboursements existaient. Bien que ces deux séries ne soient pas directement calculables, on dispose cependant de la variation du crédit à la consommation en cours, qui est la différence entre les valeurs nominales de ces séries, et qui, après déflation, fournit une série utilisable. Afin d'obtenir une approximation des effets différentiels des variations du crédit nouveau et des remboursements sur la croissance des dépenses personnelles et sur la croissance économique réelle, on a calculé la variation de la variation dégonflée du crédit à la consommation. Au cours de la période allant du premier trimestre de 1957 à la fin de 1981, les résultats utilisant les données du crédit à la consommation de la Banque du Canada indiquent que le crédit à la consommation a fait une contribution positive pendant 53 trimestres et une contribution négative pendant 47. L'impact total des contributions négatives au cours de cette période, cependant, a été approximativement supérieur de 1.14% à l'impact total des contributions positives. Ces résultats signifient que le crédit à la consommation a eu un effet presque neutre pour ce qui est de son impact direct sur la croissance économique réelle entre 1957 et 1981.

Bien qu'il soit possible que le crédit à la consommation ait en fin de compte un impact neutre sur la croissance économique réelle, il peut avoir un impact pendant de nombreuses périodes. On peut le constater en divisant la période 1957-1981 en deux sous-périodes égales. Du premier trimestre de 1957 au deuxième trimestre de 1969, le crédit

[9] L'analyse ci-dessus, cependant, ne tient pas compte d'autres influences possibles du crédit à la consommation sur l'activité économique en plus de l'impact direct évident. Dans une économie dynamique, disposant de ressources "sous-employées", d'innovations techniques et de changements de productivité, l'utilisation du crédit à la consommation pourrait aider à susciter une attitude optimiste et entraîner des dépenses en biens reliés à l'investissement, et aider à accroître le taux de croissance à l'avenir ou dans l'immédiat. Naturellement, dans une économie statique "de plein emploi", les dépenses en biens de consommation pourraient retirer des ressources de la production de biens reliés aux investissements et retarder ainsi la croissance économique future. Une autre possibilité serait que l'utilisation des cartes de crédit (en particulier de concert avec les comptes d'épargne à intérêts quotidiens) pourrait augmenter la vélocité de la monnaie (au sens étroit) et ainsi affecter l'activité économique réelle ou l'inflation.

à la consommation a fait une contribution positive pendant 27 des 50 trimestres. Bien qu'il n'y ait pas eu beaucoup moins de contributions négatives que de contributions positives, l'impact total des contributions positives a dépassé l'impact des contributions négatives d'environ 25.1%. Entre le troisième trimestre de 1969 et le quatrième trimestre de 1981, le crédit à la consommation a apporté une contribution positive pendant 26 des 50 trimestres; toutefois, l'impact des contributions négatives a dépassé de 9.6% celui des contributions positives. La période d'expansion ininterrompue allant du deuxième trimestre de 1961 au premier trimestre de 1974 est intéressante. Au cours de cette période, le crédit à la consommation a eu un apport positif pendant 29 des 53 trimestres, et l'impact des apports positifs a dépassé celui des apports négatifs de 28.7%.

Conclusions

Le crédit à la consommation est une composante de la dette personnelle totale, et il a fait l'objet de discussions considérables. La diminution du niveau du crédit à la consommation en cours au quatrième trimestre de 1981 était la première baisse trimestrielle de cette série depuis le premier trimestre de 1971. On observe une tendance à la hausse du crédit à la consommation par personne au cours des 25 dernières années, et des facteurs démographiques ont pu intervenir. Les signes reliés au fardeau de ce type de dette ne permettent pas d'en tirer une conclusion définitive parfaitement valable, mais indiquent que le fardeau a pu s'accroître entre 1969 et 1981. Il ne semble pas que les cartes de crédit jouent un rôle important dans l'endettement des consommateurs dans leur ensemble, bien que leur utilisation pourrait poser des problèmes à certaines personnes. Le crédit à la consommation semble avoir un impact direct négatif sur la croissance économique réelle presque aussi souvent qu'il a un impact positif. Cette conclusion est conforme à l'idée selon laquelle à long terme le crédit à la consommation ne fait simplement que modifier le calendrier des dépenses des consommateurs et le taux de la croissance économique réelle.

Glossaire

Base monétaire
Somme des billets en circulation, de la monnaie métallique hors des banques et des dépôts des banques à charte auprès de la Banque du Canada. Également appelée l'offre de monnaie centrale "high powered Money Supply".

Commerce extérieur

Base de la balance des paiements
Données qui contiennent un certain nombre de corrections apportées aux totaux douaniers afin de les aligner sur les concepts et les définitions utilisés dans le système de comptabilité nationale.

Base douanière
Totaux de données détaillées sur le commerce de marchandises préparés directement à partir des documents douaniers.

Exportations nettes
Exportations moins importations.

Termes de l'échange
Il s'agit du ratio du prix des exportations de marchandises à celui des importations de marchandises. Il est possible de calculer ce ratio chaque mois sur base douanière à partir des données du commerce extérieur, ou chaque trimestre sur la base de la balance des paiements à partir des données du PNB.

Demande finale
Demande intérieure finale plus les exportations. Elle est aussi égale au PNB moins les variations des stocks.

Demande intérieure finale
C'est la somme des dépenses personnelles en biens et services, les dépenses publiques courantes et la formation brute de capital fixe des Canadiens. La demande intérieure finale est aussi égale au PNB plus les importations moins les exportations et les variations des stocks. En d'autres termes, c'est une mesure de la demande finale des Canadiens, quelle que soit la façon dont elle a été satisfaite, soit par la production intérieure, les importations ou par les variations des stocks.

Désaisonnalisation interpolative
Cette méthode de désaisonnalisation n'utilise que les données réelles disponibles pour estimer le facteur saisonnier actuel, différant ainsi de la désaisonnalisation extrapolative qui utilise des prévisions afin de calculer le facteur saisonnier actuel. Ainsi la désaisonnalisation interpolative est plus sensible aux variations de la structure saisonnière.

Évaluation

Dollar constant
L'évaluation en dollars constants représente la valeur des dépenses ou de la production mesurée en terme des prix d'une période de base fixe quelconque. (Les variations des dépenses ou de la production exprimées en dollars constants ne peuvent être imputables qu'aux variations des quantités physiques des biens achetés ou produits).

Dollar courant
L'évaluation en dollar courant va représenter la valeur des dépenses ou de la production mesurée en prix courants. Une variation des dépenses ou de la production mesurée en dollars courants peut s'expliquer par une variation de la quantité des biens achetés ou produits ou par une variation du niveau des prix de ces mêmes biens.

Valeur nominale
La valeur nominale représente la valeur des dépenses ou de la production mesurée en prix courants.

Valeur nominale est synonyme de valeur en dollars courants.

Valeur réelle
Valeur "réelle" est synonyme de valeur en dollars constants.

Filtrage, filtré
En général, on entend par filtrage, la suppression, ou le filtrage, des mouvements des données qui se répètent avec approximativement la même fréquence. Dans notre contexte, il s'agit d'éliminer les hautes fréquences ou les mouvements

irréguliers, de sorte que l'on puisse mieux évaluer si le mouvement courant représente une variation de la tendance-cycle. Malheureusement cette opération entraîne une perte d'actualité dans l'avertissement en ce qui concerne les changements cycliques. Nous avons essayé de minimiser cette perte d'actualité en filtrant de manière à minimiser le déphasage.

Indice de diffusion

Un indice de diffusion est une mesure, couvrant un groupe de séries chronologiques, qui exprime l'uniformité de mouvement du groupe en question. Plus précisément, pour toute période donnée, l'indice de diffusion est égal au pourcentage de séries du groupe qui font ressortir une expansion pendant la période en question. L'indice de diffusion donne par conséquent la dispersion, ou la diffusion, d'une variation donnée de l'agrégat. Comme les variations de cycles économiques touchent en général un grand nombre de processus économiques, les indices de diffusion servent à déterminer si une variation est causée par des forces cycliques.

Marché du travail

Chômeurs

Les chômeurs sont les personnes qui, au cours de la période de référence:
a) étaient sans travail, en avaient activement cherché au cours des quatre dernières semaines (y compris la semaine de référence) et étaient prêtes à travailler,
ou
b) n'avaient pas activement cherché du travail au cours des quatre dernières semaines, mais étaient mises à pied (et s'attendaient à être rappelées au travail) depuis moins de 26 semaines et étaient prêtes à travailler,
ou
c) n'avaient pas activement cherché du travail au cours des quatre dernières semaines, mais devaient commencer à travailler à un nouvel emploi dans quatre semaines ou moins à compter de la semaine de référence et étaient prêtes à travailler.

Effectifs des grandes entreprises

Il s'agit de toutes les personnes qui sont rétribuées pour leurs services ou leurs absences pendant la semaine de référence et pour lesquelles l'employeur verse des contributions au RPC ou RRQ et/ou à la caisse d'assurance-chômage. Le concept de salarié exclut les propriétaires et les partenaires d'entreprises non constituées en sociétés et ceux qui possèdent un bureau pour l'exercice d'une profession, les travailleurs autonomes, les travailleurs familiaux non rémunérés, les bénévoles, les retraités, les travailleurs à domicile, les membres de corps élus ou nommés, le personnel militaire et les personnes fournissant des services à un établissement sur une base forfaitaire. La statistique est établie à partir des données recueillies lors de l'enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures-hommes.

Enquête sur la population active

Il s'agit d'une enquête mensuelle auprès des ménages qui mesure la situation de ses membres par rapport au marché du travail, au cours de la période de référence. Les pensionnaires des institutions et les membres à plein temps des Forces armées canadiennes sont exclus, car on les considère comme n'appartenant pas au marché du travail.

Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures personnes

Il s'agit d'un recensement par la poste auprès des entreprises employant au moins 20 employés, au cours de laquelle on recueille des renseignements sur les feuilles de

paye de la dernière semaine ou de la dernière période de paye du mois de référence, dont des chiffres sur la durée moyenne, les gains et les effectifs.

Hypothèse des travailleurs d'appoint

Il s'agit de l'hypothèse selon laquelle, à mesure que le taux de chômage augmente, le principal salarié de l'unité familiale peut devenir chômeur de sorte que les autres membres de la famille qui n'étaient pas actifs sont poussés à se chercher un emploi. On appelle aussi parfois cet hypothèse "effet du travailleur secondaire".

Hypothèse des travailleurs découragés

Il s'agit de l'hypothèse selon laquelle, à mesure que le taux de chômage augmente, certaines personnes cherchant activement de l'emploi peuvent se "décourager" à mesure que la période de recherche se prolonge et se retirer de la population active.

Personnes occupées

Entrent dans cette catégorie toutes les personnes qui, pendant la période de référence de l'enquête sur la population active:
a) ont fait un travail quelconque, contre rémunération ou en vue d'un bénéfice pour un employeur ou à son propre compte. Il peut également s'agir d'un travail familial non rémunéré qui contribue directement à l'exploitation d'une ferme, d'une entreprise ou d'un bureau professionnel, qui est possédé ou exploité par un membre apparenté du ménage.
b) avaient un emploi mais n'étaient pas au travail pour l'une des causes suivantes: maladie ou invalidité, obligations personnelles ou familiales, mauvais temps, conflit de travail ou autres raisons (à l'exception des personnes mises à pied et des personnes qui devaient commencer à travailler à une date future déterminée).

Population active

Les actifs sont les personnes de la population âgées de 15 ans ou plus qui, au cours de la période de référence, étaient soit employées ou en chômage.

Taux d'activité

Exprime la population active en pourcentage de la population âgée de 15 ans ou plus. Le taux d'activité d'un groupe donné est le pourcentage de ce groupe faisant partie de la population active.

Taux d'emploi

Nombre de personnes employées en pourcentage de la population agée de 15 ans et plus.

Travailleurs rémunérés

Les personnes qui ont fait un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'un bénéfice au cours de la période de référence. Les travailleurs rémunérés ne comprennent pas les personnes qui ont fait un travail non rémunéré qui a contribué directement à l'exploitation d'une ferme familiale, d'une entreprise ou d'un bureau pour l'exercice d'une profession, possédé ou exploité par un membre apparenté du ménage.

Prix

Indice de prix Laspeyres

Les poids utilisés pour calculer un indice de prix agrégé Laspeyres sont des poids fixes calculés pour une période de référence. Ainsi, les changements d'un indice de prix de ce type sont strictement limités aux mouvements des prix.

Indice de prix Paasche

Les poids utilisés pour calculer un indice de prix agrégé Paasche sont les poids de la période courante. Les changements d'un indice de prix de ce type réflètent à la fois les changements de prix et d'importance des composantes.

Prix à la consommation

Prix au détail, y compris toutes les taxes de vente, d'accise et autres se rapportant aux marchandises. C'est-à-dire, qu'il s'agit des prix que l'acheteur final paierait dans un magasin ou un point de vente. L'indice des prix à la consommation est conçu de façon à mesurer la variation dans le temps du coût d'un "panier" constant de biens et de services, représentant les achats d'un groupe particulier de la population au cours d'une période donnée. Comme le panier contient un ensemble de biens et de services dont la quantité et la qualité ne varient pas ou qui sont comparables, les variations du prix du panier sont imputables uniquement au mouvement des prix.

Prix des marchandises

Prix quotidiens en espèces (au comptant) des marchandises. Le prix des marchandises se rapporte habituellement au prix au comptant des matières brutes.

Prix implicites

Prix obtenus par un procédé de déflation. Ils traduisent non seulement les variations des prix, mais aussi les variations du régime des dépenses ou de la production pour le groupe auquel ils se rapportent.

Prix industriels

Il s'agit des prix pratiqués pour les nouvelles commandes dans le secteur de la fabrication, à l'exclusion des escomptes, des allocations, des rabais, des taxes de vente et d'accise pour la période de référence. Le point de fixation des prix est la première étape de la vente après la production. L'indice de prix de vente dans l'industrie est un ensemble d'indices de prix à pondération de base destinés à mesurer le mouvement des prix des produits vendus par les établissements canadiens classés dans le secteur de la fabrication par la classification des activités économiques de 1970.

Stocks

Par étape de fabrication

On classifie les stocks à l'intérieur d'une industrie donnée selon que la fabrication des biens, du point de vue de cette industrie, est complétée, est en cours ou n'a pas encore commencé. Les stocks détenus à ces différentes étapes de fabrication sont respectivement définis comme étant les stocks de produits finis, les stocks de produits en cours, et les stocks de matières brutes. Notons que, dans ce contexte, les matières brutes ne sont pas nécessairement des produits de base tels le blé, le minerai de fer, etc... Ce sont simplement les matières qui servent d'intrants à l'industrie en question.

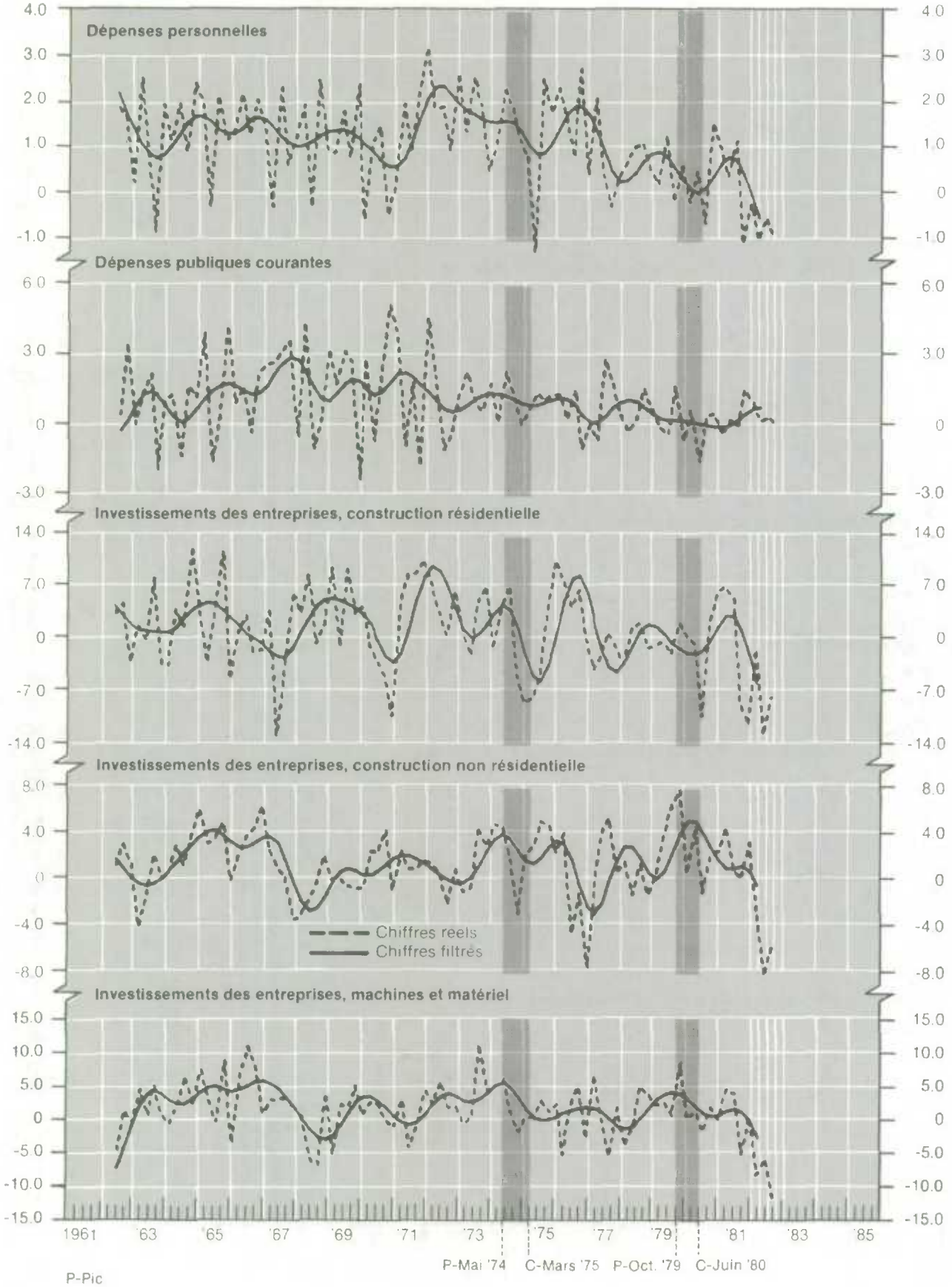
Graphique

1	Dépense nationale brute en millions de dollars de 1971, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	3
2	Dépense nationale brute en millions de dollars de 1971, chiffres désaisonnalisés aux taux annuels	4
3	Produit intérieur réel par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	5
4	Indicateurs de la demande, chiffres désaisonnalisés	6
5	Marché du travail, chiffres désaisonnalisés	7
6	Prix et coûts	8
7	Dépense nationale brute, indices implicites de prix, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	9
8	Dépense nationale brute, indices implicites de prix, et revenu national, certaines composantes, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	10
9	Commerce extérieur, base douanière, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	11
10	Balance canadienne des paiements internationaux, millions de dollars	12
11	Indicateurs financiers	13
12	Indicateurs avancés et coincidants du Canada	14
13-14	Indicateurs avancés du Canada	15-16

Graphique — 1

Dépense nationale brute en millions de dollars de 1971

(Variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés) 1961 Q2-1982 Q3



P-Pic

C-Creux

Graphique — 2

Dépense nationale brute en millions de dollars de 1971

(Chiffres désaisonnalisés aux taux annuels) 1961 Q2-1982 Q3

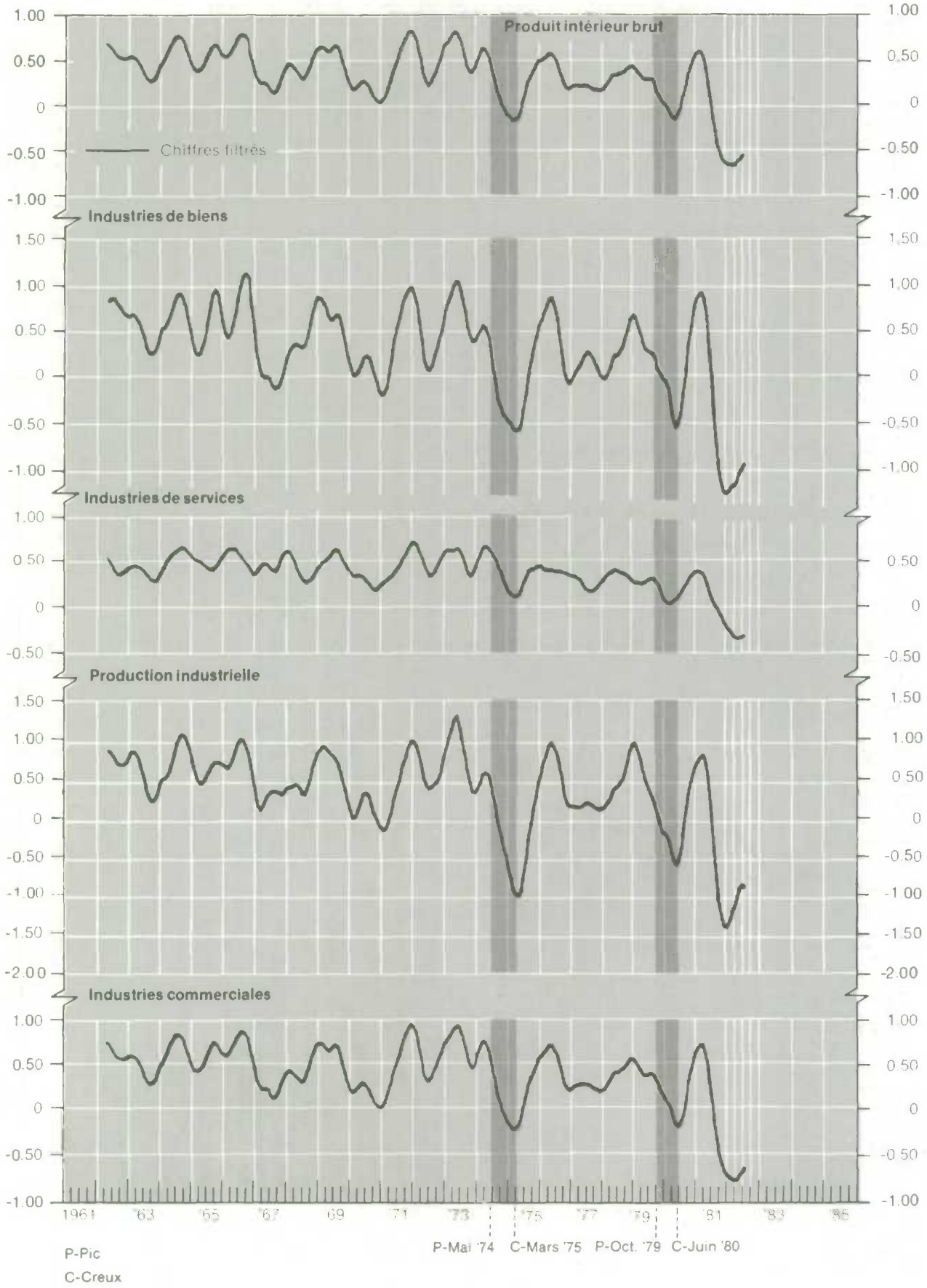
P-Pic

C-Creux

Graphique — 3

Produit intérieur brut par industrie

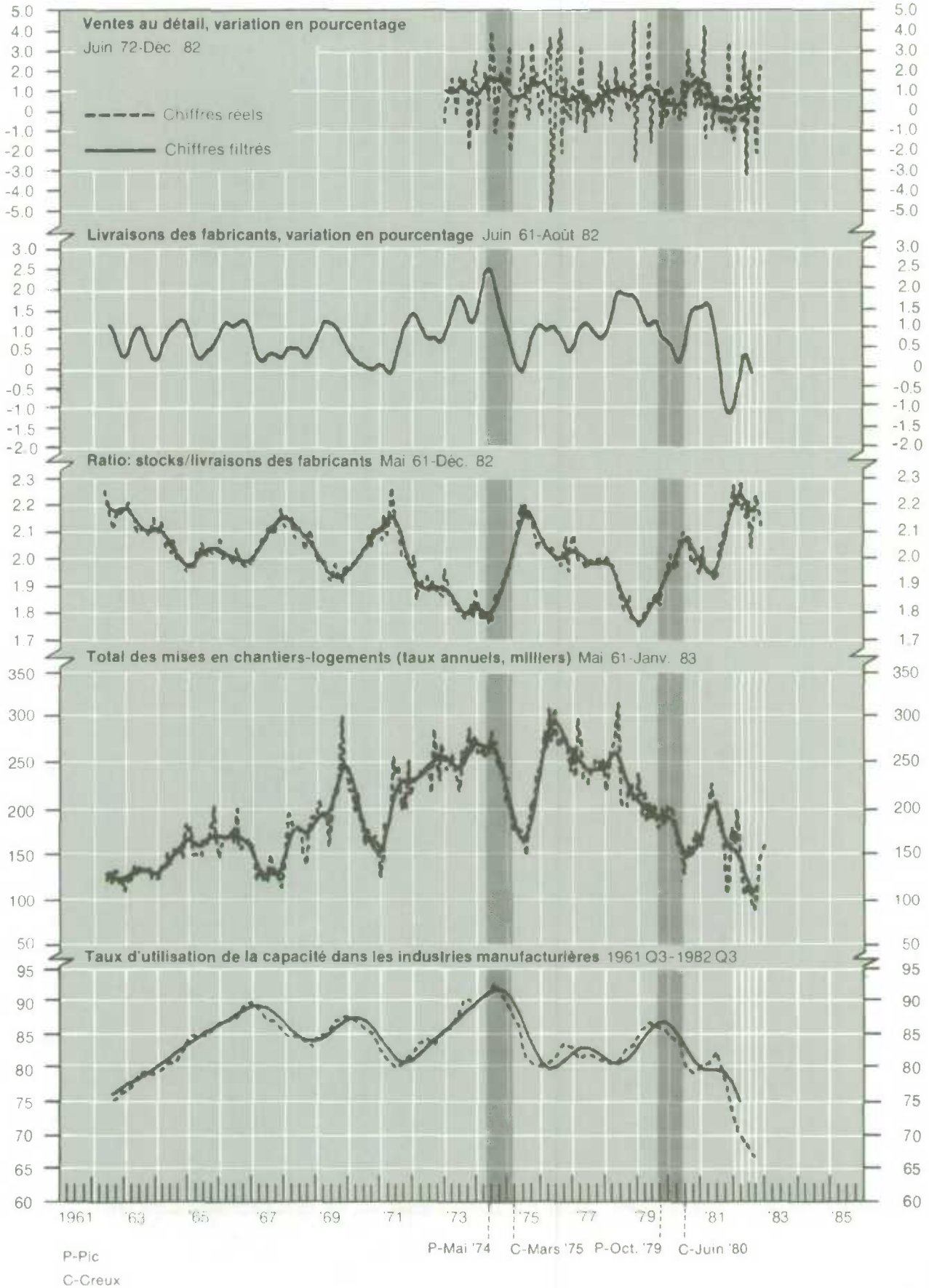
(Variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés) Juin 61 - Juil. 82



Graphique — 4

Indicateurs de la demande

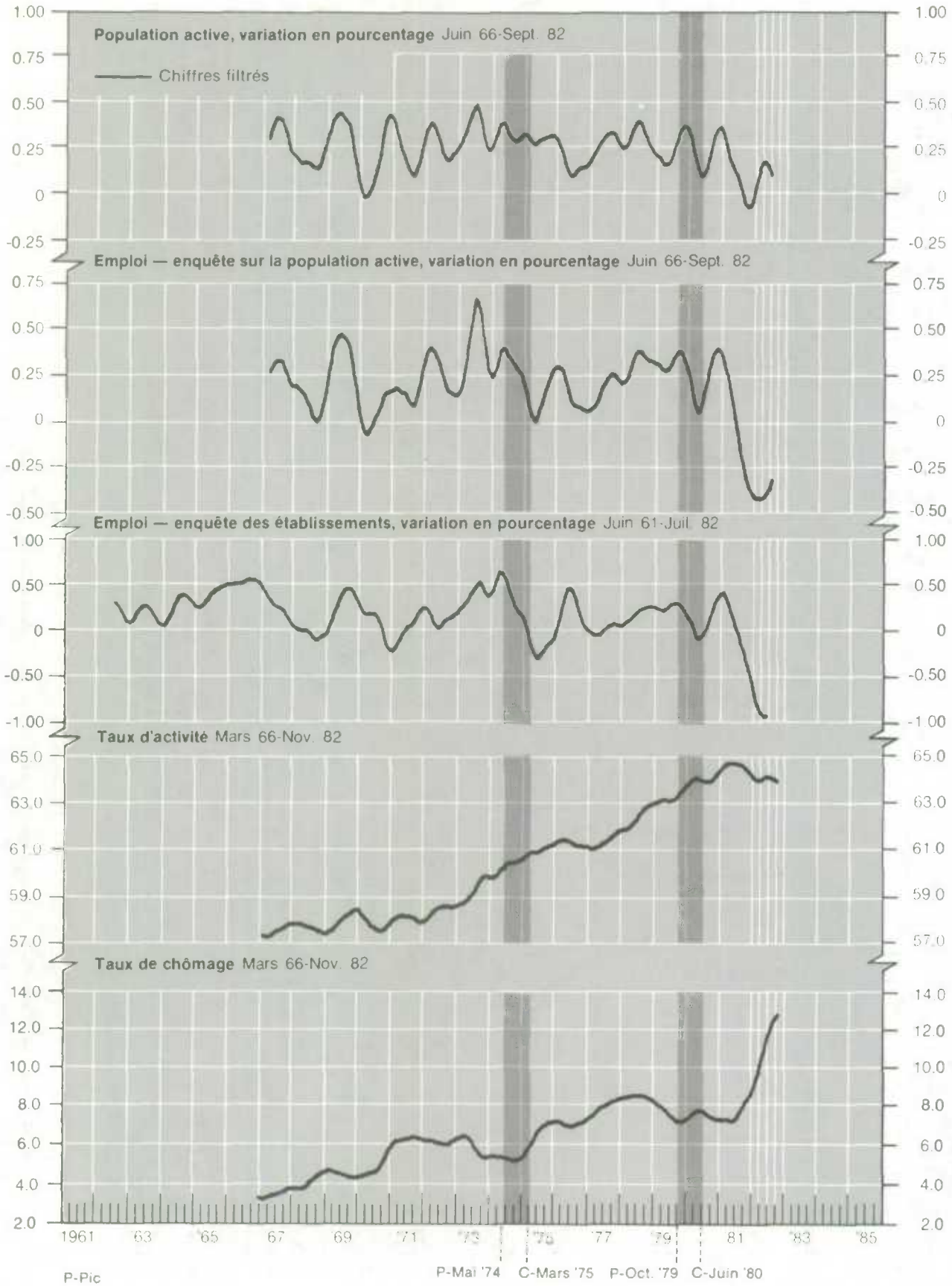
(Chiffres désaisonnalisés)



Graphique — 5

Marché du travail

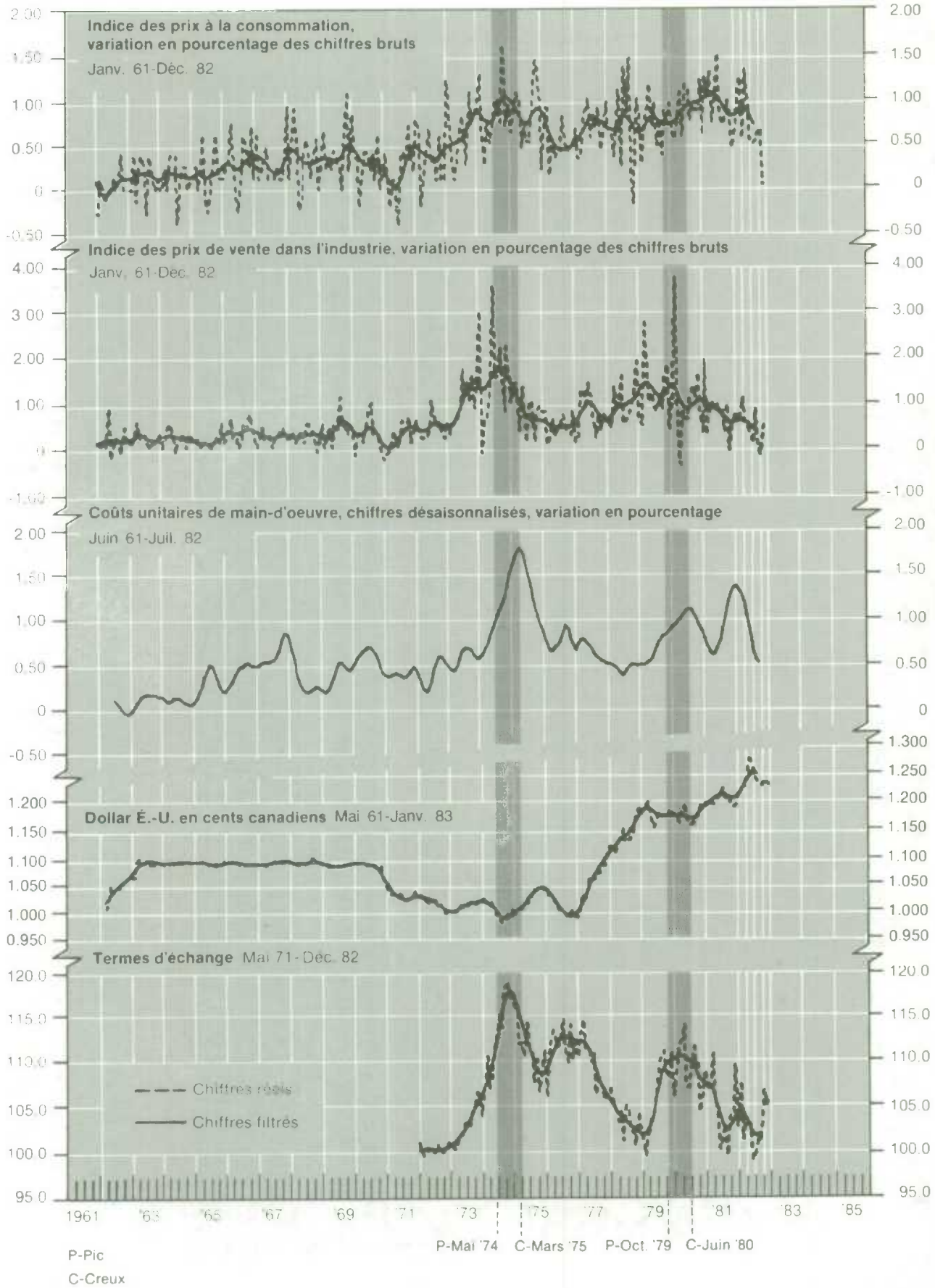
(Chiffres désaisonnalisés)



P-Pic

C-Creux

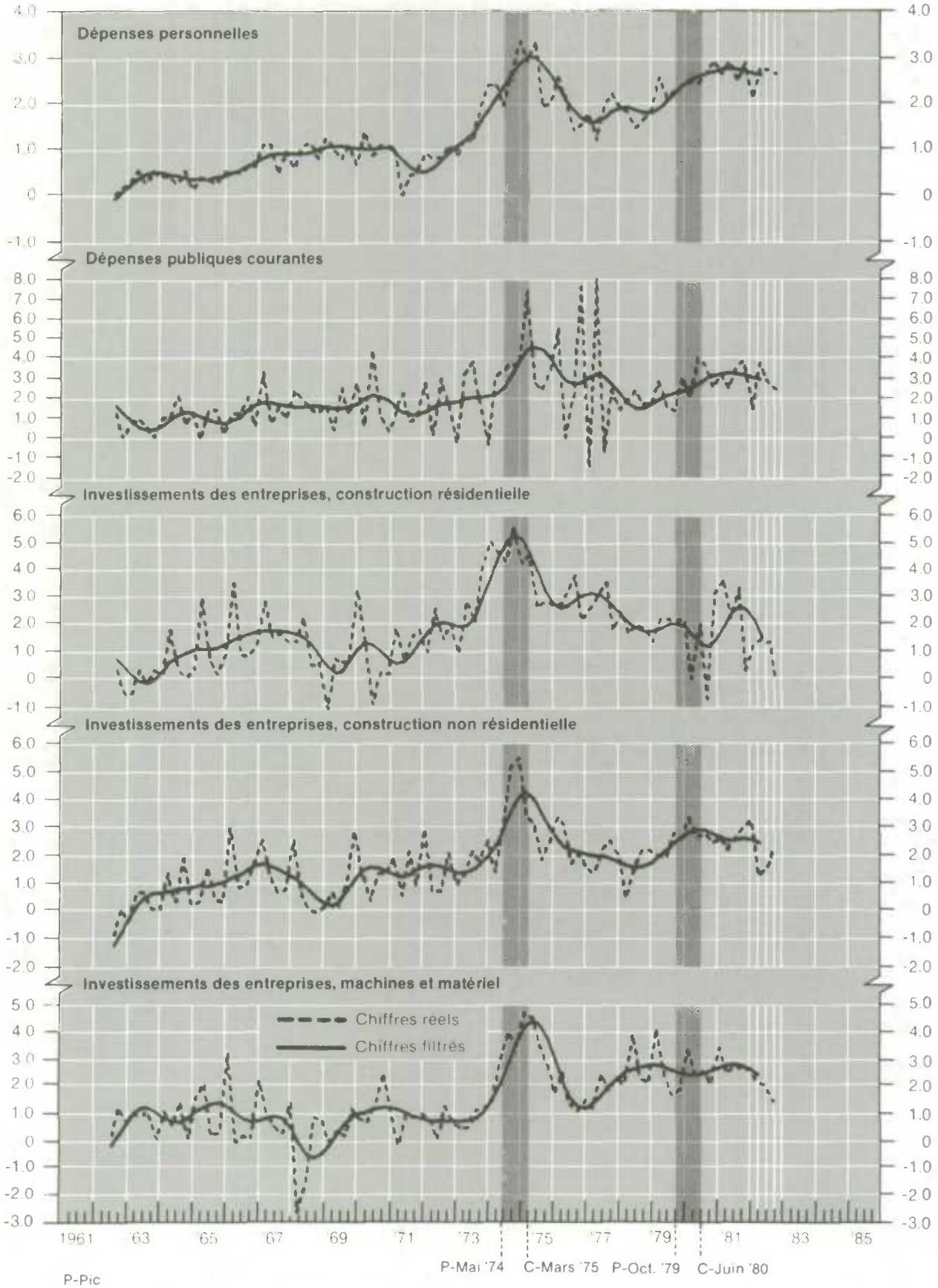
Graphique — 6
Prix et coûts



Graphique — 7

Dépense nationale brute, indices implicites de prix

(Variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés) 1961 Q2-1982 Q3



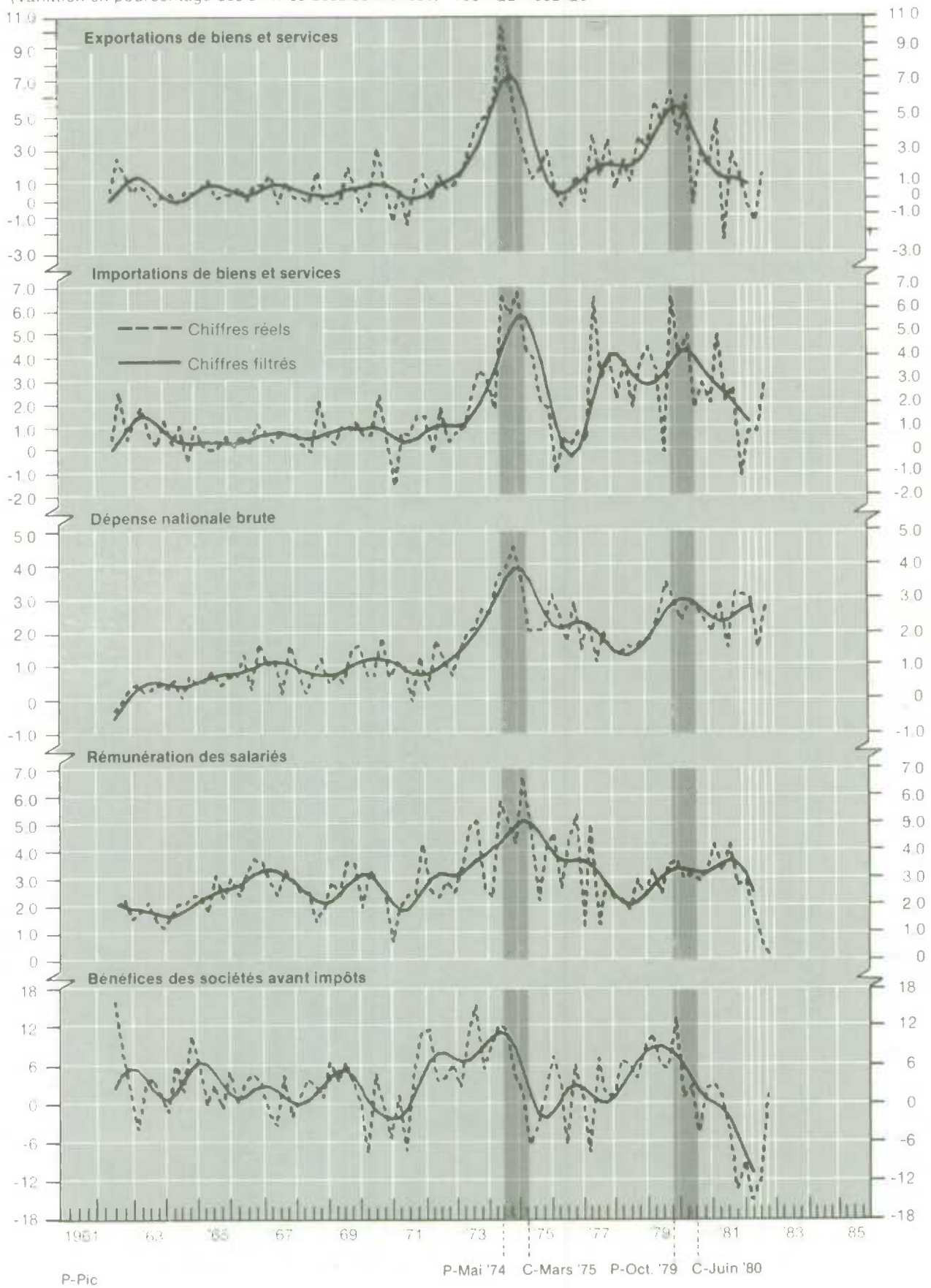
P-Pic

C-Creux

Graphique — 8

Dépense nationale brute, indices implicites de prix et revenu national, certaines composantes

(Variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés) 1961 Q2-1982 Q3



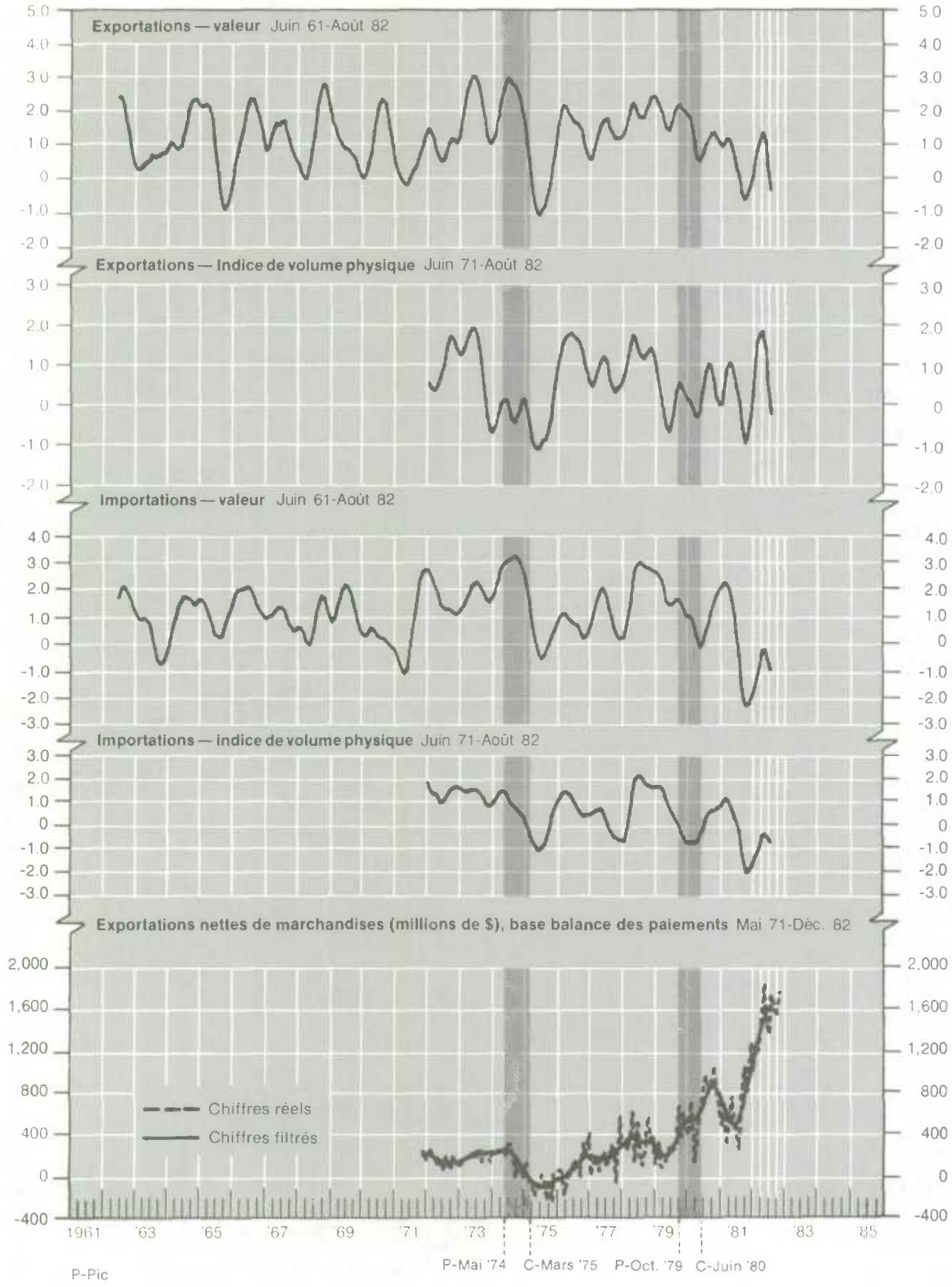
P-Pic

C-Creux

Graphique — 9

Commerce extérieur, base douanière

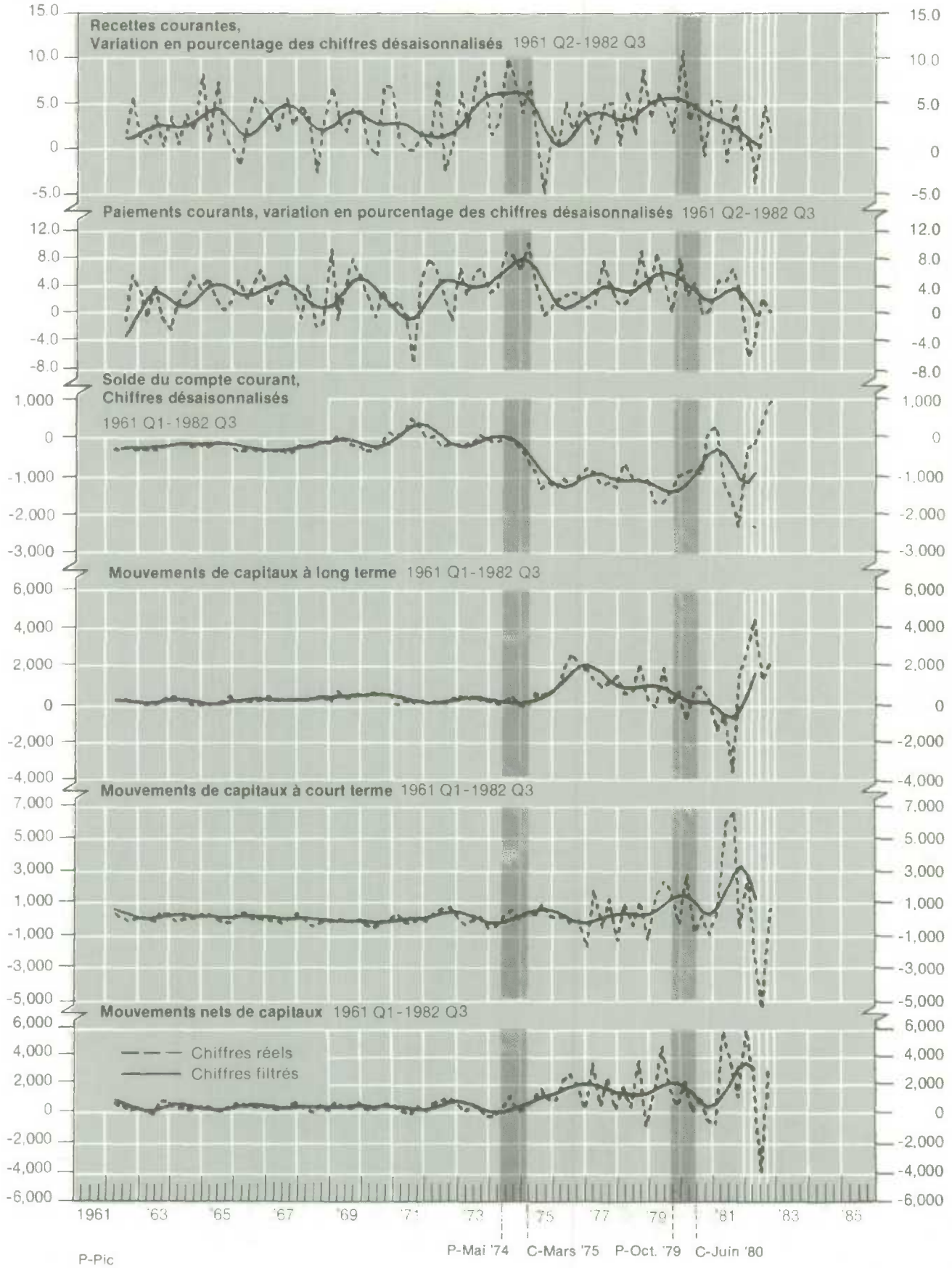
(Variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés)



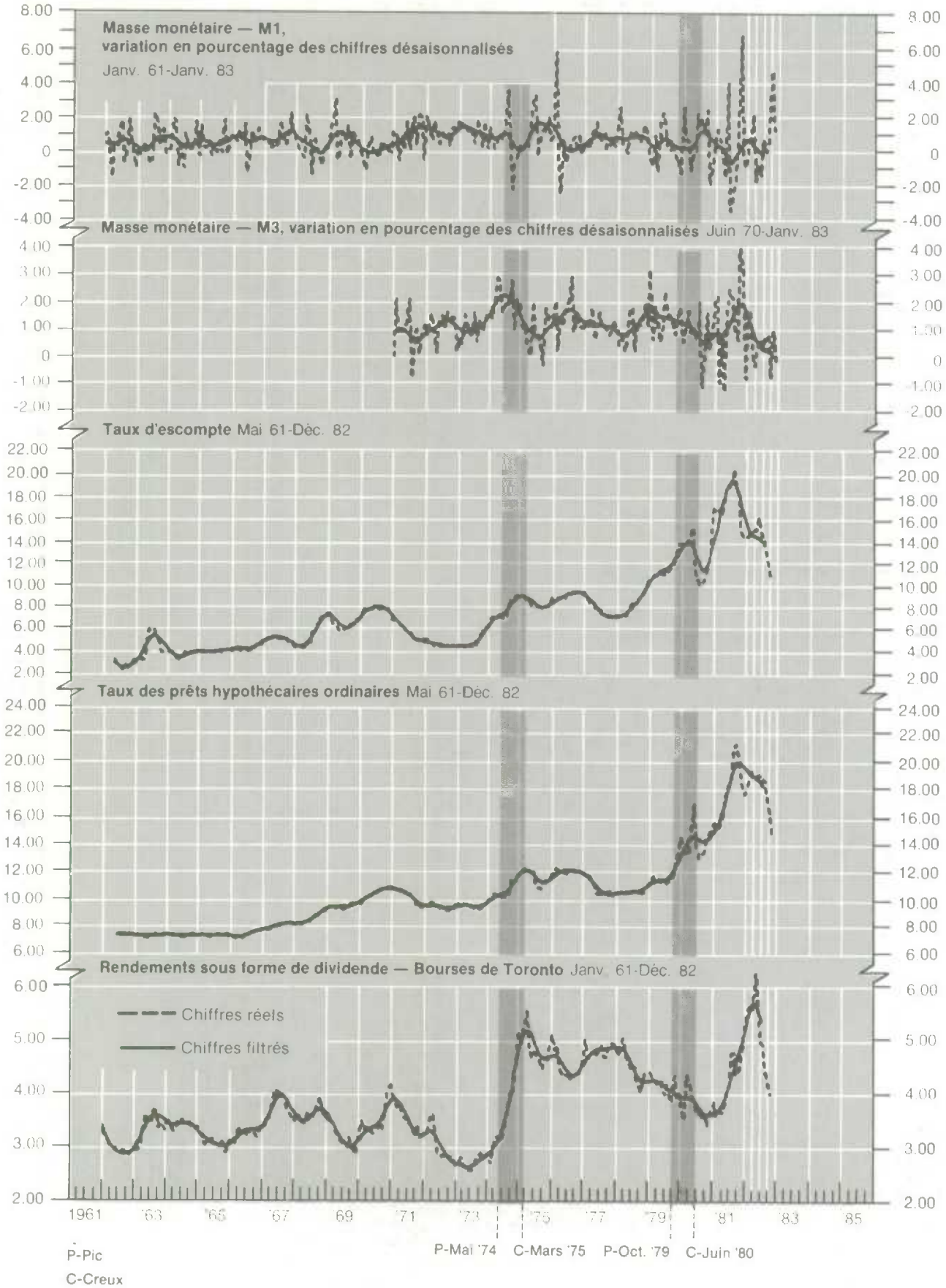
Graphique — 10

Balance canadienne des paiements internationaux

(Millions de dollars)



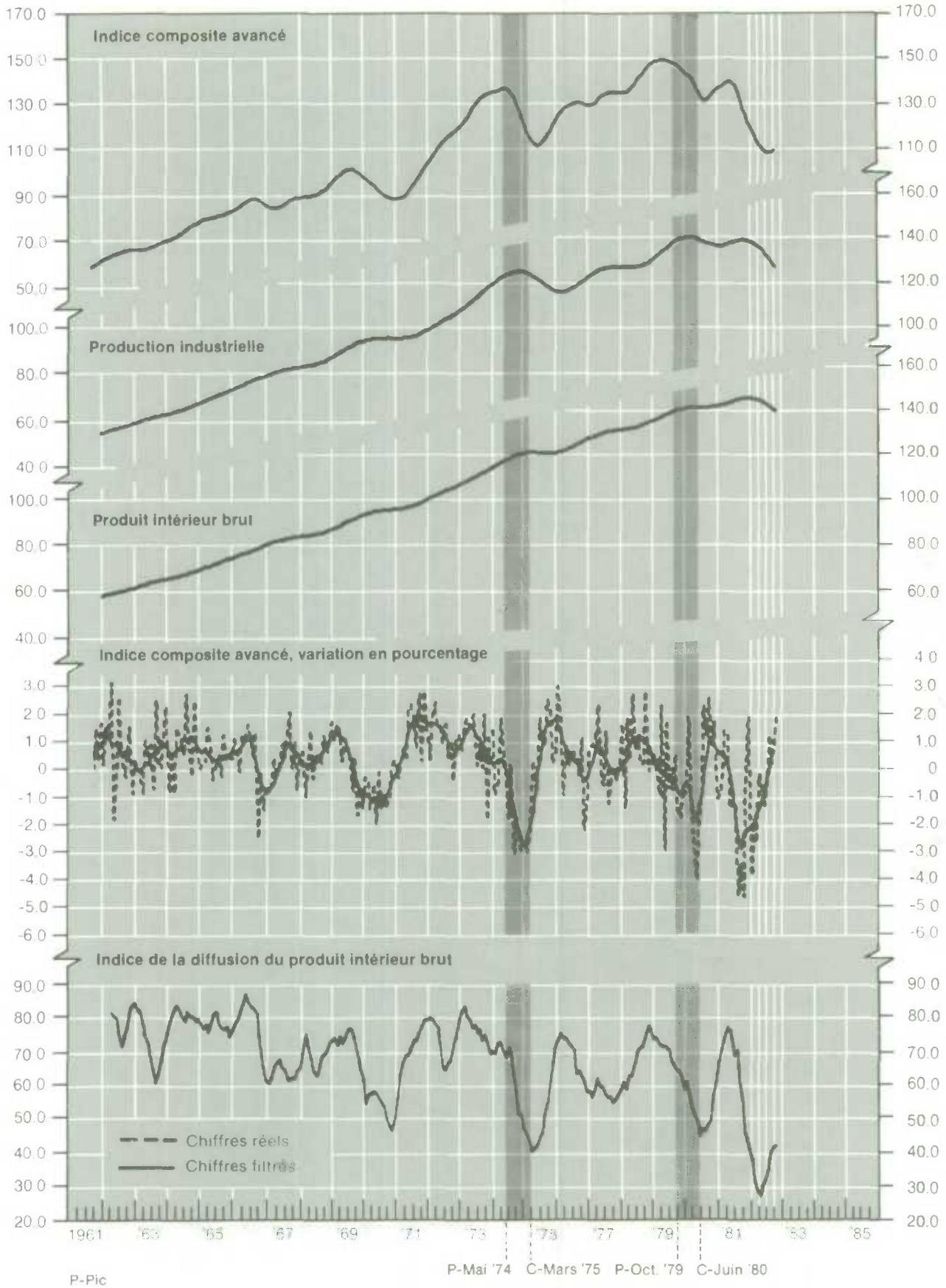
Graphique — 11
Indicateurs financiers



P-Pic
C-Creux

Graphique — 12

Indicateurs avancés et coïncidants du Canada Janv. 61-Nov. 82

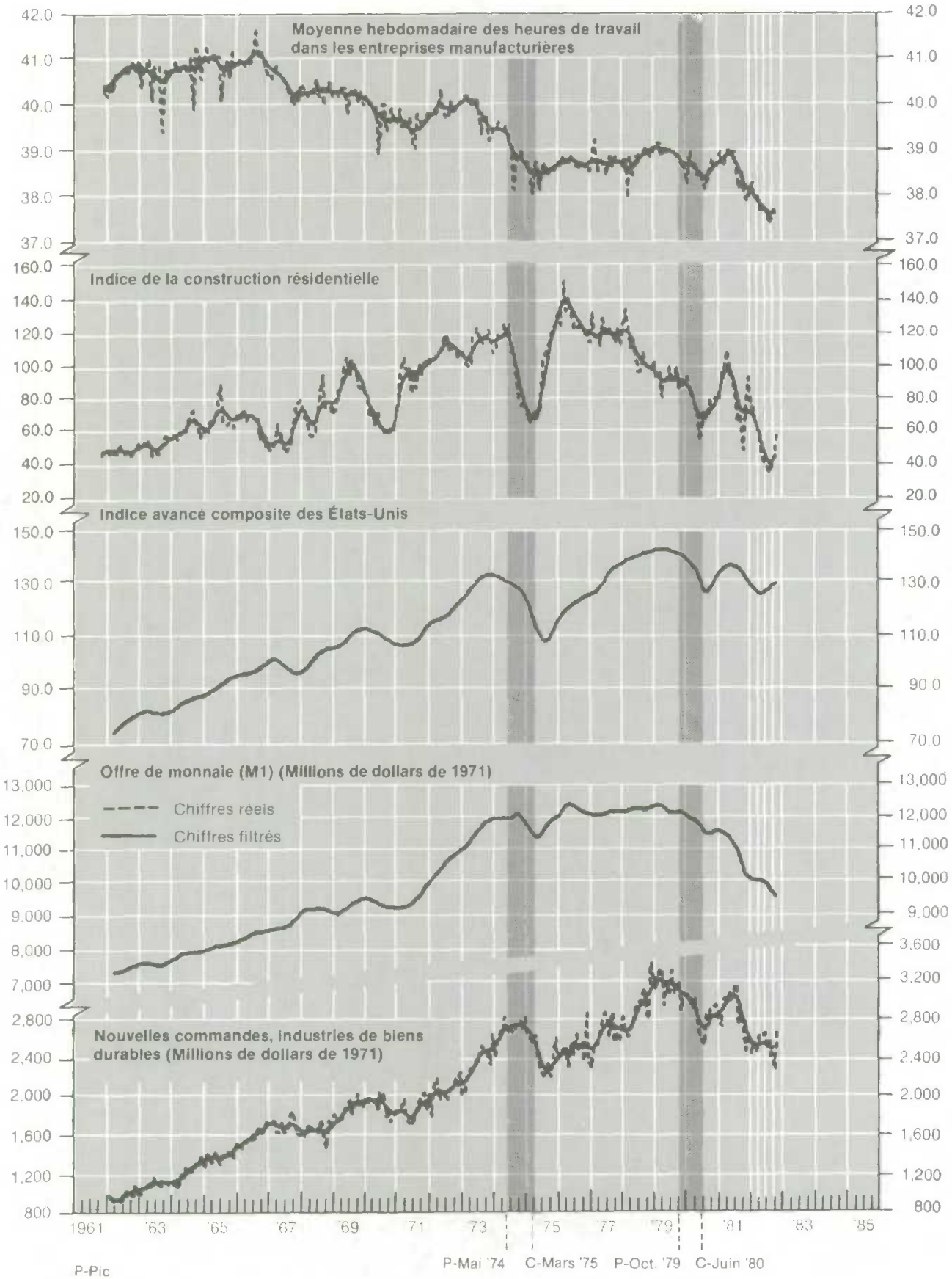


P-Pic

C-Creux

Graphique — 13

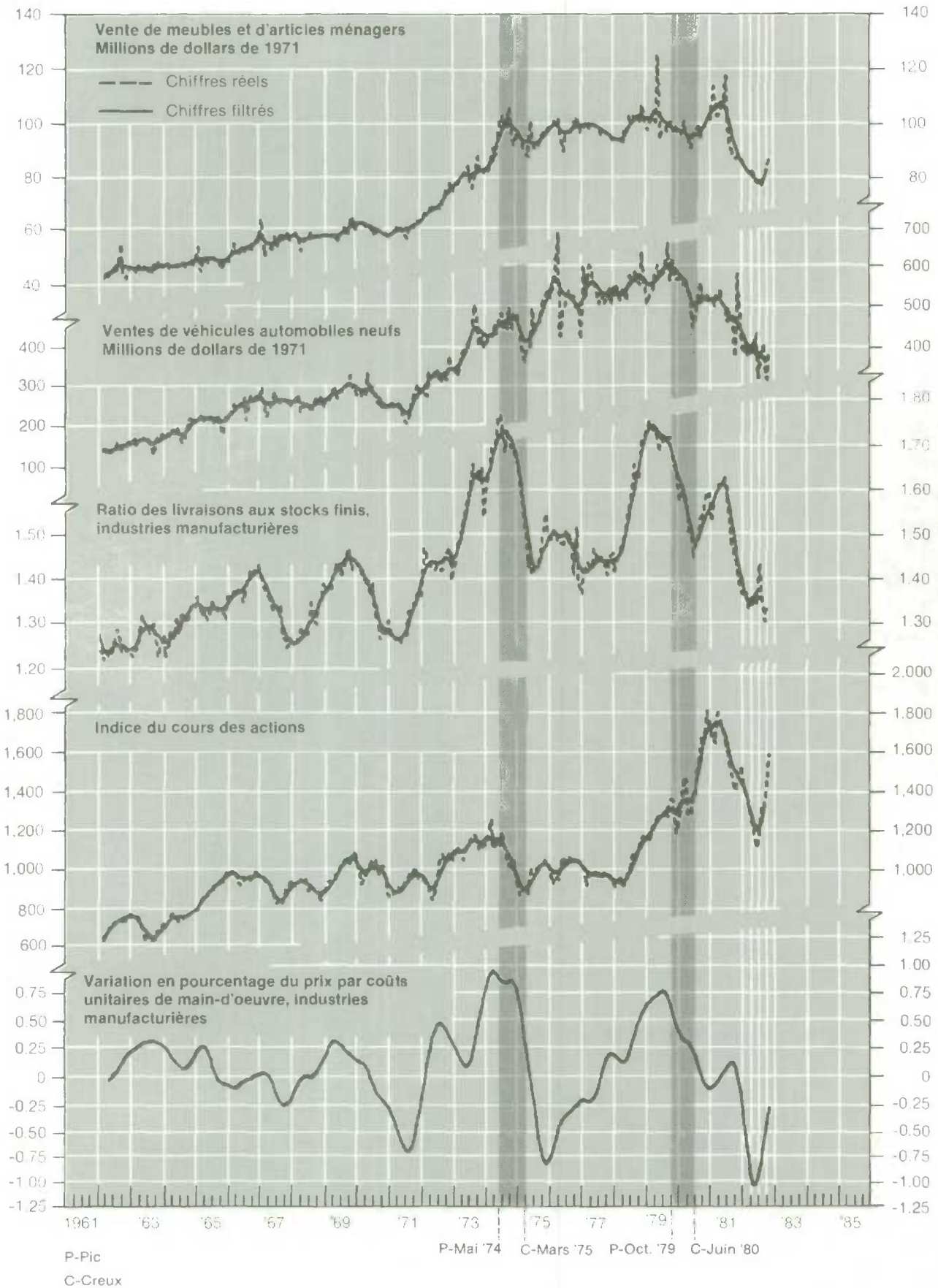
Indicateurs avancés du Canada Jan. 61-Nov. 82



P-Pic
C-Creux

Graphique — 14

Indicateurs avancés du Canada Janv. 61-Nov. 82



Principaux indicateurs économiques

1	Dépense nationale brute en dollars de 1971, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	19
2	Produit intérieur réel par industrie, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	19
3	Indicateurs de la demande, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	20
4	Indicateurs du marché du travail, données désaisonnalisées	20
5	Prix et coûts, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	21
6	Prix et coûts, indices implicites de prix des comptes nationaux, taux de variation des chiffres désaisonnalisés	21
7	Commerce extérieur, base douanière, taux de variation des chiffres désaisonnalisés	22
8	Compte courant de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées	22
9	Compte de capital de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées	23
10	Indicateurs financiers	23
11-12	Indicateurs avancés du Canada, données filtrées	24
13	Indicateurs mensuels des États-Unis, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	25
14-15	Indicateurs avancés et coincidants des États-Unis, données filtrées	25-26

7 FEV 1983 TABLEAU 1 16H 13

DEPENSE NATIONALE BRUTE
EN DOLLARS DE 1971
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	DEPENSES PERSONNELLES	DEPENSES PUBLIQUES COURANTES	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS			INVESTISSEMENT EN STOCKS DES ENTREPRISES		EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	DEPENSE NATIONALE BRUTE
			CONSTRUCTION RESIDENTIELLE	CONSTRUCTION NON-RESIDENTIELLE	MACHINES ET MATERIEL	NON AGRICOLES (1)	AGRICOLES ET CEREALES EN CIRCUIT COMMERCIAL (1)			
1977	2.9	3.2	-6.3	3.0	-.4	-571	-335	6.9	2.1	2.1
1978	2.7	1.8	-1.8	1.3	1.0	-60	216	10.4	4.7	3.6
1979	2.0	.9	-2.8	12.9	11.9	1629	-136	2.9	7.2	2.9
1980	1.1	-1.0	-6.1	11.0	4.5	-2389	-122	1.8	-2.0	.5
1981	1.9	.9	5.6	8.4	4.6	1251	312	1.6	2.6	3.1
1980 IV	.9	-.5	6.2	2.4	-.2	1256	72	3.3	3.3	1.9
1981 I	.3	.2	6.8	4.5	4.3	2364	236	-6.1	-.2	1.2
II	1.1	-.1	4.9	.7	3.7	-572	12	7.8	4.6	1.6
III	-1.1	1.5	-8.7	.0	-5.2	920	376	-3.0	-.1	-1.1
IV	-.3	.9	-11.7	3.2	.2	-2080	-508	-.4	-5.3	-.9
1982 I	-1.0	.1	-1.8	-3.3	-8.3	-1512	132	-3.9	-5.1	-2.2
II	-.5	.3	-13.0	-8.7	-6.0	-1228	-264	6.4	1.7	-1.9
III	-1.0	-.1	-8.1	-5.7	-11.5	328	356	1.1	-2.2	-1.0

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (NO.13-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
(1) DIFFERENCE DE LA PERIODE PRECEDENTE, TAUX ANNUELS.

7 FEV 1983 TABLEAU 2 16H 13

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE
1971=100
TAUX DE VARIATION DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	PRODUIT INTERIEUR BRUT	P.I.B. SANS AGRICULTURE	INDUSTRIES DES BIENS	INDUSTRIES DES SERVICES	PRODUCTION INDUSTRIELLE	INDUSTRIES MANUF. DURABLES	INDUSTRIES MANUF. NON-DURABLES	MINES	INDUSTRIES COMMERCIALES	INDUSTRIES NON COMMERCIALES
1977	2.9	2.9	1.9	3.5	2.6	2.5	1.5	3.0	3.2	1.7
1978	3.3	3.5	2.3	3.9	3.6	5.0	5.4	-9.8	3.7	1.4
1979	3.8	4.2	4.3	3.4	6.1	6.5	5.3	9.4	4.5	-.1
1980	.8	.7	-.8	1.8	-1.7	-5.0	-.7	3.4	.8	.9
1981	2.9	2.7	3.0	2.9	1.7	2.7	1.5	-5.4	3.1	2.4
1980 DEC	.4	.4	.8	.1	.4	.6	1.6	-6.4	.3	.4
1981 JAN	.6	.3	.4	.8	-1.1	-1.3	-.7	.9	.8	-.2
FEV	.6	.5	1.2	.1	1.3	2.7	1.1	-.2	.7	-.2
MARS	.5	.6	.8	.3	1.2	1.6	1.0	-.7	.5	.2
AVR	.4	.4	.5	.3	1.0	1.9	.0	2.0	.6	-.4
MAI	.3	.3	.4	.2	.3	.5	.5	-3.5	.1	1.1
JUIN	.6	.7	1.2	.3	1.5	3.6	.1	-2.8	.9	-.2
JUIL	-1.0	-.9	-1.4	-.7	-1.3	-1.5	-.6	-5.1	-1.3	.9
AOUT	-1.0	-1.1	-2.6	-.1	-3.5	-8.3	-1.5	7.7	-1.2	-.2
SEP	.0	.1	-.5	.3	-.4	-1.6	.4	-1.0	.1	-.2
OCT	-.7	-.7	-1.2	-.4	-1.5	-2.0	-1.4	-2.2	-.9	.3
NOV	-.2	-.2	-1.3	.5	-1.8	-2.8	-2.0	1.9	-.3	.1
DEC	-.4	-.5	-1.2	.0	-.8	-1.4	-1.2	1.8	-.6	.2
1982 JAN	-1.0	-1.0	-.5	-1.3	-.7	-1.9	-1.2	-.7	-1.2	.3
FEV	-.3	-.2	-.9	.1	-.8	.3	-1.4	-.5	-.3	-.3
MARS	-.7	-.8	-1.4	-.3	-1.6	-1.9	-.5	-3.4	-1.0	.8
AVR	-.6	-.6	-.6	-.6	-1.1	.9	-3.3	-4.5	-.8	.1
MAI	-.3	-.3	-1.1	.1	.8	1.1	2.1	.3	-.4	.0
JUIN	-1.1	-1.2	-2.0	-.7	-2.5	-3.2	.0	-9.7	-1.3	-.1
JUIL	-1.1	-1.2	-2.0	-.6	-2.8	-2.9	-1.9	-8.1	-1.4	.2
AOUT	.9	1.0	2.3	.2	4.1	6.5	2.1	1.3	1.2	-.2
SEP	-1.0	-1.1	-2.3	-.2	-3.4	-7.6	-1.3	1.5	-1.2	.3
OCT	-1.2	-1.3	-2.3	-.6	-3.6	-7.3	-1.5	1.7	-1.5	.2
NOV	.3	.2	.6	.1	.3	-1.4	.8	3.3	.4	-.6

SOURCE: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE (61-005), STATISTIQUE CANADA.

INDICATEURS DE LA DEMANDE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

		VENTES AU DETAIL	VENTES-MAGASINS A SUCC.	VENTES DE VEHICULES AUTOMOBILES NEUFS	LIVRAISONS DES FABRICANTS	FABRICA. DE BIENS DURABLES-NOUVELLES COMMANDES	RATIO: STOCKS/ LIVRAISONS DES FABRICANTS (1)	DUREE HEBDO. MOYENNE DU TRAVAIL, FABRICATION (1)	TOTAL DES MISES EN CHANTIER-LOGEMENTS (2)	PERMIS DE BATIR	LIVRAISONS: MATERIAUX DE CONSTRUCTION
1978		11.8	11.0	12.5	18.7	22.5	1.84	38.8	234.8	5.8	18.3
1979		12.1	10.8	18.7	17.9	16.6	1.86	38.8	197.4	7.7	16.3
1980		8.7	9.5	-.5	10.1	3.4	2.02	38.5	159.6	9.2	8.3
1981		12.6	9.9	4.3	12.8	8.6	2.02	38.5	180.7	21.2	13.5
1982									132.3	-29.5	
1981	I	5.0	3.9	4.1	1.8	.1	1.99	38.7	191.3	.4	3.8
	II	1.4	3.2	.4	7.0	11.9	1.93	38.8	216.3	5.3	7.0
	III	.4	-2.6	-5.8	.0	-4.1	2.01	38.5	180.0	-9.0	-1.5
	IV	1.3	1.4	.3	-3.6	-12.6	2.15	38.1	135.0	9.7	-1.6
1982	I	-.2	-2.9	-16.3	-1.9	-2.5	2.23	38.1	179.3	-17.9	-9.2
	II	1.0	1.8	5.9	.4	6.6	2.20	37.7	117.0	-28.8	-2.8
	III	1.4	-.5	-6.7	1.7	-3.3	2.13	37.5	95.3	5.2	-4.0
	IV								137.3	14.2	
1981	DEC	-.9	-1.9	-20.8	-2.1	2.0	2.19	37.8	179.0	10.9	.2
1982	JAN	-1.5	-4.2	-15.4	-2.8	-10.7	2.27	38.1	164.0	-26.3	-11.3
	FEV	1.0	4.9	8.5	3.7	17.3	2.21	38.2	201.0	-10.5	3.5
	MARS	.2	-4.2	-5.6	.9	-3.7	2.20	37.9	173.0	9.8	.2
	AVR	-.5	2.7	5.1	-4.3	3.4	2.28	37.9	133.0	-21.8	-5.0
	MAI	3.2	.9	-.2	4.1	-2.2	2.18	37.6	104.0	-16.3	3.7
	JUIN	-3.2	-.8	3.3	.9	5.9	2.15	37.7	114.0	-.7	-3.4
	JUIL	2.1	-1.5	-20.6	-2.8	-7.3	2.21	37.6	112.0	23.3	-5.5
	AOUT	.3	2.2	20.4	6.7	4.1	2.04	37.6	88.0	-19.1	5.6
	SEP	.7	-.7	3.8	-5.1	-4.6	2.14	37.2	86.0	15.2	-2.9
	OCT	-2.1	.5	-22.7	-5.2	-9.9	2.24	37.4	115.0	3.9	-3.4
	NOV	2.7	2.2	22.4	1.1	18.2	2.20		140.0	5.0	1.4
	DEC								157.0	12.4	

SOURCE: COMMERCE DE DETAIL (NO.63-005 AU CATALOGUE), EMPLOI, GAINS ET DUREE DU TRAVAIL (NO.72-002 AU CATALOGUE), STOCKS, LIVRAISONS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES (NO 31-001 AU CATALOGUE) VENTES DE VEHICULES AUTOMOBILES NEUFS (NO 63-007 AU CATALOGUE), PERMIS DE BATIR (NO 64-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA. STATISTIQUE SUR LE LOGEMENT AU CANADA, SOCIETE CANADIENNE D'HYPOTHEQUES ET DE LOGEMENT.
(1) PAS DE VARIATION EN POURCENTAGE.
(2) MILLIERS DE MISES EN CHANTIER, TAUX ANNUEL.

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL
DONNEES DESAISONNALISEES

		EMPLOI									
		L'ENSEMBLE ENQUETE ETABLISEMENT (1)	FABRICATION ENQUETE ETABLISEMENT (1)	L'ENSEMBLE ENQUETE POPULATION ACTIVE (2)	POPULATION ACTIVE (2)	TAUX D'ACTIVITE	RAPPORT EMPLOI/ POPULATION (3)	TAUX DE CHOMAGE TOTAL	TAUX DE CHOMAGE 15-24 ANS	TAUX DE CHOMAGE 25 ANS ET PLUS	ASSURANCE-CHOMAGE (4)
1978		2.0	1.6	3.4	3.7	62.6	57.4	8.4	14.5	6.1	2809
1979		3.6	3.9	4.0	3.0	63.3	58.6	7.5	13.0	5.4	2602
1980		2.1	-1.2	2.8	2.8	64.0	59.2	7.5	13.2	5.4	2762
1981		3.5	1.7	2.6	2.7	64.7	59.7	7.6	13.3	5.6	2895
1982				-3.3	.4	64.0	56.9	11.0	18.8	8.4	
1981	I	1.3	1.5	1.1	1.3	64.7	59.9	7.4	13.2	5.3	711
	II	1.0	1.5	.6	.4	64.7	60.1	7.2	12.7	5.2	542
	III	.0	-1.4	.0	.2	64.6	59.9	7.4	12.8	5.5	683
	IV	-.3	-1.8	-.8	.2	64.6	59.1	8.4	14.6	6.2	959
1982	I	-1.0	-3.1	-1.1	-.6	63.9	58.2	8.9	15.7	6.6	939
	II	-1.2	-3.0	-1.2	.6	64.1	57.3	10.5	18.0	8.0	854
	III	-1.8	-2.7	-1.2	.7	64.2	56.4	12.1	20.8	9.3	947
	IV			-.8	-.2	63.9	55.8	12.7	20.8	10.1	
1982	JAN	-1.1	-1.5	-.3	-.6	63.9	58.5	8.5	15.3	6.1	385
	FEV	.4	-.9	-.4	.0	63.8	58.2	8.9	15.5	6.6	257
	MARS	.0	-.7	-.2	.4	64.0	58.0	9.4	16.4	7.0	297
	AVR	-.6	-1.5	-.6	.0	64.0	57.6	9.9	17.1	7.5	280
	MAI	-.7	-.5	-.3	.3	64.1	57.4	10.4	17.9	7.9	265
	JUIN	-.8	-1.3	-.5	.3	64.1	57.0	11.1	18.9	8.5	309
	JUIL	-.3	-.6	-.2	.7	64.5	56.8	11.9	20.9	8.9	326
	AOUT	-.9	-.9	-.7	-.4	64.2	56.3	12.2	20.8	9.4	276
	SEP	-.5	-1.7	-.2	-.1	64.0	56.2	12.3	20.6	9.6	345
	OCT	-.3	-1.2	-.2	.2	64.1	56.0	12.7	20.9	9.9	355
	NOV			-.4	-.3	63.8	55.7	12.7	20.5	10.2	438
	DEC			.2	.3	63.9	55.7	12.8	20.9	10.2	
1983	JAN			.0	-.4	63.6	55.7	12.4	20.5	9.9	

SOURCE: ESTIMATIONS DU NOMBRE D'EMPLOYES PAR PROVINCE ET PAR INDUSTRIE (NO. 72-008), LA POPULATION ACTIVE (NO.71-00), RAPPORT STATISTIQUE SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE (NO.73-001), STATISTIQUE CANADA.
(1) VARIATION EN POURCENTAGE. ESTIMATIONS DU NOMBRE D'EMPLOYES, L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS REMUNERES DANS LES INDUSTRIES NON-AGRICOLES.
(2) VARIATION EN POURCENTAGE.
(3) EMPLOI EN POURCENTAGE DE LA POPULATION AGEE DE 15 ANS ET PLUS.
(4) DEMANDES INITIALES ET DEMANDES DE RENOUVELLEMENT RECUES. DONNEES EN MILLIERS ET NON DESAISONNALISEES.

PRIX ET COUTS
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION			DOLLAR CANADIEN EN CENTS E.U. (1)	INDICE DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE	PRIX DES ENTREES DANS LA CONSTRUC. RESIDEN.	PRIX DES ENTREES DANS LA CONSTRUC-TION NON RESIDEN.	SALAIRES ET TRAITEMENTS HEBDO. MOYENS (2)	PRODUCTION PAR PERSONNE EMPLOYEE (3)	COUTS UNITAIRES DE MAIN D'OEUVRE (3)
	L'ENSEMBLE	ALIMENTS	ARTICLES NON ALIMEN-TAIRES							
1978	9.0	15.5	6.4	87.72	9.2	9.4	7.5	6.2	109.2	187.4
1979	9.1	13.2	7.9	85.38	14.5	10.1	11.1	8.7	109.0	202.0
1980	10.1	10.7	10.0	85.54	13.5	5.4	9.0	9.8	106.9	226.0
1981	12.5	11.4	12.8	83.42	10.2	9.7	9.7	12.2	107.3	250.2
1982	10.8	7.2	11.8	81.08	6.0	5.3	8.8			
1981 I	3.2	3.0	3.3	83.78	2.6	2.6	1.9	3.3	107.5	238.3
II	3.1	2.3	3.4	83.43	2.2	5.2	3.9	2.8	108.3	244.6
III	3.0	2.5	3.1	82.53	2.1	1.2	2.1	2.4	107.0	253.8
IV	2.5	-.6	3.4	83.91	1.3	-.7	1.6	2.8	106.5	264.1
1982 I	2.5	1.9	2.7	82.72	1.4	.8	1.9	3.1	105.8	272.7
II	3.1	4.1	2.8	80.37	1.9	1.9	2.5	1.6	105.2	278.5
III	2.2	1.9	2.2	80.02	.8	2.6	2.6	1.4	104.7	282.1
IV	1.6	-1.1	2.3	81.21	.3	1.2	1.1			
1982 JAN	.7	1.0	.6	83.86	.7	.6	1.1	1.2	105.9	269.9
FEV	1.2	2.0	.9	82.37	.6	-.3	.3	1.9	106.1	272.0
MARS	1.3	.8	1.4	81.94	.5	.3	.1	-.2	105.5	276.0
AVR	.5	.6	.5	81.65	1.0	.4	.3	.8	105.4	279.0
MAI	1.4	2.2	1.1	81.04	.4	1.0	2.0	.3	105.4	275.6
JUIN	1.0	2.2	.7	78.41	.3	2.1	2.1	.4	104.8	280.8
JUIL	.5	.6	.5	78.75	.2	.9	.4	.6	103.8	284.6
AOUT	.5	-.8	.9	80.31	.0	-.2	.4	.8	105.5	277.5
SEP	.5	-.8	.9	80.99	.8	.1	-.1	-.1	104.8	284.1
OCT	.6	-.3	.8	81.31	-.1	.2	.3	.8	103.8	289.5
NOV	.7	.3	.8	81.55	-.3	1.4	.9		104.5	
DEC	.0	-.4	.2	80.76	.4	.4	.5			
1983 JAN				81.40						

SOURCE STATISTIQUES DES PRIX DE LA CONSTRUCTION (62-007), INDICES DES PRIX DE L'INDUSTRIE (62-011), PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE (61-005), ESTIMATION DU REVENU DU TRAVAIL (72-005), LA POPULATION ACTIVE (71-001), L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (62-001), EMPLOI, GAINS ET DUREE DU TRAVAIL (72-002), STATISTIQUE CANADA, REVUE DE LA BANQUE DU CANADA.
(1) MOYENNE DES COURS AU COMPTANT A MIDI: (PAS DE VARIATIONS EN POURCENTAGE).
(2) DONNEES DESAISONNALISEES.
(3) LA PRODUCTION EST DEFINIE COMME ETANT LE PRODUIT INTERIEUR BRUT TOTAL, L'EMPLOI EST DEFINI D'APRES L'ENQUETE SUR LA POPULATION ACTIVE ET LES COUTS DE MAIN D'OEUVRE SONT DEFINIS COMME ETANT LE REVENU TOTAL DU TRAVAIL. FORMULE INDICIELLE, 1971=100, EN UTILISANT DES DONNEES DESAISONNALISEES: (PAS DE VARIATIONS EN POURCENTAGE).

PRIX ET COUTS
INDICES IMPLICITES DE PRIX DES COMPTES NATIONAUX
TAUX DE VARIATION DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	DEPENSES PERSONNELLES				DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS			EXPOR-TATIONS	IMPOR-TATIONS	DEPENSE NATIONALE BRUTE
	BIENS DURABLES	BIENS SEMI-DURABLES	BIENS NON DURABLES	SERVICES	CONSTRUC-TION RESI-DENTIELLE	CONSTRUC-TION NON RESI-DENTIELLE	MACHINES ET MATERIEL			
1977	4.9	6.1	8.9	7.7	10.9	7.9	7.4	7.8	12.3	7.1
1978	5.1	4.5	10.4	7.1	7.5	7.0	11.1	8.5	13.1	6.5
1979	8.2	10.9	10.2	8.5	7.6	9.8	10.3	19.1	13.8	10.3
1980	8.6	11.2	12.2	9.7	5.4	11.9	10.2	15.7	15.0	11.0
1981	8.9	7.5	14.7	10.9	9.4	11.1	11.0	7.7	11.1	10.1
1980 IV	1.2	1.7	4.6	2.2	3.6	2.7	3.4	2.0	1.9	2.0
1981 I	2.1	1.6	3.2	3.6	2.2	2.2	2.5	4.8	4.9	2.9
II	2.1	2.3	3.2	2.3	3.3	2.8	2.7	-2.3	2.0	1.5
III	2.7	1.5	3.8	1.9	.3	3.0	2.6	2.7	2.6	3.1
IV	2.1	1.5	1.6	2.6	1.2	3.3	2.6	1.5	-1.3	3.1
1982 I	.8	1.1	3.2	2.9	1.3	1.3	2.1	-.1	.7	3.0
II	1.0	1.8	3.3	3.3	1.2	1.6	2.0	-1.3	.7	1.5
III	1.8	.9	2.7	2.9	-.1	2.2	1.4	1.5	2.7	2.9

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (13-001), STATISTIQUE CANADA.

COMMERCE EXTERIEUR
BASE DOUANIERE (1)
TAUX DE VARIATION DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	EXPORTATIONS DE MARCHANDISES			IMPORTATIONS DE MARCHANDISES			EXPORTATION NETTES DE MARCHAN. (3)	TERMES DE L'ECHANGE (4)
	VALEUR TOTALE	INDICE DU VOLUME	INDICE DU PRIX (2)	VALEUR TOTALE	INDICE DU VOLUME	INDICE DU PRIX (2)		
1978	19.4	9.6	8.8	18.3	3.2	13.4	4007	102.3
1979	23.4	1.8	20.9	25.5	11.1	14.3	4118	108.2
1980	16.0	-1.2	17.2	10.2	-5.1	16.7	8488	108.8
1981	9.9	2.6	6.4	14.2	2.3	11.1	7351	104.3
1982	.7			-14.8			17817	
1981 I	1.0	-5.5	6.4	4.6	-1.1	5.6	1818	108.0
II	6.1	10.4	-4.1	7.5	5.5	1.8	1636	101.7
III	-2.6	-4.9	2.6	-.3	-2.4	2.4	1185	102.0
IV	-.1	-1.2	1.0	-7.2	-5.0	-2.3	2712	105.4
1982 I	-2.1	-3.6	1.9	-8.2	-10.8	2.8	3509	104.5
II	5.3	10.0	-4.8	-2.5	-.2	-2.2	4577	101.7
III	3.2	.5	2.4	4.5	.9	3.6	4713	100.6
IV	-10.6			-14.8			5018	
1981 DEC	-3.6	-3.6	.0	1.2	-6.0	6.8	831	102.6
1982 JAN	-8.3	-12.7	5.0	-17.5	-16.4	-1.2	1303	109.0
FEV	12.6	18.0	-4.5	18.5	15.1	2.9	1045	101.2
MARS	-1.2	.7	-2.0	-3.8	.0	-3.8	1161	103.1
AVR	1.9	3.3	-2.0	-2.9	-.8	-2.1	1244	103.2
MAI	-2.2	-1.3	-.2	-1.2	-1.4	.2	1436	102.9
JUIN	5.6	4.6	.6	-4.6	-8.6	4.4	1897	99.1
JUIL	-.2	-4.0	3.3	7.9	5.0	2.8	1540	99.6
AOUT	-.5	.3	-.1	2.1	4.1	-1.9	1384	101.4
SEP	2.3	5.9	-3.4	-3.2	-.5	-2.7	1789	100.7
OCT	-13.7	-15.2	1.9	-17.7	-14.9	-3.2	1654	106.0
NOV	-.6	-2.1	.8	7.8	6.0	1.6	1562	105.1
DEC	8.2			-.4			1802	

SOURCE: COMMERCE DU CANADA, EXPORTATIONS PAR MARCHANDISES (65-004), COMMERCE DU CANADA, IMPORTATIONS PAR MARCHANDISES (65-007), STATISTIQUE CANADA.
(1) VOIR LE GLOSSAIRE DES TERMES.
(2) NON DESAISONNALISE.
(3) BASE BALANCE DES PAIEMENTS (VOIR LE GLOSSAIRE), MILLIONS DE DOLLARS.
(4) INDICE DU PRIX DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RAPPORT A L'INDICE DU PRIX DES IMPORTATIONS DE MARCHANDISES, NON DESAISONNALISE, PAS DE VARIATION EN POURCENTAGE.

COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
SOLDES
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET DESAISONNALISEES

	COMMERCE DE MARCHANDISES	OPERATIONS AU TITRE DES SERVICES				TRANSFERTS			BIENS ET SERVICES	TOTAL DU COMPTE COURANT
		VOYAGES	INTERETS ET DIVIDENDES	TRANSPORTS	TOTAL	SUCCESSIONS ET CAPITAUX DES MIGRANTS	VERSEMENTS A DES PARTICU. ET INSTITUTIONS	TOTAL		
1977	2730	-1641	-3658	-26	-7444	455	-33	413	-4714	-4301
1978	4007	-1706	-4696	131	-8992	364	14	50	-4985	-4935
1979	4118	-1068	-5241	309	-9744	544	11	664	-5626	-4962
1980	8488	-1228	-5384	536	-10831	895	37	1247	-2343	-1096
1981	7351	-1116	-6474	487	-14258	1131	38	1561	-6907	-5346
1980 IV	2851	-374	-1301	145	-2848	250	14	348	3	351
1981 I	1818	-253	-1483	112	-3345	283	-1	360	-1527	-1167
II	1636	-285	-1643	142	-3605	279	5	357	-1969	-1612
III	1185	-267	-1854	111	-3941	261	21	434	-2756	-2322
IV	2712	-311	-1494	122	-3367	308	13	410	-655	-245
1982 I	3511	-322	-2121	118	-4016	340	-4	391	-505	-114
II	4607	-362	-2411	273	-4471	321	0	406	136	542
III	4634	-235	-2439	278	-3951	212	13	337	683	1020

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COMPTE DE CAPITAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
MOUVEMENTS DE CAPITAUX
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET NON DESAISONNALISEES

	INVESTISSEMENTS DIRECTS AU CANADA	INVESTISSEMENTS DIRECTS A L'ETRANGER	COMMERCE DES VALEURS MOBILIERES CANADIENNES	COMMERCE DES VALEURS MOBILIERES ETRANGERES	MOUVEMENTS DE CAPITAUX A LONG TERME (SOLDE)	RESERVES EN DEVISES ETRANG. DES BANQUES A CHARTE AVEC DES NON-RES	MOUVEMENTS DE CAPITAUX A COURT TERME (SOLDE)	ERREURS ET OMISSIONS NETTES	ALLOCATION DE DROITS DE TIRAGE SPECIAUX	MOUVEMENTS MONETAIRES OFFICIELS NETS
1977	475	-740	5111	221	4217	1384	668	-2005	0	-1421
1978	85	-2150	4742	25	3111	2771	1237	-2712	0	-3299
1979	675	-2500	3802	-582	1905	4107	6915	-2169	219	1908
1980	585	-3150	5216	-181	907	1406	-730	-578	217	-1280
1981	-4600	-5900	10626	-95	558	17965	15072	-9068	210	1426
1980 IV	-245	-1235	883	-259	-1285	2270	567	-576	0	-993
1981 I	410	-1460	1079	-256	-486	5912	6058	-3457	210	400
II	-3305	-980	1541	-335	-3551	8098	6755	-1822	0	-640
III	-375	-1800	2709	500	1624	2726	-466	-722	0	-745
IV	-1330	-1660	5297	-4	2971	1229	2725	-3067	0	2411
1982 I	-1875	1325	4065	26	4561	1686	-1996	-3101	0	-1668
II	-75	-725	2751	-82	1354	-2128	-5284	395	0	-3050
III	250	-325	3485	-84	2218	-1312	706	-1478	0	3478

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICATEURS FINANCIERS

	MASSE MONETAIRE M1 (1)	MASSE MONETAIRE M2 (2)	MASSE MONETAIRE M3 (3)	TAUX PRIVILEGIE (4)	CANADA-E.U. DIFFERENCE DU PAPIER COMMERCIAL (4)	TAUX DES EFFETS DES SOCIETES DE FINANCES (4)	TAUX DES PRETS HYPO. ORDINAIRES (4)	TAUX DES OBLIGATIONS A LONG TERME DU FEDERAL (4)	INDICE DES COURS DE LA BOURSE DE TORONTO (5)	INDICE DOW JONES (E.U.) DES COURS DE LA BOURSE (6)
1978	10.0	10.6	13.7	9.69	.51	8.83	10.59	9.27	1159.1	814.0
1979	7.0	15.7	19.3	12.90	.64	12.07	11.97	10.21	1577.2	843.2
1980	6.2	18.0	14.3	14.25	.12	13.15	14.32	12.48	2125.6	895.2
1981	4.2	14.5	12.3	19.29	2.44	18.33	18.15	15.22	2158.4	932.7
1982	2.0	14.7	14.9	15.81	2.03	14.17	17.89	14.26	1640.2	890.1
1981 I	-.5	2.5	4.0	18.08	1.57	17.13	15.40	13.27	2246.4	975.3
II	1.1	3.3	.7	19.25	1.60	18.57	17.61	15.02	2346.3	988.8
III	-.4	4.4	5.4	21.67	3.37	21.02	20.55	17.17	2104.7	894.6
IV	-2.7	4.9	6.0	18.17	3.22	16.62	19.04	15.42	1936.3	872.2
1982 I	3.4	4.5	4.5	16.67	.82	15.35	18.86	15.34	1682.0	839.4
II	1.6	2.8	1.8	17.42	1.59	16.05	19.16	15.17	1479.5	826.6
III	-1.9	1.1	1.5	16.08	3.77	14.38	18.48	14.35	1542.4	868.7
IV	1.8	1.1	1.3	13.08	1.95	10.88	15.05	12.17	1856.8	1025.8
1982 JAN	-.4	1.3	-.8	16.50	.63	14.90	18.21	15.94	1786.9	871.1
FEV	-.9	1.1	1.8	16.50	.87	15.00	18.97	15.01	1671.3	824.4
MARS	-.2	1.0	1.8	17.00	.95	16.15	19.41	15.06	1587.8	822.8
AVR	1.1	.9	.0	17.00	1.01	15.50	19.28	14.75	1548.2	848.4
MAI	2.2	.9	-.3	17.00	1.92	15.60	19.11	14.72	1523.7	819.5
JUIN	-1.7	.6	.5	18.25	1.83	17.05	19.10	16.03	1366.8	811.9
JUIL	-.8	.1	.7	17.25	3.43	15.65	19.22	15.62	1411.9	808.6
AOUT	-1.4	.0	.4	16.00	4.91	14.20	18.72	13.96	1613.3	901.3
SEP	.8	.6	.8	15.00	2.97	13.30	17.49	13.48	1602.0	896.3
OCT	-.1	.4	.7	13.75	2.26	11.45	16.02	12.63	1774.0	991.7
NOV	.3	-.1	-.7	13.00	2.19	10.95	14.79	12.18	1838.3	1039.3
DEC	4.9	1.2	1.0	12.50	1.41	10.25	14.34	11.69	1958.1	1046.5
1983 JAN	1.2	.9	-.2							

SOURCE: REVUE DE LA BANQUE DU CANADA.
(1) MONNAIE ET DEPOTS A VUE, DONNEES DESAISONNALISEES, VARIATION EN POURCENTAGE.
(2) MONNAIE ET TOUS LES DEPOTS TRANSFERABLES PAR CHEQUES, DEPOTS A PREAVIS, DEPOTS A TERME DES PARTICULIERS, DONNEES DESAISONNALISEES, VARIATION EN POURCENTAGE.
(3) MONNAIE ET ENSEMBLE DES DEPOTS BANCAIRES DU PUBLIC, DONNEES DESAISONNALISEES, VARIATION EN POURCENTAGE.
(4) POURCENTAGE ANNUEL.
(5) 300 TITRES, FIN DE MOIS, 1975=1000.
(6) 30 VALEURS INDUSTRIELLES, FIN DE MOIS.

INDICATEURS AVANCES DU CANADA
DONNEES FILTREES (1)

	INDICE COMPOSITE AVANCE (10 SERIES) CHIFFRES FILTRES	CHIFFRES NON FILTRES	VARIATION EN % DES CHIFFRES FILTRES	MOYENNE HEBDO. DES HEURES DE TRAV. DANS LES ENT. MANUF.	INDICE DE CONSTRUC-TION RESI-DENTIELLE (2)	INDICE AVANCE E.U.	OFFRE DE MONNAIE EN DOLLARS CONSTANTS (M1) (3)
1980 AVR	140.46	133.2	-1.28	38.58	81.0	132.88	11780.5
MAI	138.05	130.4	-1.72	38.55	75.3	130.47	11714.6
JUIN	135.42	129.0	-1.91	38.50	71.4	128.17	11604.6
JUIL	133.42	132.0	-1.47	38.42	68.8	126.81	11516.5
AOUT	132.27	133.6	-.86	38.35	67.8	126.54	11462.7
SEP	132.25	137.1	-.02	38.35	68.9	127.44	11440.8
OCT	133.05	138.3	.61	38.39	71.2	128.98	11451.5
NOV	134.55	140.7	1.13	38.45	73.6	130.89	11497.4
DEC	136.05	139.2	1.12	38.50	75.7	132.74	11534.2
1981 JAN	137.19	138.0	.84	38.58	78.4	134.15	11521.8
FEV	138.00	138.2	.59	38.65	82.7	135.11	11472.9
MARS	138.77	140.2	.56	38.68	87.2	135.88	11412.4
AVR	139.66	142.1	.64	38.71	92.8	136.55	11369.1
MAI	140.24	140.1	.41	38.77	96.2	136.78	11318.1
JUIN	140.34	138.5	.07	38.82	97.7	136.55	11206.9
JUIL	139.92	136.8	-.30	38.86	96.5	136.19	11095.1
AOUT	138.38	130.3	-1.10	38.83	91.7	135.72	10952.2
SEP	135.80	125.8	-1.87	38.71	86.5	134.78	10780.1
OCT	132.13	119.8	-2.70	38.61	78.4	133.34	10526.3
NOV	128.27	119.4	-2.92	38.47	72.5	131.83	10278.4
DEC	125.14	121.7	-2.45	38.30	71.7	130.35	10154.4
1982 JAN	122.19	116.9	-2.35	38.17	71.7	128.87	10110.9
FEV	119.42	114.4	-2.27	38.10	71.6	127.50	10083.8
MARS	116.71	111.3	-2.27	38.03	70.6	126.38	10052.5
AVR	114.37	111.1	-2.01	37.97	68.6	125.75	10038.5
MAI	112.46	110.4	-1.67	37.89	64.4	125.65	10044.2
JUIN	110.86	108.9	-1.42	37.82	58.8	125.93	10022.5
JUIL	109.56	108.1	-1.18	37.74	52.9	126.63	9964.8
AOUT	108.78	109.5	-.71	37.68	47.0	127.38	9865.7
SEP	108.46	109.8	-.29	37.59	42.4	128.20	9756.2
OCT	108.85	111.2	.17	37.54	40.0	129.01	9650.3
NOV	109.40	113.4	.69	37.51	41.2	129.72	9545.5

SOURCE: GROUPE DES ANALYSES DE CONJONCTURE, STATISTIQUE CANADA, 992-4441.
(1) VOIR LE GLOSSAIRE DES TERMES.
(2) INDICE COMPOSITE DES MISES EN CHANTIER DE LOGEMENT (UNITES), DES PERMIS DE BATIR (DOLLARS) ET DES PRETS HYPOTHECAIRES APPROUVES (NOMBRE).
(3) DONNEES OBTENUES APRES DEFLATION PAR L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION, L'ENSEMBLE.

INDICATEURS AVANCES DU CANADA
DONNEES FILTREES (1)
SUITE

	BIENS DURABLES NOUVELLES COMMANDES $ DE 1971	VENTES DE MEUBLES ET D'ARTICLES MENAGERS $ DE 1971	VENTES DE VEHICULES AUTOMOBILES NEUFS $ DE 1971	RATIO LIVRAISONS/ STOCKS FINIS (2)	INDICE DU COURS DES ACTIONS (3)	VAR. EN % DU PRIX PAR COUTS UNITAIRES DE MAIN-D'OEUVRE(2)
1980 AVR	2926.7	95861	565707	1.58	1355.8	.30
MAI	2846.6	95260	543999	1.55	1358.2	.26
JUIN	2756.3	95091	523916	1.52	1364.3	.20
JUIL	2717.7	95489	512621	1.50	1388.7	.12
AOUT	2705.4	95574	513922	1.49	1432.4	.04
SEP	2726.7	96051	517945	1.49	1493.1	-.03
OCT	2767.2	96835	520842	1.49	1558.2	-.08
NOV	2815.7	98035	524475	1.51	1632.0	-.10
DEC	2842.6	99205	525844	1.53	1691.1	-.10
1981 JAN	2842.8	101895	525773	1.55	1722.9	-.08
FEV	2866.5	104163	523288	1.56	1732.9	-.06
MARS	2895.7	105314	524882	1.57	1750.1	-.03
AVR	2936.8	105797	528527	1.59	1763.9	.01
MAI	2970.1	106302	528219	1.60	1767.2	.04
JUIN	3012.1	108164	523938	1.61	1756.2	.07
JUIL	3058.6	107717	514121	1.62	1730.9	.11
AOUT	3045.3	105139	504202	1.61	1688.4	.14
SEP	3014.0	101457	496004	1.60	1633.1	.14
OCT	2948.1	97345	475145	1.57	1570.8	.09
NOV	2844.6	93553	478311	1.53	1528.0	-.01
DEC	2756.4	90473	474645	1.49	1502.1	-.15
1982 JAN	2661.9	87791	460611	1.46	1477.2	-.33
FEV	2593.9	85592	445499	1.42	1450.9	-.53
MARS	2534.9	83754	427359	1.40	1421.1	-.73
AVR	2512.1	82547	413374	1.37	1383.3	-.90
MAI	2510.8	81595	404176	1.36	1338.0	-.99
JUIN	2529.2	80544	403156	1.35	1281.5	-.98
JUIL	2533.8	79531	391810	1.35	1233.2	-.92
AOUT	2544.4	78515	386439	1.36	1217.7	-.79
SEP	2531.7	78045	385932	1.36	1222.2	-.62
OCT	2486.9	78478	376592	1.36	1260.2	-.43
NOV	2488.3	80090	372462	1.36	1328.0	-.28

SOURCE: GROUPE DES ANALYSES DE CONJONCTURE, STATISTIQUE CANADA, 992-4441.
(1) VOIR LE GLOSSAIRE DES TERMES.
(2) INDUSTRIES MANUFACTURIERES.
(3) LA BOURSE DES VALEURS MOBILIERES DE TORONTO (INDICE DE 300 TITRES A L'EXCEPTION DE LA COMPOSANTE PETROLE ET GAZ NATUREL).

16 FEV 1983 TABLEAU 13 11H 06

INDICATEURS MENSUELS DES ETATS-UNIS
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	INDICE DE LA PRODUCTION INDUS-TRIELLE	LIVRAISONS DES FABRICANTS	MISES EN CHANTIER	VENTES DES COMMERCES DE DETAIL	EMPLOI	TAUX DE CHOMAGE (1)	INDICE DES PRIX A LA CONSOM-MATION	TAUX PRIVILEGIE (1)	OFFRE DE MONNAIE M1	BALANCE COMMERCIALE (1)
1978	5.8	12.5	2.3	10.6	6.1	6.1	7.7	9.2	7.9	2378.2
1979	4.1	13.2	-14.4	10.7	2.9	5.8	11.3	12.8	7.7	2047.0
1980	-3.5	6.2	-24.4	6.5	.5	7.2	13.4	15.4	6.3	2027.1
1981	2.9	10.4	-15.3	10.9	1.1	7.6	10.2	18.8	7.0	2747.8
1982	-8.2				-.9	9.7	6.2	14.7	6.5	3346.3
1981 I	1.7	2.1	-6.7	6.0	.7	7.4	2.7	18.8	1.1	2655.5
II	.9	4.5	-16.2	-.6	.6	7.4	1.8	19.5	2.3	2272.1
III	.2	.5	-18.0	2.5	-.3	7.4	3.4	20.2	.1	2532.1
IV	-4.4	-4.2	-10.0	-1.2	-.4	8.3	1.4	16.5	1.4	3531.4
1982 I	-3.3	-2.4	6.4	-.5	-.4	8.8	.8	16.3	2.6	2164.7
II	-1.5	.8	2.9	2.6	.1	9.4	1.2	16.5	.8	2394.9
III	-.9	-.3	17.4	-.2	-.1	10.0	2.0	14.3	.9	4564.9
IV	-2.2				-.5	10.7	.6	11.7	4.0	4260.7
1981 DEC	-2.0	-.5	2.6	.2	-.6	8.6	.3	15.8	1.0	1814.0
1982 JAN	-2.0	-2.6	.3	-2.4	.0	8.6	.4	15.8	1.7	5133.6
FEV	1.2	1.7	6.8	2.6	.0	8.8	.3	16.5	-.3	386.8
MARS	-.4	-.5	-1.5	-.5	-.1	9.0	.0	16.5	.2	1747.2
AVR	-1.1	-1.1	-5.3	1.3	-.1	9.3	.1	16.5	.9	-456.9
MAI	-.6	2.6	7.4	2.7	.5	9.4	.8	16.5	-.2	3290.6
JUIN	-.6	-.3	7.0	-3.1	-.3	9.5	1.3	16.5	.0	3437.3
JUIL	.2	-.1	17.8	1.1	-.1	9.8	.6	16.0	.0	2422.3
AOUT	-.3	-1.3	-13.4	-.4	.1	9.9	.3	13.5	.9	7080.1
SEP	-.8	.0	7.6	.6	-.1	10.2	.2	13.5	1.2	4192.4
OCT	-1.1	-3.8	1.0	1.4	-.4	10.5	.5	12.0	1.7	5326.4
NOV	-.7	.2		2.6	.0	10.7	.1	11.5	1.4	4090.1
DEC	-.1				.0	10.8	-.3	11.5	.7	3365.5

SOURCE: SURVEY OF CURRENT BUSINESS, U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE.
(1) PAS DE VARIATION EN POURCENTAGE.

16 FEV 1983 TABLEAU 14 11H 06

INDICATEURS AVANCES ET COINCIDANTS DES ETATS-UNIS
DONNEES FILTREES (1)

	INDICE COMPOSITE AVANCE (12 SERIES)				MOYENNE DE TRAVAIL HEBDO. FABRICATION (HEURES)	INDICE DE CREATION NETTE D'ENTRE-PRISES	INDICE DU COURS DES ACTIONS	INDICE DES PERMIS DE BATIR D' HABITATIONS PRIVEES (UNITES)	RECLAMA-TIONS INITIALES D'ASSURANCE -CHOMAGE (2)	BIENS DE CONSOM-MATIONS NOUVELLES COMMANDES (3)
	CHIFFRES FILTRES	CHIFFRES NON FILTRES	VARIATION EN POURCENTAGE CHIFFRES FILTRES	VARIATION EN POURCENTAGE CHIFFRES NON-FILTRES						
1980 AVR	132.88	126.2	-1.38	-4.03	40.00	128.9	108.58	92.3	435	34.79
MAI	130.47	123.0	-1.82	-2.54	39.89	126.3	108.15	84.1	471	33.73
JUIN	128.17	123.9	-1.76	.73	39.73	123.2	108.76	80.1	506	32.64
JUIL	126.81	128.1	-1.06	3.39	39.56	120.3	110.61	80.6	528	31.91
AOUT	126.54	130.7	-.21	2.03	39.45	118.3	113.42	85.0	536	31.54
SEP	127.44	134.4	.71	2.83	39.40	117.4	116.83	92.2	534	31.63
OCT	128.98	135.0	1.21	.45	39.40	117.2	120.62	98.9	521	32.10
NOV	130.89	136.5	1.48	1.11	39.45	117.3	124.87	104.5	501	32.70
DEC	132.74	136.3	1.41	-.15	39.55	118.0	128.51	107.3	478	33.21
1981 JAN	134.15	135.2	1.06	-.81	39.73	118.3	131.24	108.0	457	33.50
FEV	135.11	135.1	.71	-.07	39.83	118.4	132.46	106.8	438	33.78
MARS	135.88	136.7	.57	1.18	39.90	118.3	133.27	104.5	424	33.97
AVR	136.55	137.5	.49	.59	39.96	118.2	133.90	102.0	412	34.16
MAI	136.78	135.3	.16	-1.60	40.03	117.8	133.98	99.6	403	34.40
JUIN	136.55	134.1	-.17	-.89	40.08	117.1	133.80	95.5	399	34.62
JUIL	136.19	134.9	-.26	.60	40.10	116.2	133.06	90.5	395	34.75
AOUT	135.72	134.2	-.35	-.52	40.09	115.3	132.17	84.9	397	34.81
SEP	134.78	130.8	-.69	-2.53	39.98	114.3	129.78	79.3	409	34.29
OCT	133.34	128.2	-1.06	-1.99	39.86	112.8	127.04	73.4	431	33.62
NOV	131.83	128.3	-1.14	.08	39.71	111.3	124.88	68.1	458	32.74
DEC	130.35	127.5	-1.12	-.62	39.54	109.8	123.47	64.5	487	31.86
1982 JAN	128.87	125.7	-1.14	-1.41	39.18		121.81	62.5	514	30.93
FEV	127.50	125.2	-1.06	-.40	39.00		119.86	61.5	529	30.17
MARS	126.38	125.1	-.88	-.08	38.89		117.50	61.9	544	29.73
AVR	125.75	126.6	-.50	1.20	38.85		115.96	63.3	555	29.39
MAI	125.65	127.7	-.08	.87	38.85		115.11	65.9	566	29.35
JUIN	125.93	128.2	.22	.39	38.90		113.89	68.7	570	29.42
JUIL	126.63	129.9	.55	1.33	38.97		112.56	72.6	565	29.64
AOUT	127.38	129.2	.60	-.54	39.02		111.40	74.7	566	29.77
SEP	128.20	130.2	.64	.77	39.01		112.20	76.9	581	29.83
OCT	129.01	130.6	.63	.31	38.98		115.42	80.5	602	29.58
NOV	129.72	130.8	.55	.15	38.95		120.35	84.7	616	29.24
DEC	130.55	132.8	.64	1.53	38.93		125.80	80.0	613	28.89

SOURCE: BUSINESS CONDITIONS DIGEST, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS, U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE.
(1) VOIR LE GLOSSAIRE DES TERMES
(2) MOYENNE DES DONNEES HEBDOMADAIRES, MILLIERS DE PERSONNES.
(3) MILLIARDS DE DOLLARS DE 1972.

INDICATEURS AVANCES ET COINCIDANTS DES ETATS-UNIS
DONNEES FILTREES (1)
SUITE

		CONTRATS ET COMMANDES DE MATERIEL ET D'USINE (2)	SOLDE MONETAIRE (M2) (2)	VARIATIONS NETTES DES STOCKS (2)	PRIX SENSIBLES (VARIATION EN %) (3)	VARIATION EN % DES DISPONIBILITES (4)	RESULTATS DES VENTES (5)	INDICE COMPOSITE COINCIDANT (4 SERIES)	INDICE COMPOSITE COINCIDANT (4 SERIES) (6)	INDICE COMPOSITE COINCIDANT (VARIATION EN %)	INDICE COMPOSITE COINCIDANT (VARIATION EN %) (6)
1980	AVR	14.70	815.2	-12.40	1.97	.64	43	144.33	140.5	-.50	-2.09
	MAI	14.27	809.3	-11.64	1.55	.65	41	143.05	138.0	-.89	-1.78
	JUIN	13.98	804.5	-10.95	1.11	.65	38	141.45	136.7	-1.12	-.94
	JUIL	13.97	802.5	-11.21	.81	.66	35	139.85	136.5	-1.13	-.15
	AOUT	13.97	803.0	-12.11	.71	.67	33	138.48	136.7	-.97	.15
	SEP	14.03	804.5	-12.53	.83	.71	33	137.63	138.1	-.61	1.02
	OCT	14.06	805.9	-11.70	1.08	.75	34	137.41	139.7	-.16	1.16
	NOV	14.11	807.0	-9.86	1.40	.78	37	137.74	140.8	.24	.79
	DEC	14.34	806.7	-7.73	1.69	.81	39	138.41	141.3	.49	.36
1981	JAN	14.58	805.4	-6.30	1.91	.84	42	139.28	142.0	.63	.50
	FEV	14.47	803.5	-5.36	2.18	.88	44	140.23	142.5	.68	.35
	MARS	14.36	802.3	-4.31	2.48	.91	47	141.07	142.4	.60	-.07
	AVR	14.41	802.7	-2.97	2.69	.92	50	141.72	142.2	.46	-.14
	MAI	14.40	803.6	-1.26	2.70	.92	51	142.16	142.2	.31	.00
	JUIN	14.36	804.5	.97	2.51	.91	52	142.49	142.7	.23	.35
	JUIL	14.22	804.8	3.83	2.23	.92	52	142.73	142.8	.17	.07
	AOUT	14.12	805.0	6.49	1.82	.93	51	142.84	142.5	.07	-.21
	SEP	14.09	804.3	8.32	1.36	.95	49	142.76	141.8	-.05	-.49
	OCT	14.01	803.3	9.22	.90	.95	47	142.33	139.9	-.30	-1.34
	NOV	13.99	803.1	9.14	.47	.95	44	141.56	138.5	-.54	-1.00
	DEC	14.06	803.6	7.57	.10	.94	40	140.43	136.5	-.80	-1.44
1982	JAN	13.99	805.4	3.84	-.19	.92	36	138.92	134.1	-1.08	-1.76
	FEV	13.67	807.7	-1.90	-.44	.89	34	137.60	135.7	-.95	1.19
	MARS	13.40	811.4	-8.32	-.72	.87	33	136.48	135.0	-.82	-.52
	AVR	13.30	816.0	-13.42	-1.01	.87	32	135.49	134.0	-.73	-.74
	MAI	12.98	820.5	-16.52	-1.17	.88	32	134.83	134.9	-.49	.67
	JUIN	12.57	823.8	-18.04	-1.08	.91	32	134.24	133.3	-.44	-1.19
	JUIL	12.09	826.2	-18.20	-.75	.94	33	133.66	132.5	-.43	-.60
	AOUT	11.67	828.7	-16.95	-.35	.97	34	133.00	131.3	-.49	-.91
	SEP	11.51	831.3	-14.61	.02	.97	36	132.28	130.5	-.54	-.61
	OCT	11.48	833.8	-12.09	.31	.95	38	131.35	128.5	-.70	-1.53
	NOV	11.45	836.9	-10.78	.53	.89	39	130.40	128.3	-.73	-.16
	DEC	11.74	840.9		.65	.82	40	129.54	128.2	-.66	-.08

SOURCE: BUSINESS CONDITIONS DIGEST, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS, U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE.
(1) VOIR LE GLOSSAIRE DES TERMES.
(2) MILLIARDS DE DOLLARS DE 1972.
(3) INDICE DES PRIX DE GROS DES MATIERES BRUTES, A L'EXCEPTION DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES ALIMENTS POUR ANIMAUX.
(4) MESURE DES CHANGEMENTS DANS LA RICHESSE GARDEE SOUS FORME LIQUIDE PAR DES INVESTISSEURS NON-FINANCIERS DU SECTEUR PRIVE.
(5) POURCENTAGE DES SOCIETES DECLARANT DES LIVRAISONS LENTES.
(6) DONNEES NON FILTREES.

Demande et production

16	Revenu national net et produit national brut, en millions de dollars, chiffres désaisonnalisés, taux annuel	29
17	Revenu national net et produit national brut, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	29
18	Dépense nationale brute, en millions de dollars, chiffres désaisonnalisés, taux annuel	30
19	Dépense nationale brute, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	30
20	Dépense nationale brute, en millions de dollars de 1971, chiffres désaisonnalisés, taux annuel	31
21	Dépense nationale brute, en dollars de 1971, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	31
22-24	Produit intérieur réel par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	32-33
25	Valeur réelle des livraisons, des commandes et des commandes en carnet des industries manufacturières, données exprimées en millions de dollars de 1971, et désaisonnalisées	33
26	Valeur réelle des livraisons, des commandes et des commandes en carnet des industries manufacturières, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés et en dollars de 1971	34
27	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières et le ratio: valeur réelle des stocks/ livraisons, données désaisonnalisées	34
28	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières, selon le stade de fabrication, données exprimées en millions de dollars de 1971 et désaisonnalisées	35
29	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières, selon le stade de fabrication, variation des chiffres désaisonnalisés en millions de dollars de 1971	35
30	Taux d'utilisation de la capacité par les industries manufacturières, données désaisonnalisées	36
31	Valeur des permis de bâtir, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	36
32	Logements mis en chantier, logements parachevés et prêts hypothécaires approuvés, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	37
33	Ventes au détail, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	37

REVENU NATIONAL NET ET PRODUIT NATIONAL BRUT
EN MILLIONS DE DOLLARS
CHIFFRES DESAISONNALISES, TAUX ANNUEL

	REMUNE-RATION DES SALARIES	BENE-FICES DES SOCIETES AVANT IMPOTS	DIVIDENDES VERSES AUX NON-RESIDENTS	INTERETS ET REVENUS DIVERS DE PLA-CEMENTS	REVENU AGRICOLE	REVENU DES ENTREPRISES INDIVI-DUELLES NON AGRICOLES	AJUSTEMENT DE LA VALEUR DES STOCKS	REVENU NATIONAL NET AU COUT DES FACTEURS	IMPOTS INDIRECTS MOINS SUB-VENTIONS	P.N.B. AUX PRIX DU MARCHE
1977	118992	20928	-2094	13147	2831	9113	-3419	161029	23907	208868
1978	129846	25668	-2843	15923	3616	9853	-4653	178944	25563	230490
1979	145213	33941	-3064	19101	3909	10685	-7114	204219	27815	261576
1980	163786	36456	-3117	22164	4005	11659	-7096	229536	29012	291869
1981	186628	32638	-3740	26951	4473	13290	-7002	255107	37627	331338
1980 IV	172328	36928	-2772	23240	4744	12392	-7820	240708	30668	305888
1981 I	177616	37192	-3624	24272	5084	12872	-8100	246996	35300	318704
II	184768	35332	-3408	25784	5096	13264	-8984	253728	36864	328704
III	189528	30468	-4720	29068	3996	13488	-6432	257336	38904	335324
IV	194600	27560	-3208	28680	3716	13536	-4492	262368	39440	342620
1982 I	197780	23280	-3652	29388	4244	13536	-4476	262168	40760	345020
II	198504	20416	-3900	29788	4520	13676	-5016	260188	39976	343432
III	198200	20560	-3236	31624	4120	14000	-3744	263772	41624	349908

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES, NO.13-001 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

REVENU NATIONAL NET ET PRODUIT NATIONAL BRUT
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	REMUNE-RATION DES SALARIES	BENE-FICES DES SOCIETES AVANT IMPOTS	DIVIDENDES VERSES AUX NON-RESIDENTS	INTERETS ET REVENUS DIVERS DE PLA-CEMENTS	REVENU AGRICOLE	REVENU DES ENTREPRISES INDIVI-DUELLES NON AGRICOLES	AJUSTEMENT DE LA VALEUR DES STOCKS (1)	REVENU NATIONAL NET AU COUT DES FACTEURS	IMPOTS INDIRECTS MOINS SUB-VENTIONS	P.N.B. AUX PRIX DU MARCHE
1977	10.3	4.7	21.8	17.6	-14.7	8.0	-1355	8.4	11.1	9.3
1978	9.1	22.6	35.8	21.1	27.7	8.1	-1234	11.1	6.9	10.4
1979	11.8	32.2	7.8	20.0	8.1	8.4	-2461	14.1	8.8	13.5
1980	12.8	7.4	1.7	16.0	2.5	9.2	18	12.4	4.3	11.6
1981	13.9	-10.5	20.0	21.6	11.7	13.9	94	11.1	29.7	13.5
1980 IV	4.0	2.3	-10.9	3.5	12.1	6.0	-580	4.0	6.3	4.0
1981 I	3.1	.7	30.7	4.4	7.2	3.9	-280	2.6	15.1	4.2
II	4.0	-5.0	-6.0	6.2	.2	3.0	-884	2.7	4.4	3.1
III	2.6	-13.8	38.5	12.7	-21.6	1.7	2552	1.4	5.5	2.0
IV	2.7	-9.5	-32.0	-1.3	-7.0	.4	1940	2.0	1.4	2.2
1982 I	1.6	-15.5	13.8	2.5	14.2	.0	16	-.1	3.3	.7
II	.4	-12.3	6.8	1.4	6.5	1.0	-540	-.8	-1.9	-.5
III	-.2	.7	-17.0	6.2	-8.8	2.4	1272	1.4	4.1	1.9

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES, NO.13-001 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.
(1) DIFFERENCE DE LA PERIODE PRECEDENTE, TAUX ANNUELS.

DEPENSE NATIONALE BRUTE
EN MILLIONS DE DOLLARS
CHIFFRES DESAISONNALISES TAUX ANNUEL

	DEPENSES PERSONNELLES	DEPENSES PUBLIQUES COURANTES	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS			INVESTISSEMENT EN STOCKS DES ENTREPRISES		EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	DEPENSE NATIONALE BRUTE AUX PRIX DU MARCHE
			CONSTRUCTION RESIDENTIELLE	CONSTRUCTION NON RESIDENTIELLE	MACHINES ET MATERIEL	NON AGRICOLES	AGRICOLES ET CEREALES EN CIRCUIT COMMERCIAL			
1977	122530	43374	12806	13472	15125	294	37	52548	-57262	208868
1978	135153	47811	13523	14590	17008	0	436	62985	-67970	230490
1979	150521	52301	14144	18127	20986	3523	128	77181	-82807	261576
1980	168395	58538	13993	22483	24152	-1360	-463	90944	-93287	291869
1981	191025	66749	16147	27077	28054	313	538	99468	-106375	331338
1980 IV	177580	61184	14948	23936	25204	-5260	-688	97104	-97092	305888
1981 I	183424	62860	16304	25568	26944	2040	48	95540	-101648	318704
II	190168	65132	17664	26448	28692	-460	424	100656	-108532	328704
III	193476	68696	16168	27236	27900	2460	1692	100288	-111312	335324
IV	197032	70308	14452	29056	28680	-2788	-12	101388	-104008	342620
1982 I	200460	73092	14380	28444	26880	-5732	508	97296	-99316	345020
II	204856	75372	12668	26396	25792	-11308	-236	102240	-101696	343432
III	208152	77220	11636	25428	23144	-8320	1008	104864	-102132	349908

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES. NO 13-001 AU CATALOGUE. STATISTIQUE CANADA.

DEPENSE NATIONALE BRUTE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	DEPENSES PERSONNELLES	DEPENSES PUBLIQUES COURANTES	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS			INVESTISSEMENT EN STOCKS DES ENTREPRISES		EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	DEPENSE NATIONALE BRUTE AUX PRIX DU MARCHE
			CONSTRUCTION RESIDENTIELLE	CONSTRUCTION NON RESIDENTIELLE	MACHINES ET MATERIEL	NON AGRICOLES (1)	AGRICOLES ET CEREALES EN CIRCUIT COMMERCIAL (1)			
1977	10.5	13.2	3.9	11.3	6.9	-755	-436	15.2	14.6	9.3
1978	10.3	10.2	5.6	8.3	12.4	-294	399	19.9	18.7	10.4
1979	11.4	9.4	4.6	24.2	23.4	3523	-308	22.5	21.8	13.5
1980	11.9	11.9	-1.1	24.0	15.1	-4883	-591	17.8	12.7	11.6
1981	13.4	14.0	15.4	20.4	16.2	1673	1001	9.4	14.0	13.5
1980 IV	3.6	2.7	10.1	5.1	3.2	228	-236	5.4	5.3	4.0
1981 I	3.3	2.7	9.1	6.8	6.9	7300	736	-1.6	4.7	4.2
II	3.7	3.6	8.3	3.4	6.5	-2500	376	5.4	6.8	3.1
III	1.7	5.5	-8.5	3.0	-2.8	2920	1268	-.4	2.6	2.0
IV	1.8	2.3	-10.6	6.7	2.8	-5248	-1704	1.1	-6.6	2.2
1982 I	1.7	4.0	-.5	-2.1	-6.3	-2944	520	-4.0	-4.5	.7
II	2.2	3.1	-11.9	-7.2	-4.0	-5576	-744	5.1	2.4	-.5
III	1.6	2.5	-8.1	-3.7	-10.3	2988	1244	2.6	.4	1.9

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES. NO.13-001 AU CATALOGUE. STATISTIQUE CANADA.
(1) DIFFERENCE DE LA PERIODE PRECEDENTE. TAUX ANNUELS.

DEPENSE NATIONALE BRUTE
EN MILLIONS DE DOLLARS DE 1971
CHIFFRES DESAISONNALISES. TAUX ANNUEL

	DEPENSES PERSONNELLES	DEPENSES PUBLIQUES COURANTES	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS: CONSTRUCTION RESIDENTIELLE	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS: CONSTRUCTION NON RESIDENTIELLE	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS: MACHINES ET MATERIEL	INVESTISSEMENT EN STOCKS DES ENTREPRISES: NON AGRICOLES	INVESTISSEMENT EN STOCKS DES ENTREPRISES: AGRICOLES ET CEREALES EN CIRCUIT COMMERCIAL	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	DEPENSE NATIONALE BRUTE
1977	77416	22392	6152	7647	9515	172	-112	28046	-32844	121762
1978	79539	22797	6042	7745	9610	112	104	30958	-34393	126191
1979	81123	23011	5873	8745	10758	1741	-32	31868	-36857	129850
1980	81984	22782	5512	9708	11243	-648	-154	32447	-36113	130467
1981	83535	22988	5821	10521	11765	603	158	32979	-37064	134540
1980 IV	83064	22756	5660	9944	11264	-1272	-148	33716	-36388	132348
1981 I	83352	22792	6044	10388	11752	1092	88	31672	-36316	133980
II	84288	22764	6340	10456	12184	520	100	34140	-38004	136132
III	83356	23096	5788	10452	11548	1440	476	33124	-37972	134628
IV	83144	23300	5112	10788	11576	-640	-32	32980	-35964	133420
1982 I	82292	23324	5020	10432	10620	-2152	100	31696	-34116	130480
II	81848	23388	4368	9528	9988	-3380	-164	33728	-34704	127936
III	81040	23376	4016	8984	8840	-3052	192	34100	-33928	126680

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES. NO.13-001 AU CATALOGUE. STATISTIQUE CANADA.

DEPENSE NATIONALE BRUTE
EN DOLLARS DE 1971
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	DEPENSES PERSONNELLES	DEPENSES PUBLIQUES COURANTES	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS: CONSTRUCTION RESIDENTIELLE	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS: CONSTRUCTION NON RESIDENTIELLE	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS: MACHINES ET MATERIEL	INVESTISSEMENT EN STOCKS DES ENTREPRISES: NON AGRICOLES (1)	INVESTISSEMENT EN STOCKS DES ENTREPRISES: AGRICOLES ET CEREALES EN CIRCUIT COMMERCIAL (1)	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	DEPENSE NATIONALE BRUTE
1977	2.9	3.2	-6.3	3.0	-.4	-571	-335	6.9	2.1	2.1
1978	2.7	1.8	-1.8	1.3	1.0	-60	216	10.4	4.7	3.6
1979	2.0	.9	-2.8	12.9	11.9	1629	-136	2.9	7.2	2.9
1980	1.1	-1.0	-6.1	11.0	4.5	-2389	-122	1.8	-2.0	.5
1981	1.9	.9	5.6	8.4	4.6	1251	312	1.6	2.6	3.1
1980 IV	.9	-.5	6.2	2.4	-.2	1256	72	3.3	3.3	1.9
1981 I	.3	.2	6.8	4.5	4.3	2364	236	-6.1	-.2	1.2
II	1.1	-.1	4.9	.7	3.7	-572	12	7.8	4.6	1.6
III	-1.1	1.5	-8.7	.0	-5.2	920	376	-3.0	-.1	-1.1
IV	-.3	.9	-11.7	3.2	.2	-2080	-508	-.4	-5.3	-.9
1982 I	-1.0	.1	-1.8	-3.3	-8.3	-1512	132	-3.9	-5.1	-2.2
II	-.5	.3	-13.0	-8.7	-6.0	-1228	-264	6.4	1.7	-1.9
III	-1.0	-.1	-8.1	-5.7	-11.5	328	356	1.1	-2.2	-1.0

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES. NO.13-001 AU CATALOGUE. STATISTIQUE CANADA.
(1) DIFFERENCE DE LA PERIODE PRECEDENTE. TAUX ANNUELS.

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE
EN PRIX DE 1971
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	PRODUIT INTERIEUR BRUT	P.I.B. SANS AGRICULTURE	PRODUCTION INDUS-TRIELLE	INDUSTRIES DE BIENS	INDUSTRIES DE BIENS SANS AGRICULTURE	INDUSTRIES DE SERVICES	INDUSTRIES COMMER-CIALES	INDUSTRIES COMMER-CIALES SANS AGRICULTURE	INDUSTRIES NON COMMER-CIALES
1977	2.9	2.9	2.6	1.9	1.8	3.5	3.2	3.2	1.7
1978	3.3	3.5	3.6	2.3	2.6	3.9	3.7	3.9	1.4
1979	3.8	4.2	6.1	4.3	5.4	3.4	4.5	5.0	-.1
1980	.8	.7	-1.7	-.8	-1.4	1.8	.8	.6	.9
1981	2.9	2.7	1.7	3.0	2.3	2.9	3.1	2.8	2.4
1980 IV	1.6	1.7	2.5	2.5	2.7	1.1	1.7	1.8	.9
1981 I	1.6	1.3	.8	2.3	1.4	1.2	1.9	1.5	.2
II	1.3	1.4	3.0	2.2	2.4	.8	1.5	1.6	.3
III	-1.1	-1.1	-2.7	-2.4	-2.4	-.3	-1.5	-1.5	.9
IV	-1.3	-1.3	-4.4	-3.7	-3.8	.1	-1.6	-1.6	.3
1982 I	-1.7	-1.8	-2.8	-2.8	-3.1	-1.2	-2.2	-2.3	.6
II	-1.8	-1.8	-2.7	-3.2	-3.5	-.9	-2.2	-2.3	.5
III	-1.6	-1.7	-2.7	-2.9	-3.1	-.9	-2.0	-2.1	.2
1981 NOV	-.2	-.2	-1.8	-1.3	-1.4	.5	-.3	-.3	.1
DEC	-.4	-.5	-.8	-1.2	-1.3	.0	-.6	-.6	.2
1982 JAN	-1.0	-1.0	-.7	-.5	-.8	-1.3	-1.2	-1.3	.3
FEV	-.3	-.2	-.8	-.9	-.8	.1	-.3	-.2	-.3
MARS	-.7	-.8	-1.6	-1.4	-1.6	-.3	-1.0	-1.1	.8
AVR	-.6	-.6	-1.1	-.6	-.7	-.6	-.8	-.8	.1
MAI	-.3	-.3	.8	-1.1	-1.2	.1	-.4	-.4	.0
JUIN	-1.1	-1.2	-2.5	-2.0	-2.1	-.7	-1.3	-1.4	-.1
JUIL	-1.1	-1.2	-2.8	-2.0	-2.1	-.6	-1.4	-1.4	.2
AOUT	.9	1.0	4.1	2.3	2.5	.2	1.2	1.2	-.2
SEP	-1.0	-1.1	-3.4	-2.3	-2.7	-.2	-1.2	-1.3	.3
OCT	-1.2	-1.3	-3.6	-2.3	-2.6	-.6	-1.5	-1.6	.2
NOV	.3	.2	.3	.6	.5	.1	.4	.4	-.6

SOURCE: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE (NO.61-005 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES
SUITE

	AGRICULTURE	FORETS	CHASSE ET PECHE	MINES	INDUSTRIES MANUFACTURIERES			CONSTRUC-TION
					TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	
1977	3.4	6.0	12.0	3.0	2.0	2.5	1.5	-2.0
1978	-1.4	7.0	10.5	-9.8	5.2	5.0	5.4	-2.4
1979	-10.1	.9	3.3	9.4	5.9	6.5	5.3	2.8
1980	7.2	2.3	-8.6	3.4	-3.0	-5.0	-.7	.2
1981	11.7	-3.7	-7.6	-5.4	2.1	2.7	1.5	6.5
1980 IV	-.7	.1	45.6	-1.4	2.8	3.7	1.9	3.1
1981 I	14.1	4.2	-8.6	-1.6	1.5	1.6	1.3	4.7
II	-.1	-8.4	-35.8	-1.8	3.6	5.6	1.4	2.0
III	-1.1	-14.0	30.5	-3.6	-3.2	-5.0	-1.2	-.7
IV	-2.2	19.8	-15.9	1.4	-5.7	-8.0	-3.3	-3.0
1982 I	1.4	-15.5	-1.7	-.4	-3.9	-4.1	-3.7	-2.9
II	.0	-14.8	10.2	-9.7	-1.7	-.6	-2.8	-6.4
III	-.8	-5.8	14.4	-13.0	-1.8	-3.1	-.4	-5.0
1981 NOV	.5	11.9	-10.7	1.9	-2.4	-2.8	-2.0	-1.1
DEC	-1.0	-12.9	-3.5	1.8	-1.3	-1.4	-1.2	-1.6
1982 JAN	3.6	-6.5	-9.5	-.7	-1.5	-1.9	-1.2	-.6
FEV	-2.6	.5	16.0	-.5	-.5	.3	-1.4	-.9
MARS	.6	-13.8	12.9	-3.4	-1.3	-1.9	-.5	-.9
AVR	.5	-4.8	2.9	-4.5	-1.2	.9	-3.3	1.0
MAI	.4	1.8	-9.2	.3	1.6	1.1	2.1	-10.0
JUIN	-.9	-6.7	2.3	-9.7	-1.7	-3.2	.0	.6
JUIL	-.5	3.0	9.2	-8.1	-2.4	-2.9	-1.9	.3
AOUT	-.4	-10.4	7.7	1.3	4.2	6.5	2.1	-2.9
SEP	1.4	7.2	4.4	1.5	-4.5	-7.6	-1.3	-.7
OCT	1.5	7.2	4.6	1.7	-4.3	-7.3	-1.5	.9
NOV	1.8	3.2	-4.7	3.3	-.2	-1.4	.8	1.5

SOURCE: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE (NO.61-005 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES
SUITE

	TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE			COMMERCE			FINANCES, ASSURANCES, IMMOBILIER	SERVICES	ADMINIST. PUBLIQUE
	TOTAL	TRANSPORTS	SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE	TOTAL	DE GROS	DE DETAIL			
1977	5.5	4.1	6.3	1.4	1.4	1.5	6.0	3.1	2.3
1978	4.8	4.1	6.0	3.5	4.8	2.5	5.0	3.8	2.5
1979	7.4	8.1	4.9	3.5	4.8	2.6	3.1	2.6	-.5
1980	2.8	.6	2.5	.3	1.0	-.2	3.4	1.4	1.2
1981	3.7	1.2	5.4	.4	-.6	1.1	3.9	4.1	2.0
1980 IV	1.6	.8	3.6	1.4	1.9	1.0	1.0	1.2	.8
1981 I	.8	1.4	-1.5	.9	.3	1.3	1.4	1.7	-.3
II	1.7	1.0	2.8	.0	.6	-.4	.9	1.0	.4
III	-1.3	-3.3	1.7	-2.5	-2.5	-2.5	.9	.7	1.4
IV	1.6	.5	.4	-2.4	-4.1	-1.2	.8	.0	.8
1982 I	-1.4	-4.0	1.5	-3.0	-3.8	-2.5	-.3	-.6	.7
II	-2.0	-2.5	-3.5	-2.4	-5.9	.0	-.9	-.2	.9
III	-1.3	-1.8	-1.2	-2.8	-5.3	-1.2	-.2	-.7	.3
1981 NOV	.2	.8	-.8	.5	-1.1	1.8	1.1	.1	.1
DEC	.8	.6	.2	-1.7	-3.3	-.6	.4	.1	.1
1982 JAN	-1.6	-5.2	4.5	-1.7	1.0	-3.5	-.6	-.7	.1
FEV	-.2	.7	-3.0	.4	-1.6	1.7	-.4	-.1	.2
MARS	-.6	.2	-2.4	-2.0	-3.5	-.8	-.2	.0	1.1
AVR	-.5	-2.0	2.1	-1.4	-3.1	-.1	-.5	.0	.0
MAI	-1.0	-.9	-3.5	1.2	1.8	.7	.0	-.1	.2
JUIN	-.9	-.9	-2.2	-1.9	-3.3	-1.0	-.3	-.4	-.1
JUIL	-1.3	-1.5	-1.9	-2.0	-3.5	-.9	-.1	-.1	.4
AOUT	1.5	.7	4.8	-.1	-.8	.3	.7	-.1	-.4
SEP	.1	.5	.5	.3	1.2	-.3	-.9	-.5	.7
OCT	-2.9	-4.8	-2.9	.4	3.1	-1.1	-.2	-.3	-.1
NOV	.5	.3	1.5	.3	-2.9	2.3	.4	-.3	-.1

SOURCE: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE (NO.61-005 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

VALEUR REELLE DES LIVRAISONS, DES COMMANDES ET DES
COMMANDES EN CARNET DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS DE 1971 ET DESAISONNALISEES

	LIVRAISONS			NOUVELLES COMMANDES			COMMANDES EN CARNET		
	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES
1977	64112	31864	32244	64858	32561	32298	85680	75834	9849
1978	69969	35165	34803	71298	36338	34959	94474	82948	11528
1979	72788	36504	36284	73612	37410	36204	110427	98403	12022
1980	70410	34825	35585	70315	34704	35614	114500	103546	10957
1981	71357	35446	35912	70552	34736	35815	108473	97587	10887
1980 IV	17964	8963	9000	17926	8872	9054	28155	25366	2790
1981 I	17792	8830	8962	17650	8707	8942	27710	24882	2827
II	18528	9373	9155	18422	9284	9138	27460	24685	2776
III	17934	8935	9000	17866	8893	8973	27211	24516	2695
IV	17103	8308	8795	16614	7852	8762	26092	23504	2589
1982 I	16628	8137	8491	15998	7558	8440	24227	21716	2511
II	16375	8040	8335	16204	7874	8330	23423	20989	2434
III	16361	8017	8345	15811	7480	8331	22213	19840	2373
1981 NOV	5712	2765	2947	5476	2541	2935	8552	7795	857
DEC	5588	2715	2873	5490	2610	2880	8553	7690	864
1982 JAN	5470	2662	2808	5125	2312	2813	8209	7339	870
FEV	5586	2736	2850	5470	2663	2807	8094	7266	827
MARS	5572	2739	2833	5403	2583	2819	7924	7111	813
AVR	5395	2668	2728	5346	2611	2735	7874	7054	820
MAI	5486	2674	2812	5407	2610	2797	7796	6990	806
JUIN	5494	2699	2796	5451	2653	2798	7753	6945	808
JUIL	5357	2594	2763	5232	2483	2749	7627	6834	793
AOUT	5663	2828	2835	5420	2593	2827	7384	6598	786
SEP	5341	2594	2746	5159	2404	2755	7202	6408	794
OCT	5060	2328	2732	4985	2253	2732	7128	6333	795
NOV	5128	2368	2760	5433	2693	2740	7432	6658	774

SOURCE: STOCKS, LIVRAISONS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES,(NO.31-001 AU CATALOGUE),STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE 1970 (S.I.C.). LES STOCKS SONT MESURES EN FIN DE PERIODE.
LES VALEURS EN DOLLARS DE 1971 SONT OBTENUES APRES DEFLATION PAR LES INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE
A LA NOMENCLATURE A DEUX CHIFFRES DE LA C.A.E. DE 1970 (VOIR LA NOTE TECHNIQUE, MARS 1982).

VALEUR REELLE DES LIVRAISONS, DES COMMANDES ET DES
COMMANDES EN CARNET DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES EN DOLLARS DE 1971

	LIVRAISONS			NOUVELLES COMMANDES			COMMANDES EN CARNET		
	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES
1977	3.2	3.4	2.9	6.0	9.3	3.0	11.4	12.1	6.5
1978	9.1	10.4	7.9	9.9	11.6	8.2	18.2	18.2	18.2
1979	4.0	3.8	4.3	3.2	3.0	3.6	9.5	11.9	-8.1
1980	-3.3	-4.6	-1.8	-4.5	-7.2	-1.6	-1.0	-1.4	3.1
1981	1.3	1.8	.9	.3	.1	.6	-8.6	-8.4	-10.1
1980 IV	3.4	5.0	2.0	3.1	3.9	2.4	-.4	-1.1	6.0
1981 I	-1.0	-1.5	-.4	-1.5	-1.9	-1.2	-1.5	-1.5	-2.2
II	4.1	6.1	2.2	4.4	6.6	2.2	-1.2	-1.1	-1.7
III	-3.2	-4.7	-1.7	-3.0	-4.2	-1.8	-.7	-.5	-3.0
IV	-4.6	-7.0	-2.3	-7.0	-11.7	-2.4	-5.4	-5.6	-3.6
1982 I	-2.8	-2.1	-3.5	-3.7	-3.7	-3.7	-7.4	-7.5	-5.9
II	-1.5	-1.2	-1.8	1.3	4.2	-1.3	-2.2	-2.3	-.6
III	-.1	-.3	.1	-2.4	-5.0	.0	-7.1	-7.7	-1.7
1981 NOV	-1.6	-2.2	-.9	-3.0	-5.9	-.4	-2.6	-2.8	-1.3
DEC	-2.2	-1.8	-2.5	.3	2.7	-1.9	-1.1	-1.3	.8
1982 JAN	-2.1	-1.9	-2.3	-6.6	-11.4	-2.3	-4.0	-4.6	.7
FEV	2.1	2.8	1.5	6.7	15.2	-.2	-1.4	-1.0	-4.9
MARS	-.2	.1	-.6	-1.2	-3.0	.4	-2.1	-2.1	-1.7
AVR	-3.2	-2.6	-3.7	-1.1	1.1	-3.0	-.6	-.8	.8
MAI	1.7	.2	3.1	1.2	.0	2.3	-1.0	-.9	-1.7
JUIN	.2	.9	-.6	.8	1.7	.0	-.6	-.7	.3
JUIL	-2.5	-3.9	-1.2	-4.0	-6.4	-1.8	-1.6	-1.6	-1.8
AOUT	5.7	9.0	2.6	3.6	4.4	2.8	-3.2	-3.4	-1.0
SEP	-5.7	-8.3	-3.1	-4.8	-7.3	-2.5	-2.5	-2.9	1.1
OCT	-5.3	-10.3	-.5	-3.4	-6.3	-.8	-1.0	-1.2	.1
NOV	1.4	1.7	1.0	9.0	19.5	.3	4.3	5.1	-2.6

SOURCE: STOCKS, LIVRAISONS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES,(NO.31-001 AU CATALOGUE),STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE 1970 (S.I.C.). LES STOCKS SONT MESURES EN FIN DE PERIODE.
LES VALEURS EN DOLLARS DE 1971 SONT OBTENUES APRES DEFLATION PAR LES INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE
A LA NOMENCLATURE A DEUX CHIFFRES DE LA C.A.E. DE 1970 (VOIR LA NOTE TECHNIQUE, MARS 1982).

VALEUR REELLE DES STOCKS POSSEDES PAR LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES ET
LE RATIO: VALEUR REELLE DES STOCKS/LIVRAISONS
DONNEES DESAISONNALISEES

	VALEUR REELLE DES STOCK POSSEDES (1)			RATIO: VALEUR REELLE DES STOCKS/LIVRAISONS		
	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES
1977	11594	5978	5615	2.16	2.21	2.10
1978	11640	6179	5461	1.99	2.06	1.91
1979	12620	6968	5652	2.00	2.17	1.83
1980	12390	6813	5577	2.15	2.41	1.91
1981	12984	7238	5748	2.15	2.41	1.90
1980 IV	12390	6813	5577	2.08	2.30	1.86
1981 I	12587	6968	5619	2.11	2.35	1.88
II	12779	7130	5650	2.06	2.26	1.85
III	12942	7215	5727	2.15	2.41	1.90
IV	12984	7236	5748	2.28	2.63	1.96
1982 I	12964	7184	5780	2.35	2.66	2.04
II	12560	6964	5596	2.33	2.64	2.03
III	12149	6676	5473	2.26	2.55	1.98
1981 NOV	13032	7291	5740	2.28	2.64	1.95
DEC	12984	7236	5748	2.32	2.67	2.00
1982 JAN	13035	7255	5780	2.38	2.72	2.06
FEV	13023	7221	5802	2.33	2.64	2.04
MARS	12964	7184	5780	2.33	2.62	2.04
AVR	12864	7159	5705	2.38	2.68	2.09
MAI	12718	7065	5654	2.32	2.64	2.01
JUIN	12560	6964	5596	2.29	2.58	2.00
JUIL	12479	6926	5552	2.33	2.67	2.01
AOUT	12275	6776	5499	2.17	2.40	1.94
SEP	12149	6676	5473	2.27	2.57	1.99
OCT	12047	6592	5455	2.38	2.83	2.00
NOV	11844	6413	5431	2.31	2.71	1.97

SOURCE: STOCKS, LIVRAISONS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES,(NO.31-001 AU CATALOGUE),STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE 1970 (S.I.C.). LES STOCKS SONT MESURES EN FIN DE PERIODE.
LES VALEURS EN DOLLARS DE 1971 SONT OBTENUES APRES DEFLATION PAR LES INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE
A LA NOMENCLATURE A DEUX CHIFFRES DE LA C.A.E. DE 1970.
(1) EN MILLIONS DE DOLLARS DE 1971 (VOIR LA NOTE TECHNIQUE, MARS 1982).

VALEUR REELLE DES STOCKS POSSEDES PAR LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES
SELON LE STADE DE FABRICATION
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS DE 1971 ET DESAISONNALISEES

	MATIERES PREMIERES			PRODUITS EN COURS			PRODUITS FINIS		
	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES
1977	4253	2144	2109	2547	1672	875	4793	2163	2631
1978	4405	2306	2099	2667	1779	888	4568	2093	2475
1979	4776	2552	2224	2962	2088	874	4882	2329	2554
1980	4701	2483	2218	2946	2082	864	4744	2248	2496
1981	4988	2776	2212	2968	2097	871	5027	2363	2664
1980 IV	4701	2483	2218	2946	2082	864	4744	2248	2496
1981 I	4827	2635	2192	2962	2094	868	4798	2239	2559
II	4868	2669	2199	3071	2189	882	4841	2272	2569
III	4941	2741	2200	3060	2169	892	4941	2305	2636
IV	4988	2776	2212	2968	2097	871	5027	2363	2664
1982 I	4925	2709	2216	3000	2117	883	5039	2358	2681
II	4691	2588	2102	2922	2062	860	4948	2314	2634
III	4449	2390	2059	2874	2027	847	4825	2259	2566
1981 NOV	4982	2793	2188	3027	2143	884	5023	2355	2668
DEC	4988	2776	2212	2968	2097	871	5027	2363	2664
1982 JAN	4943	2740	2204	3033	2145	888	5059	2370	2689
FEV	4965	2737	2228	3026	2120	907	5031	2363	2668
MARS	4925	2709	2216	3000	2117	883	5039	2358	2681
AVR	4837	2681	2157	2985	2117	867	5042	2361	2680
MAI	4733	2602	2131	2982	2118	864	5003	2345	2658
JUIN	4691	2588	2102	2922	2062	860	4948	2314	2634
JUIL	4605	2521	2084	2957	2099	858	4917	2307	2611
AOUT	4500	2436	2065	2902	2045	857	4873	2296	2577
SEP	4449	2390	2059	2874	2027	847	4825	2259	2566
OCT	4411	2354	2057	2851	2011	840	4785	2226	2559
NOV	4369	2302	2067	2787	1960	826	4688	2151	2538

SOURCE: STOCKS, LIVRAISONS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES (NO.31-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE 1970 (S.I.C.). LES STOCKS SONT MESURES EN FIN DE PERIODE.
LES VALEURS EN DOLLARS DE 1971 SONT OBTENUES APRES DEFLATION PAR LES INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE
A LA NOMENCLATURE A DEUX CHIFFRES DE LA C.A.E. DE 1970.

VALEUR REELLE DES STOCKS POSSEDES PAR LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES
SELON LE STADE DE FABRICATION
VARIATION DES CHIFFRES DESAISONNALISES EN MILLIONS DE DOLLARS DE 1971

	MATIERES PREMIERES			PRODUITS EN COURS			PRODUITS FINIS		
	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES
1977	-57	1	-58	123	110	13	NA	NA	NA
1978	152	162	-10	120	107	12	-225	-69	-156
1979	371	245	125	295	309	-13	314	235	79
1980	-75	-68	-7	-16	-6	-10	-138	-81	-58
1981	288	293	-5	22	15	7	284	115	168
1980 IV	-20	-48	28	26	21	5	-165	-132	-33
1981 I	126	152	-26	16	12	4	54	-9	63
II	41	34	7	109	95	14	42	33	10
III	73	72	1	-10	-20	10	101	33	67
IV	48	35	13	-82	-72	-20	86	58	28
1982 I	-63	-67	3	32	20	12	11	-5	17
II	-234	-121	-113	-78	-55	-23	-91	-44	-47
III	-242	-198	-43	-48	-35	-13	-122	-55	-67
1981 NOV	13	26	-13	-34	-27	-7	29	-4	32
DEC	7	-17	24	-59	-46	-13	5	8	-4
1982 JAN	-45	-36	-8	65	49	16	32	7	25
FEV	22	-2	24	-7	-26	19	-28	-7	-21
MARS	-40	-28	-12	-26	-3	-23	8	-6	13
AVR	-88	-29	-59	-16	0	-16	3	4	0
MAI	-104	-79	-25	-3	0	-3	-39	-17	-22
JUIN	-42	-14	-29	-60	-56	-4	-55	-31	-25
JUIL	-86	-68	-19	35	37	-2	-31	-8	-23
AOUT	-104	-85	-19	-55	-54	-1	-44	-11	-33
SEP	-51	-46	-5	-28	-18	-10	-48	-37	-11
OCT	-38	-35	-3	-23	-16	-7	-40	-33	-7
NOV	-42	-52	10	-84	-50	-14	-97	-76	-21

SOURCE: STOCKS, LIVRAISONS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES (NO.31-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE 1970 (S.I.C.). LES STOCKS SONT MESURES EN FIN DE PERIODE.
LES VALEURS EN DOLLARS DE 1971 SONT OBTENUES APRES DEFLATION PAR LES INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE
A LA NOMENCLATURE A DEUX CHIFFRES DE LA C.A.E. DE 1970.

TAUX D'UTILISATION DE LA CAPACITE DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES
DONNEES DESAISONNALISEES

	INDUSTRIES MANUFACTURIERES			PAPIER ET INDUSTRIES CONNEXES	PREMIERE TRANSFORMATION DES METAUX	FABRICATION DE PRODUITS EN METAL	MACHINES	MATERIEL DE TRANSPORT	PRODUITS ELECTRIQUES	PRODUITS CHIMIQUES
	TOTAL	NON DURABLES	DURABLES							
1977	81.5	84.4	78.6	81.1	73.3	78.6	77.3	90.1	74.0	77.3
1978	83.4	86.8	80.0	89.1	75.7	80.7	83.6	88.6	74.0	74.4
1979	86.1	89.5	82.7	90.2	77.1	83.4	95.1	88.1	81.1	77.2
1980	81.0	86.7	75.5	89.6	77.6	79.6	95.4	66.0	79.1	72.8
1981	79.2	84.8	73.8	84.9	75.7	77.5	95.3	61.9	82.2	71.4
1980 IV	80.5	86.0	75.2	86.9	80.0	77.8	91.0	65.6	78.2	73.2
1981 I	80.8	86.5	75.3	87.4	78.4	77.9	95.8	63.5	80.7	74.0
II	82.6	86.8	78.6	88.1	82.5	80.7	98.0	67.8	85.4	72.4
III	79.3	84.8	74.0	81.4	77.6	79.3	96.1	62.8	83.4	72.0
IV	74.1	81.3	67.2	82.7	64.3	72.2	91.5	53.6	79.4	67.4
1982 I	70.6	77.6	63.7	77.6	65.4	70.5	82.8	52.9	72.6	64.0
II	68.6	74.8	62.4	73.6	60.9	64.5	77.2	58.6	70.4	60.7
III	66.9	74.0	59.9	72.1	57.1	60.2	68.1	58.9	68.8	59.5

SOURCE: TAUX D'UTILISATION DE LA CAPACITE (NO.31-003 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

VALEUR DES PERMIS DE BATIR
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	TOTAL	CONSTRUCTION NON RESIDENTIELLE				RESIDENTIELLE	TOTAL POUR 55 MUNICIPALITIES
		TOTAL	INDUSTRIELLE	COMMERCIALE	INSTITUTIONNELLE ET GOUVERNEMENTALE		
1977	1.5	1.5	-.5	-3.6	14.1	1.4	2.9
1978	5.8	15.8	4.1	28.5	1.7	-.6	5.4
1979	7.7	14.5	24.9	18.7	-2.9	2.6	5.3
1980	9.2	25.2	45.3	15.9	31.3	-3.9	10.8
1981	21.2	11.7	-9.4	21.0	11.9	31.4	39.7
1980 IV	22.6	29.3	79.1	18.5	7.2	16.4	7.3
1981 I	.4	-14.0	-34.1	-7.4	.6	15.4	7.2
II	5.3	8.6	-8.1	19.5	-2.4	2.7	19.5
III	-9.0	.9	5.8	-8.7	27.6	-17.1	-6.7
IV	9.7	14.3	-13.5	21.8	20.6	5.2	36.2
1982 I	-17.9	-7.3	3.3	-2.7	-25.1	-29.4	-36.5
II	-28.8	-32.4	-37.7	-39.0	-6.9	-23.7	-13.9
III	5.2	.7	2.9	-9.7	20.6	11.0	-2.5
1981 NOV	32.2	40.0	11.8	31.5	86.8	23.1	59.9
DEC	10.9	-9.4	-4.2	-.2	-29.9	37.7	7.1
1982 JAN	-26.3	-16.5	-21.1	-19.3	-5.5	-34.9	-54.8
FEV	-10.5	.9	28.9	14.5	-47.3	-23.1	20.3
MARS	9.8	18.9	25.1	3.6	89.2	-3.4	10.8
AVR	-21.8	-32.6	-44.8	-34.8	-15.5	-2.3	-13.0
MAI	-16.3	-15.9	.0	-22.9	-9.8	-16.9	-25.3
JUIN	-.7	.4	-27.0	11.1	-1.6	-2.2	17.6
JUIL	23.3	32.1	56.8	35.3	13.2	12.1	37.9
AOUT	-19.1	-34.1	-25.0	-51.1	2.6	3.7	-50.5
SEP	15.2	15.9	-6.3	14.2	28.7	14.5	24.7
OCT	3.9	-4.8	4.2	-33.9	23.0	12.4	.3
NOV	5.0	-17.6	-13.1	3.8	-31.2	23.8	-10.7

SOURCE: PERMIS DE BATIR (NO.64-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

LOGEMENTS MIS EN CHANTIER, LOGEMENTS PARACHEVES ET PRETS HYPOTHECAIRES APPROUVES
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	LOGEMENTS URBAINS MIS EN CHANTIER				LOGEMENTS URBAINS EN CONS-TRUCTION	LOGEMENTS URBAINS PARACHEVES	PRETS HYPOTHECAIRES APPROUVES(2)			INDICE DES PRIX DES LOGEMENTS NEUFS
	MILLIERS DE MISES EN CHANTIER(1)	TOTAL	MAISONS UNIFAMI-LIALES	MAISONS MULTI-FAMILIALES			TOTAL	LNH (3)	ORDINAIRES	
							MILLIONS DE $			
1978	183.6	-7.5	-1.1	-11.3	-8.2	-3.8	5636	2313	3324	2.6
1979	151.4	-17.5	-1.0	-28.5	-22.1	-10.1	4346	363	3983	3.7
1980	125.6	-17.1	-15.8	-18.2	-24.6	-19.8	3287	114	3173	8.0
1981	144.2	14.8	7.2	22.0	-2.9	-3.4	2818	155	2663	12.0
1982	109.7	-23.9	-39.5	-10.9	-3.3	-18.3				-.2
1981 I	143.3	7.0	20.0	-8.0	-4.8	8.3	740	7	733	4.0
II	176.3	23.0	.0	57.6	7.6	1.7	1088	20	1048	4.4
III	145.0	-17.8	-31.0	-5.2	4.0	.0	807	46	561	.8
IV	112.0	-22.8	-47.8	-5.4	-5.9	-6.4	403	82	321	-.3
1982 I	148.0	32.1	9.7	40.7	7.1	-10.4	436	4	432	.7
II	100.0	-32.4	.0	-42.1	-2.8	-5.9				-1.1
III	78.3	-21.7	-9.8	-27.8	-12.0	10.5				-1.8
IV	112.3	43.4	95.7	9.8	-4.9	-19.5				-1.2
1981 DEC	156.0	59.2	10.7	78.6	2.6	6.2	171	34	137	.4
1982 JAN	133.0	-14.7	9.7	-20.8	5.0	-23.4	144	0	144	.6
FEV	170.0	27.8	2.9	36.4	3.0	14.3	161	1	160	-.1
MARS	141.0	-17.1	-5.7	-20.0	-.9	8.3	131	3	128	-.1
AVR	116.0	-17.7	6.1	-25.0	.3	-25.4	140	7	133	-.2
MAI	87.0	-25.0	-8.6	-32.1	-3.3	22.7	115	9	106	-.9
JUIN	97.0	11.5	9.4	12.7	-4.2	-.8				-.4
JUIL	95.0	-2.1	-14.3	4.8	-3.9	10.2				-.7
AOUT	71.0	-25.3	.0	-36.9	-4.1	-16.9				-.5
SEP	89.0	-2.8	6.7	-9.8	-6.3	21.3				-.8
OCT	90.0	30.4	43.8	18.9	.5	-36.6				-.3
NOV	115.0	27.8	15.2	40.9	-.2	26.5				-.4
DEC	132.0	14.8	52.8	-17.7	1.0	3.8				-.1

SOURCE: LOGEMENTS MIS EN CHANTIER ET PARACHEVES (NO.64-002 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA, ET STATISTIQUES DU LOGEMENT AU CANADA, SCHL.
(1) DONNEES DESAISONNALISEES, TAUX ANNUELS.
(2) DONNEES NON DESAISONNALISEES.
(3) LOI NATIONALE SUR L'HABITATION.

INDICATEURS DES DEPENSES PERSONNELLES EN BIENS
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	EN DOLLARS COURANTS (1)					EN DOLLARS DE 1971 (2)				
	TOTAL	VOITURES PARTICU-LIERES NEUVES	BIENS DURABLES	BIENS SEMI-DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	VOITURES PARTICU-LIERES NEUVES	BIENS DURABLES	BIENS SEMI-DURABLES	BIENS NON DURABLES
1977	8.7	11.8	8.7	7.7	9.1	1.9	4.8	3.4	1.1	.8
1978	11.1	9.5	10.6	10.6	11.7	2.7	.5	4.2	6.3	-.6
1979	11.7	14.9	12.4	10.9	11.6	1.3	2.4	2.6	.9	.2
1980	9.6	2.9	4.1	7.1	15.0	-1.6	-7.4	-6.1	-3.7	4.2
1981	13.2	9.6	14.4	13.0	12.4	1.8	-1.7	5.2	5.2	-3.2
1980 IV	3.7	1.4	4.0	3.4	3.7	1.1	-.9	2.8	1.9	-.9
1981 I	4.6	6.3	7.6	5.8	2.0	1.8	2.7	5.2	3.7	-2.6
II	2.1	-.2	1.9	1.4	2.5	-.3	-2.7	-.3	-.5	-.2
III	.6	-4.3	-3.4	.8	3.4	-2.4	-6.0	-5.4	-1.0	-.1
IV	1.8	2.2	1.5	.5	2.5	-.2	-.4	-.8	-.3	.6
1982 I	-.7	-20.2	-4.8	-.1	1.9	-3.2	-20.1	-6.5	-1.7	-.7
II	3.0	12.5	2.7	1.6	3.6	.3	12.0	.9	-.3	.1
III	.4	-5.0	-.7	-.6	1.6	-1.0	-6.5	-1.4	-1.9	.0
1981 NOV	3.5	45.4	11.5	.0	-.3	2.5	40.2	7.6	.1	-1.0
DEC	-1.6	-24.0	-8.1	.5	2.3	-2.6	-23.6	-8.1	.1	1.6
1982 JAN	-1.4	-18.8	-3.8	-1.0	.0	-2.3	-17.3	-3.9	-1.7	-1.1
FEV	1.5	10.2	2.1	1.5	1.2	.8	9.0	1.5	.9	.0
MARS	-.9	-3.2	-.8	-1.3	-.7	-1.5	-4.1	-1.4	-2.1	-1.1
AVR	2.0	8.1	1.4	1.5	2.5	1.0	8.8	1.0	1.3	.9
MAI	1.8	2.3	2.0	1.3	1.8	.4	1.5	.9	.1	.2
JUIN	-.4	4.5	-.4	-1.3	-.2	-.9	5.8	-.6	-1.6	-.7
JUIL	-.8	-21.5	-5.1	-.7	1.9	-1.2	-22.6	-4.6	-1.1	1.8
AOUT	1.5	20.1	6.0	1.7	-1.3	1.3	19.2	5.0	1.6	-2.0
SEP	.0	7.9	.6	-1.9	.3	-.5	7.4	.2	-2.4	-.1
OCT	-1.0	-25.7	-3.5	.3	.1	-.9	-24.9	-2.3	.2	-.1
NOV	1.8	28.5	5.8	.0	.1	1.3	27.0	4.7	-.4	-.8

SOURCE: COMMERCE DE DETAIL (63-005), VENTES DE VEHICULES AUTOMOBILES NEUFS (63-007) ENQUETE SUR LES MARCHANDISES VENDUES AU DETAIL, 1974 (63-526), L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (62-001), STATISTIQUE CANADA.
(1) CES INDICATEURS SONT CALCULES EN PONDERANT DE VENTES AU DETAIL SELON LE GENRE DE COMMERCE (63-005) POUR OBTENIR LES VENTES AU DETAIL PAR MARCHANDISE. LES POIDS PROVIENNENT DE L'ENQUETE SUR LES MARCHANDISES VENDUES AU DETAIL EN 1974 (63-526). LES VENTES DE VOITURES PARTICULIERES PROVIENNENT DES VENTES DE VEHICULES AUTOMOBILES NEUFS (63-007) ET SONT EMPLOYEES COMME INDICATEURS DES VENTES DE VOITURES AUX PERSONNES. LA DESAISONNALISATION INTERPOLATIVE (VOIR LE GLOSSAIRE) EST FAITE PAR MARCHANDISE (VOIR LA NOTE TECHNIQUE, FEVRIER, 1982).
(2) CES DONNEES SONT LE RESULTAT DE LA DEFLATION DES VENTES AU DETAIL PAR MARCHANDISE, CALCULEES PAR LA METHODE EXPLIQUEE DANS LA NOTE 1.

Travail

34	Sommaire de l'enquête sur la population active, données désaisonnalisées	41
35	Caractéristiques des chômeurs, données non désaisonnalisées	41
36	Sommaire de la population active, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	42
37	Sommaire de la population active, femmes, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	42
38	Sommaire de la population active, hommes, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	43
39	Emploi par branche d'activité, enquête sur la population active, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	43
40	Estimations du nombre d'employés par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	44
41-42	Emploi des grandes entreprises par branche d'activité, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	44-45
43-44	Salaires et traitements par branche d'activité, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	45-46
45	Heures hebdomadaires moyennes par branche d'activité, données désaisonnalisées	46
46	Salaires et traitements hebdomadaires moyens par branche d'activité, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	47
47	Règlements salariaux	47

SOMMAIRE DE L'ENQUETE SUR LA POPULATION ACTIVE
DONNEES DESAISONNALISEES

	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI				TAUX DE CHOMAGE			CHOMAGE (1)	TAUX D'ACTIVITE
		TOTAL (1)	PLEIN TEMPS (1)	TEMPS PARTIEL (1)	TRAVAILLEURS REMUNERES (1)	TOTAL	15-24 ANS	25 ANS ET PLUS		
1978	3.7	3.4	2.9	7.2	3.0	8.4	14.5	6.1	7.2	62.6
1979	3.0	4.0	3.5	7.5	4.1	7.5	13.0	5.4	-8.0	63.3
1980	2.8	2.8	2.2	6.6	3.3	7.5	13.2	5.4	3.5	64.0
1981	2.7	2.6	2.0	6.5	2.7	7.6	13.3	5.6	3.6	64.7
1982	.4	-3.3	-4.2	3.3	-3.6	11.0	18.8	8.4	45.3	64.0
1981 I	1.3	1.1	1.0	2.6	1.3	7.4	13.2	5.3	3.7	64.7
II	.4	.6	.5	1.3	.5	7.2	12.7	5.2	-2.2	64.7
III	.2	.0	.1	-.3	-.1	7.4	12.8	5.5	3.1	64.6
IV	.2	-.8	-1.2	1.0	-.9	8.4	14.6	6.2	13.0	64.6
1982 I	-.6	-1.1	-1.3	.1	-1.1	8.9	15.7	6.6	5.9	63.9
II	.6	-1.2	-1.5	.2	-1.4	10.5	18.0	8.0	18.4	64.1
III	.7	-1.2	-2.1	5.8	-1.5	12.1	20.8	9.3	16.7	64.2
IV	-.2	-.8	-.7	-3.0	-.7	12.7	20.8	10.1	4.7	63.9
1982 JAN	-.6	-.3	-.4	.5	-.3	8.5	15.3	6.1	-2.9	63.9
FEV	.0	-.4	-.4	-.8	-.4	8.9	15.5	6.6	4.8	63.8
MARS	.4	-.2	.0	-.1	-.3	9.4	16.4	7.0	6.2	64.0
AVR	.0	-.6	-.8	.3	-.6	9.9	17.1	7.5	5.8	64.0
MAI	.3	-.3	-.2	-1.3	-.3	10.4	17.9	7.9	5.2	64.1
JUIN	.3	-.5	-1.0	3.5	-.9	11.1	18.9	8.5	7.1	64.1
JUIL	.7	-.2	-.8	4.3	-.3	11.9	20.9	8.9	8.0	64.5
AOUT	-.4	-.7	-1.2	3.2	-.8	12.2	20.8	9.4	1.9	64.2
SEP	-.1	-.2	.8	-7.4	.1	12.3	20.6	9.6	1.0	64.0
OCT	.2	-.2	-.5	.9	-.2	12.7	20.9	9.9	2.9	64.1
NOV	-.3	-.4	-.4	-.3	-.3	12.7	20.5	10.2	.1	63.8
DEC	.3	.2	-.1	.9	.0	12.8	20.9	10.2	1.2	63.9
1983 JAN	-.4	.0	-.1	1.2	.1	12.4	20.5	9.9	-3.4	63.6

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE),STATISTIQUE CANADA.
(1) VARIATION EN POURCENTAGE.

CARACTERISTIQUES DES CHOMEURS
DONNEES NON DESAISONNALISEES

	CHOMAGE TOTAL (1)	POURCENTAGE DU CHOMAGE TOTAL							DUREE MOYENNE DU CHOMAGE (SEMAINES)
		CHERCHE DU TRAVAIL					NE CHERCHE PAS DE TRAVAIL		
		1-4 SEMAINES	5-13 SEMAINES	14 SEMAINES ET PLUS	DEBUTANT PLUS TARD	MISES A PIED	MISES A PIED	EMPLOI FUTUR	
1978	911	23.8	27.1	35.2	3.9	1.3	5.3	3.4	15.5
1979	838	25.9	27.0	32.6	4.3	1.3	5.3	3.5	14.8
1980	867	25.8	27.0	32.1	3.9	1.9	6.2	3.2	14.7
1981	898	25.9	26.1	32.3	4.2	1.8	6.2	3.5	15.2
1982	1305	20.9	26.2	39.1	2.7	2.3	6.6	2.2	17.2
1981 I	952	23.5	28.0	33.9	3.7	2.2	6.4	2.3	15.1
II	865	24.3	22.0	36.1	5.7	1.3	4.7	5.8	16.4
III	839	28.3	24.9	29.8	4.6	1.5	6.9	4.0	15.1
IV	935	27.5	29.6	29.2	2.9	2.2	6.9	1.7	14.2
1982 I	1147	20.8	28.5	34.5	2.9	2.9	8.3	2.1	15.1
II	1259	21.1	23.4	40.7	3.4	2.3	5.9	3.2	17.2
III	1372	22.1	26.1	38.7	2.6	1.9	6.0	2.5	17.8
IV	1440	19.6	26.9	42.5	1.7	2.3	6.1	1.0	18.9
1982 JAN	1096	23.6	27.6	30.5	2.6	3.0	10.8	1.9	13.8
FEV	1116	19.1	30.4	35.1	2.9	2.9	7.9	1.8	15.2
MARS	1228	19.6	27.5	38.0	3.3	2.7	6.3	2.5	16.3
AVR	1233	18.2	22.5	43.1	3.2	2.6	7.4	3.1	17.2
MAI	1241	22.2	22.4	40.3	3.5	2.3	5.6	3.8	17.1
JUIN	1303	23.1	25.3	38.6	3.5	1.9	4.7	2.8	17.2
JUIL	1386	23.8	26.6	37.2	2.8	1.9	5.7	2.0	16.8
AOUT	1388	19.2	28.4	37.9	2.7	1.7	6.2	3.9	18.0
SEP	1343	23.4	23.4	41.2	2.5	2.1	6.0	1.5	16.5
OCT	1388	21.0	26.4	41.9	1.9	2.2	5.5	1.1	18.6
NOV	1438	20.4	27.8	40.6	1.7	1.9	6.4	1.2	18.4
DEC	1494	17.4	26.4	45.0	1.5	2.7	6.4	.7	19.6
1983 JAN	1598	17.8	25.8	44.7	1.8	2.6	6.1	1.2	19.2

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE),STATISTIQUE CANADA.
(1) EN MILLIERS DE PERSONNES.

SOMMAIRE DE LA POPULATION ACTIVE, 15-24 ANS ET 25 ANS ET PLUS
DONNEES DESAISONNALISEES

	15 - 24 ANS					25 ANS ET PLUS				
	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI (1)	CHOMAGE (1)	TAUX DE CHOMAGE	TAUX D'ACTIVITE	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI (1)	CHOMAGE (1)	TAUX DE CHOMAGE	TAUX D'ACTIVITE
1978	3.3	3.1	3.9	14.5	64.4	3.8	3.4	9.9	6.1	62.0
1979	3.7	5.6	-7.1	13.0	66.2	2.7	3.4	-8.6	5.4	62.3
1980	1.9	1.6	3.8	13.2	67.3	3.1	3.2	2.9	5.4	62.9
1981	.4	.3	1.0	13.3	67.9	3.5	3.4	6.1	5.6	63.6
1982	-4.2	-10.2	35.2	18.8	65.9	2.0	-1.0	53.9	8.4	63.3
1981 I	1.2	.6	5.3	13.2	68.3	1.4	1.3	2.2	5.3	63.5
II	-.1	.5	-3.8	12.7	68.3	.6	.6	-.8	5.2	63.6
III	-1.0	-1.0	-.8	12.8	67.8	.7	.3	6.5	5.5	63.6
IV	-.9	-3.0	12.8	14.6	67.4	.6	-.1	13.2	6.2	63.6
1982 I	-1.8	-3.2	6.1	15.7	66.3	-.1	-.5	5.7	6.6	63.2
II	-.9	-3.5	13.3	18.0	65.9	1.0	-.5	22.6	8.0	63.5
III	-.1	-3.5	15.4	20.8	66.1	.9	-.5	17.7	9.3	63.6
IV	-.9	-.9	-.9	20.8	65.9	.1	-.8	8.9	10.1	63.3
1982 JAN	-1.1	-1.5	1.5	15.3	66.5	-.4	.0	-6.4	6.1	63.1
FEV	-.6	-.8	.9	15.5	66.2	.2	-.3	8.2	6.6	63.1
MARS	.0	-1.1	6.0	16.4	66.3	.5	.1	6.4	7.0	63.3
AVR	-.3	-1.2	4.1	17.1	66.1	.1	-.4	7.1	7.5	63.3
MAI	-.7	-1.6	3.5	17.9	65.7	.6	.2	6.5	7.9	63.5
JUIN	.2	-1.1	6.0	18.9	65.9	.3	-.4	7.9	8.5	63.6
JUIL	1.5	-1.0	12.3	20.9	67.0	.5	.1	4.9	8.9	63.7
AOUT	-2.2	-2.0	-2.9	20.8	65.6	.2	-.4	5.6	9.4	63.7
SEP	.2	.5	-1.0	20.6	65.8	-.2	-.4	2.4	9.6	63.5
OCT	.1	-.4	1.8	20.9	66.0	.2	-.2	3.7	9.9	63.5
NOV	-.6	-.1	-2.6	20.5	65.7	-.2	-.5	2.0	10.2	63.2
DEC	.2	-.3	2.0	20.9	65.9	.3	.3	.7	10.2	63.3
1983 JAN	-1.2	-.7	-3.1	20.5	65.2	-.2	.2	-3.6	9.9	63.1

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
(1) VARIATION EN POURCENTAGE.

SOMMAIRE DE LA POPULATION ACTIVE, FEMMES, 15-24 ANS ET 25 ANS ET PLUS
DONNEES DESAISONNALISEES

	15 - 24 ANS					25 ANS ET PLUS				
	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI (1)	CHOMAGE (1)	TAUX DE CHOMAGE	TAUX D'ACTIVITE	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI (1)	CHOMAGE (1)	TAUX DE CHOMAGE	TAUX D'ACTIVITE
1978	3.7	3.7	4.5	13.9	58.9	7.0	6.6	12.5	7.7	44.0
1979	4.2	5.5	-4.9	12.7	61.0	4.2	5.0	-6.2	7.0	44.9
1980	2.7	2.7	2.3	12.7	62.6	5.5	6.0	-1.4	6.5	46.2
1981	.4	.8	-2.8	12.3	63.2	6.1	5.9	8.7	6.7	47.9
1982	-2.9	-7.1	27.6	16.1	62.3	3.4	1.0	36.3	8.8	48.3
1981 I	.5	.1	2.9	12.5	63.2	2.0	1.9	4.3	6.3	47.3
II	.6	1.2	-3.4	12.0	63.7	1.4	1.6	-1.0	6.2	47.8
III	-1.2	-.9	-3.3	11.7	63.2	1.3	.7	10.6	6.7	48.1
IV	-.6	-1.9	9.4	12.9	63.0	.9	.1	12.0	7.5	48.2
1982 I	-1.2	-2.1	5.1	13.7	62.5	-.1	.1	-2.1	7.3	47.9
II	-.8	-2.7	10.8	15.3	62.1	1.6	.1	20.0	8.6	48.3
III	-.2	-3.1	15.6	17.8	62.3	1.0	.3	7.9	9.2	48.5
IV	-.3	.0	-1.8	17.5	62.3	.5	-.2	7.0	9.8	48.5
1982 JAN	-.4	-.7	1.6	13.4	62.7	-.1	.5	-8.7	6.7	47.8
FEV	-.7	-.7	-.5	13.5	62.3	.2	-.5	10.0	7.4	47.8
MARS	.1	-.9	6.4	14.3	62.4	.6	.1	7.9	7.9	48.0
AVR	.1	-.3	3.0	14.7	62.6	.4	-.1	5.9	8.3	48.1
MAI	-1.3	-1.8	1.5	15.1	61.8	1.0	.6	5.9	8.7	48.5
JUIN	.2	-1.0	7.2	16.2	62.0	-.1	-.2	2.0	8.9	48.4
JUIL	1.4	-1.0	13.5	18.1	63.0	.3	.2	1.9	9.0	48.5
AOUT	-1.9	-1.2	-4.7	17.6	61.9	.7	.3	4.1	9.3	48.7
SEP	-.1	-.2	.0	17.6	61.9	-.4	-.4	-.3	9.4	48.4
OCT	.1	-.1	1.2	17.8	62.1	.2	.0	2.1	9.5	48.4
NOV	-.1	.4	-2.0	17.5	62.1	.1	-.3	3.9	9.9	48.4
DEC	.9	1.1	.0	17.3	62.8	.7	.4	3.1	10.1	48.6
1983 JAN	-.7	-.9	.4	17.5	62.5	.4	.5	.0	10.1	48.7

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
(1) VARIATION EN POURCENTAGE.

SOMMAIRE DE LA POPULATION ACTIVE, HOMMES, 15-24 ANS ET 25 ANS ET PLUS
DONNEES DESAISONNALISEES

	15 - 24 ANS					25 ANS ET PLUS				
	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI (1)	CHOMAGE (1)	TAUX DE CHOMAGE	TAUX D'ACTIVITE	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI (1)	CHOMAGE (1)	TAUX DE CHOMAGE	TAUX D'ACTIVITE
1978	2.8	2.7	3.9	15.1	69.7	2.1	1.7	8.2	5.2	81.0
1979	3.5	5.6	-9.2	13.3	71.4	1.9	2.6	-11.0	4.5	80.9
1980	1.3	.7	5.0	13.8	72.0	1.7	1.5	6.8	4.8	80.5
1981	.4	-.1	3.9	14.2	72.5	2.0	1.9	4.0	4.9	80.3
1982	-5.2	-12.8	40.3	21.1	69.5	1.2	-2.3	69.2	8.1	79.3
1981 I	1.7	.9	7.1	13.9	73.2	1.0	1.0	.5	4.6	80.8
II	-.7	-.1	-4.1	13.4	72.8	.0	.0	-.7	4.6	80.4
III	-.9	-1.2	1.2	13.7	72.3	.3	.1	3.1	4.8	80.1
IV	-1.2	-3.9	15.4	16.0	71.6	.5	-.2	14.2	5.4	80.0
1982 I	-2.4	-4.2	6.7	17.5	70.1	-.1	-.8	12.6	6.1	79.4
II	-1.0	-4.3	15.0	20.3	69.6	.7	-.8	24.6	7.5	79.5
III	.0	-3.8	15.3	23.4	70.0	.9	-1.0	24.9	9.3	79.7
IV	-1.4	-1.7	-.4	23.6	69.3	-.1	-1.2	10.1	10.3	79.2
1982 JAN	-1.6	-2.3	1.5	16.9	70.2	-.6	-.3	-4.7	5.7	79.4
FEV	-.4	-.9	1.8	17.3	70.0	.2	-.2	6.8	6.1	79.4
MARS	.0	-1.2	5.8	18.3	70.1	.4	.1	5.2	6.4	79.5
AVR	-.7	-1.9	4.8	19.3	69.6	.0	-.6	8.1	6.9	79.3
MAI	-.3	-1.5	4.9	20.3	69.5	.4	-.1	7.0	7.4	79.5
JUIN	.1	-1.2	5.3	21.3	69.7	.5	-.4	12.5	8.3	79.7
JUIL	1.6	-1.1	11.5	23.4	70.9	.6	.0	6.9	8.8	80.0
AOUT	-2.5	-2.7	-1.6	23.6	69.3	-.2	-.8	6.7	9.4	79.7
SEP	.4	1.1	-1.6	23.1	69.7	.0	-.4	4.1	9.8	79.5
OCT	.0	-.7	2.2	23.6	69.8	.2	-.3	4.7	10.2	79.5
NOV	-1.1	-.6	-2.9	23.2	69.1	-.4	-.6	.9	10.4	79.0
DEC	-.4	-1.5	3.3	24.0	68.9	.1	.2	-.9	10.2	79.0
1983 JAN	-1.7	-.5	-5.3	23.1	67.9	-.6	.0	-5.9	9.7	78.4

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
(1) VARIATION EN POURCENTAGE.

EMPLOI PAR BRANCHE D'ACTIVITE, ENQUETE SUR LA POPULATION ACTIVE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

		INDUSTRIES DE BIENS				INDUSTRIES DE SERVICES				
	TOTAL SANS AGRICULTURE	TOTAL SANS AGRICULTURE	SECTEUR PRIMAIRE SANS AGRICULTURE	INDUSTRIES MANUFACTURIERES	CONSTRUCTION	TOTAL	TRANSPORTS, COMMUNIC. ET SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE	COMMERCE	FINANCES, ASSURANCES, IMMOBILIER	AUTRES SERVICES (1)
1978	3.4	3.0	7.1	3.5	-.3	3.6	4.6	3.5	2.8	3.5
1979	4.1	4.8	5.8	5.9	1.4	3.8	4.8	3.9	1.3	3.8
1980	3.0	1.4	8.4	1.7	-3.3	3.7	.3	1.4	9.9	4.8
1981	2.7	1.9	6.1	.7	4.2	3.0	.3	2.5	-2.6	4.7
1982	-3.2	-9.6	-16.9	-9.2	-8.5	-.5	-3.2	-1.9	1.5	.4
1981 I	1.2	1.8	3.2	.8	4.6	.8	-.3	.4	-4.5	2.1
II	.6	.7	2.6	.3	1.3	.6	2.4	-.1	-.1	.6
III	-.1	.2	.5	-.3	1.7	-.2	-1.1	1.3	1.8	-1.1
IV	-.7	-2.4	-6.1	-2.3	-.8	.1	.4	.0	1.7	-.2
1982 I	-1.0	-3.3	-5.1	-3.1	-3.2	.0	-.9	-.9	2.3	.2
II	-1.4	-3.8	-9.8	-2.8	-4.1	-.3	-3.2	-.3	.2	.3
III	-1.5	-3.1	-1.9	-3.1	-3.9	-.8	-1.7	-1.9	-4.9	.6
IV	-.6	-3.0	-1.4	-3.3	-2.8	.3	2.9	-1.7	-2.1	.9
1982 JAN	-.3	-.8	-1.0	-.7	-1.1	-.1	.2	-.2	1.3	-.4
FEV	-.3	-1.3	-.3	-.6	-3.7	.0	-.2	-.1	1.1	-.1
MARS	-.2	-.8	-6.8	-.4	.8	.1	-.8	.1	.2	.3
AVR	-.5	-1.8	-5.9	-1.1	-1.9	-.1	-1.8	-.3	1.6	.2
MAI	-.5	-1.1	1.2	-1.1	-1.8	-.3	-.8	.1	-2.4	.0
JUIN	-.7	-1.2	-.4	-1.4	-.8	-.3	-.9	-.3	-1.0	-.1
JUIL	-.4	-.8	-.4	-.5	-1.7	-.3	-1.2	-.1	-2.5	.2
AOUT	-.8	-1.4	-1.6	-1.4	-1.4	-.6	-.2	-2.2	-1.7	.2
SEP	.1	-1.0	-2.0	-.9	-.5	.4	1.5	-1.0	.0	.9
OCT	-.3	-1.4	1.2	-1.2	-3.0	.2	1.0	-.5	-.5	.4
NOV	-.3	-.8	-1.2	-1.6	1.8	-.1	1.4	-.3	-1.4	-.1
DEC	.3	-.1	.0	.1	-.7	.2	.0	1.2	-.3	-.1
1983 JAN	.0	.2	2.0	.9	-2.8	-.1	-1.6	-.4	2.3	.0

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1970.
(1) SERVICES SOCIO-CULTURELS, COMMERCIAUX, PERSONNELS ET ADMINISTRATION PUBLIQUE.

ESTIMATIONS DU NOMBRE D'EMPLOYES PAR INDUSTRIE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

		INDUSTRIES DE BIENS				INDUSTRIES DE SERVICES				
	TOTAL SANS AGRICULTURE	TOTAL SANS AGRICULTURE	SECTEUR PRIMAIRE SANS AGRICULTURE	INDUSTRIES MANUFAC-TURIERES	CONSTRUCT-TION	TOTAL	TRANSPORTS, COMMUNIC. ET SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE	COMMERCE	TOUS SERVICES COMMERCIAUX (1)	SERVICES NON COMMERCIAUX ET ADMINIS-TRATION PUBLIQUE
1977	2.7	1.1	7.1	.1	2.4	3.4	2.0	.9	8.5	2.1
1978	2.0	-.1	.2	1.6	-6.5	2.9	1.0	3.8	4.1	2.0
1979	3.6	4.7	7.4	3.9	6.8	3.1	2.1	3.3	5.8	1.1
1980	2.1	-.6	8.0	-1.2	-2.2	3.2	2.8	2.6	5.5	2.0
1981	3.5	2.2	1.8	1.7	4.3	4.0	.8	4.7	6.3	2.9
1980 IV	1.3	1.4	1.7	1.0	3.2	1.3	.7	1.3	1.9	.8
1981 I	1.3	1.3	.5	1.5	1.1	1.3	-.1	1.5	2.8	.6
II	1.0	1.7	1.9	1.5	2.3	.8	-.1	1.9	.4	.6
III	.0	-1.6	-3.3	-1.4	-1.9	.7	-1.0	1.0	1.2	.7
IV	-.3	-1.8	1.1	-1.8	-3.1	.2	1.3	-.7	.3	.4
1982 I	-1.0	-3.0	-2.5	-3.1	-2.7	-.2	-.7	-.8	.4	.0
II	-1.2	-4.5	-8.3	-3.0	-8.3	.0	-1.8	-1.2	.6	1.1
III	-1.8	-3.5	-7.9	-2.7	-4.3	-1.2	-1.5	-2.5	-1.9	.5
1981 OCT	-.4	-1.1	.0	-1.1	-1.6	-.2	.2	-.9	-.3	.4
NOV	-.2	-.6	-1.1	-.7	.4	-.2	-.2	-.4	-.2	.1
DEC	-.1	-.8	-1.1	-.9	.1	.2	.3	.1	.2	.1
1982 JAN	-1.1	-2.1	-2.6	-1.5	-4.3	-.7	-.7	-1.0	-.7	-.5
FEV	.4	-.1	1.8	-.9	2.1	.5	-.1	.4	1.2	.2
MARS	.0	-.5	.1	-.7	-.1	.3	-.4	-.4	.6	.7
AVR	-.6	-2.5	-6.4	-1.5	-4.5	.1	-.7	-.1	.2	.6
MAI	-.7	-1.7	-.6	-.5	-7.1	-.4	-1.0	-.6	-.5	.1
JUIN	-.8	-1.5	-6.7	-1.3	.2	-.5	-.5	-1.7	-.3	.2
JUIL	-.3	-.6	-2.4	-.6	.5	-.2	-.3	.0	-.9	.3
AOUT	-.9	-1.7	-1.9	-.9	-4.8	-.6	-.6	-1.5	-.7	.1
SEP	-.5	-.8	1.2	-1.7	2.2	-.4	-.5	-.6	-.6	-.2
OCT	-.3	-.8	.8	-1.2	.3	-.2	-.7	-.9	.0	.4

SOURCE: ESTIMATIONS DU NOMBRE D'EMPLOYES PAR PROVINCE ET PAR INDUSTRIE (NO. 72-008 AU CATALOGUE).
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.
(1) FINANCE, ASSURANCES ET AFFAIRES IMMOBILIERES ET SERVICES COMMERCIAUX SOCIO-CULTURELS, D'AFFAIRES ET PERSONNELS.

EMPLOI DES GRANDES ENTREPRISES PAR BRANCHE D'ACTIVITE (1)
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	INDICE COMPOSITE SECTORIEL (2)	FORETS	MINES	INDUSTRIES MANUFACTURIERES		
				TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES
1977	.1	3.2	3.7	-1.4	-1.8	-1.0
1978	1.5	4.4	-3.0	1.1	1.7	.5
1979	2.9	2.3	7.5	3.0	3.9	2.1
1980	1.1	-4.0	11.5	-1.8	-3.0	-.7
1981	2.1	-8.1	3.5	.6	-.3	1.5
1980 IV	.7	.3	1.8	.9	1.0	1.2
1981 I	1.4	-.3	1.4	1.3	1.0	1.4
II	.7	-2.0	.4	1.1	1.7	.4
III	-.5	-6.1	-1.7	-1.7	-3.0	-.5
IV	-.3	.9	.2	-2.3	-2.5	-1.5
1982 I	-2.0	-3.7	-.3	-2.7	-2.8	-2.6
II	-2.7	-8.8	-5.7	-3.3	-4.6	-2.1
III	-2.4	1.3	-11.4	-2.5	-3.6	-1.8
1981 OCT	-.2	-.7	.3	-1.2	-1.8	-.6
NOV	-.3	-5.4	-.1	-.9	-1.2	-.5
DEC	-.3	-6.7	.1	-1.1	-1.0	-.7
1982 JAN	-1.2	1.7	-1.5	-.6	-.2	-1.3
FEV	-.3	2.1	2.2	-1.2	-2.0	-.6
MARS	-.7	-.3	-.9	-.6	-.8	-.8
AVR	-1.0	-6.0	-3.0	-1.6	-2.0	-1.1
MAI	-1.2	-1.5	-.7	-.7	-1.5	.3
JUIN	-.9	-7.7	-7.4	-1.3	-1.7	-1.2
JUIL	-.5	4.8	-4.1	-.2	-1.1	.2
AOUT	-.8	2.8	-4.2	-1.1	-.2	-1.7
SEP	-.8	2.2	1.2	-1.5	-2.1	-.5
OCT	-.9	-1.1	2.0	-1.1	-1.9	-.5

SOURCE: EMPLOI, GAINS ET DUREE DU TRAVAIL (NO.72-002 AU CATALOGUE),STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.
(1) VOIR LE GLOSSAIRE.
(2) SANS L'AGRICULTURE, LA PECHE ET LE PIEGEAGE, L'EDUCATION, LES SERVICES D'HYGIENE, LES ORGANISATIONS RELIGIEUSES ET L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET LA DEFENSE.

EMPLOI DES GRANDES ENTREPRISES PAR BRANCHE D'ACTIVITE (1)
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES
SUITE

	CONSTRUCTION	TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET SERVICES PUBLICS	COMMERCE			FINANCES, ASSURANCES ET AFFAIRES IMMOBILIERES	SERVICES SOCIO-CULTURELS, D'AFFAIRES ET PERSONNELS
			TOTAL	GROS	DETAIL		
1977	-2.0	1.0	-1.5	-2.2	-1.1	5.7	3.0
1978	-10.6	1.9	2.4	-.4	3.9	2.3	4.3
1979	-3.2	1.7	3.1	3.0	3.4	3.4	4.0
1980	-3.2	3.3	1.9	1.5	1.7	1.4	4.6
1981	5.3	.9	1.9	.9	2.5	3.2	6.4
1980 IV	1.1	.4	.3	.4	.2	.4	1.0
1981 I	3.2	.2	1.1	.6	1.5	.8	3.1
II	1.1	-.2	.6	.5	.6	.9	1.4
III	.2	-.5	-.1	-.5	.1	1.6	1.1
IV	.0	1.6	-.3	-.8	-.1	.8	1.6
1982 I	-2.0	-.9	-2.8	-4.4	-2.0	.6	-2.2
II	-10.4	-1.7	-1.7	-3.1	-1.1	-.5	-1.3
III	-6.1	-1.4	-2.2	-3.5	-.9	-1.4	-1.2
1981 OCT	-.3	.4	.0	.2	-.1	.2	.5
NOV	1.3	-.1	-.1	-.4	-.1	.2	.3
DEC	-1.7	.1	.1	-.2	.3	.2	.4
1982 JAN	.1	-.4	-2.4	-3.5	-2.0	.3	-2.5
FEV	-1.3	-.3	-.3	-.3	-.3	.3	.2
MARS	-1.5	-1.2	-.5	-1.3	-.1	-.4	-.6
AVR	-2.6	.1	-.7	-1.0	-.5	.0	-.5
MAI	-10.5	-1.0	-.7	-1.4	-.5	-.5	-.9
JUIN	1.4	-.7	-.5	-.7	-.3	-.5	.2
JUIL	-1.4	-.1	-.9	-1.5	2.1	-.5	-.7
AOUT	-4.1	-.4	-.7	-.8	-3.2	-.2	-.3
SEP	2.3	-.8	-1.0	-1.4	-1.5	-1.1	-.5
OCT	.1	-.5	-1.6			.0	-.8

SOURCE: EMPLOI, GAINS ET DUREE DU TRAVAIL (NO 72-002 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.
(1) VOIR LE GLOSSAIRE.

SALAIRES ET TRAITEMENTS PAR BRANCHE D'ACTIVITE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	TOTAL	INDUSTRIES DE BIENS				
		AGRICULTURE	FORETS	MINES	INDUSTRIES MANUFACTURIERES	CONSTRUCTION
1977	9.1	17.7	10.2	13.8	8.4	8.6
1978	6.6	14.8	10.8	5.2	9.9	-3.3
1979	12.6	12.7	13.2	20.5	13.5	7.0
1980	10.6	7.5	9.2	25.8	9.9	7.6
1981	13.3	7.9	2.4	17.6	12.3	17.2
1980 IV	4.9	7.3	5.1	5.2	4.3	6.6
1981 I	3.5	-3.4	3.9	4.2	3.5	4.2
II	4.5	2.8	1.5	4.3	5.0	3.5
III	.4	3.2	-12.9	1.8	-.4	4.1
IV	2.1	3.1	13.9	3.4	1.3	2.6
1982 I	-.4	-5.7	-7.6	4.9	-.4	-.9
II	-2.7	7.7	-2.1	-3.6	-.1	-12.0
III	-2.9	2.3	-2.8	-7.3	-1.3	-7.0
1981 OCT	.7	-1.0	12.9	1.2	.5	-.3
NOV	.9	2.8	-6.1	1.1	.2	3.9
DEC	.2	1.6	-8.1	1.9	.8	-1.5
1982 JAN	-1.1	-10.4	-3.8	1.6	-1.3	-.2
FEV	.7	4.2	4.2	1.6	.9	-1.1
MARS	-.3	1.3	3.3	1.3	-.6	-.8
AVR	-.6	4.6	-2.1	-3.3	-.1	-1.6
MAI	-3.6	-.9	.0	-.5	-.5	-15.7
JUIN	.8	4.1	-10.3	-4.2	1.4	2.6
JUIL	1.1	-.6	4.4	.5	1.6	-.5
AOUT	-6.2	-1.3	-1.8	-8.2	-5.5	-9.0
SEP	2.6	4.1	4.3	1.6	.3	11.7
OCT	.6	-.1	3.0	1.8	-1.4	6.6

SOURCE: ESTIMATIONS DU REVENU DU TRAVAIL (NO. 72-005 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.

SALAIRES ET TRAITEMENTS PAR BRANCHE D'ACTIVITE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES
SUITE

		INDUSTRIES DE SERVICES								
	TOTAL	TRANSPORTS, ENTREPOSAGE ET COMMUNICATIONS	COMMERCE	FINANCES, ASSURANCES ET AFFAIRES IMMOBILIERES	SERVICES SOCIO-CULTURELS, COMMERCIAUX ET PERSONNELS	ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DEFENSE (1)	TOTAL SALAIRES ET TRAITEMENTS (2)	REVENU SUPPLEMENTAIRE DU TRAVAIL	TOTAL REVENU DU TRAVAIL	PERTE DE TEMPS DUE AUX ARRETS DE TRAVAIL (3)
1977	10.5	10.7	6.0	13.4	11.6	11.8	10.0	13.8	10.3	275.7
1978	9.9	9.7	7.9	12.5	10.4	9.8	8.7	13.9	9.1	616.1
1979	11.7	12.6	12.4	15.9	11.2	8.1	12.0	9.8	11.8	648.8
1980	14.5	16.3	12.8	15.1	14.6	13.8	13.1	8.9	12.8	748.0
1981	14.0	12.0	11.5	14.0	15.5	15.3	13.7	16.8	13.9	739.4
1980 IV	3.6	2.3	3.5	4.6	3.7	4.5	4.1	4.2	4.1	526.2
1981 I	2.5	2.3	2.9	3.4	2.4	1.8	2.8	5.7	3.0	607.7
II	3.8	3.9	2.6	2.8	4.4	4.2	4.0	4.0	4.0	504.4
III	3.7	1.0	2.3	3.5	4.9	5.8	2.6	2.4	2.6	1380.0
IV	3.0	6.9	1.7	1.7	2.7	2.0	2.7	2.8	2.7	465.3
1982 I	2.3	1.2	-.6	4.6	3.0	4.1	1.4	1.4	1.4	219.3
II	1.9	3.4	-.2	.9	1.7	3.7	.3	.3	.3	524.7
III	.8	-.9	-1.5	.3	1.8	3.5	-.4	-.4	-.4	782.5
1981 OCT	-.5	2.0	.7	-.3	-2.2	-.2	-.1	-.2	-.1	654.8
NOV	.9	1.2	.7	1.1	.9	.8	.9	.9	.9	545.9
DEC	1.0	-.3	1.1	1.1	1.5	.6	.7	.8	.7	195.3
1982 JAN	.7	-.5	-1.8	2.9	2.1	-.1	.1	-.1	.1	152.1
FEV	.4	1.5	.6	1.0	-1.1	2.5	.5	.5	.5	205.7
MARS	1.3	1.4	-.6	-.3	1.0	5.5	.7	.7	.7	300.1
AVR	1.0	2.5	.0	.6	1.0	.7	.4	.4	.4	153.3
MAI	-.5	-.6	.0	.1	.0	-2.5	-1.5	-1.5	-1.5	610.2
JUIN	.7	-.4	.2	.4	1.4	1.0	.8	.8	.8	810.6
JUIL	-.1	-1.1	-1.0	-.7	.2	1.5	.3	.3	.3	576.2
AOUT	.5	.1	-.7	.8	.2	3.1	-1.6	-1.7	-1.6	1290.5
SEP	.9	1.8	-.3	.4	1.4	.3	1.4	1.5	1.4	480.8
OCT	.7	-.5	-.8	1.1	1.7	1.0	.7	.7	.7	330.8

SOURCE: ESTIMATIONS DU REVENU DU TRAVAIL (NO. 72-005 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.
(1) SANS LES SOLDES DU INDEMNITES MILITAIRES.
(2) Y COMPRIS LA PECHE ET LE PIEGEAGE.
(3) EN MILLIERS DE JOURS-PERSONNES CHIFFRES NON DESAISONNALISES.

HEURES HEBDOMADAIRES MOYENNES PAR BRANCHE D'ACTIVITE
DONNEES DESAISONNALISEES

		INDUSTRIES MANUFACTURIERES			CONSTRUCTION		
	MINES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BATIMENT	GENIE CIVIL
1977	40.6	38.6	39.5	37.8	38.7	37.1	41.6
1978	40.5	38.8	39.6	37.9	39.0	37.3	42.1
1979	41.1	38.8	39.5	38.1	39.4	37.8	42.6
1980	40.8	38.5	39.2	37.8	39.1	37.6	41.9
1981	40.4	38.5	39.3	37.7	38.9	37.6	41.9
1980 IV	40.5	38.7	39.6	37.9	39.1	37.8	42.0
1981 I	40.6	38.7	39.4	37.9	39.3	37.9	42.2
II	40.5	38.8	39.6	38.0	38.6	37.4	41.6
III	40.4	38.5	39.3	37.6	38.9	37.6	42.1
IV	40.1	38.1	38.8	37.5	38.7	37.4	41.7
1982 I	40.3	38.1	38.7	37.4	38.4	37.0	41.4
II	39.9	37.7	38.5	37.0	37.5	35.9	40.8
III	39.3	37.5	38.2	36.9	37.9	36.4	40.9
1981 OCT	40.5	38.5	39.2	37.7	37.9	37.3	39.9
NOV	40.3	38.1	38.7	37.6	39.0	37.6	41.9
DEC	39.4	37.8	38.6	37.3	39.2	37.3	43.5
1982 JAN	40.1	38.1	38.8	37.3	38.5	37.1	41.3
FEV	40.2	38.2	38.9	37.5	38.4	37.1	41.3
MARS	40.8	37.9	38.4	37.3	38.3	36.9	41.5
AVR	40.3	37.9	38.7	37.2	38.2	36.8	41.5
MAI	39.6	37.6	38.3	36.7	36.8	35.1	40.6
JUIN	39.8	37.7	38.5	37.0	37.5	35.9	40.4
JUIL	39.6	37.6	38.6	37.0	37.8	36.4	40.6
AOUT	39.1	37.6	38.3	36.9	38.0	36.5	41.1
SEP	39.2	37.2	37.7	36.8	38.0	36.4	41.0
OCT	38.8	37.4	38.0	37.1	38.7	37.9	40.9

SOURCE: EMPLOI, GAINS ET DUREE DU TRAVAIL (NO.72-002 AU CATALOGUE).STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.

SALAIRES ET TRAITEMENTS HEBDOMADAIRES MOYENS PAR BRANCHE D'ACTIVITE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	INDICE COMPOSITE SECTORIEL	FORETS	MINES	INDUSTRIES MANUFACTURIERES	CONSTRUCTION	TRANSPORTS	COMMERCE DE GROS	COMMERCE DE DETAIL	FINANCES	SERVICES SOCIO-CULTURELS, COMMERCIAUX ET PERSONNELS
1977	9.6	9.0	9.8	10.6	11.8	11.4	9.5	7.6	7.8	7.0
1978	6.1	4.4	8.1	7.4	5.4	7.6	6.6	5.3	8.2	5.1
1979	8.7	10.5	11.5	9.0	8.5	9.0	9.4	7.8	9.6	7.4
1980	10.1	12.0	11.7	9.6	8.8	11.3	10.7	7.6	11.5	8.9
1981	11.9	12.0	14.0	12.5	13.3	12.4	10.9	9.7	16.5	11.5
1980 IV	3.3	3.6	2.9	3.5	4.0	2.9	3.2	2.4	4.3	2.5
1981 I	3.0	3.6	4.1	3.0	3.0	3.4	2.4	3.0	7.2	2.8
II	3.1	1.7	3.3	3.1	2.9	2.8	2.4	1.7	2.3	2.7
III	2.4	1.4	3.7	2.4	3.6	2.8	2.7	2.0	2.2	3.0
IV	2.8	5.0	3.3	2.9	2.3	4.1	2.9	1.6	1.2	2.5
1982 I	2.8	-.3	4.5	3.4	.9	3.2	3.4	1.7	3.6	4.1
II	1.9	-.2	2.7	1.8	-.7	3.1	1.4	1.5	1.7	1.8
III	1.4	3.0	2.9	1.8	2.0	1.6	1.2	1.2	2.4	1.1
1981 OCT	.9	2.9	.7	1.1	-1.0	1.1	1.1	1.0	.4	.5
NOV	.8	-2.4	1.1	.8	3.2	.7	.7	.6	.5	1.5
DEC	.7	2.4	-.2	.8	.7	1.0	.9	-.2	.7	.1
1982 JAN	1.2	-1.1	2.8	1.6	-.5	.8	2.1	.6	1.9	2.6
FEV	.9	.3	1.2	1.8	-.1	1.9	.6	2.0	2.2	.9
MARS	.7	-.6	1.6	-.5	.0	.7	.1	-1.0	-1.1	1.0
AVR	1.0	1.2	.5	.8	2.4	1.2	.7	.6	.7	.5
MAI	.0	.5	.4	.5	-6.0	.9	.6	1.4	1.4	.4
JUIN	.4	-4.4	1.8	1.0	3.2	.2	.1	.1	.2	.3
JUIL	.8	4.6	1.5	.8	1.0	.5	.3	-.2	.4	.2
ADUT	.5	2.3	.5	.5	.8	.9	1.3	.8	1.6	.8
SEP	.1	-.7	-.5	-.5	1.5	.2	-.5	1.1	.9	.1
OCT	.7	-.1	-.1	.1	3.6	.9			1.2	1.3

SOURCE: EMPLOI, GAINS ET DUREE DU TRAVAIL (NO.72-002 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

REGLEMENTS SALARIAUX

	AUGMENTATION ANNUELLE MOYENNE PAR RAPPORT AUX TAUX DE BASE POUR LA DUREE DE LA CONVENTION (1)									
	TOUTES LES CONVENTIONS			AVEC UNE CLAUSE D'INDEMNITE DE VIE CHERE			SANS UNE D'INDEMNITE DE VIE CHERE			EMPLOYES COUVERTS PAR LES NOUVELLES CONVENTIONS
	TOUTES LES INDUSTRIES	INDUSTRIES COMMERCIALES	INDUSTRIES NON-COMMERCIALES (2)	TOUTES LES INDUSTRIES	INDUSTRIES COMMERCIALES	INDUSTRIES NON-COMMERCIALES (2)	TOUTES LES INDUSTRIES	INDUSTRIES COMMERCIALES	INDUSTRIES NON-COMMERCIALES (2)	
1977	7.6	7.4	7.6	6.5	6.0	6.7	7.8	7.9	7.7	260603
1978	7.0	7.2	6.7	6.2	5.8	7.2	7.2	7.8	6.7	326761
1979	8.2	8.1	8.3	7.4	7.1	7.3	8.8	9.4	8.3	280741
1980	10.3	9.8	10.6	8.8	8.2	9.6	11.0	11.3	10.8	302953
1981	12.3	11.4	13.3	9.6	9.3	10.2	13.6	13.9	13.5	222715
1980 IV	10.8	10.1	11.4	8.0	7.6	9.1	11.6	11.6	11.7	248040
1981 I	12.3	11.6	13.0	8.7	8.3	11.2	13.7	14.5	13.1	172845
II	12.0	10.8	12.4	9.4	8.8	10.8	12.6	12.7	12.5	310575
III	12.2	11.5	13.9	10.5	10.6	6.7	14.3	14.4	14.3	229900
IV	12.8	11.8	14.0	9.8	9.7	12.1	14.0	13.9	14.1	177540
1982 I	11.6	10.4	12.6	9.4	9.4	8.8	12.8	12.9	12.8	236365
II	11.8	11.1	12.2	10.9	10.8	11.1	12.5	11.8	12.8	291110
III	8.8	8.0	11.4	6.3	5.8	10.0	10.9	10.4	11.8	217505

SOURCE: DONNEES SUR LE TRAVAIL, EVOLUTION DES SALAIRES, TRAVAIL CANADA. SELON LES NOUVELLES CONVENTIONS VISANT TOUS LES GROUPES DE NEGOCIATIONS DE 500 TRAVAILLEURS OU PLUS DANS LES INDUSTRIES AUTRES QUE CELLE DE LA CONSTRUCTION.

(1) TAUX COMPOSES D'AUGMENTATION.

(2) Y COMPRIS L'ENTRETIEN DES ROUTES ET DES PONTS, LES SYSTEMES D'AQUEDUC ET AUTRES SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE, LES HOPITAUX, LES ORGANISATIONS DE CHARITES, LES ORGANISATIONS RELIGIEUSES, LES SERVICES AUX RESIDENCES PRIVEES, L'EDUCATION ET LES SERVICES CONNEXES, L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET LA DEFENSE; LES INDUSTRIES COMMERCIALES ENGLOBENT TOUTES LES INDUSTRIES SAUF LES INDUSTRIES NON-COMMERCIALES.

Prix

48	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	51
49	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de l'ensemble, non désaisonnalisés	51
50	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	52
51	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de l'ensemble, non désaisonnalisés	52
52	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	53
53	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de la dépense nationale brute, désaisonnalisés	53
54	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	54
55	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de la dépense nationale brute, désaisonnalisés	54
56	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	55
57	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice des industries manufacturières, non désaisonnalisés	55
58	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	56
59	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice des industries manufacturières, non désaisonnalisés	56
60	Coût unitaire de main-d'oeuvre par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	57
61	Indices de prix des exportations et importations, variation en pourcentage des indices de prix Paasche, chiffres non désaisonnalisés	57

INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION, 1971 = 100
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	L'ENSEMBLE	ALIMENTS	LOGEMENT	HABILLEMENT	TRANSPORTS	SANTE	LOISIRS ET EDUCATION	TABACS ET ALCOOLS	ENERGIE
1978	9.0	15.5	7.5	3.8	5.8	7.2	3.9	8.1	9.3
1979	9.1	13.2	7.0	9.2	9.7	9.0	6.9	7.2	9.8
1980	10.1	10.7	8.2	11.8	12.8	10.0	9.5	11.2	16.0
1981	12.5	11.4	12.4	7.1	18.4	10.9	10.1	12.9	30.1
1982	10.8	7.2	12.5	5.5	14.1	10.6	8.7	15.5	19.8
1981 I	3.2	3.0	3.1	1.3	5.8	2.7	2.7	1.4	9.6
II	3.1	2.3	3.3	1.8	4.4	3.7	2.2	4.4	6.6
III	3.0	2.5	3.5	1.3	3.5	2.1	2.0	4.4	6.4
IV	2.5	-.6	3.4	2.0	4.1	1.7	2.6	4.9	4.3
1982 I	2.5	1.9	3.0	.4	3.7	2.8	1.2	2.3	5.0
II	3.1	4.1	2.6	2.3	3.3	3.5	2.5	3.1	4.9
III	2.2	1.9	2.3	.8	1.9	2.2	2.6	4.3	2.7
IV	1.6	-1.1	2.8	1.5	1.6	1.6	2.3	4.2	2.4
1981 DEC	.4	-.8	.7	-.4	2.0	.3	.1	.4	2.9
1982 JAN	.7	1.0	1.3	-1.6	.7	.4	-.1	.5	1.0
FEV	1.2	2.0	.9	2.4	.3	1.3	1.3	.9	.3
MARS	1.3	.8	1.6	1.3	1.8	2.3	.4	.1	5.4
AVR	.5	.6	.6	.1	.9	.5	.5	.2	.4
MAI	1.4	2.2	.8	.5	1.4	1.4	1.5	2.7	1.2
JUIN	1.0	2.2	.6	.4	.6	.4	.6	2.1	.1
JUIL	.5	.6	.7	-.7	.3	.5	1.1	.7	.0
AOUT	.5	-.8	.9	1.3	.7	1.3	.7	1.0	1.0
SEP	.5	-.8	1.2	.6	.8	.3	.1	1.6	4.5
OCT	.6	-.3	1.3	.1	-.2	.2	1.8	1.8	-1.3
NOV	.7	.3	.4	.7	1.6	1.0	.4	1.3	.8
DEC	.0	-.4	.4	.0	-.1	.2	-.5	.3	-.2

SOURCE: L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (NO. 62-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION, 1971 = 100
RATIO DE CERTAINES COMPOSANTES A L'INDICE DE L'ENSEMBLE, NON DESAISONNALISES

	ALIMENTS	LOGEMENT	HABILLEMENT	TRANSPORTS	SANTE	LOISIRS ET EDUCATION	TABACS ET ALCOOLS	ENERGIE
1978	118.7	99.4	83.6	92.6	94.9	84.6	88.8	118.4
1979	123.1	97.4	83.6	93.1	94.8	82.9	87.2	119.2
1980	123.7	95.6	84.8	95.3	94.6	82.4	88.0	125.4
1981	122.6	95.5	80.8	100.3	93.3	80.6	88.3	144.9
1982	118.7	97.0	77.0	103.3	93.1	79.1	92.0	156.8
1981 I	124.5	95.0	82.4	98.7	93.5	81.5	86.3	138.4
II	123.6	95.1	81.3	99.9	94.0	80.8	87.4	143.0
III	123.0	95.6	80.0	100.4	93.2	80.1	88.6	147.8
IV	119.4	96.5	79.6	102.0	92.5	80.2	90.7	150.4
1982 I	118.7	97.0	78.0	103.2	92.7	79.1	90.5	154.0
II	119.9	96.6	77.4	103.5	93.2	78.7	90.5	156.8
III	119.6	96.7	76.3	103.3	93.2	79.0	92.4	157.6
IV	116.5	97.8	76.2	103.2	93.2	79.5	94.7	158.8
1981 DEC	118.0	96.5	79.2	103.8	92.6	79.9	91.2	152.4
1982 JAN	118.3	97.1	77.4	103.6	92.4	79.3	91.1	152.9
FEV	119.2	96.8	78.3	102.7	92.5	79.4	90.8	151.5
MARS	118.7	97.1	78.3	103.3	93.4	78.7	89.7	157.6
AVR	118.8	97.1	78.0	103.7	93.4	78.7	89.4	157.5
MAI	119.7	96.5	77.3	103.7	93.4	78.8	90.6	157.2
JUIN	121.1	96.1	76.9	103.2	92.8	78.5	91.5	155.8
JUIL	121.2	96.3	75.9	103.0	92.8	79.0	91.7	155.1
AOUT	119.6	96.7	76.5	103.2	93.5	79.1	92.2	155.8
SEP	118.0	97.3	76.6	103.6	93.3	78.8	93.2	162.0
OCT	116.9	97.9	76.2	102.7	92.9	79.8	94.2	158.8
NOV	116.5	97.6	76.2	103.6	93.3	79.6	94.8	159.0
DEC	116.0	98.0	76.2	103.4	93.4	79.1	95.1	158.6

SOURCE: L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (NO. 62-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION, 1971 = 100
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	L'ENSEMBLE	BIENS				SERVICES	TOTAL SANS ALIMENTS	TOTAL SANS ENERGIE
		TOTAL	DURABLES	SEMI-DURABLES	NON DURABLES			
1978	9.0	10.1	5.8	3.9	12.4	6.8	6.4	8.9
1979	9.1	10.6	9.6	8.7	11.2	7.0	7.9	9.1
1980	10.1	11.4	10.9	9.7	12.2	8.2	10.0	9.8
1981	12.5	13.1	9.4	8.1	15.9	11.5	12.8	11.0
1982	10.8	9.4	5.6	6.6	11.7	12.9	11.8	9.8
1981 I	3.2	3.4	2.1	1.5	4.4	3.0	3.3	2.7
II	3.1	3.1	2.4	2.5	3.6	3.0	3.4	2.8
III	3.0	3.0	2.0	1.4	3.7	3.0	3.1	2.6
IV	2.5	1.7	2.6	2.2	1.3	3.6	3.4	2.3
1982 I	2.5	1.9	.4	.6	2.8	3.4	2.7	2.2
II	3.1	3.3	.9	2.8	4.3	2.7	2.8	2.8
III	2.2	1.8	1.0	.8	2.5	2.6	2.2	2.1
IV	1.6	1.1	1.4	1.9	.7	2.4	2.3	1.5
1981 DEC	.4	.2	.4	-.3	.2	.9	.8	.2
1982 JAN	.7	.2	-.7	-1.5	1.0	1.4	.6	.6
FEV	1.2	1.3	-.1	2.3	1.5	1.1	.9	1.3
MARS	1.3	1.5	.1	1.4	2.0	.9	1.4	.8
AVR	.5	.4	-.1	.6	.5	.8	.5	.6
MAI	1.4	1.7	1.3	.4	2.3	.8	1.1	1.4
JUIN	1.0	1.0	.2	.6	1.4	1.0	.7	1.1
JUIL	.5	.2	.1	-.7	.5	1.0	.5	.6
AOUT	.5	.3	.7	1.0	-.1	.8	.9	.5
SEP	.5	.7	-.2	.7	1.0	.4	.9	.2
OCT	.6	.0	.3	.7	-.3	1.5	.8	.8
NOV	.7	.8	1.6	.6	.6	.5	.8	.7
DEC	.0	-.1	.0	.1	-.2	.2	.2	.0

SOURCE: L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (NO. 62-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION, 1971 = 100
RATIO DE CERTAINES COMPOSANTES A L'INDICE DE L'ENSEMBLE, NON DESAISONNALISES

	BIENS TOTAUX	BIENS			SERVICES	TOTAL SANS ALIMENTS	TOTAL SANS ENERGIE
		DURABLES	SEMI-DURABLES	NON DURABLES			
1978	100.6	79.6	82.1	111.0	99.5	93.6	98.7
1979	101.9	79.9	81.7	113.1	97.6	92.5	98.6
1980	103.1	80.4	81.3	115.1	95.9	92.4	98.2
1981	103.7	78.3	78.2	118.7	95.0	92.6	97.0
1982	102.4	74.6	75.2	119.6	96.8	93.5	96.1
1981 I	103.9	79.0	79.2	118.2	94.8	92.2	97.4
II	103.9	78.5	78.7	118.8	94.7	92.4	97.1
III	103.9	77.8	77.5	119.6	94.7	92.6	96.8
IV	103.2	77.9	77.3	118.3	95.8	93.4	96.6
1982 I	102.5	76.2	75.8	118.6	96.6	93.5	96.3
II	102.8	74.7	75.6	120.1	96.3	93.3	96.1
III	102.4	73.8	74.5	120.5	96.7	93.3	96.1
IV	101.9	73.7	74.8	119.3	97.5	94.0	96.0
1981 DEC	102.9	78.2	76.9	117.8	96.1	93.7	96.5
1982 JAN	102.4	77.2	75.2	118.1	96.8	93.6	96.4
FEV	102.5	76.2	76.0	118.4	96.7	93.4	96.5
MARS	102.7	75.3	76.1	119.3	96.4	93.5	96.1
AVR	102.5	74.9	76.2	119.2	96.7	93.5	96.1
MAI	102.9	74.8	75.4	120.3	96.2	93.3	96.1
JUIN	102.9	74.3	75.1	120.8	96.1	93.0	96.2
JUIL	102.5	73.9	74.2	120.7	96.6	92.9	96.2
AOUT	102.3	74.0	74.6	120.0	96.9	93.3	96.2
SEP	102.5	73.5	74.7	120.6	96.7	93.7	95.8
OCT	101.8	73.3	74.8	119.5	97.5	93.9	96.0
NOV	102.0	73.9	74.8	119.4	97.4	94.0	96.0
DEC	101.8	73.9	74.8	119.1	97.5	94.1	96.0

SOURCE: L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (NO. 62-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES IMPLICITES DE PRIX DES COMPTES NATIONAUX, 1971 = 100
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	DEPENSE NATIONALE BRUTE	DEPENSES PERSONNELLES					DEPENSES PUBLIQUES COURANTES
		TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS SEMI-DURABLES	BIENS NON DURABLES	SERVICES	
1977	7.1	7.5	4.9	6.1	8.9	7.7	9.6
1978	6.5	7.3	5.1	4.5	10.4	7.1	8.3
1979	10.3	9.2	8.2	10.9	10.2	8.5	8.4
1980	11.0	10.7	8.6	11.2	12.2	9.7	13.1
1981	10.1	11.4	8.9	7.5	14.7	10.9	13.0
1980 IV	2.0	2.6	1.2	1.7	4.6	2.2	3.3
1981 I	2.9	2.9	2.1	1.6	3.2	3.6	2.6
II	1.5	2.5	2.1	2.3	3.2	2.3	3.7
III	3.1	2.9	2.7	1.5	3.8	1.9	3.9
IV	3.1	2.1	2.1	1.5	1.6	2.6	1.5
1982 I	3.0	2.8	.8	1.1	3.2	2.9	3.8
II	1.5	2.8	1.0	1.8	3.3	3.3	2.8
III	2.9	2.6	1.8	.9	2.7	2.9	2.5

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (NO. 13-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES IMPLICITES DE PRIX DES COMPTES NATIONAUX, 1971 = 100
RATIO DE CERTAINES COMPOSANTES A L'INDICE DE LA DEPENSE NATIONALE BRUTE, DESAISONNALISES

	DEPENSES PERSONNELLES					DEPENSES PUBLIQUES COURANTES
	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS SEMI-DURABLES	BIENS NON DURABLES	SERVICES	
1977	92.3	79.9	83.2	98.2	96.5	112.9
1978	93.0	78.8	81.6	101.9	97.0	114.8
1979	92.1	77.4	82.1	101.9	95.5	112.9
1980	91.8	75.7	82.2	102.9	94.3	114.9
1981	92.8	74.9	80.3	107.2	95.0	117.8
1980 IV	92.5	75.5	81.9	105.8	94.5	116.4
1981 I	92.5	74.9	80.8	106.0	95.1	115.9
II	93.4	75.3	81.4	107.7	95.9	118.5
III	93.2	75.0	80.1	108.4	94.7	119.4
IV	92.3	74.3	78.9	106.8	94.3	117.5
1982 I	92.1	72.7	77.4	107.0	94.2	118.5
II	93.3	72.3	77.6	108.9	95.8	120.1
III	93.0	71.5	76.1	108.7	95.8	119.6

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (NO. 13-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES IMPLICITES DE PRIX DES COMPTES NATIONAUX, 1971 = 100
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS				EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	TOTAL	CONSTRUCTION RESIDENTIELLE	CONSTRUCTION NON-RESIDENTIELLE	MACHINES ET MATERIEL	TOTAL	MARCHANDISES	TOTAL	MARCHANDISES
1977	8.4	10.9	7.9	7.4	7.8	7.1	12.3	12.2
1978	8.5	7.5	7.0	11.1	8.5	8.8	13.1	13.4
1979	8.8	7.6	9.8	10.3	19.1	21.2	13.8	14.3
1980	9.2	5.4	11.9	10.2	15.7	16.7	15.0	16.7
1981	10.7	9.4	11.1	11.0	7.7	6.5	11.1	10.8
1980 IV	3.3	3.6	2.7	3.4	2.0	1.7	1.9	1.2
1981 I	2.4	2.2	2.2	2.5	4.8	5.1	4.9	5.3
II	2.9	3.3	2.8	2.7	-2.3	-3.5	2.0	2.1
III	2.1	.3	3.0	2.6	2.7	2.8	2.6	2.4
IV	2.4	1.2	3.3	2.6	1.5	1.4	-1.3	-2.3
1982 I	1.8	1.3	1.3	2.1	-.1	-.9	.7	.2
II	1.5	1.2	1.6	2.0	-1.3	-2.1	.7	-.3
III	1.5	-.1	2.2	1.4	1.5	1.2	2.7	2.7

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (NO. 13-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES IMPLICITES DE PRIX DES COMPTES NATIONAUX, 1971 = 100
RATIO DE CERTAINES COMPOSANTES A L'INDICE DE LA DEPENSE NATIONALE BRUTE, DESAISONNALISES

	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS				EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	TOTAL	CONSTRUCTION RESIDENTIELLE	CONSTRUCTION NON-RESIDENTIELLE	MACHINES ET MATERIEL	TOTAL	MARCHANDISES	TOTAL	MARCHANDISES
1977	110.9	117.2	101.9	92.5	108.6	110.3	97.0	98.6
1978	112.4	121.4	102.7	92.7	109.2	110.3	101.7	103.2
1979	114.8	122.6	103.2	96.8	111.3	112.7	108.0	109.9
1980	113.7	119.6	102.7	96.8	120.1	123.7	111.5	113.9
1981	113.4	113.5	103.5	96.0	125.3	130.1	115.5	119.8
1980 IV	113.8	116.6	103.2	96.5	123.8	128.1	113.8	117.1
1981 I	113.3	115.5	103.1	96.0	127.8	133.4	116.1	120.7
II	113.5	111.6	103.3	95.8	124.1	129.1	115.0	118.8
III	113.2	112.4	103.4	95.5	124.6	129.1	115.5	120.2
IV	113.7	114.3	104.2	96.8	124.6	128.7	115.4	119.3
1982 I	112.4	113.4	103.4	96.4	126.8	131.4	117.7	122.1
II	112.4	115.4	104.7	97.5	122.1	125.0	118.3	122.8
III	110.7	112.1	104.6	97.0	121.6	124.6	117.7	121.9

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (NO. 13-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE, 1971 = 100
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	INDUSTRIES MANUFACTURIERES, TOTAL	ALIMENTS ET BOISSONS	PRODUITS DU TABAC	CAOUTCHOUC ET PRODUITS EN MATIERE PLASTIQUE	PRODUITS DU CUIR	TEXTILE	BONNETERIE	BOIS	MEUBLE ET ARTICLES D' AMEUBLEMENT	PAPIER ET ACTIVITES CONNEXES
1978	9.2	10.6	5.1	5.6	10.5	6.2	5.7	19.4	6.2	5.5
1979	14.5	12.7	7.4	11.5	25.0	13.2	10.0	15.8	13.8	17.3
1980	13.5	10.7	12.0	16.3	2.5	12.8	8.8	-6.2	12.0	15.7
1981	10.2	8.9	11.8	10.6	6.8	11.9	8.4	.3	10.5	10.4
1982	6.0	5.4	12.2	7.9	3.7	3.6	5.8	-2.7	9.2	3.6
1981 I	2.6	.6	2.6	3.2	3.6	4.4	3.0	-.3	3.4	3.4
II	2.2	.7	1.7	2.1	1.4	2.8	2.3	2.5	2.2	1.3
III	2.1	1.7	.9	2.8	.2	2.7	2.3	-.1	3.1	3.2
IV	1.3	.1	9.3	3.0	1.1	.8	.7	-6.6	2.0	1.7
1982 I	1.4	1.3	.8	2.3	2.1	.2	2.0	.3	3.8	1.2
II	1.9	3.6	1.2	1.2	.2	.4	1.0	1.8	.8	.8
III	.8	.8	4.2	.7	.5	.7	1.3	.5	1.5	-1.0
IV	.3	-.7	1.1	-.1	.0	.0	.2	-.1	.6	-3.6
1981 DEC	.4	.0	.0	.1	.2	-.2	-.1	1.9	.7	.4
1982 JAN	.7	.5	.2	1.2	1.7	.1	1.7	-.6	2.7	.3
FEV	.6	1.1	.0	.8	-.1	.3	.1	-.4	.6	.9
MARS	.5	.3	.1	.7	.0	.0	.6	.7	.1	.4
AVR	1.0	2.0	-.1	.1	.1	.1	.3	1.1	.4	-.6
MAI	.4	1.2	.0	.1	.0	.2	.2	-.1	.0	.6
JUIN	.3	.5	3.7	.7	.4	.0	.4	1.3	.6	1.3
JUIL	.2	.2	1.3	.2	.1	.5	.9	1.1	.8	-1.6
AOUT	.0	-.1	.0	.1	.1	.0	.0	-1.7	.2	-.5
SEP	.8	-.2	1.3	-.2	.2	.3	.2	-.6	.2	-.4
OCT	-.1	-.4	.0	.0	.4	-.1	.0	-.5	.3	-1.4
NOV	-.3	-.4	.2	.0	-.9	-.1	.1	.5	.0	-2.7
DEC	.4	.4	.3	.0	.3	.0	.1	2.9	.1	.2

SOURCE: INDICES DES PRIX DE L'INDUSTRIE (NO. 62-011 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE, 1971 = 100
RATIO DE CERTAINES COMPOSANTES A L'INDICE DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES, NON DESAISONNALISES

	ALIMENTS ET BOISSONS	PRODUITS DU TABAC	CAOUTCHOUC ET PRODUITS EN MATIERE PLASTIQUE	PRODUITS DU CUIR	TEXTILE	BONNETERIE	BOIS	MEUBLE ET ARTICLES D' AMEUBLEMENT	PAPIER ET ACTIVITES CONNEXES
1978	108.0	80.7	82.2	100.5	83.9	73.4	118.3	96.5	107.3
1979	106.4	75.7	79.9	109.9	82.9	70.6	119.8	95.9	110.0
1980	103.7	74.7	82.0	99.3	82.5	67.7	99.0	94.6	112.1
1981	102.6	75.8	82.2	96.3	83.8	66.6	90.2	94.9	112.4
1982	102.0	80.2	83.7	94.2	81.8	66.4	82.7	97.7	109.9
1981 I	104.3	75.1	81.7	97.9	83.3	66.6	92.7	94.3	112.4
II	102.7	74.7	81.6	97.1	83.8	66.6	93.0	94.3	111.5
III	102.3	73.8	82.1	95.2	84.2	66.7	91.0	95.2	112.6
IV	101.1	79.6	83.5	95.0	83.8	66.3	83.9	95.9	113.1
1982 I	100.9	79.1	84.2	95.6	82.8	66.7	82.9	98.1	112.8
II	102.6	78.5	83.7	94.0	81.6	66.1	82.9	97.1	111.6
III	102.7	81.3	83.6	93.7	81.6	66.4	82.7	97.7	109.7
IV	101.6	81.9	83.3	93.5	81.3	66.4	82.3	98.0	105.5
1981 DEC	100.8	79.9	83.6	95.2	83.5	66.2	84.5	96.3	113.0
1982 JAN	100.6	79.5	84.0	96.1	83.1	66.9	83.4	98.2	112.6
FEV	101.2	79.0	84.2	95.5	82.9	66.6	82.6	98.2	113.0
MARS	101.0	78.8	84.4	95.1	82.5	66.6	82.8	97.9	112.9
AVR	102.0	77.9	83.7	94.2	81.8	66.2	82.9	97.3	111.1
MAI	102.8	77.6	83.5	93.8	81.6	66.0	82.5	96.8	111.4
JUIN	103.1	80.2	83.8	93.9	81.4	66.1	83.3	97.2	112.5
JUIL	103.0	81.1	83.8	93.8	81.7	66.6	84.0	97.7	110.5
AOUT	103.0	81.1	83.9	93.9	81.7	66.6	82.6	98.0	110.0
SEP	102.0	81.6	83.1	93.4	81.4	66.2	81.5	97.5	108.7
OCT	101.7	81.7	83.2	93.9	81.3	66.2	81.2	97.9	107.2
NOV	101.6	82.0	83.4	93.3	81.5	66.5	81.9	98.2	104.7
DEC	101.6	81.9	83.2	93.2	81.2	66.3	83.9	98.0	104.5

SOURCE: INDICES DES PRIX DE L'INDUSTRIE (NO. 62-011 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE, 1971 = 100
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	PREMIERE TRANSFORM-ATION DES METAUX	FABRICATION DE PRODUITS EN METAL	VEHICULES AUTOMOBILES	PIECES DE VEHICULES AUTOMOBILES	PRODUITS ELECTRIQUES	MINERAUX NON METALLIQUES	CHIMIE	INDUSTRIES MANUFAC-TURIERES, BIENS NON DURABLES	INDUSTRIES MANUFAC-TURIERES, BIENS DURABLES
1978	9.0	9.3	8.8	11.0	6.6	8.3	7.7	8.9	9.5
1979	24.6	12.4	12.2	8.0	9.8	9.2	13.5	14.5	14.4
1980	19.1	10.0	11.9	10.5	9.9	11.9	17.1	15.8	10.5
1981	1.4	10.0	12.2	9.7	7.5	15.2	13.8	12.3	7.4
1982	-.8	8.6	4.3	10.2	6.6	12.8	7.1	6.7	5.1
1981 I	-1.6	3.3	1.7	1.6	1.7	8.3	6.0	3.4	1.6
II	1.6	2.7	2.6	2.8	2.3	2.9	3.3	2.1	2.4
III	.4	1.2	.6	2.6	1.9	1.8	2.7	2.7	1.3
IV	.1	3.4	5.1	1.5	1.7	1.4	2.2	1.3	1.3
1982 I	-.4	2.6	-1.7	4.4	1.5	7.1	1.8	1.4	1.6
II	-.8	2.0	.3	2.3	1.9	2.2	1.3	2.4	1.1
III	-.8	.6	.6	1.1	1.1	1.6	.9	.9	.6
IV	.0	.5	2.9	.2	.4	.5	-.2	.1	.6
1981 DEC	.7	.5	.0	.4	.6	.3	.2	.3	.6
1982 JAN	-.3	1.7	-1.1	2.6	.7	6.1	1.7	.5	.9
FEV	.8	.6	-.6	2.0	.4	.7	.1	.6	.5
MARS	-1.6	.1	.0	.0	.0	.9	-.2	.8	-.1
AVR	1.1	1.4	-.5	.7	1.5	.3	1.1	1.1	.8
MAI	-1.3	.3	1.5	.8	.3	1.2	.4	.6	.1
JUIN	-.7	.4	-.1	1.0	.3	.6	.3	.3	.4
JUIL	.0	.1	.3	-.1	.6	.7	.5	.1	.4
AOUT	-.8	.1	.3	.4	.0	.2	.1	.1	-.2
SEP	2.0	.2	-1.0	-.2	.2	-.1	.0	1.0	.4
OCT	-.8	.4	3.5	.1	.1	.2	-.2	-.4	.3
NOV	-.8	.1	.0	-.2	.0	.4	.0	-.5	.0
DEC	.9	-.3	.0	.5	.1	.2	-.2	.3	.5

SOURCE: INDICES DES PRIX DE L'INDUSTRIE (NO. 62-011 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE, 1971 = 100
RATIO DE CERTAINES COMPOSANTES A L'INDICE DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES, NON DESAISONNALISES

	PREMIERE TRANSFORM-ATION DES METAUX	FABRICATION DE PRODUITS EN METAL	VEHICULES AUTOMOBILES	PIECES DE VEHICULES AUTOMOBILES	PRODUITS ELECTRIQUES	MINERAUX NON METALLIQUES	CHIMIE	INDUSTRIES MANUFAC-TURIERES, BIENS NON DURABLES	INDUSTRIES MANUFAC-TURIERES, BIENS DURABLES
1978	109.1	98.9	75.5	91.9	82.5	101.1	99.5	104.1	95.3
1979	118.6	97.1	74.1	86.7	79.2	96.5	98.6	104.2	95.3
1980	124.8	94.1	73.0	84.4	76.7	95.1	101.8	106.3	92.8
1981	114.8	94.0	74.4	84.0	74.8	99.4	105.2	108.4	90.4
1982	107.4	96.3	73.2	87.3	75.2	105.7	106.2	109.0	89.6
1981 I	116.6	93.6	74.0	83.5	74.7	99.1	103.8	108.1	90.6
II	116.0	94.0	74.3	83.9	74.8	99.7	104.9	108.0	90.8
III	114.0	93.2	73.2	84.3	74.7	99.3	105.5	108.6	90.1
IV	112.6	95.1	76.0	84.5	75.0	99.5	106.4	108.7	90.0
1982 I	110.6	96.3	73.6	86.9	75.0	105.0	106.8	108.6	90.1
II	107.6	96.4	72.5	87.3	75.1	105.3	106.2	109.2	89.5
III	105.9	96.2	72.4	87.6	75.3	106.2	106.3	109.3	89.3
IV	105.6	96.5	74.3	87.5	75.3	106.4	105.7	109.1	89.6
1981 DEC	112.3	95.4	75.6	84.6	75.2	99.5	106.4	108.6	90.2
1982 JAN	111.2	96.4	74.3	86.2	75.2	104.8	107.4	108.4	90.4
FEV	111.4	96.4	73.5	87.4	75.1	104.9	106.9	108.5	90.3
MARS	109.1	96.0	73.1	87.1	74.8	105.4	106.1	108.9	89.8
AVR	109.2	96.4	72.0	86.8	75.1	104.7	106.2	109.0	89.6
MAI	107.4	96.3	72.9	87.2	75.0	105.5	106.2	109.2	89.4
JUIN	106.3	96.4	72.6	87.8	75.0	105.8	106.1	109.3	89.4
JUIL	106.1	96.3	72.6	87.6	75.4	106.3	106.4	109.1	89.6
AOUT	105.2	96.5	72.9	88.0	75.4	106.5	106.6	109.2	89.4
SEP	106.5	95.9	71.6	87.2	75.0	105.7	105.8	109.5	89.0
OCT	105.8	96.4	74.2	87.4	75.2	106.0	105.7	109.3	89.4
NOV	105.2	96.8	74.5	87.5	75.5	106.7	106.0	109.0	89.6
DEC	105.7	96.2	74.2	87.7	75.3	106.5	105.5	108.9	89.7

SOURCE: INDICES DES PRIX DE L'INDUSTRIE (NO. 62-011 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COUT UNITAIRE DE MAIN-D'OEUVRE PAR INDUSTRIE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	AGRICULTURE	EXPLOITATIONS FORESTIERES	MINES	INDUSTRIES MANUFACTURIERES	CONSTRUCTION	TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE	COMMERCE	FINANCES ASSURANCES IMMOBILIER	SERVICES SOCIO-CULTURELS, COMMERCIAUX ET PERSONNELS	ADMINIS. PUBLIQUE ET DEFENSE
1977	13.8	3.9	10.5	6.3	10.8	5.0	4.5	7.0	8.3	9.4
1978	16.5	3.9	16.7	4.5	-.9	4.7	4.3	7.2	6.4	7.2
1979	25.4	11.6	9.8	7.2	4.0	4.9	8.6	12.4	8.3	8.7
1980	.2	6.8	21.9	13.3	7.4	13.1	12.5	11.4	13.0	12.3
1981	-3.4	6.8	24.4	10.1	10.1	8.1	11.2	9.8	10.9	13.0
1980 IV	8.1	5.1	6.7	1.4	3.3	.7	2.1	3.6	2.5	3.6
1981 I	-15.3	-.3	5.9	2.0	-.5	1.5	2.0	2.0	.8	2.1
II	2.9	11.2	6.3	1.4	1.5	2.2	2.5	1.9	3.4	3.8
III	4.3	1.0	5.6	2.9	4.8	2.3	4.9	2.6	4.2	4.3
IV	5.4	-4.8	1.8	7.4	5.7	5.3	4.2	.9	2.7	1.2
1982 I	-7.0	9.7	5.3	3.7	2.0	2.6	2.5	4.9	3.6	3.3
II	7.7	14.1	6.8	1.6	-6.1	5.5	2.3	1.9	2.0	2.8
III	3.1	3.4	6.4	.5	-1.9	.4	1.4	.4	2.4	3.1
1981 OCT	.8	6.8	3.4	2.2	.0	2.0	2.2	.2	-2.2	-.6
NOV	2.3	-16.1	-.8	2.6	5.1	1.1	.2	.0	.8	.7
DEC	2.6	5.5	.1	2.1	.1	-1.1	2.9	.8	1.4	.5
1982 JAN	-13.5	2.9	2.3	.2	.4	1.1	-.1	3.5	2.8	-.2
FEV	7.0	3.7	2.1	1.4	-.2	1.7	.2	1.3	-1.0	2.3
MARS	.7	19.9	4.9	.7	.1	2.1	1.4	-.1	1.0	4.3
AVR	4.1	2.9	1.3	1.1	-2.6	3.0	1.3	1.2	1.0	.7
MAI	-1.4	-1.8	-.8	-2.1	-6.4	.4	-1.1	.1	.1	-2.7
JUIN	5.1	-3.9	6.1	3.1	2.0	.5	2.1	.7	1.8	1.2
JUIL	-.1	1.4	9.3	4.1	-.7	.3	1.0	-.6	.4	1.0
AOUT	-.8	9.6	-9.3	-9.4	-6.2	-1.3	-.7	.1	.3	3.5
SEP	2.7	-2.7	.1	5.0	12.4	1.7	-.6	1.3	1.9	-.4
OCT	-1.5	-3.9	.0	3.1	5.7	2.4	-1.3	1.3	2.1	1.1

SOURCE: INDICES DU PRODUIT INTERIEUR REEL PAR INDUSTRIE (NO 61-005 AU CATALOGUE). ESTIMATION DU REVENU DU TRAVAIL (NO 72-005 AU CATALOGUE). STATISTIQUE CANADA.

INDICES DE PRIX DES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS
VARIATION EN POURCENTAGE DES INDICES DE PRIX PAASCHE (1)
CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	EXPORTATIONS					IMPORTATIONS				
	TOTAL	ALIMENTS, BOISSONS ET TABACS	MATIERES BRUTES	MATIERES TRAVAILLEES	PRODUITS FINIS	TOTAL	ALIMENTS, BOISSONS ET TABACS	MATIERES BRUTES	PRODUITS SEMI-FINIS	PRODUITS FINIS
1977	6.5	-9.3	11.0	11.3	7.8	12.1	19.3	11.0	13.4	12.3
1978	8.8	10.9	8.7	11.1	9.3	13.4	12.5	7.4	16.1	14.0
1979	20.9	22.1	26.9	23.6	11.5	14.3	12.6	20.2	21.8	10.8
1980	17.2	15.2	34.1	14.7	11.0	16.7	10.5	19.2	20.5	12.0
1981	6.4	8.6	3.6	7.5	9.7	11.1	4.9	19.7	4.0	14.1
1980 IV	1.0	8.9	7.1	7.4	1.6	1.4	6.9	-3.1	2.5	3.8
1981 I	6.4	-3.2	11.9	2.9	2.4	5.6	2.9	14.9	.1	6.7
II	-4.1	7.7	-11.7	-2.0	1.4	1.8	-4.3	5.4	6.5	1.3
III	2.6	-6.4	-1.5	3.0	3.0	2.4	-3.3	9.7	-1.2	1.7
IV	1.0	-.8	3.1	1.4	4.1	-2.3	-6.7	-15.8	-2.1	1.1
1982 I	1.9	-6.0	16.3	-1.4	1.1	2.8	8.6	10.1	3.1	2.9
II	-4.8	6.7	-9.1	-3.2	-.5	-2.2	-.8	-20.7	-1.1	1.7
III	2.4	-2.7	-4.6	2.3	1.3	3.6	-2.7	4.5	4.8	1.6
1981 NOV	2.4	2.3	9.3	2.3	.0	-2.8	-2.0	-13.5	1.8	-.1
DEC	.0	-3.0	-2.3	-1.7	2.0	6.8	1.7	26.1	.6	.7
1982 JAN	5.0	-5.2	20.4	.7	.7	-1.2	8.7	-1.1	1.1	.7
FEV	-4.5	.1	.1	-2.2	-2.2	2.9	.1	7.3	2.0	3.5
MARS	-2.0	.9	-14.2	-.7	1.6	-3.8	-1.7	-12.0	-1.0	-1.6
AVR	-2.0	4.7	2.7	-2.4	-1.6	-2.1	.7	-15.3	1.1	-.6
MAI	-.2	.8	-8.8	-.5	1.6	.2	-2.5	-4.3	-4.8	1.6
JUIN	.6	2.2	13.3	2.3	-.6	4.4	3.8	8.0	3.0	3.2
JUIL	3.3	-1.0	-12.6	.4	3.1	2.8	-.1	13.8	4.7	-.8
AOUT	-.1	-4.6	10.1	-.5	-2.2	-1.9	-4.3	-5.4	-2.6	.1
SEP	-3.4	-.9	-8.4	2.4	-1.0	-2.7	-4.0	-24.8	4.9	-.9
OCT	1.9	-.9	9.5	-3.2	1.7	-3.2	-2.5	-11.5	-4.4	-1.3
NOV	.8	-.9	4.4	-1.6	3.0	1.6	-.6	15.6	2.9	-1.7

SOURCE: SOMMAIRE DU COMMERCE EXTERIEUR (NO. 65-001 AU CATALOGUE). STATISTIQUE CANADA.
(1) VOIR LE GLOSSAIRE.

Commerce extérieur

62 Commerce extérieur, exportations par groupes de marchandises, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées 61

63 Commerce extérieur, exportations par groupes de marchandises, variation en pourcentage d'une année à l'autre 61

64 Commerce extérieur, importations par groupes de marchandises, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées 62

65 Commerce extérieur, importations par groupes de marchandises, variation en pourcentage d'une année à l'autre 62

66 Compte courant de la balance des paiements internationaux, recettes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées 63

67 Compte courant de la balance des paiements internationaux, recettes, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 63

68 Compte courant de la balance des paiements internationaux, paiements, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées 64

69 Compte courant de la balance des paiements internationaux, paiements, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 64

70 Compte courant de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées 65

COMMERCE EXTERIEUR
EXPORTATIONS PAR GROUPES DE MARCHANDISES
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET NON DESAISONNALISEES

	INDICE DE VOLUME PHYSIQUE	TOTAL DES EXPORTAT.	EXPORTATIONS DOMESTIQUES						
			ALIMENTS ET ANIMAUX VIVANTS	MATIERES BRUTES NON COMESTIBLES	PETROLE BRUT ET GAZ NATUREL	PRODUITS SEMI-FINIS NON COMESTIBLES	PRODUITS FINIS NON COMESTIBLES TOTAL	MACHINES ET MATERIEL POUR L'INVEST.	VEHICULES AUTOMOBILES ET PIECES
1978	144.8	53182.7	5301.6	8830.8	3763.1	19155.0	18855.0	2707.1	12540.4
1979	147.5	65641.2	6314.0	12537.8	5293.8	24375.7	20923.8	3572.4	11899.7
1980	145.7	76158.7	8263.3	14759.4	6883.0	29345.0	21850.5	4082.1	10923.9
1981	149.5	83678.1	9441.0	15209.3	6874.9	30530.8	25351.2	4997.0	13084.1
1982		84146.7	10220.0	14760.3	7483.1	27883.1	28336.9	4529.9	16165.5
1981 I	141.3	20081.8	1842.7	3962.4	2046.1	7948.3	5550.9	1133.0	2738.7
II	164.1	22402.6	2505.9	3757.9	1576.2	8321.4	6969.1	1307.6	3695.4
III	139.2	19509.6	2354.5	3587.9	1493.4	6948.0	5851.5	1234.3	2956.7
IV	153.2	21684.1	2737.9	3901.1	1759.2	7313.1	6979.7	1322.1	3693.3
1982 I	141.7	20362.2	1858.5	3947.9	2152.8	7202.7	6686.0	1236.8	3592.8
II	163.5	22502.3	2874.8	3688.2	1685.5	7042.6	8119.4	1199.4	4962.8
III	147.2	20811.8	2757.7	3565.0	1720.8	6881.9	6805.5	1049.4	3949.1
IV		20470.4	2729.0	3559.2	1924.0	6755.9	6726.0	1044.3	3660.8
1981 DEC	143.7	6831.7	799.3	1279.2	605.8	2314.1	2209.5	442.2	1087.9
1982 JAN	120.5	6001.2	537.9	1259.7	721.5	2228.1	1780.4	384.7	833.0
FEV	141.7	6757.5	599.5	1329.7	764.5	2318.6	2284.8	403.2	1288.3
MARS	162.8	7603.5	721.1	1358.5	666.8	2656.0	2620.8	448.9	1471.5
AVR	155.1	7137.6	759.3	1227.8	619.8	2299.6	2569.7	387.0	1533.4
MAI	163.6	7465.5	964.2	1243.4	530.1	2368.1	2649.1	407.5	1586.9
JUIN	171.9	7899.2	1151.3	1217.0	535.6	2374.9	2900.6	404.9	1842.5
JUIL	142.4	6814.7	958.9	1139.4	526.0	2306.9	2128.8	381.2	1124.8
AOUT	135.7	6456.6	833.6	1162.1	617.6	2230.4	2005.1	300.4	1182.7
SEP	163.4	7540.5	965.2	1263.5	577.2	2344.6	2671.6	367.8	1641.6
OCT	142.7	6657.6	912.0	1136.2	579.6	2207.0	2188.2	339.3	1228.5
NOV	147.0	6961.7	1000.9	1123.5	639.5	2320.0	2250.5	356.1	1232.1
DEC		6851.1	816.1	1299.5	704.9	2228.9	2287.3	348.9	1200.2

SOURCE: EXPORTATIONS PAR MARCHANDISES, NO.65-004 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

COMMERCE EXTERIEUR
EXPORTATIONS PAR GROUPES DE MARCHANDISES
VARIATION EN POURCENTAGE D'UNE ANNEE A L'AUTRE

	INDICE DE VOLUME PHYSIQUE	TOTAL DES EXPORTAT.	EXPORTATIONS DOMESTIQUES						
			ALIMENTS ET ANIMAUX VIVANTS	MATIERES BRUTES NON COMESTIBLES	PETROLE BRUT ET GAZ NATUREL	PRODUITS SEMI-FINIS NON COMESTIBLES	PRODUITS FINIS NON COMESTIBLES TOTAL	MACHINES ET MATERIEL POUR L'INVEST.	VEHICULES AUTOMOBILES ET PIECES
1978	9.9	19.4	15.1	-.2	-.4	28.3	23.8	27.2	20.3
1979	1.8	23.4	19.1	42.0	40.7	27.3	11.0	32.0	-5.1
1980	-1.2	16.0	30.9	17.7	30.0	20.4	4.4	14.3	-8.2
1981	2.6	9.9	14.3	3.0	-.1	4.0	16.0	22.4	19.8
1982		.6	8.3	-3.0	8.8	-8.7	11.8	-9.3	23.6
1981 I	-1.9	7.6	21.2	3.8	1.5	5.8	3.3	8.7	3.5
II	11.3	18.1	25.5	-3.1	-10.7	15.5	28.4	15.6	45.9
III	2.7	9.3	1.5	3.3	3.1	-.2	26.5	37.9	37.0
IV	-1.5	4.9	12.9	8.7	6.5	-4.6	8.7	30.5	2.9
1982 I	.2	1.4	.9	-.4	5.2	-9.4	20.4	9.2	31.2
II	-.3	.4	14.7	-1.9	6.9	-15.4	16.5	-8.3	34.3
III	5.7	6.7	17.1	-.6	15.2	-1.0	16.3	-15.0	33.6
IV		-5.6	-.3	-8.8	9.4	-7.6	-3.6	-21.0	-.9
1981 DEC	-.1	4.6	5.7	8.7	-3.6	-2.6	9.0	28.4	2.4
1982 JAN	-13.4	-10.0	-17.0	-10.4	2.3	-15.8	1.3	5.7	4.6
FEV	7.8	6.1	4.6	1.9	7.7	-8.9	35.5	15.2	55.7
MARS	6.1	8.0	16.0	8.5	5.6	-3.7	24.3	7.1	32.0
AVR	1.2	1.5	28.3	2.9	2.8	-15.5	14.9	-11.7	31.2
MAI	1.6	2.0	10.8	1.2	7.7	-9.9	14.7	-3.4	30.6
JUIN	-3.5	-2.0	10.3	-8.9	11.3	-20.1	19.7	-9.5	40.5
JUIL	-1.7	1.2	37.4	-1.6	8.6	-9.1	3.6	-15.3	12.0
AOUT	7.4	8.2	5.2	1.9	23.7	4.9	19.4	-16.6	45.0
SEP	11.5	10.8	11.7	-2.0	13.2	2.6	26.2	-13.2	44.4
OCT	-8.2	-7.8	-2.6	-8.5	8.9	-10.1	-6.4	-25.6	1.4
NOV	-8.5	-8.8	-.1	-18.6	3.0	-8.8	-7.5	-16.0	-11.6
DEC		.3	2.1	1.6	16.4	-3.7	3.5	-21.1	10.3

SOURCE: EXPORTATIONS PAR MARCHANDISES, NO.65-004 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

COMMERCE EXTERIEUR
IMPORTATIONS PAR GROUPES DE MARCHANDISES
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET NON DESAISONNALISEES

		INDICE DE VOLUME PHYSIQUE	TOTAL DES IMPORT.	ALIMENTS ET ANIMAUX VIVANTS	MATIERES BRUTES NON COMESTIBLES	PETROLE BRUT	PRODUITS SEMI-FINIS NON COMESTIBLES	PRODUITS FINIS NON COMESTIBLES	MACHINES ET MATERIEL POUR L'INVEST.	VEHICULES AUTOMOBILES ET PIECES
1978		158.0	50107.9	3781.7	5882.1	3457.0	8748.2	31303.5	7308.9	13385.9
1979		175.5	62870.6	4236.2	7970.0	4497.1	12023.8	38073.3	9770.5	15160.7
1980		165.8	69273.9	4802.8	11344.6	6919.3	12708.3	39656.1	11082.7	13609.2
1981		170.6	79129.4	5238.9	12170.6	7861.4	14552.1	46237.3	12462.3	15995.9
1982			67355.2	4939.4	8672.9	4949.8	11794.4	40933.1	9924.9	14637.7
1981	I	166.5	18936.1	1207.1	2992.9	1984.7	3316.6	11213.4	3065.3	3732.5
	II	188.4	21829.5	1356.7	3292.3	2164.2	4086.5	12868.0	3360.0	4973.9
	III	161.2	19088.1	1313.9	3055.3	2039.5	3572.2	10905.8	3026.9	3623.1
	IV	166.5	19275.7	1361.2	2830.1	1873.0	3576.8	11250.1	3010.1	3666.4
1982	I	146.8	17491.7	1145.9	2367.0	1647.9	3185.4	10563.0	2821.6	3426.4
	II	154.9	18061.8	1280.5	2090.0	1055.7	2961.4	11483.2	2704.7	4704.3
	III	135.7	16381.1	1243.2	2258.3	1253.7	2877.3	9765.4	2258.9	3523.8
	IV		15420.6	1269.8	1957.6	992.5	2770.3	9121.5	2139.7	2983.2
1981	DEC	149.5	5979.5	418.2	1082.0	690.8	1071.0	3332.4	892.1	1070.6
1982	JAN	125.5	4960.4	334.3	709.6	475.0	980.7	2870.1	829.4	800.1
	FEV	143.6	5837.1	357.1	847.7	619.3	1031.3	3521.8	894.7	1208.8
	MARS	171.3	6694.2	454.5	809.7	553.6	1173.4	4171.1	1097.5	1417.5
	AVR	160.2	6128.6	402.0	648.0	348.9	1067.8	3924.3	944.5	1573.1
	MAI	153.8	5897.0	418.2	658.0	324.2	977.8	3759.6	883.3	1570.9
	JUIN	150.8	6036.2	460.3	784.0	382.6	915.8	3799.3	876.9	1560.3
	JUIL	135.0	5554.5	420.4	819.8	477.3	992.3	3249.8	758.5	1144.2
	AOUT	132.9	5362.2	427.3	752.4	428.4	892.5	3213.1	749.0	1114.1
	SEP	139.2	5484.4	395.5	686.1	348.0	992.5	3302.5	751.4	1265.5
	OCT	134.5	5114.3	444.8	613.5	262.5	897.7	3069.4	745.9	1014.1
	NOV	142.3	5496.9	427.6	739.1	389.9	1054.5	3165.0	751.7	984.9
	DEC		4809.4	397.4	605.0	340.1	818.1	2887.1	642.1	984.2

SOURCE: IMPORTATIONS PAR MARCHANDISES, NO.65-007 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

COMMERCE EXTERIEUR
IMPORTATIONS PAR GROUPES DE MARCHANDISES
VARIATION EN POURCENTAGE D'UNE ANNEE A L'AUTRE

		INDICE DE VOLUME PHYSIQUE	TOTAL DES IMPORT.	ALIMENTS ET ANIMAUX VIVANTS	MATIERES BRUTES NON COMESTIBLES	PETROLE BRUT	PRODUITS SEMI-FINIS NON COMESTIBLES	PRODUITS FINIS NON COMESTIBLES	MACHINES ET MATERIEL POUR L'INVEST.	VEHICULES AUTOMOBILES ET PIECES
1978		3.2	18.3	14.4	10.6	7.5	25.1	18.9	19.8	15.6
1979		11.1	25.5	12.0	35.5	30.1	37.4	21.6	33.7	13.3
1980		-5.5	10.2	13.4	42.3	53.9	5.7	4.2	13.4	-10.2
1981		2.9	14.2	9.1	7.3	13.6	14.5	16.6	12.4	17.5
1982			-14.9	-5.7	-28.7	-37.0	-19.0	-11.5	-20.4	-8.5
1981	I	-.9	11.2	22.9	6.7	9.1	-3.5	16.3	11.8	11.4
	II	7.8	21.7	17.3	20.7	34.0	19.4	23.1	13.8	32.0
	III	8.7	21.1	12.4	6.5	13.8	32.2	23.6	17.5	41.9
	IV	-3.4	3.9	-9.0	-3.8	-1.1	13.7	4.7	6.9	-6.8
1982	I	-11.8	-7.6	-5.1	-20.9	-17.0	-4.0	-5.8	-8.0	-8.2
	II	-17.8	-17.3	-5.6	-36.5	-51.2	-27.5	-10.8	-19.5	-5.4
	III	-15.8	-14.2	-5.4	-26.1	-38.5	-19.5	-10.5	-25.4	-2.7
	IV		-20.0	-6.7	-30.8	-40.7	-22.5	-18.9	-28.9	-18.6
1981	DEC	-3.7	4.1	-15.9	16.8	32.9	9.8	1.4	2.7	-10.8
1982	JAN	-19.4	-17.4	-17.9	-36.2	-36.3	-2.1	-16.0	-13.7	-25.8
	FEV	-10.1	-3.2	-.4	-5.2	14.2	-4.9	-3.0	-5.5	-5.9
	MARS	-6.9	-3.0	3.0	-17.9	-20.5	-4.6	.1	-5.1	3.5
	AVR	-14.7	-14.6	-8.9	-41.6	-49.6	-20.3	-6.8	-13.4	1.0
	MAI	-14.8	-16.7	-1.9	-41.3	-56.5	-28.1	-8.4	-18.1	-1.5
	JUIN	-23.5	-20.3	-5.9	-26.2	-47.4	-34.0	-16.6	-26.4	-14.3
	JUIL	-21.8	-17.3	-13.7	-20.4	-26.3	-16.6	-17.0	-30.3	-15.0
	AOUT	-4.9	-6.7	9.8	-31.3	-47.8	-17.4	3.2	-14.3	13.0
	SEP	-18.7	-17.5	-9.6	-26.1	-39.0	-23.7	-14.8	-29.4	-1.9
	OCT	-23.8	-24.8	-9.3	-37.9	-55.3	-30.1	-22.1	-32.5	-20.6
	NOV	-17.9	-15.3	-5.5	-2.9	-1.2	-13.7	-20.4	-25.7	-25.3
	DEC		-19.6	-5.0	-44.1	-50.8	-23.6	-13.4	-28.0	-8.1

SOURCE: IMPORTATIONS PAR MARCHANDISES, NO.65-007 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
RECETTES
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET DESAISONNALISEES

	EXPORTATIONS DE MARCHANDISES	RECETTES AU TITRE DES SERVICES					RECETTES DE TRANSFERT		RETENUES FISCALES	TOTAL DES RECETTES COURANTES
		VOYAGES	INTERETS ET DIVIDENDES	TRANSPORTS	AUTRES RECETTES	TOTAL	SUCCESSIONS ET CAPITAUX DES MIGRANTS	VERSEMENTS A DES PARTICU. ET INSTITUTIONS		
1977	44253	2025	874	2371	3025	8295	690	331	534	54103
1978	53054	2378	1208	2714	3631	9931	616	394	582	64577
1979	65275	2887	1271	3469	4279	11906	799	448	754	79182
1980	76772	3349	1577	3968	5280	14172	1161	515	995	93615
1981	84221	3760	1631	4279	5577	15247	1404	561	1110	102543
1980 IV	20640	839	411	1033	1353	3636	317	135	216	24944
1981 I	20266	939	427	1042	1211	3619	350	128	236	24599
II	21486	937	299	1078	1364	3678	346	135	250	25895
III	21174	941	390	1088	1479	3898	331	152	339	25894
IV	21295	943	515	1071	1523	4052	377	146	285	26155
1982 I	20507	950	356	1013	1498	3817	411	139	285	25159
II	21559	928	314	1097	1662	4001	395	143	306	26404
III	22212	908	278	1062	1756	4004	282	159	300	26957

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO.67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
RECETTES
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	EXPORTATIONS DE MARCHANDISES	RECETTES AU TITRE DES SERVICES					RECETTES DE TRANSFERT		RETENUES FISCALES	TOTAL DES RECETTES COURANTES
		VOYAGES	INTERETS ET DIVIDENDES	TRANSPORTS	AUTRES RECETTES	TOTAL	SUCCESSIONS ET CAPITAUX DES MIGRANTS	VERSEMENTS A DES PARTICU. ET INSTITUTIONS		
1977	16.5	4.9	5.9	13.9	9.2	9.1	-5.1	19.1	6.0	14.8
1978	19.9	17.4	38.2	14.5	20.0	19.7	-10.7	19.0	9.0	19.4
1979	23.0	21.4	5.2	27.8	17.8	19.9	29.7	13.7	29.6	22.6
1980	17.6	16.0	24.1	14.3	23.4	19.0	45.3	15.0	32.0	18.2
1981	9.7	12.3	3.4	7.9	5.6	7.6	20.9	8.9	11.6	9.5
1980 IV	6.0	-.5	12.3	1.8	1.2	2.1	6.4	-2.2	1.9	5.3
1981 I	-1.8	11.9	3.9	.9	-10.5	-.5	10.4	-5.2	9.3	-1.4
II	6.0	-.2	-30.0	3.5	12.6	1.6	-1.1	5.5	5.9	5.3
III	-1.5	.4	30.4	.9	8.4	6.0	-4.3	12.6	35.6	.0
IV	.6	.2	32.1	-1.6	3.0	4.0	13.9	-3.9	-15.9	1.0
1982 I	-3.7	.7	-30.8	-5.4	-1.6	-5.8	9.0	-4.8	.0	-3.8
II	5.1	-2.3	-11.8	8.3	10.9	4.8	-3.9	2.9	7.4	4.9
III	3.0	-2.2	-11.5	-3.2	5.7	.1	-28.6	11.2	-2.0	2.1

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO.67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
PAIEMENTS
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET DESAISONNALISEES

	IMPORTATIONS DE MARCHANDISES	PAIEMENTS AU TITRE DES SERVICES					PAIEMENTS DE TRANSFERT			TOTAL DES PAIEMENTS
		VOYAGES	INTERETS ET DIVIDENDES	TRANSPORTS	AUTRES PAIEMENTS	RETENUES FISCALES	SUCCESSIONS ET CAPITAUX DES MIGRANTS	VERSEMENTS A DES PARTICU. ET INSTITUTIONS	CONTRIBUTIONS	
1977	41523	3666	4532	2397	4610	534	235	364	-543	58404
1978	49047	4084	5904	2583	5770	582	252	380	-910	69512
1979	61157	3955	6512	3160	7269	754	255	437	-645	84144
1980	68284	4577	6961	3430	9040	995	266	478	-680	94711
1981	76870	4876	8105	3792	11622	1110	273	523	-718	107889
1980 IV	17789	1213	1712	888	2455	216	67	121	-132	24593
1981 I	18448	1192	1910	930	2696	236	67	129	-158	25766
II	19850	1222	1942	936	2933	250	67	130	-177	27507
III	19989	1208	2244	977	3071	339	70	131	-187	28216
IV	18583	1254	2009	949	2922	285	69	133	-196	26400
1982 I	16996	1272	2477	895	2904	285	71	143	-230	25273
II	16952	1290	2725	824	3327	306	74	143	-221	25862
III	17578	1143	2717	784	3011	300	70	146	-188	25937

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO.67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
PAIEMENTS
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	IMPORTATIONS DE MARCHANDISES	PAIEMENTS AU TITRE DES SERVICES					PAIEMENTS DE TRANSFERT			TOTAL DES PAIEMENTS
		VOYAGES	INTERETS ET DIVIDENDES	TRANSPORTS	AUTRES PAIEMENTS	RETENUES FISCALES	SUCCESSIONS ET CAPITAUX DES MIGRANTS	VERSEMENTS A DES PARTICU. ET INSTITUTIONS	CONTRIBUTIONS	
1977	13.4	17.5	36.4	7.4	10.1	6.0	29.8	6.1	19.3	14.6
1978	18.1	11.4	30.3	7.8	25.2	9.0	7.2	4.4	67.6	19.0
1979	24.7	-3.2	10.3	22.3	26.0	29.6	1.2	15.0	-29.1	21.0
1980	11.7	15.7	6.9	8.5	24.4	32.0	4.3	9.4	5.4	12.6
1981	12.6	6.5	16.4	10.6	28.6	11.6	2.6	9.4	5.6	13.9
1980 IV	5.8	4.6	-1.9	2.7	9.7	1.9	.0	.8	-38.3	4.9
1981 I	3.7	-1.7	11.6	4.7	9.8	9.3	.0	6.6	19.7	4.8
II	7.6	2.5	1.7	.6	8.8	5.9	.0	.8	12.0	6.8
III	.7	-1.1	15.6	4.4	4.7	35.6	4.5	.8	5.6	2.6
IV	-7.0	3.8	-10.5	-2.9	-4.9	-15.9	-1.4	1.5	4.8	-6.4
1982 I	-8.5	1.4	23.3	-5.7	-.6	.0	2.9	7.5	17.3	-4.3
II	-.3	1.4	10.0	-7.9	14.6	7.4	4.2	.0	-3.9	2.3
III	3.7	-11.4	-.3	-4.9	-9.5	-2.0	-5.4	2.1	-14.9	.3

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO.67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
SOLDES
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET DESAISONNALISEES

	COMMERCE DE MARCHAN-DISES	OPERATIONS AU TITRE DES SERVICES				TRANSFERTS			BIENS ET SERVICES	TOTAL DU COMPTE COURANT
		VOYAGES	INTERETS ET DIVIDENDES	TRANSPORTS	TOTAL	SUCCESSIONS ET CAPITAUX DES MIGRANTS	VERSEMENTS A DES PARTICU. ET INSTITU-TIONS	TOTAL		
1977	2730	-1641	-3658	-26	-7444	455	-33	413	-4714	-4301
1978	4007	-1705	-4696	131	-8992	364	14	50	-4985	-4935
1979	4118	-1058	-5241	309	-9744	544	11	554	-5626	-4952
1980	6488	-1228	-5384	536	-10831	895	37	1247	-2343	-1096
1981	7351	-1116	-6474	487	-14258	1131	38	1561	-6907	-5346
1980 IV	2851	-374	-1301	145	-2848	250	14	348	3	351
1981 I	1818	-253	-1483	112	-3345	283	-1	360	-1527	-1167
II	1636	-285	-1643	142	-3605	279	5	357	-1969	-1612
III	1185	-267	-1854	111	-3941	261	21	434	-2756	-2322
IV	2712	-311	-1494	122	-3367	308	13	410	-655	-245
1982 I	3511	-322	-2121	118	-4016	340	-4	391	-505	-114
II	4607	-362	-2411	273	-4471	321	0	406	136	542
III	4634	-235	-2439	278	-3951	212	13	337	683	1020

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO.67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

Marchés financiers

71	Agrégats monétaires	69
72	Devises et indicateurs du marché monétaire, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées	69
73	Nouvelles émissions nettes de titres payables en devises canadiennes et étrangères, données exprimées en millions de dollars canadiens et non désaisonnalisées	70
74	Taux d'intérêt, moyenne des mercredis, chiffres non désaisonnalisés	70
75	Taux de change, dollars canadiens par unité monétaire d'autres pays, chiffres non désaisonnalisés	71
76-77	Compte de capital de la balance des paiements internationaux, mouvements de capitaux à long terme données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées	71-72
78-79	Compte de capital de la balance des paiements internationaux, mouvements de capitaux à court terme, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées	72-73

AGREGATS MONETAIRES

	DONNEES NON DESAISONNALISEES — VARIATION EN POURCENTAGE D'UNE ANNEE A L'AUTRE					DONNEES DESAISONNALISEES — VARIATION EN POURCENTAGE				
	MONNAIE CENTRALE(1)	M1 (2)	M1B (3)	M2 (4)	M3 (5)	MONNAIE CENTRALE(1)	M1 (2)	M1B (3)	M2 (4)	M3 (5)
1978	12.1	10.1	8.8	10.6	13.7	12.1	10.0	8.8	10.6	13.7
1979	10.4	6.9	4.8	15.7	19.3	10.4	7.0	4.9	15.7	19.3
1980	7.7	6.3	4.4	18.1	14.3	7.7	6.2	4.3	18.0	14.3
1981	7.4	4.1	3.1	14.5	12.2	7.5	4.2	3.2	14.5	12.3
1982	1.3	2.0	2.7	14.6	14.8	1.2	2.0	2.7	14.7	14.9
1981 I	10.3	6.4	6.2	13.5	11.1	1.7	-.5	-.7	2.5	4.0
II	8.8	8.8	7.6	13.8	8.4	1.3	1.1	.2	3.3	.7
III	7.5	4.6	3.4	14.6	12.1	1.1	-.4	-.8	4.4	5.4
IV	3.5	-2.7	-4.1	15.9	17.1	-.8	-2.7	-2.7	4.9	6.0
1982 I	4.4	1.5	-.1	18.2	17.6	2.6	3.4	3.0	4.5	4.5
II	.3	1.8	2.1	17.6	18.8	-2.6	1.6	2.5	2.8	1.8
III	.1	-.1	1.7	13.8	14.4	.8	-1.9	-.7	1.1	1.5
IV	.4	4.9	7.2	9.7	9.3	-.3	1.8	2.3	1.1	1.3
1982 JAN	6.5	2.8	.5	18.7	17.0	3.3	-.4	.0	1.3	-.8
FEV	4.8	1.2	-.3	18.2	16.4	-.1	-.9	-.5	1.1	1.8
MARS	1.8	.4	-.5	17.6	19.6	-2.3	-.2	-.1	1.0	1.8
AVR	3.1	-.2	-.5	16.8	18.6	.5	1.1	1.5	.9	.0
MAI	-2.1	2.6	2.6	18.4	19.7	-2.9	2.2	2.2	.9	-.3
JUIN	-.2	3.1	4.1	17.6	18.0	1.1	-1.7	-.7	.6	.5
JUIL	1.0	-2.9	-.8	14.7	15.9	1.6	-.8	-.7	.1	.7
AOUT	1.4	-.7	1.1	13.7	13.9	.6	-1.4	-.6	.0	.4
SEP	-2.2	3.5	4.9	13.0	13.6	-2.8	.8	.4	.6	.8
OCT	-1.3	5.3	6.8	12.4	13.7	.5	-.1	.5	.4	.7
NOV	1.2	5.8	7.9	8.5	8.3	.7	.3	.5	-.1	-.7
DEC	1.3	3.9	6.9	8.2	6.0	1.1	4.9	4.2	1.2	1.0
1983 JAN		5.4	7.9	7.8	6.7		1.3	1.2	.9	-.2

SOURCE: REVUE DE LA BANQUE DU CANADA.
(1) BILLETS EN CIRCULATION, PIECES HORS BANQUE ET DEPOTS DES BANQUES A CHARTE AUPRES DE LA BANQUE DU CANADA.
(2) MONNAIE ET DEPOTS A VUE.
(3) MONNAIE ET ENSEMBLE DES DEPOTS TRANSFERABLES PAR CHEQUE.
(4) MONNAIE ET ENSEMBLE DES DEPOTS TRANSFERABLES PAR CHEQUE, PLUS DEPOTS A TERME DES PARTICULIERS ET DEPOTS A PREAVIS.
(5) MONNAIE ET ENSEMBLE DES DEPOTS BANCAIRES DU PUBLIC.

DEVISES ET INDICATEURS DU MARCHE MONETAIRE
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET DESAISONNALISEES

	VARIATION DES RESERVES OFFICIELLES INTERNATIONALES (EN $ E.U.)	VARIATION DU PORTEFEUILLE DE LA BANQUE DU CANADA — BONS DU TRESOR DU GOUVERNEMENT CANADIEN	VARIATION DU PORTEFEUILLE DE LA BANQUE DU CANADA — TOUS LES TITRES DU GOUVERNEMENT CANADIEN	BANQUES A CHARTE — RATIO DES RESERVES-ENCAISSES REELLES AU MINIMUM REQUIS	BANQUES A CHARTE — TAUX DES PRETS SUR DEMANDE (1)	BANQUES A CHARTE — TOTAL DES AVOIRS (1)	BANQUES A CHARTE — DISPONIBILITES (1)	BANQUES A CHARTE — TOTAL DES PRETS (1)	BANQUES A CHARTE — TOTAL DES PRETS PERSONNELS (1)	BANQUES A CHARTE — PRETS COMMERCIAUX (1)
1978	-41	1071	1699	1.008	8.11	106178	16910	65635	22507	41375
1979	-679	751	1628	1.008	11.23	125242	17485	81804	26161	53928
1980	143	1012	2242	1.007	12.13	139048	17324	95785	29703	64248
1981	341	-7	1121	1.009	17.62	185103	17569	130030	32328	91214
1982	-578	-2819	-1544	1.008	13.79	186762	19305	129323	31081	91402
1981 I	-314	-1307	-694	1.007	16.78	147339	19148	103400	30819	70184
II	-661	1139	1242	1.007	17.55	153370	19091	108663	31738	74141
III	-58	-923	-620	1.013	19.38	165098	19825	118883	32491	83002
IV	1374	1085	1193	1.009	16.77	185103	17569	130030	32328	91214
1982 I	-1402	-432	-205	1.009	14.28	186274	17331	130489	32386	90285
II	-42	-231	-287	1.010	15.07	186153	16071	129377	31994	89657
III	864	-2277	-1718	1.007	14.70	188296	16823	131530	31355	91799
IV	3	120	667	1.008	11.12	186762	19305	129323	31081	91402
1982 JAN	-73	-907	-904	1.009	13.85	183131	18399	127313	32528	87878
FEV	-797	-179	-305	1.010	14.06	185033	18109	128069	32455	87787
MARS	-532	654	1004	1.007	14.93	186274	17331	130489	32386	90285
AVR	553	-587	-941	1.011	14.73	185861	17337	128845	32309	89267
MAI	-651	104	246	1.005	14.98	185383	16368	128631	32176	88816
JUIN	56	253	408	1.014	15.50	186153	16071	129377	31994	89657
JUIL	344	-1187	-1030	1.006	15.62	184690	15875	128430	31670	89230
AOUT	593	-68	143	1.006	15.12	187196	16364	130672	31481	90748
SEP	-73	-1023	-831	1.009	13.37	188296	16823	131530	31355	91799
OCT	-193	-120	4	1.006	12.09	187686	17615	130740	31178	92287
NOV	68	883	1285	1.011	10.87	187302	18181	130393	30962	92616
DEC	127	-643	-622	1.006	10.40	186762	19305	129323	31081	91402
1983 JAN	316					184490	18852	127891	31096	89526

SOURCE: REVUE DE LA BANQUE DU CANADA.
(1) MOYENNE DES MERCREDIS.

NOUVELLES EMISSIONS NETTES DE TITRES PAYABLES EN DEVISES CANADIENNES ET ETRANGERES
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS ET NON DESAISONNALISEES

	GOUVERNEMENT DU CANADA			GOUVERNE PROVINCIAUX	GOUVERNE MUNICIPAUX	SOCIETES		AUTRES ETABLIS. ET DEBITEURS ETRANGERS	TOTAL
	OBLIGATIONS	BONS DU TRESOR	TOTAL			OBLIGATIONS	ACTIONS PRIVIL. ET ORDINAIRES		
1978	7670	2820	10490	7204	636	4641	6982	4	29958
1979	6159	2125	8284	6474	587	2776	4510	-8	22622
1980	5913	5475	11388	8641	439	3712	5372	215	29765
1981	12784	-35	12749	12432	361	6214	5654	42	37453
1982	14037	5025	19062	12679	806	5094	3764	246	41748
1981 I	714	1035	1749	2257	-60	1404	1553	80	6984
II	-602	620	18	2645	151	1663	2310	-9	6778
III	766	500	1266	3338	16	867	1096	-26	6557
IV	11906	-2190	9716	4192	254	2280	695	-3	17134
1982 I	338	-1325	-987	3561	215	2084	685	-32	5525
II	939	775	1714	2801	157	477	676	148	5972
III	998	2675	3673	3743	253	1726	590	118	10102
IV	11762	2900	14662	2574	281	807	1813	12	20149

SOURCE: REVUE DE LA BANQUE DU CANADA.

TAUX D'INTERET
EN FIN DE MOIS
CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	TAUX D'ESCOMPTE	TITRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA					MOYENNES MCLEOD, YOUNG, WEIR			TAUX DES SOCIETES FINANCIERES 90 JOURS
		BONS 3 MOIS	OBLIGAT. 1-3 ANS	OBLIGAT. 3-5 ANS	OBLIGAT. 5-10 ANS	OBLIGAT. 10 ANS ET PLUS	10 TITRES PROVINCES	10 TITRES MUNICIPAL.	10 TITRES SOCIETES	
1978	8.98	8.68	8.74	9.00	9.08	9.27	9.88	10.06	10.02	8.83
1979	12.10	11.69	10.75	10.42	10.16	10.21	10.74	10.94	10.88	12.07
1980	12.89	12.79	12.44	12.32	12.29	12.48	13.02	13.35	13.24	13.15
1981	17.93	17.72	15.96	15.50	15.29	15.22	15.95	16.46	16.22	18.33
1982	13.96	13.64	13.81	13.65	14.03	14.26	15.40	15.83	15.88	14.17
1981 I	16.91	16.71	13.59	13.44	13.25	13.27	14.00	14.39	14.20	17.13
II	18.51	18.20	16.06	15.44	15.06	15.02	15.65	16.21	15.97	18.57
III	20.18	20.15	18.82	18.06	17.45	17.17	18.10	18.63	18.32	21.02
IV	16.12	15.81	15.35	15.04	15.41	15.42	16.05	16.62	16.41	16.62
1982 I	14.86	14.59	15.41	15.02	15.27	15.34	16.59	17.04	16.99	15.35
II	15.74	15.50	15.33	14.97	15.16	15.17	16.52	16.99	17.09	16.05
III	14.35	13.89	13.92	13.85	14.19	14.35	15.51	16.00	16.01	14.38
IV	10.89	10.58	10.60	10.76	11.52	12.17	12.96	13.29	13.41	10.88
1981 DEC	14.66	14.41	15.19	14.80	15.29	15.27	15.97	16.37	16.48	15.65
1982 JAN	14.72	14.34	15.93	15.73	15.95	15.94	16.81	17.15	16.87	14.90
FEV	14.74	14.58	14.99	14.58	14.87	15.01	16.53	16.94	17.24	15.00
MARS	15.11	14.86	15.32	14.76	14.99	15.06	16.44	17.04	16.85	16.15
AVR	15.32	14.98	15.08	14.53	14.86	14.75	16.12	16.61	16.65	15.50
MAI	15.32	15.18	14.66	14.54	14.71	14.72	16.17	16.68	16.82	15.60
JUIN	16.58	16.33	16.24	15.85	15.90	16.03	17.27	17.69	17.80	17.05
JUIL	15.60	15.25	15.69	15.62	15.66	15.62	16.76	17.23	17.27	15.65
AOUT	14.26	13.70	13.44	13.39	13.80	13.96	15.35	15.81	15.99	14.20
SEP	13.18	12.73	12.62	12.54	13.10	13.48	14.43	14.97	14.78	13.30
OCT	11.53	11.21	11.43	11.50	12.07	12.63	13.10	13.64	13.61	11.45
NOV	10.87	10.72	10.53	10.67	11.46	12.18	13.23	13.43	13.58	10.95
DEC	10.26	9.80	9.85	10.10	11.03	11.69	12.55	12.79	13.05	10.25

SOURCE: REVUE DE LA BANQUE DU CANADA.

TAUX DE CHANGE
DOLLARS CANADIENS PAR UNITE MONETAIRE D'AUTRES PAYS
CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	DOLLAR AMERICAIN	LIVRE BRITANNIQUE	FRANC FRANCAIS	MARK ALLEMAND	FRANC SUISSE	YEN JAPONAIS (MILLIERS)	INDICE DU GROUPE DE 10 PAYS (1)
1978	1.141	2.191	.254	.570	.644	5.484	117.0
1979	1.171	2.486	.276	.640	.705	5.369	121.4
1980	1.169	2.720	.277	.644	.698	5.185	121.8
1981	1.199	2.430	.222	.532	.613	5.452	121.5
1982	1.234	2.158	.189	.509	.609	4.967	121.6
1981 I	1.194	2.757	.246	.573	.630	5.810	123.5
II	1.199	2.492	.222	.527	.589	5.455	121.7
III	1.212	2.225	.209	.499	.579	5.228	120.9
IV	1.192	2.244	.211	.531	.652	5.315	119.8
1982 I	1.209	2.231	.202	.515	.645	5.173	120.6
II	1.245	2.215	.198	.523	.624	5.101	123.2
III	1.250	2.155	.180	.503	.591	4.828	122.5
IV	1.231	2.030	.174	.493	.576	4.765	120.1
1982 JAN	1.192	2.249	.205	.520	.647	5.306	119.7
FEV	1.214	2.241	.202	.513	.641	5.152	121.0
MARS	1.220	2.204	.199	.513	.647	5.061	121.1
AVR	1.225	2.172	.196	.511	.625	5.023	121.2
MAI	1.234	2.234	.205	.533	.633	5.204	122.8
JUIN	1.275	2.240	.194	.525	.614	5.076	125.6
JUIL	1.270	2.203	.185	.515	.606	4.982	124.7
ADUT	1.245	2.148	.180	.502	.590	4.809	122.0
SEP	1.235	2.114	.175	.493	.577	4.692	120.7
OCT	1.230	2.086	.172	.486	.566	4.530	119.7
NOV	1.226	2.002	.170	.481	.560	4.656	119.5
DEC	1.238	2.002	.180	.511	.603	5.109	121.2
1983 JAN	1.228	1.933	.181	.514	.625	5.280	120.4

SOURCE: REVUE DE LA BANQUE DU CANADA, REVUE ECONOMIQUE, MINISTERE DES FINANCES.
(1) DONNEES PONDEREES GEOMETRIQUEMENT PAR LES PARTS BILATERALES DU COMMERCE DE 1971. LE GROUPE DES 10 COMPREND LES PAYS SUIVANTS: BELGIQUE, CANADA, FRANCE, ALLEMAGNE, ITALIE, JAPON, PAYS-BAS, SUEDE, ROYAUME-UNI, ETATS-UNIS ET SUISSE.

COMPTE DE CAPITAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
MOUVEMENTS DE CAPITAUX A LONG TERME
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET NON DESAISONNALISEES

	INVESTISSEMENTS DIRECTS		ACTIONS CANADIENNES NETTES	OBLIGATIONS CANADIENNES EN CIRCULATION	NOUVELLES EMISSIONS D'OBLIG. CANADIENNES	REMBOUR D'OBLIG. CANADIENNES	TOTAL DES OBLIG. CANADIENNES	CREDITS EXPORTAT.
	AU CANADA	A L'ETRANGER						
1977	475	-740	-105	243	5876	-903	5216	-523
1978	85	-2150	-271	35	6292	-1314	5013	-881
1979	675	-2500	527	476	4968	-2169	3275	-877
1980	585	-3150	1483	1071	5044	-2382	3733	-1186
1981	-4600	-5900	-746	1267	13056	-2951	11372	-829
1980 IV	-245	-1235	-177	493	1301	-734	1060	-261
1981 I	410	-1460	-375	279	1629	-454	1454	-66
II	-3305	-980	-290	466	2095	-730	1831	-391
III	-375	-1800	112	246	2844	-493	2597	-206
IV	-1330	-1660	-193	276	6488	-1274	5490	-166
1982 I	-1875	1325	-227	345	4598	-651	4292	-201
II	-75	-725	-9	120	3615	-975	2760	-609
III	250	-325	-162	-202	4857	-1008	3647	-800

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COMPTE DE CAPITAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
MOUVEMENTS DE CAPITAUX A LONG TERME (SUITE)
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET NON DESAISONNALISEES

	VALEURS ETRANGERES			PRETS ET SOUSCRIPTIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA			AUTRES CAPITAUX A LONG TERME	CAPITAUX A LONG TERME, TOTAL
	EN CIRCULATION	NOUVELLES EMISSIONS	REMBOURSEMENTS	AUX GOUV. NATIONAUX	AUX ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX	REMBOURSEMENTS		
1977	166	-41	96	-200	-339	36	176	4217
1978	29	-25	21	-261	-248	262	1537	3111
1979	-315	-313	46	-230	-322	33	1906	1905
1980	-7	-194	20	-238	-281	37	105	907
1981	-7	-97	9	-319	-309	41	1943	558
1980 IV	-210	-55	6	-37	-262	31	100	-1285
1981 I	-243	-17	4	-124	-24	9	-54	-486
II	-315	-22	2	-29	-9	1	-44	-3551
III	548	-50	2	-67	-57	0	920	1624
IV	3	-8	1	-99	-219	31	1121	2971
1982 I	31	-10	5	-101	-39	7	1354	4561
II	-82	-4	4	-44	0	1	137	1354
III	-81	-5	2	-69	-1	1	-239	2218

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COMPTE DE CAPITAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
MOUVEMENTS DE CAPITAUX A COURT TERME
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET NON DESAISONNALISEES

	AVOIRS DES NON-RESIDENTS						
	DEPOTS EN DOLLARS CANADIENS	CREANCES A VUE DU GOUV.	BONS DU TRESOR	EFFETS DES SOCIETES DE FINANCEMENT	ENGAGEMENTS DES SOCIETES DE FINANCEMENT	EFFETS COMMERCIAUX	AUTRES TITRES
1977	230	172	242	42	-55	-65	243
1978	37	55	-53	128	-40	-186	144
1979	524	217	-178	-5	0	153	527
1980	-60	171	542	-164	70	-79	751
1981	1401	164	-2	760	471	-86	543
1980 IV	-58	231	-75	-156	21	-132	258
1981 I	402	-8	26	73	29	92	563
II	-4	-57	-93	265	135	-11	-99
III	-43	41	213	209	200	0	491
IV	1046	188	-148	213	107	-167	-412
1982 I	-530	-6	28	-34	48	66	-130
II	-343	-50	-87	-612	-15	2	243
III	-39	-36	256	-25	3	-51	199

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COMPTE DE CAPITAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
MOUVEMENTS DE CAPITAUX A COURT TERME (SUITE)
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET NON DESAISONNALISEES

	AVOIRS DES RESIDENTS EN DEVISES ETRANGERES					
	POSITION NETTE DES BANQUES A CHARTE	AVOIRS NON-BANCAIRES	TOUTES AUTRES OPERATIONS	CAPITAUX A COURT TERME.TOTAL	MOUVEMENTS NETS DE CAPITAUX	MOUVEMENTS DES RESERVES OFFICIELLES INTER-NATIONALES
1977	1384	-655	-870	668	4885	-1421
1978	2771	-667	-952	1237	4348	-185
1979	4107	72	1498	6915	8820	-858
1980	1406	-489	-2878	-730	177	-542
1981	17965	-6736	592	15072	15630	382
1980 IV	2270	-95	-1697	567	-718	84
1981 I	5912	-1331	300	6058	5572	-314
II	8098	-1242	-237	6755	3204	-637
III	2726	-1960	-2343	-466	1158	-126
IV	1229	-2203	2872	2725	5696	1459
1982 I	1686	-2057	-1067	-1996	2565	-1668
II	-2128	-736	-1558	-5284	-3930	-27
III	-1312	-174	1885	706	2924	1100

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA
1010690170